ÉTUDES

SUR

LE ROMAN ANGLAIS.

MOUNT-SOREL.

Êtes-vous de ceux qui n'ont jamais vu, sans une émotion passagère, en traversant les riches comtés de l'Angleterre du sud, un manoir baronial, au bord de sa grande pelouse, et derrière ses hautes murailles les feuillages touffus dont les masses mobiles ombragent et cachent à moitié l'antique demeure? On dirait quelque sombre panache au sommet d'un casque dévoré par la rouille. On dirait aussi, mais de plus loin, un navire colossal, à l'ancre sous de noirs rochers. Les siècles, ces flots invisibles, ont battu en brèche l'imposante carène, et laissé leur empreinte sur ses robustes parois. Un antiquaire y lirait sans peine les annales du pays. Il reconnaît sur ces murs, tant de fois sapés, l'effort des balistes normandes, le pic des monarques jaloux et démolisseurs, les boulets républicains de Cromwell, les noirs vestiges de quelque incendie plus récent allumé par les brandons de 89; mais vous, — que je suppose voyageur et poète, — vous évoquez des souvenirs moins précis, et d'autres pensées vous préoccupent à l'aspect de ce majestueux débris.

Que de passions diverses se rattachent à son histoire, depuis que, pour

la première fois, un soldat, enrichi par la conquête, hissa sur ces tours grises son pennon ensanglanté, traça de son épée les limites de son vaste domaine, et, si loin que son regard de faucon embrassait l'espace, voulut être le dominateur du pays! En face de cet orgueil immense, il y eut les secrètes malédictions des tenanciers frappés de terreur, il y eut la haine atroce qu'inspire toute oppression nouvelle. Durant les longues nuits d'été, quand un pauvre *caitiff*, l'arc ou l'arbalète en main, se hasardait à franchir les fossés du parc aux chevreuils, quels devaient être ses pensers à l'aspect de la forteresse menaçante où, le jour suivant, il serait peut-être conduit pour répondre à un juge inexorable, à un maître sans pitié! A quelques pas de lui, cependant, un autre homme contemplait le même tableau, mais avec des soucis bien différens. C'était un altier prieur, repassant en sa mémoire les nombreux *items* de la charte domaniale, qu'il transcrivit la veille sur parchemin, et pieusement occupé de ce que deviendrait, dans les mains d'un serviteur de Dieu, cette terre si mal administrée par un grossier baron. A la même heure peut-être, dans son palais de Londres, le monarque anglais, pouvant dire, à un *hide* près, ce que possède chacun de ses nobles, rêvait aux moyens de recouvrer ce riche apanage, concédé sans réflexion, et qui donnait trop de puissance à un feudataire suspect.

Ainsi, dès le début de leur existence, autour de ces murailles insensibles et inébranlables, combien d'ames se sont émues, combien de cupidités se sont allumées, combien de révoltes ont été méditées, combien de méfiances, combien de terreurs, combien de jalousies, dans des ames depuis long-temps rendues à leur Créateur, chez des hommes dont la poussière, d'abord abritée sous le marbre, s'est enfin mêlée à cette poussière universelle d'où sortent successivement les générations! Ceux-là sont morts, d'autres ont à leur tour admiré, redouté, envié, possédé, perdu ce glorieux hochet. Après ceux-ci d'autres, et d'autres encore. Les guerriers ont versé leur sang au pied de ces murs hautains; les gens de cour ont ourdi mille trames, fait jouer mille ressorts pour obtenir cette proie royale; les jurisconsultes ont épuisé leur science à renverser les droits qui la protégeaient; ils ont miné vingt fois sans succès sa troisième enceinte, inattaquable à l'artillerie, enceinte de parchemins, de substitutions, de clauses restrictives, etc. Ainsi, guerre de boulets, guerre de plume, assauts meurtriers, procès sans fin, un perpétuel déchaînement de convoitise, de spoliations, de subtilités haineuses, et, battu sans cesse par cette mer turbulente, l'édifice massif est encore debout. Debout malgré les malédictions des pauvres, debout malgré la proscription des rois, debout malgré le peuple révolté, debout malgré le canon de la république, debout malgré les torches des réformistes; colères publiques, haines privées, se sont brisées contre cette force inerte qui leur survit et semble les défier encore.

Vous admirez, n'est-il pas vrai? ce récif granitique; mais en philosophe, en rêveur, et pour quelques instans, après lesquels, reprenant votre bâton de pèlerin, vous irez interroger d'autres souvenirs. Celui-ci ne tardera pas à s'effacer, car vous êtes, après tout, un enfant de ce siècle pour qui les grandes races éteintes, les vestiges des temps passés, n'ont qu'une valeur poétique, et qui ne peut leur accorder une sympathie durable et sérieuse. Vous êtes Français d'ailleurs; l'anéantissement de l'aristocratie, qui se décompose chaque jour sous vos yeux, malgré quelques efforts isolés et mesquins, ne vous a laissé aucune de ces illusions sans lesquelles il n'est pas une religion possible, ni celle du passé, ni celle de l'amour, ni même celle de l'or, qui, lui aussi, a besoin de prestiges et de mensongères idoles.

Mais supposez un autre pays, un autre temps. En face d'une résidence féodale comme celle dont nous avons évoqué l'image, et l'œil arrêté sur ses tours élancées, sur sa chapelle gothique, où se pressent les tombes illustres, sur les longues galeries où, dans les noirs lambris de chêne sculpté, la piété des fils a placé tour à tour l'image sévère des ancêtres, supposez un Anglais, c'est-à-dire un homme du Nord, fidèle aux traditions de sa race et conservant cet esprit de vénération, de respectueuse déférence que les bouleversemens successifs de la société européenne n'ont pas encore détruit, l'impression produite sera plus intense, l'admiration plus réelle, le souvenir plus durable. Un Anglais de notre temps, fût-il plébéien de naissance et de cœur, celui-là même qui combat avec le plus de vigueur pour la cause du progrès, celui-là qu'on retrouve, soit au parlement, soit sur les *hustings*, armé d'invectives contre les représentans actuels de la féodalité, celui-là, dis-je, — mieux que chez nous un La Trémouille, un Montmorency, — se laissera dompter par la solennelle grandeur d'un pareil tableau. Il retrouvera dans son cœur, où le sang germanique bat encore, quelques-uns de ces instincts qui formèrent la société du moyen-âge; il subira, malgré les révoltes de sa raison, l'influence de ce respect inné qui donnait alors l'autorité au plus brave, au plus fort, à l'homme bardé de fer, au châtelain bardé de pierre.

Encore a-t-il, pour réagir contre cette involontaire émotion, le souvenir de tout ce qui s'est accompli en Europe depuis cinquante ans. Il a vu, — ou, s'il ne l'a pas vue, il la connaît à fond, — la lutte désespérée du génie aristocratique et de l'esprit d'affranchissement. Il peut se rendre compte de l'arrêt providentiel porté contre ces hautes castes, dont l'œuvre est achevée, et dont la civilisation fait lentement justice. La question n'est pas douteuse à ses yeux, et si le grand manoir représente pour lui une force encore vivante, un emblème de résistance encore active, il ne saurait lui accorder ce respect mêlé de crainte qui jadis environnait la forteresse féodale, quand sa chute ne pouvait se prédire

à coup sûr, et quand au prestige de sa grandeur passée se joignait celui d'un avenir inconnu.

Il faut donc se reporter à la fin du siècle dernier pour comprendre un récit dont le véritable héros fut une de ces imposantes résidences, un de ces grands domaines qui font encore, en Angleterre, l'orgueil de certains comtés. Ce récit court grand risque de n'inspirer en France, et de notre temps, ni une très grande confiance, ni une très grande sympathie. En Angleterre, il a paru vrai; il a éveillé des souvenirs, il a fait appel à des émotions qui ont encore leur puissance chez nos voisins, et qui chez nous n'existent plus, — s'ils existent encore, — que pour un petit nombre de nobles et délicates imaginations.

Parmi les baronnies dont le *long parlement* ordonna la confiscation et la vente, on trouverait celle de Mount-Sorel, située sur les frontières du pays de Galles. Le château primitif, détruit en 1460, durant les troubles qui agitèrent les règnes d'Henri VI et d'Édouard IV, avait été remplacé par une splendide *manor-house*, que sir Ralph de Vere fit élever en 1557, et de laquelle ses descendans furent expulsés, en 1648, par les commissaires des communes.

Cent quarante ans s'étaient écoulés depuis lors. Le magnifique domaine, encore possédé par les héritiers du spéculateur puritain qui l'avait acquis à vil prix, était aux mains d'un jeune dissipateur ivrogne. La malédiction de Dieu semblait peser sur ce séjour, où la débauche grossière et le blasphème avaient élu domicile. Transformé en une sorte de cabaret où tous les chasseurs, tous les jockeys de la province venaient s'enivrer gratuitement, le vieux château, déshonoré par leurs orgies, privé de tous soins, mal défendu contre les ravages du temps, s'en allait chaque jour en débris, jonchant les pelouses voisines de ses créneaux déchaussés l'un après l'autre, de ses tourelles sculptées où la foudre avait fait brèche, de ses hautes et raides toitures que le vent émiettait çà et là. Le domaine, — deux mille acres de terre, — abandonné à des régisseurs subalternes, dépérissait comme le château. Les bruyères, les herbes parasites envahissaient la lande ouverte entre les bois. Ceux-ci, mal aménagés, s'encombraient d'arbres morts, tandis qu'on promenait la hache, au hasard, dans les jeunes et vigoureux taillis. Bref, l'incurie et la paresse, complices du désordre et du pillage, laissaient partout leurs traces déplorables. Et cependant ce site grandiose n'avait pas perdu toute sa beauté. Insensible aux mépris de l'homme, la nature rendait chaque année aux forêts délaissées leurs frémissantes ombres, au parc ses gazons veloutés, aux vastes étangs leurs eaux limpides; elle faisait aux ruines du château saxon, contemporaines de l'heptarchie, un manteau plus ample chaque année de sombres lierres et de convolvulus, elle tapissait de plus de mousses richement nuancées les piliers croulans de l'antique chapelle.

Pour tant de splendeurs, atténuées par l'effet mélancolique des souvenirs qu'elles réveillaient, pour ce déclin majestueux d'une forte et royale création, le grossier possesseur de Mount-Sorel n'avait pas un regard, pas une pensée. C'était, nous l'avons dit, un de ces coureurs de renard dont la vie se perd en fatigues sans but, en stupides ivresses. Un jour qu'il montait un cheval difficile et qu'il avait, de trop bonne heure, fêté ses vins capiteux, il se brisa la tête au revers d'un fossé qu'il voulut franchir. Le trépas soudain de ce jeune fou laissait Mount-Sorel sans maître, et le vouait au marteau de l'adjudication.

Or, à quelques milles de ce noble domaine, vivait un homme chez qui la mort imprévue du jeune Entwistle allait déchaîner une passion jusque-là prisonnière et muette, une de ces passions qui nous attendent au déclin de l'âge, quand nous échappons à toutes les autres, redoutables parce qu'elles nous trouvent hors de garde, redoutables par l'attachement immodéré que nous portons à ces derniers nés de nos désirs, redoutables surtout par la nécessité de concentrer au dedans de nous ces faiblesses de l'ame, dont nous n'osons ni mesurer ni avouer la secrète puissance.

Jusque-là, ce dernier rejeton des De Vere avait peu vécu par le cœur. C'était une ame altière et réservée, une de ces natures à qui l'abandon n'est pas possible, qui le redoutent chez autrui, et se privent sans peine de ces épanchemens par lesquels l'homme vulgaire associe les autres à ses douleurs ou à ses joies. De Vere, lui, ne réclamait ni compassion pour ses souffrances, ni joyeuse sympathie pour ses plaisirs. A vrai dire, il n'avait jamais beaucoup souffert, et jamais il n'avait éprouvé de vive satisfaction. Né sous le coup d'une déchéance déjà lointaine, il supportait avec résignation l'abaissement de sa race; mais l'orgueil patricien vivait encore en lui, et lorsque, déjà père d'une fille, il dut renoncer à voir son nom se perpétuer au-delà de lui, faute d'un héritier que le ciel lui refusait obstinément, il eut quelque peine à subir sans murmure cet arrêt de la Providence.

Pourtant il ne lui échappa aucune plainte. A quoi la plainte sert-elle? Il ne réclama aucune consolation. Qui donc l'eût consolé? Depuis long-temps la compagne qu'il s'était donné, — douce et bonne créature dont il découragea tout d'abord la tendresse importune, — avait accepté près de lui le rôle discret et silencieux auquel il la destinait évidemment. Depuis long-temps elle n'empiétait plus sur les heures qu'il passait loin d'elle, et n'osait plus franchir la mystérieuse barrière qui défendait l'accès de son cabinet. Clarisse elle-même, l'unique enfant, devenue avec le temps une de ces belles jeunes filles dont l'aristocratie anglaise revendique, à titre de privilége exclusif, la blancheur éclatante et la majesté virginale, n'avait pu triompher de la froideur paternelle. De Vere, juste envers tous, ne lui demandait pas compte des espérances qu'elle

avait déçues en naissant; mais, pas plus qu'à toute autre créature humaine, il ne lui accordait le droit de pénétrer les secrets de sa pensée. Type complet de cet esprit exclusif qui se résume par le proverbe si connu : *My home is my castle*, et fait du moindre cottage une forteresse fermée à toute invasion, De Vere n'admettait personne dans son *home* intérieur, dans le château-fort de sa conscience. Entre deux êtres aimans et dévoués il vivait silencieux et seul.

Certes, si quelque événement, en ce bas monde, avait pu arracher un cri de surprise et de plaisir à ce froid et hautain gentleman, c'eût été la nouvelle que Mount-Sorel allait être à vendre, Mount-Sorel, le domaine de sa famille, Mount-Sorel dont ses ancêtres portaient le nom, Mount-Sorel dont il conservait pieusement la description officielle dressée par ordre « des lords commissaires du parlement et du peuple d'Angleterre. » L'émotion fut extrême, n'en doutez point; mais rien, pourtant, ne la trahit au dehors. Du même pas qu'à l'ordinaire, l'impassible chef de famille traversa les galeries qui conduisaient à son cabinet. Une armoire de fer était scellée dans l'épaisseur du mur; il l'ouvrit sans se presser. C'était là qu'il conservait les archives de famille. Là, dans une toile jaunie sur laquelle des taches de sang marquaient encore, reposait une mèche de cheveux gris enlevée à une tête que les balles covenantaires n'avaient pas épargnée, celle de Ralph De Vere, « assassiné en 1647 par les rebelles, » disait l'enveloppe de cette relique. Là se trouvait aussi le plan du domaine confisqué à la même époque. On y voyait, figurés grossièrement, ses bois séculaires, son parc immense bordé par les sinuosités d'un fleuve, ses chaînes de rochers où certaines marques particulières indiquaient la présence de gisemens minéralogiques encore inexploités, son chapelet d'étangs poissonneux, ses pâturages qui envahissaient l'horizon tout entier, et enfin, au centre de cette magnifique possession, les deux châteaux, reliés l'un à l'autre par de longues avenues, des jardins, des dépendances sans nombre.

Depuis bien des années, personne, parmi les De Vere, n'avait déroulé ce tableau splendide et navrant. Le représentant actuel de la famille savait, par tradition, que Mount-Sorel avait été l'apanage de ses aïeux; mais une répulsion invincible ne lui permettait pas de chercher à voir ce monument de grandeur éclipsée, d'opulence à jamais perdue. C'était à contre-cœur que, dans ses courses à travers le comté, il n'avait pu s'empêcher de jeter un coup d'œil sur les collines chargées de bois, et sur les hautes tourelles qui, dépassant la cime des arbres, indiquaient l'existence du vieux château féodal. Et alors il se hâtait de détourner la tête pour que rien sur sa figure ne pût trahir le plus insignifiant regret, le retour le plus indirect vers les temps qui n'étaient plus.

Maintenant l'heure était venue, qu'il n'avait jamais espérée, où il allait être possible de rentrer dans cette terre consacrée par tant de glo-

rieux souvenirs. Fallût-il, pour un si noble but, sacrifier l'aisance et le repos de ses vieux jours, De Vere n'aurait pas hésité. Mount-Sorel à vendre ne devait, ne pouvait être qu'à lui. Pour lui seul, Mount-Sorel avait la valeur d'un royaume. Désormais, à ce nom vénéré, devait battre le cœur du dernier des De Vere; dans ce cœur si froid, si fermé, une ardeur inconnue venait de naître, et cherchait une issue. C'était la fureur, le délire d'un premier amour; c'était cette flamme étrange, c'étaient ces transports intérieurs, ces tressaillemens involontaires de l'orgueil et de l'ambition, lorsque, opprimées long-temps et contraintes au repos, ces passions impérieuses espèrent enfin libre carrière.

Et même ce jour-là, cependant, rien ne parut au dehors de ces émotions violemment refoulées. Le soir seulement, par un beau coucher de soleil, De Vere prit la main de sa fille, alors âgée de treize ans, et l'emmena sur une terrasse d'où l'on apercevait de loin les bois de Mount-Sorel, fermés à l'horizon par une longue ligne de roches grises. L'enfant, peu habituée à un pareil témoignage d'affection, marchait droite et fière, et lui la regardait avec un sentiment involontaire de respectueuse tendresse, songeant qu'il avait sous les yeux l'héritière à venir du domaine reconquis.

La nuit venue, ils rentrèrent sans avoir échangé une parole. Tout entier à sa nouvelle espérance, De Vere ne songeait plus qu'au moyen de la réaliser, et, perdu dans ses calculs, il avait fini par oublier que Clarisse était près de lui.

L'acquisition de Mount-Sorel n'eût pas été difficile à un autre homme que De Vere, placé dans les mêmes conditions de fortune; mais cet orgueil qui la lui rendait si désirable opposait en même temps mille obstacles à son inébranlable volonté. Il en eût coûté à De Vere s'il eût fallu aliéner le domaine patrimonial, faire tomber sous la hache les forêts qui portaient son nom, ou même permettre à des mains étrangères de profaner le trésor de famille; l'argenterie massive, les bijoux que six générations de douairières avaient accumulés dans les riches cabinets d'écaille et d'ivoire incrustés ne pouvaient pas être mis au pillage. Mount-Sorel devait être acheté, mais non pas au prix de la moindre dérogeance, de la plus légère humiliation.

Le fier patricien se souvint alors que, parmi les biens qui formaient la dot de mistriss De Vere, il en était un libre de toute charge, et qu'elle avait voulu conserver intact par respect pour la mémoire d'un père chéri. Ash-Grove, où elle avait grandi, qui s'était embelli sous ses yeux; Ash-Grove, où elle se retrouvait chaque année, et dont les rians vallons, peuplés de ses plus lointains souvenirs, lui rendaient le prestige de sa jeunesse évanouie, était pour elle une terre sacrée. Mais l'orgueil est impitoyable dans ses calculs, et l'orgueil prescrivait la vente d'Ash-

Grove. Elle fut aussitôt décrétée, quitte à obtenir plus tard le consentement de mistriss De Vere.

Ce point réglé, désormais certain de pouvoir acheter Mount-Sorel, et le regardant dès-lors comme son bien, De Vere attendit patiemment l'époque de la vente. Deux longues années devaient s'écouler avant que les formalités judiciaires, l'impatience des créanciers et le mauvais vouloir des hommes de loi eussent abouti à ce résultat. Durant ces deux années, le futur propriétaire ne perdit pas un moment de vue le but de sa secrète ambition. Jamais un seul mot ne décelait ses espérances, soigneusement déguisées; jamais le nom de Mount-Sorel n'était prononcé par lui, mais jamais non plus ce nom ne quitta sa pensée, et il ne s'écoulait guère de jour où cet homme grave, ce philosophe austère, ne cédât au charme invincible qui l'attirait vers le but de ses rêves.

C'était avec la joie dissimulée de l'amoureux en bonne fortune qu'il se glissait, par des sentiers solitaires, perdus sous l'ombre des bois, jusqu'au sommet des roches ardues qui dominaient les murs de l'ancien château. De là, pour la première fois de sa vie, il avait contemplé le berceau de sa noble race, les remparts démantelés, les tours tapissées de lierre et couronnées de folle-avoine, les arceaux brisés, les buissons sauvages où le vent se jouait avec d'étranges murmures, et çà et là, — mutilés par la main des hommes ou par celle de Dieu, — les écussons sculptés où se lisait encore, sous mille blessures, le blason sans tache des De Vere.

A cet aspect, leur dernier descendant avait cru, pour un moment, se voir entouré de leurs ombres imposantes. Elles lui montraient, indignées, cette terre conquise et gardée au prix de leur sang, cette terre usurpée par la révolte, vendue à un obscur trafiquant, déshonorée par les vices grossiers de ces nouveaux venus, de ces *up-starts*, et qu'il fallait, à tout prix, replacer en des mains nobles et pures.

Incapable de résister à leur appel, De Vere s'était élancé vers la chapelle qui abritait leurs tombes, et dont la nef se soutenait presque entière sur ses piliers ébranlés. Guerriers, prélats, abbesses, leurs images gravées dans le marbre tapissaient le sol. Près du mur qui dessinait encore l'enceinte du chœur, l'effigie d'un paladin gisait sur un sarcophage aux bas-reliefs effacés. Ses bras en croix sur sa poitrine rappelaient ses exploits en Terre-Sainte. De l'autre côté de l'autel, agenouillé dans ses robes flottantes, un prêtre, un cardinal de l'église romaine, tendait au ciel ses mains de pierre; de ceux-ci, comme de tous les autres, De Vere connaissait le nom et avait appris les exploits, les grandes actions, les vertus chrétiennes. Jugez de son émotion, lorsqu'à l'improviste il se trouva transporté, pour ainsi dire, au milieu d'eux, lorsque

les traditions les plus précieuses à sa mémoire prirent tout à coup une forme sensible, une réalité saisissante. A qui ne l'a jamais ressentie, cette exaltation de l'homme par le souvenir des aïeux peut sembler chimérique et vaine; pour qui l'a connue, c'est une des plus vraies, une des plus intimes jouissances que l'esprit rencontre dans les régions élevées où l'attirent ses instincts d'élite.

Ne vous étonnez donc pas que, ramené là par l'ineffaçable attrait de cette première visite, De Vere dirigeât sans cesse vers Mount-Sorel ses promenades solitaires. Le passé si glorieux, l'avenir si certain, lui faisaient éprouver, au milieu de ce domaine désert, un mélange ineffable et confus de joies enivrantes. Il aimait à s'y trouver seul, durant des heures entières, maître, par la pensée, de tout ce qui l'entourait. Il était là comme le voyageur qui revoit sa patrie, comme le soldat long-temps prisonnier, et qui reprend sa place sous le drapeau. L'idée d'un grand devoir rempli, d'une grande justice providentielle, rehaussait à ses yeux l'acte par lequel il allait rentrer dans le domaine enlevé à sa famille. Ajoutez à ces hautes visées tout un ordre inférieur de préoccupations mieux connues du vulgaire : celles du propriétaire soigneux qui prémédite les améliorations indispensables, calcule les voies et moyens, distribue les coupes de bois, met en valeur les terrains négligés, exploite les cours d'eau, les couches minérales, restitue à peu de frais une fabrique pittoresque, ouvre une percée lumineuse dans l'épais rideau qui masque de lointaines perspectives. Chaque jour, projets nouveaux, plans et devis improvisés; chaque jour, dans leurs plus menus détails, des combinaisons de toute espèce; ici une futaie à éclaircir, là-bas une mare à dessécher, un sentier à détourner, un champ à mettre en jachère. Encore étaient-ce là les soucis de premier ordre, les desseins les plus essentiels, et la tendresse du futur possesseur de Mount-Sorel pour son beau domaine abandonné descendait à des soins plus humbles. Il ne dédaignait pas, au besoin, — anticipant sur les jouissances qui lui étaient promises, — d'ébrancher au couteau les jets trop vigoureux de quelque arbuste nuisible, ou de remettre en son lieu, sans craindre d'y souiller ses mains aristocratiques, quelque ornement détaché des ogives, quelque fine sculpture descellée à la longue par les eaux du ciel et les aquilons de l'hiver.

Deux ans se passèrent ainsi, deux ans de silencieuse contemplation, pendant lesquels mille rapports charmans et mystérieux s'établissaient entre cet homme si froid, si concentré en lui-même, et la terre dont il se promettait la possession chaque jour plus prochaine. Il l'avait étudiée sous tous les aspects, par les belles matinées de printemps, étincelante sous les feux de l'aurore, et par les soirs brumeux de l'automne, voilée, mélancolique, noyée de pleurs; il savait par cœur le chant des girouettes rouillées qui grinçaient sur le toit ébréché du manoir; il nom-

mait sans hésiter, d'après les anciennes chartes, les étangs, les bosquets, les donjons. Ici le bois des Druides, là-bas la Fosse-au-Moine, près des taillis de Bevis. Il avait rapporté, fidèlement calquées, les inscriptions placées sur chaque tombe, et prenait un plaisir d'enfant à les déchiffrer une à une pour les transcrire dans le livre où il avait ses annales de famille, notant à la marge, d'un crayon soigneux, la place de chaque pierre, la date inscrite sur l'écusson de bronze, les textes archéologiques dont il s'était aidé pour retrouver le sens de ces hiéroglyphes effacés.

Il était heureux, c'est tout dire. Son cœur avait long-temps recélé une source d'amertume, épanchée sans bruit sur une blessure béante; maintenant, comme si le bâton du prophète l'eût miraculeusement touché, cette onde amère s'était soudain adoucie et tombait, baume salutaire, sur la cicatrice à peine sensible. Toujours froid, toujours muet, et séparé de la communion de famille par ce secret qui n'avait pas encore franchi ses lèvres, on sentait pourtant émaner de lui une sérénité nouvelle, une douceur inaccoutumée. Sa voix était moins âpre, ses ordres moins brefs; ses gestes amollis, même quelquefois caressans, indiquaient le calme, la satisfaction intérieure. Sans se rendre compte de cette influence bénigne, les êtres placés autour de lui, et dont le bonheur tenait au sien, participaient à cette vie meilleure, à cette consolante espérance, à ce tiède printemps plus doux après un si long hiver.

Patient par nature et temporisateur par système, — il n'est jamais séant de se hâter, — De Vere n'avait pas manqué néanmoins de préparer l'acquisition en projet. Son homme d'affaires à Londres était au courant de ses intentions relativement à Mount-Sorel, et ce *solicitor*, renommé pour son exactitude, sa prudence, l'habileté avec laquelle il savait mettre les meilleures chances du côté de ses cliens, s'était chargé de guetter, sans mot dire, les démarches des gens de loi chargés de la vente, et des concurrens qui se présenteraient. Ses renseignemens, auxquels toute confiance pouvait être accordée, garantissaient les auspices les plus favorables. L'étendue de la terre de Mount-Sorel, son éloignement de toutes les grandes villes, la tendance industrielle des capitaux, le désordre où elle avait été laissée, tout, jusqu'au nom flétri de ses derniers propriétaires, contribuait à écarter les acquéreurs, surtout à diminuer la valeur vénale de ce magnifique domaine. Par avance, en homme rompu à ce genre d'affaires, M. Lawson s'était fait fort, si on lui laissait carte blanche, de conclure à un prix très au-dessous de l'estimation faite par De Vere, et qui se ressentait naturellement de ses vues enthousiastes. Bref, aucun souci sérieux, aucune inquiétude fondée ne troublait dans sa discrète béatitude le solitaire promeneur de Mount-Sorel.

Le moment vint où la vente fut annoncée. Il fallait se mettre en mesure de se présenter au champ-clos des enchères, et, nous l'avons dit, le concours de mistriss De Vere était indispensable à son mari. Ce fut une scène bien simple en apparence, mais pleine de poignantes émotions, que celle où, malgré sa déférence habituelle, mistriss De Vere hésita un moment à consommer le sacrifice exigé d'elle. Vainement elle essaya de sauver Ash-Grove. Maître impérieux et absolu, De Vere n'était pas homme à reculer devant quelques objections timides, devant quelques plaintes échappées à une ame délicate que froissait profondément l'injustice conjugale. Les humbles représentations de mistriss De Vere, dédaigneusement écoutées, combattues avec une irritation toujours croissante, n'eurent aucun effet sur l'ambitieux qu'elles contrariaient sans le convaincre. Elles ôtèrent, en revanche, au consentement qu'il était certain d'arracher à sa femme, cette bonne grace, cet élan feint ou simulé, qui double le prix du dévouement.

Du reste, à cette mésintelligence d'un moment succédèrent quelques beaux jours, les premiers où De Vere, confiant par nécessité, eût associé sa famille à ses désirs plus vifs d'heure en heure. Il était de ces hommes que le malheur replie en eux-mêmes, et dont la prospérité seule développe les qualités aimables, les affectueux penchans. Près de remonter avec tous les siens au rang dont il croyait être déchu, — touchant de la main ce but vers lequel depuis deux ans il n'avait cessé de tendre, — un bonheur grave, et dont il contenait avec soin les manifestations, éclatait dans ses regards, illuminait de quelques sourires son front ridé bien avant l'âge, et, sans qu'il en parlât jamais, rayonnait vivement au dehors. Ash-Grove était vendu; M. Lawson, pourvu de pleins pouvoirs, avait pris jour avec ses confrères chargés des intérêts de la succession Entwistle, et auxquels jusqu'alors aucune proposition sérieuse n'était parvenue. Tout annonçait une conclusion heureuse à cette négociation si prudemment ajournée, et préparée avec tant de soins.

Si nous avons pu, — tel était notre but, — vous inspirer quelque intérêt pour cette passion bizarre, pour cette faiblesse tout individuelle à qui doit faire défaut la sympathie banale des lecteurs de romans; si vous la jugez digne d'être étudiée comme une maladie morale dont le germe ne se perdra jamais, quelque rare, quelque inexplicable qu'elle soit pour bien des êtres humains; si, par cela même qu'elle est exceptionnelle et soulève l'examen du philosophe, elle ne vous a pas découragé, les simples événemens qui précèdent, — insignifians et sans lien dramatique, — vous ont préparé à comprendre la scène suivante.

Le jour était venu où devait parvenir à M. De Vere le bulletin définitif de la campagne entamée par son agent. Déjà la veille, lorsqu'il put croire que la conférence était entamée, on l'avait vu plusieurs fois,

cédant à un mouvement irréfléchi, tirer sa montre et regarder l'heure. Ce matin-là, Clarisse et sa mère, avec sa gouvernante, étaient réunies dans la salle à manger, lorsque le sac aux lettres, fermé à clé selon l'usage, fut apporté par un domestique. M. De Vere essaya de l'ouvrir; mais sa main tremblait évidemment, malgré tous ses efforts pour paraître calme.

— Voyons, père, dit Clarisse allant à lui le sourire aux lèvres. Il devint excessivement pâle, et lui tendit le sac qu'elle ouvrit sans peine. Il renfermait une lettre timbrée de Londres, la lettre de Lawson, la lettre attendue.

De Vere la prit, se rapprocha de la fenêtre, l'ouvrit avec lenteur, et commença sa lecture qu'il continua posément jusqu'au bout. Pas un muscle de sa figure n'avait bougé. Quand il eut fini, il replia le papier, et dit très bas ces simples paroles : — Lawson est arrivé trop tard; nous n'aurons pas le domaine.

— O mon père! s'écria sa fille en se jetant à son cou.

Mais il demeura silencieux. On voyait qu'il avait besoin de concentrer toute son énergie pour supporter doucement, et avec les apparences du calme, ce désappointement plus amer qu'il n'aurait pu le dire. Il y réussit à peu près.

Mistriss De Vere s'était levée à son tour, et s'avança timidement vers son époux, qu'elle craignait de blesser par des consolations inopportunes. Il ne lui laissa point prendre la parole; mais, serrant la main qu'elle lui offrait : « Sophie, lui dit-il, je n'oublierai jamais votre condescendance à mes désirs. » Puis il sortit sans rien ajouter. Les larmes contenues par sa présence coulèrent alors librement.

Il n'était que trop vrai. Jusqu'à ces derniers jours, aucun acquéreur ne s'était présenté pour Mount-Sorel, et les gens d'affaires chargés de la vente s'étaient engagés à prévenir Lawson de toute concurrence menaçante pour son client; mais, vingt-quatre heures avant qu'ils se réunissent pour conclure et signer avec lui, un étranger s'était présenté chez eux, offrant un prix bien supérieur à celui qu'ils espéraient obtenir. Seulement cet homme, d'une humeur en apparence très bizarre, ne voulait pas admettre le moindre délai; il fallait, séance tenante, accepter ou refuser son marché. Dans de pareilles circonstances, les vendeurs n'avaient point osé prendre sur eux de sacrifier une occasion si favorable et si imprévue. On vient de voir les conséquences de leur détermination.

En sortant de la salle à manger, De Vere s'était retiré dans son cabinet. Les trois femmes, attentives, épiaient tous les bruits qui pouvaient leur révéler ce qui se passait dans ce mystérieux réduit; pas un son n'arrivait à leurs oreilles. Après une heure d'attente, Clarisse n'y tint plus, et, craignant que les forces physiques de son père n'eussent

failli à son intrépidité morale, elle osa pour la première fois pénétrer, sans être appelée, dans le sanctuaire paternel.

De Vere était debout, en face d'une armoire de fer où il replaçait des papiers, des plans, des parchemins jaunis par le temps. Un soin minutieux présidait à leur arrangement dans des cases et des tiroirs séparés. Cette besogne achevée, il poussa les battans qui se rejoignirent avec un bruit métallique, tourna péniblement dans la serrure une clé rouillée, ôta cette clé, et se retourna seulement alors pour regarder du côté de la porte entre-bâillée.

Même à ce moment suprême où il enfouissait pour jamais les tristes débris de son ambition trompée, ces reliques du passé auxquelles ajoutait tant de prix, depuis deux ans, un avenir désormais fermé; même en ce moment, le fier gentleman était impassible, loin de tout regard, seul avec lui-même, mais soigneux encore de sa dignité.

Sa fille avait fait quelques pas vers lui; elle tenait ses doux regards attachés sur ce front où elle cherchait en vain les indices d'une émotion quelconque.

—Merci, Clarisse, merci, lui dit-il en dégageant son bras, sur lequel, sans y songer, elle avait posé la main. Je suis occupé; j'ai besoin d'être seul. Retournez près de votre mère... ne revenez plus surtout. Je suis occupé, très occupé.

Entre lui et les siens, le mur de glace s'était tout à coup relevé. Il n'était pas de ceux qui acceptent la compassion, même d'une épouse aimée ou de leur unique enfant. Froid, hautain, stoïque, la sympathie, qui vient en aide au faible, lui semblait presque une injure.

Peu d'instans après avoir quitté son père, Clarisse le vit sortir comme à son ordinaire par le fond du parc, et s'enfoncer — une dernière fois — dans les bois de Mount-Sorel.

Laissons les années s'écouler; laissons le temps, qui atténue nos douleurs comme il efface nos joies, émousser le premier aiguillon de cette souffrance aristocratique à laquelle nous avons voulu initier le lecteur, et, pour expliquer la suite de ce drame dont il ne connaît encore que le prologue, apprenons-lui à connaître le nouveau propriétaire de Mount-Sorel.

Il se nommait Higgins; c'était le type du plébéien anglais, puissant par la fortune à la fin du XVIIIe siècle. Que ses richesses eussent été conquises dans l'Inde ou sur le continent, que son père les eût gagnées en portant des nègres aux planteurs de la Jamaïque, ou son grand-père en spéculant sur les actions de la mer du Sud, elles existaient, et personne ne demandait compte de leur origine; mais, dans un pays comme l'Angleterre, la richesse plébéienne a ses compensations : devant cette puissance brutale de la fortune, s'il est des barreaux qui tombent, il

ROYAL

était en 88, il est encore des abîmes infranchissables. Et, par une logique toute simple, par un enchaînement fatal au principe oligarchique, les millionnaires sans aïeux, quand ils n'ont pas le génie qui dompte la résistance orgueilleuse des castes privilégées, sont dédaigneusement repoussés dans les rangs du peuple.

Ceci était arrivé pour Higgins. Homme de sens droit, de lumières communes, de volonté forte, — aussi fier, aussi indomptable d'ailleurs que si le sang de Harold eût coulé dans ses veines, — il avait pris vaillamment son parti de lutter contre une caste dont les dédains l'avaient blessé. Par nature, cependant, personne n'était moins niveleur, moins égalitaire. Il aimait l'ordre rigoureux, l'obéissance passive; maître juste, mais sévère, froidement absolu, à qui rien n'échappait, et qui pardonnait rarement la moindre transgression de ses ordres. Au reste, et une fois son parti pris, conséquent à lui-même, il avait l'uniforme débraillé de Fox, les propos aventureux de Wilkes, la terrible logique de Payne et de Priestley. Sans cesse sur la route de Londres à Paris, il allait chercher dans les clubs, à la constituante, chez Mirabeau, chez Lafayette, le mot d'ordre de l'idée nouvelle, la consigne changeante de la révolution, chaque jour plus forte et plus avide. Puis, dès qu'il pouvait se soustraire à cette dévorante activité, il courait à Mount-Sorel, où disparaissaient comme par miracle, sous ses yeux vigilans, sous ses mains infatigables, toutes les traces du long désordre auquel le noble domaine avait été livré par ses derniers possesseurs. Homme nouveau, il ne tenait compte d'aucune idée vieille. Cependant il s'abstint de porter une main sacrilége sur les beautés architecturales du vieux château. Tout jacobin qu'il était, on ne le vit pas méconnaître l'élégance des croisées à colonnettes ou des chapiteaux romans, mutiler les armoiries ciselées dans la pierre, ou *septembriser* les ruines de l'antique chapelle. Tout au contraire, cet homme bizarre voulut tout conserver de ce qui avait une valeur historique ou pittoresque, et, loin de témoigner une haine stupide à ces vestiges d'un temps qu'il abhorrait, on eût dit, à le voir étayer les pilastres fendus, restituer les écussons brisés, replacer dans leurs lambris les portraits de famille, préalablement restaurés et revernis, que cet homme rêvait, pour un avenir plus ou moins éloigné, le retour des De Vere dans leur ancien manoir.

Le bruit public portait ces nouvelles au dernier descendant de l'illustre famille, et troublait le repos de son ame stoïque. Chose étrange, il ne trouvait aucune consolation à ces détails, et ressentait comme une sorte d'insulte les soins qu'un étranger, un parvenu, un partisan abhorré de la révolution française, osait prendre de ces nobles reliques, profanées par ce culte indigne. De fait, n'était-ce point là une raillerie injurieuse? et relever l'autel, quand on ne croit pas au dieu, n'est-ce pas dire qu'on peut impunément se jouer d'une foi désormais sans

périls? L'église de Ferney, par exemple, n'est-elle pas un audacieux blasphème?

Mais peu importait à Higgins la bienveillance ou le mauvais vouloir des gentilshommes ses voisins. Il savait en bloc que leur paresse raillait son activité, qu'une secrète jalousie envenimait de toutes parts les jugemens portés sur lui; mais il n'en allait pas à son but d'un pas moins ferme, toujours entouré d'une troupe de jeunes enthousiastes, comme lui dévoués à la grande cause de la liberté humaine.

L'un d'eux était son fils Reginald, hier encore sur les bancs de l'école, et qui venait de parcourir l'Europe, où, de tous côtés, il avait vu fermenter l'esprit révolutionnaire. Impétueux, hardi, brillant d'esprit, admirablement beau, Reginald était adoré de son père, qui aimait à le mettre à l'épreuve en le raillant à outrance : heureux de le voir résigné à ces paternelles attaques, heureux encore lorsque le jeune homme, tout en riant, se permettait d'y répondre par quelque épigramme inattendue. A côté de lui, plus modeste, plus timide, — ame délicate sous une enveloppe massive et sans grace, — son ami d'enfance, Edmond Lovel. Ce dernier était aussi l'ami des De Vere, le compagnon de jeux de Clarisse, le seul étranger sur terre à qui, dans l'espèce de captivité où elle s'étiolait, la jeune fille eût pu jusqu'alors accorder une affection quelconque. Elle l'aimait en effet. Il avait sa place dans les pensées de cet être angélique. Absent, elle commençait à le trouver de moins. Elle souriait à l'idée de son retour. Il était mêlé à ses meilleurs souvenirs : il avait eu sa part de tous les chagrins de famille. C'était par sa faute, — Clarisse le savait et n'avait pas voulu que ceci fût révélé à son père, — que Higgins, accidentellement conduit dans les bois de Mount-Sorel, s'était pris d'un amour subit pour cette féodale résidence. Ils avaient donc, Edmond et Clarisse, un secret bien à eux, et n'était-il pas permis de se demander pourquoi ils l'avaient, pourquoi la jeune fille n'avait pas voulu qu'Edmond, innocent d'intention, s'exposât au ressentiment plus ou moins équitable de M. De Vere? Hélas! elle l'ignorait peut-être elle-même; mais cette répugnance d'instinct, et l'attachement dont elle était le symptôme naïf, Edmond ne pouvait-il donc y chercher un vague motif d'espérer?

Ce crime, — cette faute si excusable, — il devait l'expier cruellement, et cela dès le premier jour où Reginald rencontra Clarisse. Figurez-vous cette première entrevue, comme elle eut lieu, au sortir d'une église de campagne, par une matinée d'automne un peu froide. Reginald y avait conduit Edmond, sans lui dire où ils allaient, mais en réalité pour y voir cette jeune fille dont la beauté faisait tant de bruit. En arrivant aux portes de la chapelle, Clarisse et son père ont reconnu leur jeune ami, qu'ils croyaient absent; ils lui ont souri en le saluant. Le service fini, nul moyen de quitter la place sans leur avoir parlé. Reginald, ravi de

cette circonstance inattendue, n'a garde de quitter Edmond. Il faut donc qu'Edmond le présente, et comment? Par bonheur, Reginald, fils de Higgins, ne porte pas ce nom mal sonnant aux oreilles de De Vere; par là, du moins, Edmond échappe à la nécessité d'avouer *ex abrupto* ses rapports intimes avec le propriétaire de Mount-Sorel; mais le malheureux n'échappe à un piége que pour tomber dans un autre. Reginald Higgins n'eût certes pas été accueilli comme l'est Reginald Vernon, que De Vere se hâte d'inviter, et sur qui Clarisse jette, à la dérobée, un curieux et bienveillant regard. Est-il besoin d'en dire davantage? Ne devinez-vous pas le drame qui se noue?

Laissons là ce qu'il a de vulgaire, — c'est-à-dire les faits, — pour ne nous occuper que du détail intime par où certes il se relève. Reginald aime Clarisse et lui plaît, cela va sans le dire. Mais croyez-vous Reginald capable d'aller sans scrupules sur les brisées d'un ami comme Edmond Lovel? Non certes. Le généreux jeune homme n'a pas plutôt pressenti une pareille rivalité, que, maître encore de son amour, il propose à Edmond de le lui sacrifier. Un mot, et il s'éloigne, renonçant pour jamais à miss De Vere. Ce mot, pourtant, n'est-il pas déjà trop tard pour qu'Edmond ose le dire?

Cependant qu'on n'attende pas de lui, — et c'est ici qu'est l'intérêt de cette nouvelle lutte, — qu'on n'attende pas un héroïsme complet, un sacrifice immédiat de toutes ses espérances, un holocauste froidement accompli de ses chimères aimées. Appelé à boire l'amer calice, il se débat, il résiste, il l'éloigne de lui. Sa sombre tristesse fait place à des résolutions désespérées. Il ne veut pas céder, il ne veut pas que sa bien-aimée soit à un autre. Plaidant sa propre cause avec l'énergie de la passion révoltée : — Pourquoi, s'écriait-il, pourquoi donc Reginald aurait-il tout ce que m'a refusé le ciel, et pourquoi, de plus, m'enlèverait-il ce dernier trésor? A lui, sans Clarisse, la vie garde mille félicités. Il est beau, spirituel, adroit, séduisant. L'amour vient au-devant de lui, moisson toujours nouvelle et toujours dorée. Pour moi, si je perds une fois cette douteuse amitié, dont l'avenir fera peut-être un sentiment plus vif, rien ensuite, et plus rien encore. T'ai-je donc cultivée dès le premier matin, t'ai-je aidée à t'épanouir lentement, ô ma rose pâle! ô mon lis sans parfums! pour te voir ainsi disparaître dans un rayon de soleil, le seul qui ait encore traversé l'ombre où tu vis, où j'aurais vécu si heureux près de toi? Est-ce un légitime droit, est-ce une justice réelle qui t'enlèverait à ma tendresse éprouvée? Dois-je aller au-devant de ce supplice? dois-je véritablement courber la tête sous cette inexorable nécessité? — Ainsi s'exalte l'ame d'Edmond, et, durant les nuits fiévreuses, il se débat, comme Jacob, contre un messager du ciel, contre cet invisible lutteur qu'on appelle la conscience. Vainement cherche-t-il à se tromper sur ce qu'elle ordonne, vainement insulte-t-il aux résolutions

magnanimes qu'elle lui suggère. Toujours debout, l'athlète immobile n'est pas même ébranlé par ses étreintes convulsives. Il fait entendre les mêmes paroles, il indique du doigt la même route : — âpres discours, voie dure et odieuse.

Il y a ici, dans le récit que nous nous efforçons d'analyser, une nuance qui ne doit pas se perdre, sous peine de fausser en partie la donnée du livre. Edmond Lovel, qui seul peut raconter ses tortures, nous dira lui-même comment les dogmes politiques dont il était l'adepte reflétaient sur ses souffrances d'amour :

« Mes idées sur le devoir, dit-il, étaient singulièrement modifiées par les nouvelles doctrines dont je subissais l'influence. Il est beau, sans doute, de résister à l'oppression. Est-il aussi bon de réclamer sans cesse en faveur de ces droits de l'homme, que chacun entend à sa manière? Ce qu'on désigne ainsi, ne seraient-ce pas, et bien souvent, d'arbitraires exigences? Les prétentions de l'égoïsme ne se cachent-elles pas aisément sous ce beau nom de droits humains? Si tout homme a le droit d'être heureux, n'ai-je pas celui d'assurer mon bonheur? Et pourtant la loi du Christ est tout autre : « Songe aux autres avant de songer à toi. » Mais la philanthropie du XVIIIe siècle n'allait pas si loin; elle me mettait de niveau avec mon rival, et ne m'imposait pas de préférer son bonheur au mien. Je me révoltais à cette idée d'une injustice envers moi-même, comme j'eusse fait à l'idée d'une injustice envers tout autre.

« Pour prendre en considération *leur* bonheur à tous deux, pour faire entrer en balance avec la mienne la félicité de l'être que j'adorais, j'étais alors trop égoïste. Et n'allez pas, néanmoins, me prendre en mépris. Je n'étais pas égoïste par nature; mais je l'aimais tant! Me séparer d'elle pour jamais me semblait un effort impossible! »

Là ne se bornaient pas les tourmens de cette nature si malheureuse. Edmond Lovel, ce cœur noble et débile tout à la fois, s'indignait aussi de sa faiblesse, de ses irrésolutions, de n'être ni puissant contre son amour ni décidé à le faire prévaloir. Un sacrifice généreux trouve en lui-même de bienfaisantes consolations; une résolution ferme et franche débarrasse, au moins pour un temps, des remords qui importunent et paralysent. Mais ne se sentir ni complétement bon, ni complétement mauvais! se trouver lâche pour souffrir, lâche pour infliger la souffrance! hésiter au point de n'avoir plus d'estime pour soi-même, au point de ne savoir ce qu'on est, et de se croire inhabile au vice comme à la vertu, au calcul égoïste comme au dévouement sublime; joindre à ce malheur la conscience que l'on est envieux, misérablement tenté de médire et de mal faire, que l'on n'est pas aimé, que l'on n'a plus le droit de l'être, qu'on est faible, petit, sans énergie, sans volonté, n'est-ce pas là un supplice et une torture, torture que bien des hommes ont dû connaître?

Donc, quand Reginald Vernon dit à son ami Lovel : — Partirai-je? puis-je rester? il est temps encore aujourd'hui; demain, peut-être, il serait trop tard; si tu aimes Clarisse, pourquoi me cacherais-tu cet amour? si tu ne l'aimes pas, bénie soit ton indifférence!... mais parle, explique-toi; l'avenir t'appartient, — Edmond ne sait que s'arracher les cheveux en pleurant, maudire le sort, maudire son ami, et se demander à lui-même : — A quoi bon le bannir, s'il est aimé? A quoi bon faire le généreux, si j'aime Clarisse? Tout beau, mon cœur! Mon intérêt, halte là! — Et tandis qu'il délibère, la fièvre le prend. Reginald, qui ne reçoit pas de réponse, prend ce silence pour un aveu tacite. Il accourt. Au chevet du malade, Clarisse et lui se retrouvent : deux jeunesses attendries, pleurant ensemble l'ami menacé, s'interrogeant des yeux, se pressant les mains d'une étreinte sympathique. Pauvre Edmond, qui, mourant, leur sert de prétexte, à leur insu! Pas de médecin. Reginald s'élance à cheval, pique des deux, et descend au galop la longue avenue. Clarisse admire ce dévouement fraternel, peut-être aussi l'intrépidité, la grace de ce jockey accompli; puis elle frissonne à l'aspect d'Edmond, qui se soulève irrité, le front blême, les lèvres tremblantes, hagard, défait, affreux à voir, et qui retombe sur sa couche humide, écrasé par le sentiment de sa dégradation morale autant que par son désespoir.

Le mal est combattu avec succès. Il laisse Edmond épuisé par tous ces paroxismes, et mieux disposé à se dévouer. Il s'y décide surtout, — et ceci est encore une de ces nuances imperceptibles et délicates dont il faut tenir compte au romancier, — il s'y décide après une conversation de convalescent avec la nourrice de miss De Vere. Cette brave femme s'est figuré, parce qu'elle le désire, qu'Edmond doit épouser Clarisse; elle le berce de cette idée qu'il est en secret le mieux aimé. Dans ses châteaux en Espagne, elle fait allusion à la délivrance de Clarisse par un jeune homme dans le portrait duquel Edmond se reconnaît, si bien qu'elle lui rend l'espérance. Et cette dernière espérance lui donne, à lui, la force de garder son secret, d'étudier à loisir le cœur de Clarisse, pour se décider plus tard, s'il le faut, aux sacrifices qu'il aura jugés nécessaires. Cet ajournement, cette transaction, ces bonnes résolutions que l'on prend plus aisément quand on n'est pas certain d'avoir à les pousser jusqu'au bout, est-ce ou n'est-ce pas notre pauvre ame, notre courage douteux, notre abnégation incomplète?

Bientôt pourtant Reginald reparaît, et, dès qu'il est là, plus de doute. Le convalescent, l'œil fixé sur ces deux êtres qu'il ne peut s'empêcher d'aimer, alors même que, sans le savoir, ils lui déchirent le cœur, compte leurs regards qui se cherchent et se dérobent, il devine aux inflexions de leurs voix ce qu'ils n'ont jamais osé se dire. Que d'autres s'y trompent, à la bonne heure; mais il sait, lui, que le cœur de la

jeune fille a battu plus fort quand le cheval de Reginald s'est arrêté devant le perron. Il sait qu'elle a tiré l'aiguille, à partir de ce moment, deux fois plus vite que d'ordinaire; il a vu comment elle s'est levée, les yeux baissés, et comment tout aussitôt elle est retombée sur son siége. Furtifs symptômes, imperceptibles trahisons, que Reginald lui-même n'a pas remarqués, mais qu'Edmond enregistre amèrement!

Après tout, de quoi se plaindrait-il? Reginald n'a pas encore parlé. Il attend, dévoré d'impatience, la décision d'Edmond. Et comment reprocher à Clarisse un bonheur involontaire, une émotion dont à peine elle se doute? Ni l'un ni l'autre ne l'a volontairement blessé; ni l'un ni l'autre n'a oublié ou renié ses devoirs envers Edmond. Clarisse l'a traité en frère, Reginald en ami. — L'épreuve est faite; il serait cruel pour tous trois de la prolonger encore. Soyons dignes de ceux que j'aime! — Edmond Lovel dit ainsi un dernier adieu à ses espérances, plus calme, plus heureux après cette violente résolution qu'il ne l'aurait cru possible.

Un de nos poètes n'a-t-il pas soupiré les mêmes plaintes, exprimé le même sentiment de résignation attendrie et presque « friande » comme la mélancolie de Montaigne? Le dernier vœu de Joseph Delorme est aussi celui d'Edmond Lovel.

Non, c'en est fait, jamais, ni son regard timide
Où de l'astre d'amour brille un rayon humide,
Ni son chaste entretien,
Propos doux comme une onde, ardens comme une flamme,
Sermens, soupirs, baisers, son beau corps, sa belle ame;
Non, non, je ne veux rien.
. . . . . .
. . . . . .
Confiez vos soupirs aux forêts murmurantes,
Et, la main dans la main, avec des voix mourantes,
Parlez long-temps d'amour;
Que d'ineffables mots, mille ardeurs empressées,
Mille refus charmans gravent dans vos pensées
L'aveu du premier jour.

Mais ce que le poète entrevoit dans un drame confus dont l'héroïne lui est inconnue, Edmond l'a chaque jour sous les yeux. Il ressent ces douleurs de détail plus poignantes que la pensée ne sait les faire d'avance, et plus inattendues, et qui mettent la patience à de plus rudes épreuves. Pardonnez-lui donc s'il oublie une fois encore ses magnanimes déterminations, et ne l'en aimez pas moins pour cela, car il n'en est que mieux votre égal, votre pareil, votre frère. Non, Clarisse

n'ignorera pas qu'elle est aimée. Elle l'apprendra lorsque cet inutile aveu n'est qu'une épine mêlée aux fleurs dont elle se couronne, une goutte de fiel dans sa coupe d'ambroisie. Est-ce bien Edmond, le bon, le généreux Edmond qui lui parle avec cette ardeur concentrée, ces gestes brusques, cette voix impérieuse et grave? Est-ce bien lui qui l'effraie de cette folle tendresse, de ces angoisses, de ces navrans combats, de tout ce malheur, enfin, pour lequel, pauvre enfant, elle ne saurait avoir qu'une pitié stérile, et dont il ne fallait pas attrister ses belles, ses heureuses journées. Eh bien! ne regrettez pas cette dernière faiblesse du pauvre Edmond; elle le rapetisse peut-être, mais elle le console, car il voit presque à ses genoux, — lui demandant pardon du mal qu'elle lui a fait, — pleurant sur ces longs chagrins dont elle a vu, sans les comprendre, les plus terribles paroxismes, — la tendre et chaste amie de son enfance. Les larmes qu'elle verse sur lui régénèrent, comme un saint baptême, ce converti de l'amitié. Il rougit de lui-même quand il voit cette douleur sincère, cette pitié vraie et profonde, cette sympathie noblement expressive. A son tour de s'accuser, à son tour de consoler la jeune fille éplorée, et de lui déguiser, autant qu'il le peut encore, les misères de son cœur, qu'il étalait tout à l'heure avec une sorte de frénésie. Et son devoir, il l'a compris, est de lui rendre cette douce sérénité dont il l'avait tout à coup dépouillée.

Mais dans l'excès de sa douleur le nom de son rival était venu, comme malgré lui, jusqu'à ses lèvres. Grave imprudence ou générosité sublime, car Clarisse, éclairée tout à coup, sourit à cette révélation inattendue. Edmond n'a donc plus qu'à consommer le sacrifice. Il écrit à Reginald : — Le sort en est jeté; Clarisse est à vous. Arbitre de son bonheur, il est temps d'agir. Pas de questions; je n'y répondrais pas. Elle vous aime. Venez.

Ce dénouement inévitable va nous ramener à un conflit plus grave, plus implacable. Les passions de la jeunesse, si fougueuses, si absolues qu'on puisse les croire, n'ont pas la ténacité froide et sans pitié qui caractérise celles de l'âge mûr. Celles-ci, venues sur un sol plus aride, y jettent des racines plus vigoureuses. Arrivées tard, il n'existe pas, pour le cœur qu'elles font battre, de compensation possible à leur perte, et ces penchans généreux, aimans, dévoués, qu'on oppose avec bonheur aux exigences égoïstes d'un jeune homme, sont effacés chez le vieillard qui sait le néant des sacrifices.

Si donc vous avez cru que De Vere a oublié Mount-Sorel, si vous avez été dupe de ce stoïcisme orgueilleux dont il a voulu s'envelopper aux yeux des siens, vous n'avez pas compris combien la blessure a été profonde, combien le désappointement fut amer. Oui, sans doute, ses

yeux n'allaient plus chercher au bord de l'horizon les barrières de granit, les cimes vertes de la forêt convoitée. Tout au plus, observateur attentif, vous auriez pu remarquer que De Vere n'interrompait jamais son vieil intendant, lorsque cet homme naïf lui racontait les métamorphoses, les embellissemens, les réparations bien entendues, par lesquels le nouveau propriétaire inaugurait sa prise de possession. A part ce symptôme insignifiant, rien chez De Vere ne trahissait un regret. Mais écoutez Clarisse; elle ne s'y trompe point, elle, et son inquiète tendresse n'a pas vu sans frémir des indices qui vous échappent.

— Le croiriez-vous? dit-elle à Edmond, vous qui m'avez vue jadis si gâtée, objet de tant de soins, surveillée par mon père avec une sollicitude si constante, je lui suis maintenant indifférente comme tout le reste! N'allez pas croire que ce changement lui ôte une parcelle de mon affection. S'il ne m'aime plus, Edmond, c'est qu'il est bien malheureux et qu'il le cache, et qu'il ne veut partager avec personne sa douleur secrète.

— Ne plus vous aimer, quelle *folie!*

— Silence, Edmond!... ne prononcez pas ce terrible mot.

Et une étrange pâleur s'étendait sur son beau visage.

« Dites, reprit-elle très bas et jetant un regard autour d'elle, auriez-vous remarqué hier quelque chose qui vous ait suggéré une si affreuse pensée?... »

Edmond la regardait étonné. Il avait employé par mégarde, au hasard, l'expression qui avait effrayé Clarisse.

« Non, vous n'avez rien vu, n'est-ce pas?... Personne n'a rien vu... ma mère elle-même ne sait rien... et je me hais de vous avoir laissé entrevoir, à vous seul au monde, à vous mon ami et mon frère, les anxiétés qui me minent... Telle que vous me voyez, j'ai souffert du doute le plus épouvantable... Sans qu'il le sache, j'ai cherché dans sa bibliothèque tous les livres qui pouvaient m'éclairer... Savez-vous, Edmond, continua-t-elle plus bas encore, savez-vous qu'ils appellent cela une fièvre morale?... Ils disent qu'elle provient d'un chagrin caché. Hélas! Edmond, pourquoi mon pauvre père n'a-t-il pas voulu se confier à nous? Est-ce là l'orgueil permis?...

« Maintenant, poursuit-elle, il vous ferait peine à voir. Les jours et les jours se passent sans qu'il ouvre un livre, sans qu'il jette les yeux sur un journal... Et quel sombre voile sur son visage!... et quelle amertume dans ses paroles quand on arrive à traiter devant lui ces odieuses questions politiques!... Non, sans doute, non, vous ne pensez pas que cette noble intelligence soit ébranlée;... mais il y a quelque chose... Cette fièvre morale me fait peur;... je crains un malheur, sans savoir à quelle appréhension m'arrêter. »

L'instinct filial n'a pas été seul à s'alarmer. La vieille nourrice galloise fait à Edmond les mêmes sinistres confidences : elle lui parle, en baissant la voix, de ces inexplicables caprices qui effraient les serviteurs de son maître, de la terreur qu'ils éprouvent en le voyant quelquefois, à minuit, lorsqu'il peut se croire à l'abri de tous les regards, se perdre seul dans les bois ténébreux; elle lui raconte, d'après eux, comment De Vere se réfugie dans son cabinet, dont la porte verrouillée ne s'ouvre plus pour personne durant des journées entières : le vieil intendant lui-même y frapperait vainement. Puis ce sont parfois des éclats soudains, inexplicables, des colères sans raison, apaisées, réprimées à l'instant même par un effort violent.

Ainsi vont les choses pour De Vere. Higgins, en revanche, de plus en plus entraîné sur la pente où nous l'avons vu se placer, s'enivre d'action, de complots, de rêveries politiques. Un meneur secondaire, un artisan de troubles, établi chez lui, éperonne à chaque instant cette ardeur excessive, stimule cet enthousiasme téméraire, — et chaque jour s'élargit l'abîme qui sépare déjà Clarisse et Reginald.

Cependant, lorsque cet aimable et franc jeune homme fait un appel direct à l'affection paternelle, Higgins ne sait pas résister. Il trouve bien quelques inconvéniens à une alliance qui désarme Reginald et le range parmi les *modérantistes;* mais, après tout, si l'on scrutait à fond ces résistances plébéiennes, peut-être les trouverait-on combattues par le respect inné de l'homme anglais pour les grandeurs généalogiques. Reginald, de ce côté, n'aura point de grands obstacles à surmonter; en revanche, il s'est trompé lorsqu'il a pris au pied de la lettre la bienveillance polie que De Vere a cru devoir lui témoigner. Ces manifestations, De Vere se les est imposées comme une partie du rôle qu'il joue, du mensonge que son orgueil lui dicte; mais lorsque Reginald Vernon, oublieux de sa naissance obscure, oublieux du nom qu'il porte, oublieux des principes professés par son père, ose aspirer ouvertement à la main de Clarisse, cette présomption soulève un terrible orage dans le cœur du vieux gentilhomme. Ce n'est point assez pour lui de rejeter une pareille mésalliance, il faut répondre par le dédain à l'outrage, il faut que Reginald éperdu sache bien qu'on frappe en lui non pas l'individu isolé, mais la caste tout entière de ces plébéiens révoltés qui osent méconnaître l'orgueil du sang, traiter de chimères les traditions aristocratiques, et s'égaler du premier coup aux descendans des races les plus pures.

Reginald est donc repoussé. Dans son premier désespoir, il conserve assez de sang-froid pour ne pas en appeler à son père, et, certain que Clarisse l'aime, il demande secours, heureusement inspiré, à un de ces hommes froids et tranquilles, sans aigreur et sans enthousiasme, qui

excellent à saisir les occasions, à modérer les résolutions extrêmes, à ménager les amours-propres, à rendre faciles les retours d'une volonté qui se dément : c'est le père d'Edmond Lovel. Personne mieux que lui ne sait deviner, à côté de l'orgueil qui s'exalte, la secrète faiblesse qui fait au besoin justice de ces vains transports. Dans la négociatiou dont il s'est chargé, il se sent fort de cette passion véhémente et si mal domptée que De Vere croit avoir dissimulée à tous les yeux. Armé de ce levier, il s'attaque hardiment à l'impérieuse susceptibilité de son ami; en regard d'une alliance dont l'idée blesse ce dernier, M. Lovel lui montre sans cesse la réalisation de ce beau rêve abandonné avec tant de peine : Mount-Sorel rendu aux descendans des De Vere, le vieux domaine reconquis, l'héritière unique ramenée en triomphe dans la glorieuse demeure usurpée sur ses ancêtres. Après une longue lutte, — non sans regrets, non sans remords, non sans tristes pressentimens, — De Vere finit par céder, et, lorsque M. Higgins consent à faire passer la propriété de Mount-Sorel sur la tête de Reginald, ce dernier est admis comme prétendant auprès de Clarisse.

Est-ce à dire que tout soit terminé, que les deux amans aient subi toutes leurs épreuves? Roméo Montagu épousera-t-il sans autre forme de procès Juliette Capulet? Le franc tory, le niveleur, maintenant en présence, sauront-ils long-temps se contraindre, et l'inimitié qui fermente secrètement en eux ne débordera-t-elle pas un jour ou l'autre? Songez donc que les années ont fait leur travail, que le sang de Louis XVI a coulé sur l'échafaud, que l'oligarchie anglaise vacille sur ses larges bases, que les clubs des trois royaumes correspondent avec les jacobins de France, que l'Irlande menace, que le peuple de Londres insulte au monarque à moitié fou. C'est le moment où Burke, effrayé, se sépare de la cause libérale, le moment où Pitt fortifie la Tour de Londres, arme les milices, sème l'or anglais sur le continent, attestant par ces efforts inouis que l'heure est venue de jouer le tout pour le tout. En de pareilles crises, et quand chacun peut sans folie se croire engagé pour sa fortune, pour son honneur, pour sa vie, croyez-vous facile que des ennemis politiques soient impunément appelés à se voir, à s'entretenir chaque jour? Non, vraiment. La colère et l'injure empoisonnent l'air qu'on respire; il ne faut qu'une étincelle pour que leurs mortelles vapeurs, embrasées soudain, portent la ruine et la mort de tous côtés; et, malgré la politesse un peu empruntée de Higgins, malgré la réserve formaliste de l'orgueilleux De Vere, un jour ou l'autre, soyez-en sûr, la tempête éclatera.

D'ailleurs, Perrott est là, intéressé à fomenter les ressentimens, à aigrir les esprits, à faire éclore les questions irritantes. Tartufe de démocratie, cynique flatteur, parasite politique, tel est Perrott, type exa-

géré, portrait calomniateur de ces républicains dont les noms se retrouvent à grand' peine dans les procès intentés alors aux fauteurs d'émeutes, les Hardy, les Margerott, les Skirving et tant d'autres. Perrott a contre Reginald cette rancune naturelle de la laideur austère, de l'hypocrisie solennelle, contre ce qui est beau, généreux, loyal, aimé, spirituel. D'ailleurs, s'il brouillait le père et le fils, est-ce uniquement à la cause révolutionnaire que profiterait l'isolement du premier, l'héritage enlevé au second? Perrott compte bien se faire une part dans de si opimes dépouilles.

Cet artisan de malheur en arrive à ses fins. Un jour où l'orage grondait, où De Vere revenait vaincu et colère des élections du district, où l'heure du dîner avait été retardée par l'inexactitude d'Higgins, où celui-ci, gêné dans ses habitudes, acceptait à contre-cœur l'invitation de son fier voisin, la discussion naît, sans qu'on ait aperçu la main qui a jeté la pomme de discorde; elle s'aigrit, s'envenime, éclate; l'union abhorrée, les concessions à contre-cœur, font place à l'élan impétueux de l'inimitié satisfaite, et Reginald, éperdu, voit crouler en quelques minutes son laborieux édifice.

Qui le relèvera désormais? Qui? Lui seul, car maintenant rien ne lui semble impossible, si ce n'est de vivre séparé de Clarisse. — Fermez, De Vere, fermez devant ce jeune homme indomptable, obstiné, calme sous l'orage, les portes de votre maison; mais alors prenez garde aux longues nuits d'été, car les murs du parc sont de faibles barrières, et Clarisse, qui ne comprend rien aux préjugés dont elle est victime, pourra bien, touchée de tant d'amour, d'une si ferme et si constante passion, ne pas résister au signal donné par l'époux qu'elle s'était choisi. Et vainement Higgins, dont l'humiliation récente a réveillé les instincts patriotiques, impose-t-il à Reginald la dure nécessité d'opter entre sa tendresse filiale et son amour qu'on repousse. Il est trop tard pour que l'amant de Clarisse tienne compte ou de ces devoirs filiaux que lui impose un caprice peu digne de respect, ou de ses intérêts si gravement compromis s'il s'aliène ainsi le bon vouloir paternel. Plutôt que de renoncer à Clarisse, — à cette Clarisse qu'on lui refuse, et qui refuse elle-même, la digne et honnête enfant, de le suivre sans l'aveu de sa famille, — plutôt que d'y renoncer, il perdrait sans sourciller vingt domaines comme Mount-Sorel.

Malheureux Mount-Sorel! jamais ses destins n'ont été plus menaçans, car maintenant Higgins, blessé au cœur, furieux de se voir abandonné par Reginald, altéré de vengeance, et sachant trop bien où De Vere est vulnérable, Higgins a résolu de dépecer ignominieusement le domaine héréditaire. Sous le marteau de l'enchère, il brisera le cœur de son ennemi. L'extrême division des lots doit porter le prix de cette vaste

propriété assez haut pour que De Vere ne puisse y atteindre, et d'ailleurs on y mettra bon ordre. Ainsi donc, adieu Mount-Sorel! Dispersés en des mains mercenaires, saccagés par la charrue, ses grands bois, ses landes immenses, vont disparaître. Le houblon, les colzas, vont effacer ses vestiges historiques. La vieille chapelle disparaîtra du rocher qu'elle couronnait si bien. Ses dalles blasonnées iront se perdre dans les *matériaux* à vil prix qu'un entrepreneur insolent fera servir à la construction d'une ferme-modèle. Les héros des croisades, les saints prélats, l'éminentissime cardinal, autant de poussières jetées au vent. Higgins va plus loin, dans sa double colère de plébéien outragé, de père privé d'un fils, il veut, — et Perrott l'y encourage, — que l'argent ainsi obtenu, le produit de cette vengeance sous forme de vente, aille habiller, chausser, armer les sans-culottes envoyés par la France au-devant des soldats de Brunswick. Ainsi sa haine sera mieux satisfaite, ainsi le sacrilége sera plus complet, ainsi la dérision et l'insulte iront plus loin.

En se livrant ainsi au démon de la rancune, Higgins oublie que les inspirations de ce mauvais conseiller conduisent rarement au but; il ne se dit pas, — et peut-être aurait-il dû le prévoir, — que cet acharnement raffiné, ce luxe de vindicatifs procédés, doivent fournir à De Vere l'occasion de quelque revanche éclatante. Le gentilhomme se venge en effet à son tour, mieux guidé par ses nobles souffrances, par ses angoisses patriciennes, que Higgins par ses paternels ressentimens. Le jour où il apprend que la donation de Mount-Sorel, d'abord faite à Reginald, sera décidément révoquée, De Vere trouve dans son cœur, profondément blessé, un grand et généreux mouvement, un de ces élans qui suffisent pour racheter mille faiblesses. — Ce jeune homme n'aura pas Mount-Sorel; eh bien! soit, s'écrie-t-il; — je lui dois dès-lors l'équivalent de ce que je lui fais perdre. Il n'aura pas Mount-Sorel, mais je lui donne ma fille! »

Faut-il ajouter que, surpris de cette résolution si fière, si imprévue, quelque peu honteux de n'avoir pas su pressentir que De Vere saisirait avec joie cette occasion de se montrer supérieur à de mesquines représailles, piqué au jeu et bien décidé à ne pas se laisser vaincre, Higgins ne vendit pas Mount-Sorel. D'ailleurs, les infamies de Perrott, découvertes à temps, avaient refroidi la verve patriotique de son crédule ami, et finalement le beau domaine revint à qui de droit. Reginald et Clarisse l'ont habité toute leur vie, Edmond Lovel y a vieilli près d'eux, et c'est à l'ombre de ces ruines majestueuses, l'œil fixé sur ces grands bois intacts, qu'il nous raconte la chronique de famille où ils jouèrent un si grand rôle.

Sauf erreur de notre part, ce roman, qui ressemble d'abord à tous

les romans possibles, fouillé avec soin, étudié de près, sort de la ligne ordinaire et dépasse le niveau commun. Sans parler du style, qui est élevé, poétique, et s'illumine çà et là de reflets étrangers, — tour à tour relevant de Goethe et de Jean-Paul, de Mme de Staël et de nos romanciers les plus sérieux, — sa donnée même est suffisamment originale et bien adaptée aux instincts actuels de la société anglaise. Chez nos voisins, cette aristocratie qui se débat contre les tendances modernes, noble encore dans cette grande lutte où elle doit succomber, grandiose dans ses inutiles résistances, a tout l'éclat mélancolique de l'astre qui va disparaître. Les hontes de la défaite n'ont pas amorti tous ses rayons. Ses adversaires eux-mêmes la respectent en la frappant au cœur, et le chef des tories est encore à cette heure le héros populaire de la Grande-Bretagne. Dégradée chez nous par sa faiblesse, par sa résignation forcée, la noblesse, en Angleterre, est entourée d'un prestige qui survivra, selon toute apparence, à sa grandeur, à son influence réelle, car il a son principe dans le *tempérament* même, — si ce mot est permis, — de la race britannique. Sérieux admirateur de tout ce qui est fort, plein de vénération pour ce qui est vieux, le plébéien anglais, — dont Higgins est un excellent type, — ne peut se défendre, si libérales que soient d'ailleurs ses idées, d'un grand respect pour cette oligarchie si compacte, si habile, si obstinée, qui a conduit l'Angleterre à l'apogée de ses glorieux destins; il ne peut se défendre non plus du charme puissant que les ruines ont toujours eu pour les natures rêveuses. Un grand domaine mis en vente présente à ses yeux l'idée d'une profanation qu'il faut empêcher, d'une chose sacrée qui va périr. Les souffrances, les douleurs concentrées d'un De Vere, sont donc intelligibles pour tous ses compatriotes. Même aux yeux de ceux qui les jugeront chimériques, elles n'ont rien de puéril, rien de ridicule. Et Mount-Sorel inspire aux lecteurs bourgeois de la Grande-Bretagne le même intérêt abstrait qu'accordent à ces imposans navires sur le sort desquels Cooper nous a tant de fois attendris beaucoup de braves gens qui n'ont jamais vu la mer. En France, des écrivains qu'il est inutile de nommer ont tenté le même effet, et sont ainsi parvenus à éveiller quelques sympathies éphémères; mais la fibre nationale n'est plus la même : les enthousiasmes maladroits de la restauration, battus en brèche par les pamphlets de Courier, les chansons de Béranger, l'artillerie quotidienne de la presse libérale, ont usé tout ce qui restait de poétique aux vestiges chevaleresques. Un casque rouillé n'est plus nécessairement, à nos yeux, celui d'un héros, et beaucoup de gens verraient crouler sans la moindre pitié le plus antique donjon de tous ceux où les nobles contemporains de Froissart abritaient leur brigandage impuni.

Pour ceux-là qui méconnaîtraient, — à grand tort, selon nous, — la

donnée principale du livre, la passion de De Vere pour Mount-Sorel, il reste encore un récit d'amour plein de grace, et des caractères esquissés, sinon terminés, de main de maître. Clarisse n'est pas une héroïne vulgaire. L'affaissement de sa jeunesse captive, qui s'écoule entre deux femmes apathiques et sérieuses; son innocente amitié pour Edmond, sentiment doux et vague, où se devine le besoin d'une affection plus vive; le soudain épanouissement de cette ame, quand un être mieux doué, plus animé, plus attachant,—esprit plus délié, volonté plus ferme, — la convie à des joies, à des souffrances dont elle est avide, tout cela compose une figure charmante, dont l'ensemble se grave naturellement et sans effort dans la pensée du lecteur. Reginald, Edmond, ont également leurs physionomies, étudiées d'après nature, et dont le contraste fait valoir les reliefs finement accusés.

Somme toute, les *Contes de deux Vieillards* et *Emilia Wyndham* avaient commencé, pour l'auteur de *Mount-Sorel,* une réputation d'élite que ce dernier roman est appelé à consolider. Nous avons pensé qu'il nous appartenait de constater ces heureux débuts, sans chercher à soulever le voile derrière lequel le nouveau romancier se dérobe aux applaudissemens et aux critiques. On annonce de lui un roman historique (*The Father Darcy*), et, si ce quatrième ouvrage ne dément pas les promesses de ses aînés, il est probable que nous aurons à revenir sur l'appréciation d'un talent aimable et chaste, à qui nous aurons rendu, des premiers, les hommages dont il est digne.

E. D. Forgues.

DE

L'ARISTOCRATIE ITALIENNE.

FAMIGLIE CELEBRI ITALIANE
DI POMPEO LITTA. — Milan, 1819-1846.

Quiconque cherche à embrasser d'un coup d'œil l'histoire de l'Italie ne peut se défendre d'abord d'une impression de surprise en présence de tant de faits exceptionnels et de brillans contrastes. Quel pays a poussé plus loin l'activité politique? Où a-t-on vu surgir plus d'états, se produire plus d'idées en moins de temps? Mais ce qui est surtout frappant, c'est le triomphe de l'individu sur la nation, c'est le nombre d'hommes supérieurs qui s'élèvent du sein de ces masses si désorganisées, si asservies, et divisées par tant d'intérêts. Nulle terre n'a été plus féconde en individualités glorieuses, nulle aussi n'a semblé plus contraire à l'établissement de nationalités durables, à toutes les tentatives qui avaient pour but l'indépendance et l'unité politiques. Ce grand contraste qui domine toute l'histoire de l'Italie, il est curieux de l'étudier dans les annales de son aristocratie. L'aristocratie italienne n'est, après tout, que l'expression la plus haute de cette vie individuelle qui a toujours étouffé, au-delà des Alpes, le développement de la vie nationale. A toutes les époques, elle a présenté des types qui semblaient personnifier la supériorité de l'individu sur la nation. D'abord ce sont les *tyrans*, qui, avec une ville pour point d'appui, visent à la royauté italienne. Rien ne leur coûte pour atteindre ce but, spoliations, trahisons,

assassinats, et quelques-uns parviennent ainsi à improviser une monarchie qui disparaît avec eux. Après les *tyrans*, ce sont les *condottieri*. Ceux-ci promènent à travers l'Italie des hordes indisciplinées; ils menacent tous les états, et devant eux les états se désarment; bien plus ils les adoptent, et ces milices nomades finissent par concentrer en elles la force militaire de l'Italie. Après les *condottieri*, l'Italie entre dans une ère étrange de décadence politique et d'énergie intellectuelle. Jamais le contraste des individus et de la nation n'a été plus frappant. C'est au moment où l'Italie est attaquée, envahie, asservie, qu'elle voit naître Léon X, Machiavel et Michel-Ange. A chaque défaite, elle enfante un chef-d'œuvre; les désastres se succèdent, et les grands hommes se multiplient. Préciser le rôle qu'a joué l'aristocratie durant ces trois périodes, c'est le plus sûr moyen de découvrir les causes qui ont empêché la formation de l'unité italienne. Ces trois types, le *tyran*, le *condottiere*, le *politique* du XVIe siècle, méritent chacun une étude spéciale : aujourd'hui nous ne voulons contempler que dans ses grandes lignes l'histoire dont ils représentent les phases principales. L'étude des faits généraux doit précéder celle des individus et des épisodes. Une savante publication nous servira de guide dans cette première évocation des types de l'aristocratie italienne.

En 1814, un officier italien, M. Litta, ne sachant que faire pour occuper ses loisirs, eut l'idée de publier les généalogies des grandes familles de son pays (1). M. Litta se bornait à dresser des arbres généalogiques où il encadrait mille petites biographies sans une page de théorie, sans un mot de préface : pour toute explication, des planches offraient les portraits, les monumens et les mausolées de chaque famille. L'Autriche ne prit aucun ombrage de cette publication : le culte des armoiries n'avait rien qui pût lui déplaire. Quant à l'aristocratie italienne, elle accueillit l'œuvre de M. Litta avec une nonchalance imperturbable, comme un hommage qui lui était dû. Cet hommage n'était cependant qu'un pamphlet aussi violent que volumineux, écrit de la meilleure foi du monde. Écartant les diplômes, M. Litta cherchait avec une sorte de brusquerie militaire les titres de la noblesse, il voulait les découvrir dans les généalogies. Par malheur, de même que la famille est l'antithèse de la société, la généalogie est l'antithèse de l'histoire. Cherchez dans la famille les idées, les principes des grandes révolutions; cherchez dans la généalogie le prestige et l'autorité de la noblesse : vous ne les y trouverez pas. Être irrationnel, la généalogie ne nous offre qu'une succession de noms et d'événemens au milieu desquels une seule loi se fait jour, celle de l'égoïsme qui préside à toutes les alliances, pour former souvent les combinaisons les plus bizarres et les moins prévues. Au

(1) A cette heure, la collection est de cinq volumes in-folio.

milieu d'un pareil chaos, on comprend que les révolutions historiques n'apparaissent plus que comme des accidens qui s'ajoutent aux hasards de la naissance. C'est pour le généalogiste que les héros deviennent des hommes, que les petites causes prennent le pas sur les grandes; la généalogie décompose tout, et dans cette analyse impitoyable la pensée périt, les conquêtes deviennent des brigandages, tandis que l'avénement de toute aristocratie cesse d'être une justice relative pour devenir une injustice absolue. Trompé par le point de vue qu'il adopte, M. Litta détruit à son insu la noblesse par les nobles, l'histoire par la généalogie: il traîne un à un dans ses tables tous les hommes, toutes les gloires du moyen-âge. Papes, condottieri, cardinaux, tous apparaissent en robe de chambre devant l'implacable chroniqueur. Le fou rire s'empare bientôt du lecteur; les anecdotes scandaleuses se multiplient autour des plus vénérables mausolées; puis le dégoût succède au rire, car au fond les innombrables épisodes de cette comédie aristocratique se développent à coups de poignard. Qu'on demande à M. Litta quelles sont les familles les plus illustres? Celles, répondra-t-il, qui comptent le plus de pendus. Doit-il signaler quelque trahison de premier ordre, il dira que c'est une *action de ministre*. Quand on rencontre çà et là quelque honnête homme dans cette foule blasonnée, on est tenté de lui dire de s'en aller ailleurs, il n'est pas à sa place. Calme et sûr de lui-même, l'officier italien erre depuis trente ans, le sourire sur les lèvres, dans son immense nécropole; fossoyeur des gloires italiennes, il traite les morts sans façon, il méprise fort les vivans, et l'ordre de naissance est le seul qui règne dans ces bizarres funérailles où l'épigramme tient lieu de *requiem*. Qu'on ne s'y trompe pas cependant, M. Litta n'est pas démocrate, il a peu de goût pour le peuple, et encore moins pour la bourgeoisie. Seulement M. Litta est encore plus misanthrope qu'il n'est gentilhomme, et, comme tous les misanthropes, il sacrifie l'humanité aux principes. C'est ainsi qu'il arrive à conserver une foi sincère dans les droits de l'aristocratie, tout en dévoilant ses crimes avec une justice inflexible; avec beaucoup de respect pour la noblesse, il n'a aucune pitié pour les nobles.

Une critique difficile trouverait sans doute quelque chose à reprendre dans ce travail : peut-être les tables de M. Litta ne sont-elles pas d'un usage très commode; le plan de *l'Art de vérifier les dates* eût été préférable; les vieux généalogistes, Sansovino, Scipione Ammirato, développaient l'histoire des familles avec plus d'ordre, avec moins de redites et de renvois. Il ne serait pas impossible que M. Litta eût trop dédaigné les origines, pour réagir contre ces écrivains qui faisaient remonter chaque famille, à travers la cour de Byzance et le sénat de Rome, jusqu'à Énée et à la guerre de Troie. Peut-être les contes même par lesquels l'imagination populaire arrangeait l'antiquité d'après les idées

du moyen-âge ou de la renaissance, à la plus grande gloire de ses héros, méritaient-ils moins de dédain et plus d'attention. D'ailleurs les jugemens de M. Litta sont-ils à leur place dans des arbres généalogiques? s'accordent-ils entre eux? Je m'arrête, je n'ai pas le courage de critiquer sévèrement une œuvre conçue avec tant d'indépendance, poursuivie à travers des obstacles qu'il est facile de deviner. J'aime mieux laisser ses franches coudées au généalogiste italien. L'histoire de l'aristocratie italienne reste à faire d'un point de vue tout nouveau : essayons de le prouver.

I. — LA FÉODALITÉ ET LES RÉPUBLIQUES.

L'origine de toute caste est double : elle tient à un fait et à une idée. Le fait qui élève un petit peuple d'élus au-dessus de la masse est pour ainsi dire personnel : ce sera une conquête, une invasion, une surprise, ce sera l'action lente et séculaire du commerce; ici il n'y a pas de lois, c'est à l'histoire de chercher les causes accidentelles qui ont livré les ressources du pouvoir à un petit nombre de privilégiés. Le fait posé, la caste règne, elle s'organise, elle est envahissante, ses traditions sont sacrées, ses droits incontestés; elle seule est libre, elle enlève au plus grand nombre le droit de combattre, d'agir et de penser, pour garder les terres et les armes comme un monopole héréditaire. Alors se présente une nouvelle question : comment se fait-il que des familles peu nombreuses puissent déshériter toute une nation? Les faits accidentels ne fournissent à cette question qu'une réponse insuffisante : on a beau désarmer les peuples et construire des citadelles; si l'inégalité n'était acceptée et adoptée, la caste ne paraîtrait que pour figurer un instant comme une troupe de brigands et périr aussitôt dans une insurrection universelle. Loin de combattre les castes, les peuples les défendent, les protègent malgré l'inégalité, malgré l'oppression, et il faut que la tyrannie touche au comble pour soulever les premières réactions. Ce ne sera donc ni dans les accidens des races, ni dans ceux des invasions et du commerce, que l'on trouvera les causes de cette domination séculaire des castes : ces accidens fournissent, il est vrai, les élémens de la caste; mais pour organiser, pour vivifier ces élémens, pour fonder la caste en un mot, il faut des convictions, il faut une idée.

Une seule pensée gouverne la féodalité du moyen-âge en Europe comme en Italie. Le monde romain n'avait pu résister à ce monstrueux accident de la barbarie, il fut envahi, déchiré, dissous; mais les convictions qui avaient animé ce grand corps ne périrent pas avec lui. Il croyait à la justice des Césars, et il livra les titres de rois et d'empereurs aux chefs de la conquête; il croyait à une justice politique, n'importe laquelle, et il accepta la hiérarchie militaire des barbares; il était chrétien,

et il livra ses lois, ses institutions, tout, à la condition de garder sa foi et de l'imposer aux barbares. L'inégalité violente de la conquête devint ainsi une domination légale, elle fut sacrée, il était désormais impossible de l'attaquer sans attaquer le christianisme qui la consacrait. Les barbares se convertirent pour conquérir le monde romain, le monde romain se soumit pour sauver l'humanité. Le moyen-âge sortit ainsi d'un pacte primitif stipulé entre l'ancien clergé et les peuples nouveaux; il fut l'expression d'un système unique où une papauté romaine représenta la foi de tous les hommes, tandis que la royauté germanique des empereurs représenta la puissance des anciens maîtres du monde. L'Italie, le siége de la transaction des anciennes idées avec les forces nouvelles, fut aussi la terre des deux pouvoirs. La dualité commence au ve siècle : elle éclate d'abord par la lutte; les Ostrogoths, les Longobards sont ariens, et l'Italie catholique, plutôt que de leur céder, accepte les tristes hasards d'une guerre de religion. Elle ne transige pas avec les Longobards convertis, la transaction ne s'accomplit que par les Franks. Consacrée d'avance par les papes, cette conquête transporte l'empire en Occident, et dès-lors le système italien est arrêté. A partir de Charlemagne, l'Italie a deux têtes, le patriarche de Rome et un roi vassal du chef de l'invasion germanique. A l'extinction des Carlovingiens, la papauté et l'empire planent sur la péninsule comme deux droits imprescriptibles; deux papes se disputent d'abord la tiare, deux séries de rois et d'empereurs se disputent la couronne pendant soixante ans; rien n'est changé au fond, et avec Othon Ier le pacte de la religion et de la conquête, fixé par Charlemagne, est rétabli en 961 entre la papauté et l'empereur d'Allemagne. Le développement parallèle de la papauté et de l'empire va dominer tous les événemens de l'histoire italienne. Les deux chefs du monde doivent interpréter sans cesse le pacte qui les unit; ils s'arrachent les fiefs, les droits, les villes; l'église prétend que l'empereur est l'homme-lige du pape, *homo papæ;* l'empereur prétend avoir le droit de nommer et de casser les souverains pontifes. Cette interprétation du grand pacte de la conquête est le progrès, la vie et aussi la guerre du moyen-âge.

Cependant, dès le xie siècle, un fait remarquable vint modifier la situation du pays que se disputaient la papauté et l'empire. Le commerce italien s'était réfugié dans les villes. Entourées de remparts, favorisées par les traditions, presque livrées à elles-mêmes par l'empereur, ayant acheté de l'empire ou des seigneurs le droit de s'armer, de réunir le peuple sur la place publique, de nommer des consuls, de faire la guerre et la paix, de délibérer sur tout, à commencer par leur propre gouvernement, les villes italiennes formaient un monde à part, dédaigné, méprisé, et toutefois doué d'une vitalité prodigieuse depuis les Alpes jusqu'à Rome. Elles étaient sorties deux à deux de

l'invasion et toutes destinées à se combattre : Pavie, la capitale lombarde, et Milan, la capitale romaine, se vouaient une haine implacable; il en était de même de Parme et de Plaisance, de Crème et de Crémone, de Padoue et de Vicence, de Reggio et de Modène, de Lugo et de Faenza. Presque toutes les cités italiennes étaient nées jumelles et ennemies. Essentiellement marchandes, militaires par nécessité, elles ne purent rester insensibles au spectacle de la vie féodale qui se développait autour d'elles, et bientôt on vit les municipalités italiennes se modeler sur les châteaux. Chaque commune réunit sous son drapeau les corporations des arts et métiers comme une milice; elle les exerça par des tournois; elle eut ses villes alliées et ses villes ennemies. A l'instar des chevaliers, les communes se donnaient rendez-vous pour se combattre : on ne voulait pas surprendre l'ennemi; un mois auparavant, la cloche de guerre, qu'on appelait la *martinella*, annonçait la nuit et le jour le duel qui devait commencer. Dans ce chaos de guerres, les villes, tout en se déchirant entre elles, tournaient peu à peu les armes contre la féodalité des châteaux. Ici les artisans avaient à lutter contre des chevaliers bardés de fer, invulnérables comme des demi-dieux, terribles dans la mêlée, insaisissables dans la retraite. Pour résister, la commune joua sa propre vie à la guerre : elle monta sur le *carroccio*, immense char traîné par des bœufs; elle s'y établit avec son autel, ses prêtres, ses livres, ses autorités et son drapeau, elle sortit des murs, les corporations entourèrent le char de la patrie, et la masse des artisans, transformée en une infanterie pesante, opposa au choc de la cavalerie féodale un rempart vivant hérissé de piques. La commune serait morte plutôt que de céder; son char marchait lentement, mais il avançait toujours.

De progrès en progrès, les villes finirent par se trouver en présence de l'empereur et du pape. La guerre engendrait forcément la conquête, et les villes conquises, comme Lodi, réclamaient auprès de l'empereur; la puissance des communes alarmait les représentans de la grande féodalité, et, tandis que cette force nouvelle froissait l'autorité impériale, la ville de Rome menaçait les papes; un pontife, Lucius, était assassiné par l'émeute; Arnaldo da Brescia tonnait contre les usurpations du clergé. Une réaction, à la fois pontificale et impériale, était inévitable; les deux pouvoirs tombèrent d'accord. Adrien IV et Frédéric Barberousse renouvelèrent le pacte de Charlemagne et d'Othon Ier. Cette sorte de restauration féodale eut de terribles résultats pour les communes. Frédéric rasa Milan, dévasta plusieurs villes; il réclama tous les droits antiques, il se proclama le maître absolu. Il s'était trompé de date et de pays; il venait trop tard pour restaurer la grande féodalité, et il était en Italie. Les villes se réunirent devant le danger commun; le pape Alexandre III, ayant eu des différends avec l'empereur, les tourna

contre lui; la ligue lombarde triompha à Legnano, et la paix de Constance, sans affranchir les villes, légalisa leur force nouvelle en donnant un libre essor à la féodalité mercantile, ou, si l'on veut, à la démocratie féodale des arts et métiers.

La bataille de Legnano fut la première révolution dans l'histoire de l'aristocratie italienne; la féodalité impériale se trouva dès-lors à la merci des communes. Chaque ville devint une république, chaque république poursuivit la victoire de Legnano en faisant main-basse sur la féodalité des campagnes. On rasa des châteaux, on supprima des juridictions féodales comme impies, on exigea que les grandes familles se fixassent à la ville. La féodalité fut-elle abolie? le droit de l'empire fut-il supprimé? Nullement : ce droit resta le fond de toutes les idées italiennes, personne ne nia la suprématie féodale de l'empereur en Italie, pas plus qu'on ne contesta la suprématie spirituelle des pontifes en Allemagne. La bourgeoisie des villes combattait pour des franchises plutôt que pour des principes; elle attaquait les grandes familles sans attaquer l'aristocratie, elle s'agitait sans briser le pacte du moyen-âge. D'un côté, les grandes familles gardèrent les alliances aristocratiques, la protection impériale, le prestige du droit : forcées de se fixer à la ville, elles y bâtirent des palais avec des tours et des prisons, vraies forteresses élégantes à l'usage de la guerre dans la cité. D'un autre côté, les familles républicaines, enrichies par le commerce, fortes de leur ascendant légal dans les corporations des arts et métiers, ces familles aux mœurs patriarcales, aux cent combattans, aux innombrables filiations, vrais partis politiques où tous les membres étaient solidaires, fortifiaient aussi leurs palais comme des châteaux, et développaient à leur tour un pouvoir héréditaire, avec les alliances, les ressources et les idées de la féodalité industrielle. Lorsque les nobles furent fixés à la ville, la dernière conséquence de la victoire de Legnano fut donc de transporter la guerre des castes au cœur des républiques. Dans toutes les villes, il y eut deux quartiers hostiles, deux classes ennemies, deux noblesses généralement représentées par deux familles sans cesse acharnées l'une contre l'autre et luttant sans cesse, l'une au nom de l'intérêt municipal, l'autre au nom de la féodalité des campagnes. C'étaient à Milan les Torriani et les Visconti, à Pavie les Langusco et les Beccaria, à Como les Bosconi et les Vitani, à Plaisance les Scotti et les Anditesi, à Parme les Rossi et les Sanvitali, à Vérone les Montecchi et les Sanbonifazio, à Verceil les Avogadori et les Tizzoni, dans la ville d'Asti les Solari et les Gottuari, à Ravenne les Pollenta et les Traversari, à Ferrare les Torelli et les marquis d'Este, à Bologne les Lambertazzi et les Geremei, à Pérouse les Oddo et les Baglioni, à Reggio les Sessi et les Fogliani. Nous abrégeons cette énumération, qui pourrait s'étendre à presque toutes les villes de l'Italie. Bornons-nous à rappeler encore qu'on vit à Florence

les Uberti et les Buondelmonti, à Pise les comtes et les vicomtes, à Pistoie les Panciatichi et les Cancellieri, à Gênes les Doria et les Fieschi, les Fregoso, les Spinola, les Grimaldi, etc., à Rome enfin les Orsini, les Colonna, les Conti, les Savelli.

Les deux noblesses trouvaient une arène commode dans ces villes, gouvernées par des sénats de huit cents, même de deux mille personnes; les rivalités héréditaires, le contraste des mœurs, la concurrence dans la magistrature, les élections républicaines, tout concourait à exaspérer des haines qui éclataient au moindre événement. Chaque tragédie domestique devenait une tragédie républicaine, témoin Imelda Lambertazzi, Marchesella Torelli, le mariage de Buondelmonti, et mille drames poétiques du moyen-âge italien. Un meurtre, une vengeance, suffisaient à armer une moitié de la ville : à la nouvelle d'un assassinat, la grosse cloche de la commune s'ébranlait, le podestat réunissait l'armée des corporations, et on marchait bannières déployées sur les maisons des coupables. Il fallait y mettre le siége : on les rasait, puis on exilait ceux qui échappaient au massacre. Quelquefois des centaines de personnes du même nom devaient partir pour l'exil, tandis qu'un cierge brûlait sous une porte de la ville; le cierge consumé, la mort menaçait ceux qui seraient restés. La pensée, on dirait presque l'idée unique des républiques italiennes, fut de trouver l'équilibre des deux castes : la plupart des républiques confièrent à des étrangers l'autorité dictatoriale des podestats; quelques villes s'en remirent, pour le choix des chefs, à des élections compliquées à l'excès, où le hasard, invoqué souvent en dernier ressort, venait confondre les prévisions des partis. Parfois des compagnies se formaient, comme à Parme et à Bologne, pour apaiser les deux castes, et d'autres associations s'organisaient aussitôt pour contrecarrer les premières. On partagea les emplois entre les deux noblesses : à Milan, chacune d'elles élut son podestat. Tout fut tenté; le clergé renouvela la trêve de Dieu sous des formes nouvelles et poétiques : tantôt il traîna devant les autels les familles rivales, tantôt il arracha les villes à la guerre en prêchant des pèlerinages. Jean de Vicence réunit un jour dans la plaine de Paquara quatre cent mille hommes; douze villes y parurent avec leur char de guerre pour entendre les prédications du moine et prêter un serment de paix. Au bout de quelques jours, la guerre recommençait.

Les communes avaient lutté d'abord contre les familles féodales, puis elles leur avaient imposé le séjour des villes. L'impossibilité d'équilibrer les deux castes jeta les républiques dans une troisième phase qui fut terrible. Tour à tour les deux castes se chassèrent d'une même ville. A Florence, les familles féodales, après l'exil des familles commerciales, en 1260, délibérèrent en plein conseil si elles devaient raser la ville et se réunir ailleurs. Crémone, en 1266, exilait dix mille citoyens

de la faction féodale de Buoso de Doara; Bologne, en 1274, en expulsait douze mille, tout le parti féodal des Lambertazzi; Florence en avait expulsé de nouveau un si grand nombre en 1303, que vingt ans plus tard quatre mille accouraient à l'armée contre Castruccio Castracani, espérant trouver l'amnistie sous les drapeaux. Il y a peu de grandes familles qui ne comptent dans leurs annales au moins deux exils. Dans la plupart des villes, les familles républicaines finirent par rester seules et victorieuses; mais la féodalité ne fut pas plus anéantie que le jour de la victoire de Legnano : elle survivait dominante dans les campagnes, forte dans quelques villes, ralliée à l'empire, très souvent appuyée par les papes. D'ailleurs, la féodalité mercantile, le jour même de sa victoire dans une république, se trouvait divisée. Chaque famille aspirait à la suprématie, quelques-unes s'emparaient du gouvernement, et bientôt on voyait naître les deux partis du gouvernement et de l'opposition. Même après l'expulsion des nobles, la noblesse ressuscitait dans une partie des familles victorieuses. On la voyait, par exemple, se reproduire dans les faubourgs de Modène, où régnait l'influence des campagnes. Les Panciatichi une fois expulsés de Pistoie, le parti rival et républicain des Cancellieri se subdivisait en deux nouveaux partis, les blancs et les noirs, et la division se reproduisait immédiatement dans toute la Toscane républicaine. Après l'expulsion des Lambertazzi, la noblesse de Bologne se relevait par les Pepoli; après les Pepoli, elle fut représentée par les Bentivoglio, issus d'une famille de bouchers. Souvent une querelle, une injure, qui divisait une famille républicaine, en jetait la moitié dans le parti de la noblesse, car les alliances nobiliaires étaient innombrables comme les châteaux, et peu d'opprimés dédaignaient ce secours. Dans chaque ville, les deux familles rivales renaissaient, pour ainsi dire, sous d'autres noms, en dépit des proscriptions et des massacres. Ni le podestat, ni le dictateur, ni les trèves de Dieu, ni le partage des emplois, aucune enfin des ressources gouvernementales du moyen-âge ne put étouffer la guerre des deux castes dans les républiques italiennes. Loin de les équilibrer, les podestats prirent parti pour l'une ou l'autre. Loin d'effacer la division, les bannissemens créèrent des armées nomades; actives, intelligentes, acharnées, ces armées entraînaient au combat villes, rois, papes et empereurs. Un double réseau de discorde et de guerre s'étendit depuis les Alpes jusqu'à Rome; les papes même, comme seigneurs de Rome, furent ébranlés par la lutte immense qui agitait l'Italie. Enfin le royaume de Naples, placé sous l'influence des papes, ennemis de la maison impériale de Souabe, ne put rester longtemps hors de l'arène; il fut déchiré par deux dynasties appuyées sur deux races. Les Angevins, établis en 1266, avaient reçu de Charles d'Anjou, en quelques mois seulement, cent soixante fiefs, et les familles françaises se séparèrent des familles indigènes à tel point que Rostain

Cantelmi, cent quarante ans après la conquête, était le premier Angevin qui épousât une Napolitaine. La rivalité fut donc universelle, et, comme personne ne nia les deux suprématies du pape et de l'empereur, personne ne brisa le pacte du moyen-âge. Deux Italies se trouvèrent ainsi aux prises, enchevêtrées l'une dans l'autre, de manière à ne pouvoir ni vaincre ni périr.

Telle fut la lutte des guelfes et des gibelins : à cette morne dualité du pape et de l'empereur, qu'avait conçue Charlemagne, avait succédé la guerre des villes contre les châteaux, devenue plus tard la guerre des familles industrielles et féodales, et aboutissant enfin à la dualité brillante de deux sociétés héroïques et aventureuses. Le mouvement italien était ainsi entraîné sans cesse par-delà les limites du droit rigoureux, tel qu'il existait au moyen-âge. Depuis Frédéric II, les deux chefs de la chrétienté ne dominèrent les deux partis que d'une manière nominale : on vit des papes combattre les guelfes par les gibelins, des empereurs combattre les gibelins par les guelfes; on vit les deux castes aux prises avec fureur, tandis que la paix unissait le pape et l'empereur. Une seule chose est certaine : l'élection des deux chefs de la chrétienté renouvelait, pour ainsi dire, les motifs de la division. A chaque conclave revivaient plus énergiques toutes les haines soulevées par le dernier pontife; la réaction s'emparait presque toujours de son successeur, et le mouvement se communiquait de proche en proche à toutes les familles, à toutes les républiques. Le voyage et le couronnement de l'empereur étaient à leur tour le signal des révolutions gibelines; on exploitait l'autorité impériale, sauf à la remplacer plus tard quand l'empereur avait quitté l'Italie. C'est au milieu de ces luttes que la noblesse italienne achevait la première période de son histoire.

II. — LES RÉPUBLIQUES ET LES SEIGNEURS.

Du XIe au XIIIe siècle, la lutte des familles rivales avait remplacé la guerre des villes et des châteaux; du XIIIe au XVe siècle, cette lutte aboutit à la victoire d'une famille dans chaque république. De là les seigneurs, et par conséquent une nouvelle révolution dans l'aristocratie italienne. Ici l'Italie semble se dérober à toute loi, chaque état est un monde à part; il a ses républicains et ses rois; chaque famille ne relève que d'elle-même; placée entre le pape et l'empereur, les guelfes et les gibelins, les seigneuries (1) et la république, elle est libre de choisir

(1) Le mot de *seigneurie* correspond à celui de domination. On disait des podestats, élus par les communes, qu'ils allaient être seigneurs, *andavano in signoria*, car ils allaient exercer une domination. On appela ensuite *seigneurs* les princes issus de la commune; ceux créés par l'église ou par l'empire étaient comtes, marquis, ducs ou rois.

sa route. On suit les directions les plus opposées. L'histoire de l'Italie présente une série effrayante de coups d'état et de catastrophes. Dans la seule année 1355, on compte deux séditions à Fermo, deux à Sienne, une révolution à Pise, une à Lucques, la conspiration de Marino Faliero à Venise, une révolution de palais à Padoue, deux dans la famille des Visconti, sans parler de la guerre civile de la Basse-Italie et du mouvement pontifical d'Albornoz, qui devait multiplier les conspirations dans la péninsule. L'histoire de Bologne nous offre vingt-six révolutions accomplies dans l'espace de deux cent trente-six ans, et chacune de ces révolutions entraîne à sa suite deux ou trois complots avortés et bien des supplices. A Sienne, les révoltes étaient parfois plus fréquentes, à Pérouse plus terribles, partout innombrables. En apparence, nous le répétons, c'est là le règne du hasard; toutefois la dualité guelfe et gibeline s'étant produite dans toutes les républiques, dans toutes les villes, les seigneurs durent triompher en traversant plusieurs phases uniformes qui ramènent ce mouvement si confus à une sorte d'unité.

D'abord le seigneur s'élevait en chassant la famille rivale. Les Baglioni de Pérouse s'établissaient par l'expulsion des Oddo, les Pollenta de Ravenne par l'exil et le massacre des Traversari, les Bonacolsi de Mantoue par l'expulsion des Casaloldo, les Vitelli de Citta-Castello par l'exil des Guelfucci. Cependant, les castes ne se fondant que sur les idées, la domination d'un seul dut se fonder à son tour sur un droit. Quel fut le droit du seigneur? Ce droit, il ne pouvait le tenir que de l'empire, de l'église ou de la commune. Or, l'empire et l'église régnaient sans gouverner et avaient tout livré aux municipes. Ce fut donc le représentant de la commune, ce fut le podestat, le capitaine de ville qui devint le seigneur. Après avoir chassé la famille rivale, il prenait souvent le titre de *libérateur;* de gré ou de force, le sénat le proclamait podestat à vie ou capitaine perpétuel, et il régnait en défenseur de la république. La commune était sa force; reconnu par la république, il en personnifiait les priviléges devant l'église ou devant l'empire, et le pays, l'empereur, ne pouvaient manquer de le reconnaître. Dès ses premiers pas, le seigneur marchait donc avec la commune; en sa qualité de dictateur, il devint l'adversaire naturel de toute famille qui s'élevait au-dessus des autres : ce fut un niveleur.

A peine la famille régnante était-elle établie, qu'elle était entraînée dans une seconde phase par la fatalité du pouvoir. Le dictateur voulait disposer de l'état comme d'une propriété, le transmettre à son fils comme un fief, imiter la royauté. Si au premier pas il avait marché avec la commune, s'il en représentait les franchises et les priviléges devant l'église ou l'empire, il devait au contraire, pour consolider son pouvoir, empiéter sur les priviléges de la ville en invoquant à son profit le droit féodal de l'église et de l'empire. Les villes avaient chassé les

marquis et les comtes qui, au XIe siècle, les gouvernaient de par l'empereur; la famille régnante parvenait à la tyrannie parce qu'elle représentait cette victoire des communes sur l'empire, et, une fois parvenus, les seigneurs tournaient le titre de vicaire impérial ou pontifical contre la ville; ils voulaient être comtes et marquis, sauf à n'obéir ni à l'église ni à l'empire. Au second pas qu'ils faisaient, les seigneurs tombaient donc dans l'équivoque, l'ambition primait le droit, ils marchaient hors de la loi. La rébellion s'organisait bientôt parmi les familles rejetées au second rang; guelfes ou gibelines, elles conspiraient contre le règne de la force, avec le secours du pape, de l'empereur, d'un prince ou d'une république, peu leur importait l'allié. Une nouvelle lutte éclatait, celle des républiques contre les tyrans, lutte épouvantable : le seigneur, enveloppé de conspirateurs, moissonnait les familles par centaines; il était forcé, pour ainsi dire, de commettre à lui seul tous les crimes d'une dynastie ou d'un parti. Azzo Novello d'Este, seigneur de Ferrare, du parti guelfe, en 1312, signa d'un seul coup un arrêt de mort de quatre cents personnes, tandis que le pape le proclamait *défenseur de l'église*. Quelques années plus tard, Ecelino, du parti impérial, seigneur de Trévise, de Vérone et de Padoue, immolait, on l'a affirmé du moins, jusqu'à cinquante mille victimes. Ubertino Carrara faisait mourir de faim les grandes familles de Padoue. C'était l'ère des massacres. Les républiques rendaient aux tyrans supplice pour supplice : on les poignardait jusque dans les églises, et toute conspiration heureuse se terminait par l'extermination de la famille régnante. Ainsi périrent les Altichindi, massacrés à Padoue : on avait découvert dans les souterrains de leur palais les victimes entassées pêle-mêle, mortes et mourantes. Pise broya successivement la famille d'Ugolino de la Gherardesca, Uguccione de la Fagginola, les fils de Castruccio Castracani, Agnello, les Appiani, les Gambacorti, massacrés deux fois. Bologne sacrifia les Zambeccari, les Pepoli; les Bentivoglio furent décimés quatre fois en quarante-trois ans avant de pouvoir s'imposer avec un semblant de sécurité, en égorgeant à leur tour les Canedoli, les Malvezzi et les Marescotti. La famille d'Ecelino fut complétement exterminée à Trévise, depuis les vieillards jusqu'aux femmes et aux enfans, tant l'on craignait un vengeur.

La lutte des républiques et des tyrans se termina presque partout par le triomphe définitif des seigneurs. L'aristocratie domptée, le terrain une fois déblayé par les premières tentatives, il était possible de régner. Après Ecelino, Vérone acceptait les Della Scala, Padoue les Carrare : à Milan, la dynastie guelfe des Torriani cédait la place à la dynastie gibeline des Visconti; au contraire, dans la Marche de Trévise, les Da Camino, guelfes, succédaient aux Da Romano, gibelins; à Ferrare, la famille d'Este, guelfe, remplaçait les Torelli, du parti impérial. Les vieux partis guelfes et gibelins s'effacèrent alors déconcertés comme devant une

force nouvelle. Aux luttes des partisans de l'empire et de la papauté, aux guerres des républiques et des tyrans, succéda la sanglante rivalité des familles seigneuriales.

Il y avait dans l'origine même des seigneuries un vice qui ne fit que grandir avec elles. Aucune loi ne régissait la succession, il n'y avait pas de raison pour que les frères ou les fils des seigneurs dussent céder la place à l'aîné; ils se disputaient donc le pouvoir. La liberté communale du moyen-âge pénétrait ainsi dans les familles régnantes pour les dissoudre. Les seigneurs faisaient de vains efforts pour constituer le régime héréditaire; l'assassinat ou l'émeute étaient la seule loi de succession. Des familles régnantes furent légitimées, il est vrai; les Visconti devinrent ducs de Milan, les marquis d'Este furent ducs de Ferrare; cependant l'autorité nominale de l'empereur et du pape ne pouvait rien sur le mouvement général, et les conspirations se jouaient de la légalité factice qui proclamait l'inviolabilité de quelques individus.

La diplomatie italienne, entre les mains des seigneurs, s'organisa à son tour comme une vaste conspiration où plusieurs chefs s'unissaient dans l'ombre, s'alliaient à des familles, à des bannis, à des prétendans, pour qu'à un moment donné une guerre insignifiante ou une promenade militaire décidât du sort d'un état. Se détachant du droit, la politique fut envahie par la trahison. A l'entrevue de Rubiera, en 1409, plusieurs princes jouèrent à l'assassinat, et le seigneur de Parme, Ottobon Terzi, succomba dans un guet-apens. Le sénat de Venise employa le poison, soudoya des sicaires à l'étranger, garda d'horribles secrets avec la constance d'un corps politique et la dissimulation de la seigneurie italienne. Lors du supplice du comte de Carmagnola, on vit le gouvernement de la république tout entière tromper lâchement le général. Invité à se rendre à Venise, Carmagnola fut un instant effrayé de l'amabilité extraordinaire de tous les gouverneurs qu'il rencontrait sur son passage; tous ces gouverneurs avaient ordre de l'arrêter au premier soupçon de fuite. Dans le palais des doges, on lui fit congédier sa suite; des sénateurs s'offrirent pour l'escorter, et à travers des corridors inconnus ils le conduisirent à une prison.

En marchant contre la loi féodale, l'Italie des seigneurs oublia vite le *carroccio*, la *martinella*, l'infanterie des corporations; elle ne voulut pas même de l'honneur militaire : partout des mercenaires formèrent la véritable milice. Organisés d'abord par hordes aux temps des républiques, à peu près comme les corporations des arts et métiers; depuis, à l'époque des seigneurs, disciplinés, formés en corps de cavalerie et complétement soumis à des chefs, les mercenaires aboutirent au *condottiere*, bizarre emblème des derniers temps du moyen-âge italien. Un jour à Naples, un autre jour à Venise, mélange étonnant de bravoure militaire et de perfidie politique, à la solde de tous sans jamais s'aliéner,

quelquefois le maître de ses maîtres, c'était là un véritable seigneur nomade. Le condottiere régnait sur une armée, il la transmettait à ses fils; nul type ne représente mieux cette féodalité industrielle et guerrière arrachée au sol par la commune et les seigneurs, désormais ni guelfe ni gibeline, prête à servir le premier venu qui lui donnera un asile. Appelés à défendre des seigneurs désarmés, des républiques qui ne pouvaient pas combattre elles-mêmes, les *condottieri* promenèrent dans toute l'Italie des forces sans loi, sans droit, sans patrie. Le duc d'Urslingen se proclamait lui-même l'*ennemi de Dieu, de toute pitié et de toute miséricorde*. Par les mercenaires, la péninsule italique se trouva remplie de soldats et désarmée; elle nourrit une caste monstrueuse, intéressée à la diviser par la guerre, et qui aurait pu la conquérir, si, envahie elle-même par les rivalités italiennes, cette caste ne s'était partagée en deux écoles ennemies, avec deux familles de capitaines, disciples, les uns de Braccio, les autres de Sforza. L'influence de cette milice mercenaire se fit sentir dans toute la politique des états italiens. Peu séduits par une gloire militaire qu'ils payaient sans la partager, réduits à redouter les triomphes qu'ils achetaient, ces états évitèrent le hasard des batailles et les grandes journées. Pourquoi combattre quand une perfidie valait une victoire? On remplaça la guerre par la conspiration et par le meurtre; la gloire même des condottieri servit ainsi comme d'aiguillon pour développer chez les seigneurs l'instinct et l'art de la trahison.

Les seigneurs finirent par s'imposer; mais, en prenant possession de la terre, ils devinrent les représentans armés des rivalités locales. L'ancienne lutte des villes changea de théâtre et passa dans les dynasties. Rien n'est plus curieux que ce mélange de passion et d'égoïsme qui caractérise les guerres des seigneurs italiens. Vérone et Padoue se font représenter par les Della Scala et les Carrare, et les deux familles se combattent pendant deux siècles, fidèles aux haines qui séparent les deux villes. Cette guerre ne finit que lorsque les Carrare sont massacrés à Venise et les Scala empoisonnés par les Visconti. Chaque ville qui tombe, c'est toute une famille égorgée. Un condottiere, Gabrino Fondulo, veut s'emparer de Crémone; il réunit les Cavalcabò, seigneurs de Crémone; il les égorge tous au nombre de soixante-dix et reste maître de la ville. A leur tour, les Visconti lui enlèvent Crémone, et Gabrino Fondulo est décapité à Milan. L'histoire des Cavalcabò se répète avec mille variantes dans les Rusca de Como, les Beccaria de Pavie, les Soardi de Bergame, dans toutes les villes conquises par les Visconti. Les tragédies des États-Romains ont une teinte plus sombre, témoin les Trinci, les Varrano, les Baglioni, les Vitelli, dont les familles sont aux prises avec l'ambition des papes et l'anarchie errante des condottieri. Les Chiavelli, maîtres de Fabriano, succombent en 1435. Une conspiration s'était formée contre cette famille au moment où François Sforza

s'approchait de Fabriano; elle éclata dans l'église le jour de l'Ascension Tous les Chiavelli furent égorgés, on brûla les archives, et François Sforza se rendit maître de la ville. Trois ans plus tard, les horribles scènes de Fabriano se répétent à Foligno, où succombe la dynastie des Trinci. A Camerino, ce sont les Varrano qu'on égorge en 1434 dans l'église même, et c'est encore François Sforza qui s'empare de Camerino. Un seul enfant, Jules-César Varrano, échappe au massacre; il faillit périr successivement dans l'extermination des Chiavelli à Fabriano, dans celle des Trinci à Foligno; il rentre toutefois à Camerino, il devient condottiere, et, après avoir vieilli au milieu des dangers, il se trouve en présence d'Alexandre VI et de César Borgia, qui le firent étrangler avec trois de ses fils. Cette fois encore Camerino succombe avec les Varrano, tandis que Fermo, Citta-Castello, Faenza, Forli, Piombino, Pérouse, succombent avec Oliverotto, avec Vitellozzo Vitelli, avec les Manfredi, les Ordelaffi, les Appiani, les Baglioni, les Rovere, les Riario, et les vingt familles pourchassées, décimées par les Borgia. Ces tristes exemples prouvent assez ce que nous disions du rôle nouveau des seigneurs, qui finissaient par représenter l'indépendance de la terre, par concentrer en eux sa force et ses haines. Dans la lutte, dans l'essor de toutes les ambitions vers une grandeur sans limite et sans lois, il y eut des états destinés à périr, il y eut des familles régnantes vouées à la mort. Il faut dire aussi que l'indépendance représentée par les seigneurs créait souvent aux petits états de dures exigences. Les Bonacolsi de Mantoue, les Della Scala de Vérone, les Carrare de Padoue, soutenaient des guerres qui duraient de vingt à trente ans. Entourés d'ennemis, ils se trouvaient dans l'alternative de devenir conquérans ou de périr. Pressurées à l'excès, les villes s'insurgeaient, s'alliaient à l'ennemi, sauf à regretter la famille du seigneur aussitôt qu'elles avaient perdu l'indépendance. De là l'inconstance de ces peuples tour à tour enthousiastes des Borgia contre leurs maîtres et enthousiastes de leurs maîtres contre les Borgia. De là aussi des conquêtes nombreuses et des défaites inouies dans ce labyrinthe mobile de la politique italienne, où rien n'était sacré, où rien ne pouvait tenir. De là encore ces terribles génies qui s'élèvent au-dessus de ces individualités sans frein pour les soumettre par la terreur et poursuivre à travers le meurtre et la trahison le rêve toujours insaisissable d'une royauté italienne. Ecelino de Romano, maître de la Marche de Trévise, de Padoue, de Vicence, de Vérone, rêvait, vers 1240, la conquête de la Lombardie. Dans sa pensée, c'était encore la conquête du royaume des Longobards; aussi se flattait-il de surpasser Charlemagne en Italie. Blessé mortellement au moment de sa grandeur, il mourut prisonnier sans qu'on pût lui arracher une parole de regret ou de plainte. Massino II della Scala, seigneur de Vérone, quatre-vingts ans plus tard, envahit les terres d'Ecelino, il y

ajouta Brescia, Parme, Lucques; il y avait à sa cour vingt-trois princes dépossédés; ses revenus égalaient ceux des plus riches souverains d'Europe. Il songea à son tour à la royauté italienne; des rébellions firent avorter ses projets et changèrent son ambition en désespoir. La pensée d'Ecelino fut encore poursuivie en Toscane par Castruccio Castracani, simple aventurier, puis seigneur de Lucques et de Pise, maître de trois cents châteaux, lieutenant de Louis de Bavière et chef de tout le parti gibelin. Les Quarantagli de Lucques, d'abord alliés de Castruccio Castracani, avaient essayé ensuite de lui résister; ils furent tous ensevelis vivans au nombre de vingt-un. Ce type terrible d'Ecelino se reproduit sans cesse; on le retrouve à Florence, à Ferrare, à Pise, à Milan, à Rome, à Naples, et jamais son œuvre ne dure, rien ne reste, personne ne brise le pacte du moyen-âge, la rébellion ne va jamais jusqu'à la révolution; la papauté et l'empire, malgré leur impuissance, restent toujours les dieux vengeurs de l'Italie.

Telle fut la seigneurie italienne, vrai compromis entre le triple droit du pape, de l'empereur et de la commune, compromis équivoque où le pacte du moyen-âge était violé au nom de la commune, tandis que les priviléges de la commune étaient violés au nom du pacte du moyen-âge. L'équivoque fut le caractère des seigneurs : tantôt expulsés par la ville, tantôt au ban de l'empire ou de l'église, ils ne s'élevaient qu'en se transportant à propos d'un camp à l'autre, ils ne grandissaient qu'à la condition de trahir, ils ne gardaient les conquêtes qu'à la condition de tuer. Après s'être joués de l'empire, de l'église et des communes, ces petits despotes étaient si bien jugés, qu'en Italie le roi de Naples seul était appelé seigneur *naturel*, par opposition aux autres princes, dont l'origine était tout artificielle. C'est à prix d'argent qu'on acheta les républiques comme Pise et Bologne; c'est à prix d'argent qu'on acheta les armées; c'est encore avec de l'argent qu'on acheta la légitimité : l'histoire des papes et des empereurs en fait foi. Les princes italiens étaient salués, au XVIe siècle, par le cri national : *Viva chi vince!* Le peuple respecta la force par intérêt, et ce fut en définitive une seule religion, celle du succès, qui sacra les princes. Quand les Borgia parurent, Machiavel put prendre la plume et dédier ses livres à un pape. La religion du succès avait trouvé en même temps son pontife et son apôtre. On a comparé les crimes des princes italiens à ceux de Louis XI : l'erreur est grossière. Louis XI, sombre, faux, impitoyable, était le roi; sa perfidie était au service d'un droit, son égoïsme interprétait une tradition. Quel était le droit des Médicis et des Sforza? La France n'avait pas été matériellement partagée par la dualité du pape et de l'empereur; son aristocratie n'avait pas été conquise par les villes. Sans doute les villes de France eurent leurs luttes à soutenir contre l'aristocratie; mais, malgré ses divisions, la France avait été plus forte que les Français; l'Italie, au con-

traire, avait été plus faible que les Italiens. De là les phases exceptionnelles de la civilisation italienne. De là ces gibelins qui délibèrent s'ils doivent raser Florence, ces Vénitiens qui parlent de transporter Venise à Constantinople, ces condottieri qui portent le défi à Dieu. De là ces massacres des familles trois fois renouvelés sur une échelle gigantesque pour fonder l'autorité de la commune d'abord, ensuite l'autorité de la commune personnifiée dans les seigneurs, en troisième lieu pour simplifier la géographie politique et constituer les états du XVIe siècle. Les villes même furent plusieurs fois reconstruites, à l'époque des grandes expulsions d'abord, puis à l'époque des seigneurs, et chaque fois on démolit les palais par centaines. La fureur des guerres civiles renversait des monumens comme la tour des Tosinghi à Florence, haute de cent trente brasses et ornée de colonnes de marbre jusqu'au sommet. Pise perdait d'un seul coup les tours de trois cents maisons, Bologne le palais des Bentivoglio, où l'on comptait trois cent soixante-dix chambres. Plusieurs villes furent détruites à jamais. Les ravages et les massacres se succédaient presque sans interruption. Rien de commun, on le voit, entre la royauté de Louis XI et la seigneurie italienne. Tandis que l'une développait la monarchie nationale, l'autre reproduisait dans les hautes régions des cours les fureurs de la guerre guelfe et gibeline, après les avoir comprimées sur la place publique au moyen des tyrans. L'œuvre de Louis XI reste, le droit du roi se fixe dans les peuples, il lie les consciences; le droit du seigneur au contraire provoque la révolte, et Venise, qui imite les seigneurs, perd en un seul jour devant la ligue de Cambrai ce qu'elle a gagné en huit cents ans de travail et de conquêtes en Italie. Quel pouvait être le résultat de la concurrence de toutes ces forces effrénées qui se disputaient la péninsule? Il faut le demander aux idées du moyen-âge et aux deux villes où la renaissance de l'Italie politique s'efforça de les remplacer.

III. — LES GUELFES ET LES GIBELINS. — FLORENCE ET MILAN.

La nationalité italienne ne pouvait être constituée que par les deux idées du moyen-âge italien ou par les deux forces de la renaissance. Ces idées conduisaient à quatre systèmes : la théocratie guelfe, l'unité impériale, la liberté républicaine, dont Florence a été l'expression la plus exquise, ou la seigneurie conquérante, dont Milan a été le siége pendant deux siècles (1).

(1) Campanella, Dante, Machiavel et Sismondi peuvent être considérés comme les représentans de ces quatre systèmes. Toutefois Machiavel en embrasse deux, celui des républiques et celui de la principauté; aussi est-il le représentant le plus fidèle de la renaissance italienne. Pas un mot dans ses livres sur le droit pontifical et impérial : il agit par les moyens, jamais il ne touche aux principes.

C'est à peine si l'on peut s'arrêter au premier système, à celui de la théocratie guelfe. Les papes, dit-on, étaient tout-puissans en Europe; ils pouvaient donc fonder la nationalité de l'Italie. On ne voit pas que la dictature des pontifes était européenne précisément parce qu'elle n'était d'aucune nation. Une théocratie nationale eût été une absurdité au point de vue chrétien, et, en ressuscitant le judaïsme, elle aurait fait de l'Italie l'ennemie naturelle de tous les peuples. Comment les papes auraient-ils fondé la nationalité italienne? Par les républiques? Entre eux et les républiques, il n'y eut qu'une coalition extérieure, transitoire, momentanée, pour combattre l'empire. Aux yeux de l'église, les républiques ne furent en réalité que des villes libres de l'empire, en d'autres termes l'empire lui-même sous une forme tantôt faible, tantôt factieuse et rebelle. Une papauté républicaine eût dû organiser d'avance la république à Rome pour l'établir dans toutes les villes, et les papes, au contraire, furent les ennemis implacables de la république romaine. Une papauté républicaine eût dû porter la république en Europe pour l'assurer en Italie, et le saint-siége sacrait l'empereur, il sanctifiait la royauté germanique. La principauté se développait dans les républiques italiennes; les papes l'ont-ils empêchée de surgir? Nullement : ils furent les alliés des familles guelfes qui s'élevaient, ils furent les ennemis des républiques gibelines qui restaient libres, et, si dans les momens de détresse ils s'appuyaient sur les communes, dans leur force ils les menacèrent sans cesse, ils les écrasèrent au centre de l'Italie : ils n'ont jamais cessé de maintenir la servitude féodale dans le royaume de Naples. Jamais la république ne fut la pensée des pontifes. Les papes pouvaient-ils au moins pacifier la péninsule, resserrer les ligues, donner une sorte d'unité fédérale aux républiques et aux seigneurs de l'Italie? Sans doute, au fort des luttes guelfes et gibelines la papauté intervint; souvent les villes en guerre virent arriver les légats apostoliques pour pacifier les partis, pour ramener les bannis dans les villes, pour prêcher la croisade contre les tyrans; cependant, loin de concilier les villes, les papes les divisaient : c'est la papauté qui créait les guelfes. Entre les guelfes et les gibelins, les papes étaient juges et parties; ils n'attaquaient que les tyrannies gibelines; les vicaires de l'église imitaient au fond ceux de l'empire; les podestats guelfes étaient des tyrans, comme les podestats des villes gibelines, et la croisade même contre les gibelins était commandée par les tyrans du parti opposé. Impuissans, comme alliés des républiques, à constituer la nationalité italienne, ils le furent encore plus comme seigneurs. Le chef de la chrétienté, au cœur du moyen-âge, ne pouvait pas tenir tête au sénateur, au préfet de Rome, à la plèbe; à chaque instant, on l'expulsait : Grégoire VII lui-même mourait en exil. Princes électifs, sans postérité, sans ancêtres, les papes furent le jouet des familles; les fiefs et

les seigneuries se multiplièrent sur la terre des pontifes avec plus d'indépendance qu'ailleurs. C'étaient, à Rome même, des familles aux origines antiques, aux serfs innombrables, aux monstrueux priviléges, soutenues par des châteaux dans les campagnes et des forteresses dans la ville. J'ignore si les Savelli, qui tenaient les clés du conclave, comptaient les six papes, les trente-six cardinaux, les capitaines, les saints, les évêques, qui figurent dans leurs généalogies du XVIe siècle; je ne sais pas s'ils ont combattu Mézence, donné des consuls à l'ancienne Rome, et résisté à Énée par les *Sabellii*. Je sais seulement que plusieurs familles remontaient au-delà du moyen-âge, et que la lutte des familles guelfes et gibelines dans la ville éternelle se développa sur une échelle gigantesque. C'est à Rome que nous rencontrons Sciarra Colonna, l'ennemi de Boniface VIII qu'il faisait mourir de rage, de Benoît XI qu'il empoisonnait, l'ami de l'empereur Henri VII qu'il couronnait le sabre à la main, tandis qu'une moitié de Rome était insurgée. Pris par les corsaires, délivré par un roi de France, restauré par Louis de Bavière et mourant en exil, Sciarra fut l'une des plus grandes figures du XIVe siècle. Sous Jules II, un cardinal Colonna proposait de faire revivre la république et de chasser de Rome le soudan de la chrétienté; plus tard, Fabrice et Pompée Colonna, à la tête des armées impériales, ébranlaient l'Italie. C'était la digne postérité de Sciarra. Quand on songe aux Orsini, aux Colonna, quand on se rappelle le tribunat d'Arnauld de Brescia, de Cola de Rienzi, les éclats volcaniques de la plèbe romaine, les papes assassinés, tandis que l'Europe était à genoux, l'on reconnaît Rome à cette grandeur, et l'on se sent au milieu des anciens maîtres du monde. On comprend qu'à Rome la satire déchirât hardiment les voiles du temple, et montrât l'homme dans le pontife, le despote dans le pape. Les grands seigneurs de Rome adoptaient volontiers cette idée gibeline, qui présentait la théocratie comme le règne de l'imposture inauguré dans le monde à trois reprises par Moïse, le Christ et Mahomet. Que firent les papes en présence de cette noblesse indomptable, en présence de toute l'Italie? Dans la première moitié du moyen-âge, ils avaient sanctifié la conquête; pour se grandir, ils avaient appelé de nouveaux conquérans, ils avaient rendu impossible une royauté italienne, en sacrant Charlemagne et Othon. Dans la seconde moitié du moyen-âge, ou plutôt au XIIe siècle avec Nicolas III, ils devinrent seigneurs et adoptèrent les mœurs des dynasties italiennes : par conséquent les papes subirent cette loi de l'exil qui pesa sur toutes ces dynasties. Ils durent, comme tant d'autres seigneurs, reconquérir leurs propres états. C'est alors surtout que se trahit leur faiblesse. Quatre fois, au XVIe siècle, ils tentent la restauration du pouvoir temporel avec le cardinal Bertrand du Poiet, avec le comte Durefort, avec le cardinal Albornoz, avec le cardinal Robert de Genève : c'est

une guerre continuelle qui échoue quatre fois et aboutit à un schisme. Le concile de Constance au xve siècle veut rétablir la papauté avec Martin V, et deux papes sont successivement dépossédés; deux condottieri, Braccio Mantone et François Sforza, occupent les États-Romains; les scandales se multiplient, et c'est par le terrible scandale des Borgia que s'achève au xvie siècle la restauration de l'église. Ce n'était pas la papauté qui était faible, c'étaient les papes. La papauté, mille fois au-dessus de l'aristocratie romaine, était la magistrature universelle de la chrétienté, la dictature morale de l'Europe, l'unité du moyen-âge; mais, comme seigneur de Rome, le pape fut son propre ennemi : il fut souvent l'homme le plus coupable de la chrétienté. La contradiction entre les papes et la papauté devint si évidente, qu'elle passa à l'état d'axiome, et on ne saurait s'étonner si le parti guelfe, en se développant, chercha à prendre la place des pontifes. Il en résulta que les marquis d'Este, Naples, Bologne, Florence surtout, le centre des guelfes, rejetèrent au second rang l'autorité du pape, la soumettant à la politique du parti d'abord, pour sacrifier ensuite le parti lui-même à l'intérêt de chaque état.

La constitution de l'unité italienne par l'autorité impériale a été infiniment plus vigoureuse, plus naturelle, plus légale. Sans remonter à l'empire romain, sans parler du couronnement de Charlemagne, en écartant les traités et les vicissitudes accidentelles pour n'interroger que la conscience des peuples, il est évident que l'Italie, avant les républiques, était profondément impériale. L'empereur était le roi des Romains, il avait à Rome son tribunal, et il y jugeait en dernier ressort, tandis que dans les diètes d'Italie il était le justicier des princes et des villes. Les villes lombardes insurgées, en guerre contre Frédéric Barberousse, n'osaient pas l'attaquer les premières, malgré l'avantage de la position, car elles redoutaient l'accusation de haute trahison. La paix de Constance consacrait encore les droits de l'empereur après la victoire de Legnano; les villes de la Haute-Italie prêtaient serment de fidélité à Frédéric II. Plus tard, l'empereur Henri VII, avec deux mille hommes, soulevait une réaction gibeline depuis Milan jusqu'à Rome. Louis de Bavière renouvelait le mouvement gibelin en 1327, et par la suite il n'y eut pas d'empereur, même vaincu et en déroute, qui ne pût rançonner des villes, nommer des vicaires, vendre cent diplômes, en un mot légaliser les usurpations des princes et des républiques de l'Italie. Quand la moitié des familles, dans les républiques, arborait le drapeau impérial, quand aucun guelfe n'osait contester la suzeraineté de l'empereur, de tels faits n'étaient pas assurément sans signification. Nous le répétons, toute l'Italie du moyen-âge était profondément impériale; qu'on interroge les jurisconsultes, et les disciples d'Irnérius répondront à la diète de Roncaille que *tout est à l'empereur;* qu'on in-

terroge la langue italienne, elle naît en Sicile à la cour de Frédéric II, le descendant de Frédéric Barberousse. Enfin, qu'on interroge la poésie, le premier chant de la muse nationale fut l'épopée gibeline de Dante, et, depuis, la littérature, au-delà des monts, se développa en maudissant les papes. L'unité gibeline, le droit de l'empereur, était donc l'idée populaire, poétique, l'idée du droit civil, par conséquent l'idée qui devait prévaloir dans l'émancipation politique de l'Italie contre la théocratie du moyen-âge. Cependant la suprématie de l'empereur en Italie devait s'user comme celle du roi de France sur son vassal d'Angleterre. Tandis que la contradiction entre les papes et la papauté faisait la faiblesse de Rome, l'opposition entre les intérêts de l'Allemagne et ceux de la péninsule faisait la faiblesse de l'empereur. Le jour vint où le parti gibelin prit la place du chef de l'empire, de même que le parti guelfe prenait la place du chef de l'église. Ici encore la force de l'idée gibeline au-delà des Alpes se montre tout entière. Ecelino d'Onara et de Romano, en se substituant à Frédéric II, rêve la gloire de Charlemagne; Massino II della Scala, en profitant d'un revers de Jean de Bohême, se croit sur le point de s'emparer de l'Italie; Castruccio Castracani, en se mettant à la place de Louis de Bavière, pense à son tour fonder un royaume d'Italie par le prestige de l'idée impériale. Toutes ces tentatives avortèrent cependant, et, au déclin du moyen-âge, la mission nationale échut à une république guelfe qui se substituait aux pontifes, à une seigneurie gibeline qui se substituait à l'empire. De là Florence et Milan.

Au point de vue italien, l'histoire de Milan se divise en trois périodes: celles des Torriani, des Visconti et des Sforza. Un jour, l'armée de Milan, battue par Frédéric II à Cortenova, fut accueillie et ravitaillée par les Torriani, comtes de Valsassina. A partir de ce moment, il s'établit une amitié toute guelfe et patriarcale entre le bas peuple de la ville et les châtelains de Valsassina. Ceux-ci vinrent habiter Milan, ils furent podestats, ils expulsèrent les nobles (1257); cinquante patriciens furent égorgés le même jour sur le tombeau de Paganino de la Torre. Les Torriani jetaient ainsi les fondemens d'une seigneurie guelfe qui aurait embrassé Lodi, Como, Novare, Verceil, Bergame. Malheureusement ils étaient entourés de forces gibelines. L'archevêché de Milan était gibelin, et l'archevêque Othon Visconti, appuyé sur l'alliance féodale du marquis de Montferrat, chassa à son tour la famille des Torriani. La dynastie gibeline commença par renfermer six Torriani dans des cages. Mathieu, le successeur d'Othon, dut céder à la réaction guelfe; remplacé par les Torriani, il partit pour l'exil, attendant, disait-il, que les crimes de la famille rivale et victorieuse surpassassent ceux des Visconti. Henri VII ramena Mathieu à Milan, en 1311, imposant la paix aux deux familles ennemies. Sur ces entrefaites, une trahison éclata : probablement les Visconti poussèrent

les Torriani à l'émeute contre l'empereur, et l'empereur à la vengeance contre les Torriani; en définitive, la colère impériale tomba sur la famille guelfe, qui fut expulsée pour toujours. Les Visconti grandirent dès-lors rapidement : Plaisance, Tortone, Parme, Verceil, Crémone, Alexandrie, furent soumises en dix ans par Mathieu. Le successeur de Mathieu, Galéas, persécuta les guelfes, et fut toutefois trahi par Louis de Bavière, qui le supplanta et l'exila après l'avoir jeté dans ces mêmes cachots où il entassait sans pitié les guelfes. Les Visconti rachetèrent bientôt Milan, de Louis de Bavière, à beaux deniers comptans, et la dynastie gibeline reprit son essor avec Luchino et Jean, oncles et alliés de Azzo Novello. Luchino combattit Bellinzona, Como, Asti, Bobbio, Pise, Parme, Tortone, Cherasco, Alexandrie, la famille de Savoie, celle de Monferrat, celle des Gonzagues, la république de Gênes. Il mourut empoisonné par sa femme, une Fieschi de Gênes (1349). Jean poursuivit le combat commencé par Luchino. Liés avec les Ordelaffi, les Pollenta et les Malatesta, les Visconti conspiraient contre la république guelfe de Florence, contre le pape : ils achetaient Bologne des Pepoli, ils prenaient Gênes en 1353; en 1351, par la diète gibeline de Milan, ils avaient organisé la conspiration générale de toutes les familles impériales contre l'église. Les Visconti se substituaient ainsi aux empereurs; Charles IV, de passage, en 1355, à Milan, était gardé à vue, presque prisonnier; la dynastie gibeline s'élevait à l'indépendance. Elle fit sentir sa force par de terribles violences sous les trois frères Mathieu II, Galéas II et Bernabos. A cette époque, le parti guelfe, sous l'influence d'Albornoz, se relevait dans l'Italie centrale, les Visconti venaient de perdre quelques provinces, et les conspirations se multipliaient en Lombardie. Ce fut alors que, par une loi, les Visconti menacèrent d'arracher la langue à ceux qui prononceraient les mots de guelfes et de gibelins. Mathieu épouvanta les conspirateurs par le *carême*, supplice atroce qui durait quarante jours avant d'amener la mort. Ce tyran mourut empoisonné. Son successeur, Bernabos, répandit l'épouvante dans la moitié de l'Italie : il se disait seul pape et seul empereur vis-à-vis de ses sujets. Quand il passait dans la rue, les ecclésiastiques devaient se mettre à genoux. Rome l'excommunia, et deux cardinaux vinrent lui porter la sentence pontificale; il les arrêta sur un pont, et leur laissa le choix de manger la bulle ou de boire l'eau du fleuve : les cardinaux durent se résoudre à manger la bulle. Deux croisades furent prêchées contre Bernabos; il résista à Florence et à Rome; il acheta Reggio. Cet homme cruel, père de trente-cinq enfans, avait un neveu d'une dévotion excessive, et timide en apparence jusqu'au ridicule, qui passait sa vie à chanter vêpres et complies avec les chanoines de la cathédrale de Pavie : c'était Jean Galéas, élevé dans la crainte de Dieu et de son oncle. Un jour, Jean Galéas demande à son oncle la permission de passer par Milan pour

se rendre en pèlerinage au sanctuaire de la Madonna del Monte, près de Varese. Bernabos, qui prend en pitié les faiblesses superstitieuses de son pauvre neveu, va à la rencontre de Jean jusqu'aux portes de Milan, presque sans cortége; mais le pèlerin était un traître : Bernabos, saisi par les satellites de Jean Galéas, fut jeté dans une prison où il mourut avec deux de ses fils. Quant au timide neveu, il monta sur le trône ducal, prix de sa trahison.

Une fois maître de Milan, Jean Galéas commença par demander au pape le titre de roi d'Italie. Ayant essuyé un refus, il se rua sur Florence, sur Bologne, il mit en déroute les troupes pontificales; la force, l'argent, les coups d'état, tous les moyens lui étaient bons; il prit Sienne, Pise, Pérouse, Bologne; il enleva Vérone aux Della Scala, Padoue aux Carrare; il conspirait à Lucques, et menaçait Venise. Jean Galéas avait-il fondé un royaume? Non : son œuvre chancelait par la base. Jean Galéas n'avait été légitimé qu'en 1395, son règne n'avait été qu'une longue réaction gibeline, et après sa mort, en 1402, pendant la minorité de ses fils, les villes et les familles s'unissaient dans une insurrection universelle. Les Della Scala se révoltaient à Vérone, les Cavalcabò à Crémone, les Landi à Bobbio, les Scotti à Plaisance; l'insurrection atteignait Lodi, Bergame, Pavie. Quelle avait été la politique de Jean Galéas? Celle de l'unité. Il avait voulu relever le royaume des Longobards, et n'avait réussi qu'à déchaîner toute l'Italie contre sa famille. Venise, Florence, Rome, le Montferrat, envahissaient à la fois les états qu'il léguait à son faible successeur. Les auxiliaires que Jean Galéas avait employés tournèrent contre lui comme sa politique. Il s'était appuyé sur les forces mobiles des *condottieri*, et à sa mort cinq *condottieri* se jetaient sur les terres des Visconti : Ottobon Terzi enlevait Parme, Plaisance, Reggio; Facino Cane occupait Novare, Tortone et Alexandrie; Malatesta prenait Brescia; Colleoni s'emparait de Trezzo, Gabrino Fondulo de Crémone. La crise fédérale qu'on vit alors éclater développa dans toute l'Italie une agitation sans égale : les seigneurs, les condottieri, les prétendans, s'entrechoquaient dans l'Italie du nord; l'anarchie régnait dans l'Italie centrale. Il n'était plus question du pape, ni de l'empereur; les destinées des deux arbitres de l'Italie féodale furent un moment entre les mains du condottiere Gabrino Fondulo, qui faillit les précipiter du haut de la cathédrale de Crémone, où il les avait réunis. Les dépouilles de l'empire étaient l'objet de toutes les convoitises, et, tandis qu'on se disputait les lambeaux de cette riche proie, l'idée de la royauté italienne, exclue de la Lombardie, retrouvait à Naples un nouveau représentant dans la personne du roi Ladislas, qui prenait pour devise : *Aut Cesar, aut nihil*. Maître de Naples et de l'Italie centrale, Ladislas s'avançait vers le nord à la grande terreur de Florence, quand il mourut empoisonné. Naples retomba bientôt dans son

anarchie habituelle, et après le règne du faible Jean-Marie Visconti, assassiné en 1412, l'idée de la royauté italienne reprit son influence à Milan. Philippe-Marie Visconti, à son avénement, se trouva sans argent, sans soldats et sans villes. La veuve de Facino Cane, qu'il épousa bien qu'âgée, lui livra un trésor, des villes et une armée; c'est ainsi qu'il s'empara de Milan, de Monza, de Bobbio, de Lodi, où Vignate mourait dans une cage, de Crémone dont il fit décapiter le seigneur, de Voghera où il fit pendre Beccaria. Philippe-Marie étouffa une à une les familles rebelles; les condottieri de l'insurrection durent tout rendre; il reprit Gênes, et poursuivit avec une énergie infatigable le projet de monarchie italienne qui avait séduit Jean Galéas, mais il rencontra sur son chemin la ligue de Venise et de Florence, et la guerre se prolongea sans amener de résultat. Philippe-Marie puisait ses forces dans la solitude. Inaccessible à tous, il se jouait de tout : en présence d'un homme, cependant, il n'était plus maître de lui-même; aussi, refusait-il de voir l'empereur, qu'il faisait fêter à Milan; peut-être se souvenait-il de son ancêtre trahi un siècle auparavant par Louis de Bavière. A la mort de Philippe-Marie, en 1447, la crise fédérale se renouvela; la branche ducale des Visconti était éteinte. Les guelfes, les gibelins, les villes et les seigneurs se révoltèrent : Pavie, Parme et Tortone se déclarèrent indépendantes, l'état fut envahi; Milan, flottant entre les guelfes et les gibelins, proclama la république. Cette fois le duché ne pouvait être sauvé que par un conquérant italien; il échut aux représentans de l'Italie militaire, aux condottieri.

Divisée entre les deux dynasties nomades des Braccio et des Sforza, l'Italie militaire venait de recevoir une sorte de chef dans François Sforza, qui avait dispersé l'armée de Braccio. Resté seul, François Sforza avait déjà fondé et perdu un état dans le centre de l'Italie; il était gendre de Philippe-Marie, il se jeta donc au milieu de la guerre entre Milan, Florence et Venise. D'abord à la solde de Milan, puis de l'ennemi, il joua serré, trahit quelque peu, domina ses rivaux, et le plus grand des condottieri mourut maître de l'état où Bernabos voulait être à la fois pape et empereur. Son fils tomba sous les coups d'une réaction républicaine. Le pouvoir échut ensuite à Louis-le-More, qui s'en empara à force d'adresse et de crimes. Louis-le-More fit une tentative dernière et désespérée pour créer à Milan ce centre monarchique qu'avaient rêvé pour l'Italie Bernabos, Jean Galéas et Philippe-Marie. Il appela Charles VIII à la conquête de Naples, croyant le jeter dans une guerre italienne dont il se réservait d'exploiter les chances à son profit. Quand il vit Naples conquise sans coup férir, il tourna contre Charles VIII toutes les forces italiennes, et il provoqua ainsi la vengeance de Louis XII, qui brisa à jamais le duché de Milan (1500).

Nous venons de retracer rapidement les tentatives de la seigneurie

quasi-gibeline de Milan pour organiser l'unité italienne. Si elle a échoué dans cette tâche, ce n'est pas faute d'hommes supérieurs. En cent cinquante ans, la famille des Visconti avait compté six grands politiques, Othon, le fondateur de la dynastie, Mathieu, qui la rétablissait sur le trône, Luchino le conquérant, enfin Bernabos, Jean Galéas et Philippe-Marie, dont les efforts eurent un but commun. Les Sforza, qui avaient remplacé les Visconti, ne leur cédaient ni en énergie ni en adresse. Cette famille de paysans s'était élevée rapidement au pouvoir par la gloire militaire. Les Sforza, en cinquante ans, donnaient à Milan un grand capitaine et un grand politique, François Sforza et Louis-le-More. Que manquait-il donc aux Visconti et aux Sforza? Ni la hardiesse ni le génie assurément; mais l'unité qu'ils proposaient à l'Italie ne représentait aucun droit, et les villes la repoussaient de toute leur force comme la tyrannie d'une famille, tyrannie aussi illégale que violente. De là les crises fédérales; de là, en 1447, l'établissement de la république à Milan, la conspiration des républicains qui assassinent le fils de François Sforza, et l'attitude des populations frémissantes sous Louis-le-More, qui accueillent Louis XII comme un libérateur. D'ailleurs, le duché était un fief de l'empire, la tradition impériale se trouvait encore assez forte pour ouvrir les portes de l'Italie à l'empereur; partout l'idée d'une nationalité italienne était si faible, que personne n'accusait de trahison les Colonna et les Trivulzio, qui combattaient contre le pays à la tête des armées impériales ou françaises.

La domination de l'Italie, qui avait échappé à la seigneurie gibeline de Milan, pouvait-elle appartenir aux républiques? En d'autres termes, celles-ci s'appuyaient-elles sur une idée assez forte pour donner naissance à un droit? Certes le développement des forces républicaines fut rarement poussé plus loin que dans l'enceinte de Florence. La noblesse y fut un titre de proscription, les familles aristocratiques expulsées dans les soulèvemens y furent en partie réduites à labourer la terre pour vivre. La dictature même des podestats, jadis exercée par des princes à Florence, disparut complétement dans la magistrature du gonfalonier, dont les fonctions duraient deux mois, et dont les pouvoirs étaient fort limités. La liberté se trouvait-elle garantie? Nullement. Quand on rasa les châteaux, Florence resta une ville de châteaux, ses palais devinrent autant de forteresses; quand on brisa la féodalité, les gonfaloniers anoblirent les grandes familles de la bourgeoisie; les gros bourgeois (*popolani grassi*) formèrent une nouvelle aristocratie profondément détestée par la plèbe des artisans et par la noblesse, dont l'influence ne fut jamais anéantie. Cette bourgeoisie, désarmée comme toutes les bourgeoisies italiennes, dut soudoyer les condottieri, payer les petits princes pour combattre les ennemis, et à la fin elle se trouva prise entre deux forces également hostiles, la plèbe et l'ancienne

aristocratie. Quand cette situation nouvelle se fut déclarée, la première famille de bourgeois assez riche pour s'assurer d'une clientelle commerciale, assez peu scrupuleuse, assez adroite pour trahir la bourgeoisie en donnant des espérances au peuple et à l'ancienne noblesse, cette famille de bourgeois, appuyée sur les forces combinées de l'église, de l'aristocratie et de l'empire, put fonder la dynastie de Florence et supprimer au cœur de l'Italie la liberté du moyen-âge. C'est ce qui arriva par les Médicis. La république toutefois ne se rendit pas sans résistance. Il fallut qu'après bien des luttes et des massacres, tout conspirât contre elle pour qu'en 1529 la seigneurie lui fût définitivement imposée. Quand on se rappelle combien d'émigrés partirent pour l'exil, supérieurs à la patrie qui succombait, combien de victimes il fallut égorger pour tuer une pensée qui ne cessait de protester dans la Toscane entière; quand on voit cette Florence, l'Athènes du moyen-âge, devenue le centre, le foyer de la vie intellectuelle et politique en Italie, cette Florence où des gonfaloniers bimestriels gouvernaient avec la prudence consommée de vieux ministres rompus aux affaires, et qui, à sa dernière heure, après avoir créé les Médicis, avait encore Machiavel pour inspirer sa politique, Michel-Ange pour construire ses forts, et Savonarole pour lui parler de Dieu, on ne peut se défendre d'admirer un si grand exemple de ce que peut la liberté, quelles que soient ses formes et ses vices. Florence a résumé long-temps cette vie multiple de l'Italie qui semblait se refuser à tout nivellement, à toute expression simple et précise, cette intarissable originalité qui rejetait toute loi hormis celle du beau. Toutefois faut-il regretter que la république ait succombé devant les Médicis? N'est-il pas évident que le triomphe des Strozzi, liés avec vingt cours et riches à soudoyer des armées, n'aurait guère retardé que de quelques années l'avénement d'une dynastie florentine? La liberté de Florence, d'origine essentiellement municipale comme les seigneuries mêmes, ne put jamais s'étendre hors de la ville. Forte pour détruire comme les guelfes, elle n'eut jamais d'empire sur les villes soumises, qui restèrent toujours ennemies et prêtes à la révolte. Conquérante, Florence ne put jamais dompter Sienne; républicaine, elle appuya mille conspirations sans établir la liberté nulle part; ville libre, elle était l'ennemie naturelle de toute famille qui visait à l'unité italienne par la royauté. Elle arrêtait les progrès ambitieux des Della Scala, des Castruccio Castracani, des Visconti, des Ladislas. Elle ne manqua pas à ses derniers jours de se coaliser avec l'étranger contre Pise, et une année avant de périr elle était consternée en apprenant que Gênes avait secoué le joug de la France. Telle fut l'attitude de Florence en présence de l'Italie. Sa force fut avant tout une force de résistance, sa liberté au milieu des seigneuries et des républiques fut une liberté brillante, mais isolée.

La conséquence à laquelle nous arrivons, c'est que la théocratie de Rome s'est trouvée en opposition avec les droits de l'empire par suite d'un contrat signé au commencement du moyen-âge. Les papes, ne pouvant concilier en eux-mêmes le caractère du seigneur avec celui du pontife, échouèrent dans leur lutte contre l'empire. D'un autre côté, le droit anti-national de l'empereur fut impuissant à régir la péninsule. Cette lutte de deux forces également stériles opposa famille à famille, ville à ville; Florence, appuyée sur les papes, se trouva opposée à Milan, appuyée sur les empereurs, de sorte que la religion se tourna contre le droit, puis la liberté contre l'indépendance, tandis que dans le duel des princes et des républiques les condottieri séparaient les forces militaires de toutes les forces politiques. Ajoutons que la littérature italienne se trouva à son tour en contradiction avec les tendances de l'Italie. Tandis que la lutte des familles et des cités multipliait les différences et les contrastes sur le sol de la péninsule, tandis que le génie italien, se cherchant toujours et ne se fixant jamais, s'éparpillait pour ainsi dire en mille créations qui se détruisaient les unes par les autres, la littérature, forcément une et indivisible, était poussée par ses divines inspirations à chercher un droit qui sanctifiât le triomphe d'un parti. C'était une route contraire à celle que suivait l'Italie. Aussi Dante, gibelin, plaça-t-il en enfer ses propres héros, et la poésie, depuis Dante, poursuivit-elle de ses invectives cette Italie dont l'anarchie n'avait pas de nom dans la langue des poètes. Plus tard, animée par les inspirations de la renaissance, détestant l'empire et les papes, la littérature se réfugia dans les sereines régions de l'antiquité; elle exila de ses poèmes les Visconti et les Médicis, Venise et Florence, comme des illustrations sans prestige. Machiavel, l'homme positif, à la fois Florentin et Italien, cherchant une issue à sa propre pensée, se trouvait frappé d'une profonde incertitude. Après avoir fait abstraction de la religion et de l'empire, après avoir conçu une double politique à l'usage des seigneuries et des républiques, il présentait l'indépendance et la liberté de l'Italie comme les deux termes d'une contradiction sans espoir. C'était la renaissance qui se jugeait.

IV. — DÉCADENCE DE L'ARISTOCRATIE.

On attribue la chute de l'Italie à l'invasion étrangère : je crois peu aux conquêtes qui se réalisent sans coup férir. Milan et Naples ne se sont pas défendues, on peut dire qu'elles se sont bornées à assister à la lutte de la France et de l'empereur en Italie. La Toscane résista bien plus aux Médicis qu'à Charles-Quint; elle resta indépendante, et partout ailleurs l'état de l'Italie ne fut point changé. L'Italie n'a donc été vaincue que par une idée. Cette idée fut une restauration pure et

simple du droit européen par les deux autorités qui avaient légitimé, de gré ou de force, toutes les usurpations des républiques et des seigneurs. Le droit de l'église et le droit de l'empire envahirent tout, entraînèrent les villes et les peuples; Florence et Milan n'eurent plus de mission. Ces princes, ces familles, ces villes qui s'entr'égorgaient dans le sentiment de leur égalité, n'eurent pas de force devant une invasion naturalisée d'avance par l'ancien pacte du moyen-âge. Il est vrai que, si l'on ne se battit pas, on conspira; mais quelle fut la pensée de ces conspirations? Chasser l'étranger par l'étranger, en d'autres termes chasser les franco-guelfes et les hispano-impériaux les uns par les autres, ce qui revenait à chasser le pape par l'empereur, et l'empereur par le pape. Telle fut la dernière équivoque de la renaissance. Le pape et l'empereur cessèrent de se combattre en présence de la réformation, le pacte du moyen-âge fut renouvelé, et les conspirations se trouvèrent déjouées ou étouffées. Pour la seconde fois, la papauté et l'empire se partagèrent l'Italie. Les papes, enclavés dans les possessions espagnoles, perdirent le droit de couronner l'empereur et l'alliance des républiques guelfes; à Naples, ils trouvèrent dans le roi d'Espagne un vassal redoutable. Par compensation, ils restaient à la tête de toutes les conspirations catholiques contre la réformation, et le seigneur de Rome régna dans ses états avec une sécurité jusqu'alors inconnue. Il s'empara de toutes les terres que lui disputaient les anciennes familles, il enleva Ferrare, prit Urbin, disposa des fiefs échappés à l'empire. D'ailleurs, le parti guelfe survivait, la France le soutint, afin de se créer en Italie des alliés contre l'influence impériale. Le parti guelfe s'appela le parti français, et les maisons guelfes, comme la famille d'Este, ou devenues guelfes à l'heure de la décadence, comme les Pico della Mirandola, se rallièrent autour du saint-siége. L'influence gibeline, qui s'appela de nouveau impériale comme aux anciens temps, se développa par l'Espagne, qui entraînait à sa suite la cour de Vienne. Féodale par essence, elle paralysa l'industrie des villes lombardes et napolitaines, elle releva l'aristocratie humiliée par les rois de Naples et les seigneurs de Milan. Bref, au XVIIe siècle, les vingt-neuf états de l'Italie étaient presque tous des fiefs de l'église et de l'empire, la cour de Madrid et la diète germanique exercèrent réellement une autorité qui n'avait été que nominale au temps de la renaissance. Quand l'Autriche, en 1707, remplaça l'Espagne à Naples et à Milan, l'influence de l'empire fut doublée. Le parti français se trouva brisé, livré à l'Autriche, la famille d'Este elle-même devint impériale; les Pico, les Gonzagues, adhérens du parti français, furent dépossédés comme rebelles par la diète germanique. Les familles régnantes se demandaient si on allait revenir au régime de Frédéric Barberousse. Dans la suite, à l'extinction des Médicis, la maison de Lorraine établissait en Toscane l'influence autrichienne; la famille d'Este devait se continuer

par des archiducs de la maison de l'empereur. Les traditions de la renaissance ne survécurent que dans une île, à Venise, dans la ville qui avait refusé le serment de fidélité à Frédéric II, et qui, hostile à la politique comme aux idées italiennes, avait neutralisé chez elle la double idée guelfe et gibeline.

Quels furent, pour les familles régnantes et pour l'aristocratie en général, les résultats de cette restauration du droit impérial et pontifical? Les familles régnantes durent modifier leur diplomatie et leur politique intérieure; l'aristocratie fut atteinte dans ses mœurs. De là deux aspects de la décadence italienne, l'un politique, l'autre moral, dont le premier nous occupera d'abord.

Le droit européen, en s'imposant de nouveau à l'Italie, rendit inutile toute la diplomatie italienne du XVIe siècle. Le pape et l'empereur remplacèrent Florence et Milan. Chaque état se trouva seul en présence de la cour de Rome ou de la diète germanique; la diplomatie européenne décida de tout. La hardiesse des anciens temps, frappée d'anathème, réduite à des intrigues insignifiantes, à des rivalités microscopiques, fut traitée de rébellion. Tuée dans sa politique nationale, la péninsule ne se survécut que par ses villes; l'histoire de l'Italie à cette époque n'est plus que l'histoire des municipalités italiennes. Là même où l'Italie résistait à la double réaction impériale et pontificale, l'immoralité était profonde comme à Venise, et l'isolement augmentait tous les jours. La littérature, on ne saurait l'oublier, représente fidèlement cette tendance nouvelle, ce triomphe de l'esprit municipal sur l'esprit de nationalité : elle partage le sort de la politique italienne. Née à la cour de Frédéric, devenue italienne au milieu des luttes de l'Italie guelfe et gibeline, soutenue par les seigneurs au-dessus de tous les municipes, s'élevant par ses propres forces au-dessus de tous les seigneurs, nous l'avons vue se réfugier dans l'antiquité, qui n'était ni impériale, ni pontificale, ni municipale. Les municipes se fatiguèrent bientôt de cette renaissance littéraire qui n'était pas de leur temps; les patois s'insurgèrent, et les poètes populaires ne voulurent voir dans la langue italienne que le patois de Florence; Florence s'insurgea à son tour et rédigea son dictionnaire toscan où elle jeta l'anathème à la langue italienne. Le théâtre italien, le théâtre des *seigneurs* ou de l'*académie*, comme on l'appelait, fut détrôné lui-même par le théâtre des patois, en d'autres termes par la comédie *dell' arte*. Les Arlequins de Bergame, les Polichinelles de Naples, les Pantalons de Venise, toutes ces caricatures locales s'étaient en d'autres temps déjà humblement réunies sur les tréteaux, elles y étaient montées avec leurs masques, elles y parlaient leurs patois; peut-être sortaient-elles du carnaval, des fêtes *dell' arte*, c'est-à-dire des corporations des arts et métiers; peut-être sortaient-elles d'un carnaval plus ancien où Maccus l'esclave était l'ancêtre de Polichinelle. Le

triomphe des influences locales rajeunit toutes ces caricatures, et par un nouvel élan les masques conquirent l'Italie. Arlequin et Brighella, désormais libres, furent heureux et fiers de marcher à la suite des rois de Castille et d'Aragon; ils entrèrent de plain-pied dans le drame espagnol, ils adressèrent la parole à la statue du commandeur. Cette fois, la mascarade des anciens arts et métiers triompha de la littérature italienne, et fit le tour de l'Europe (1).

L'anéantissement de la diplomatie seigneuriale avait été le premier résultat de la restauration de l'église et de l'empire; l'impulsion nouvelle donnée à la politique intérieure des princes fut le second. Une fois arraché à ce milieu d'intrigues et de complots qu'avait créé la renaissance, que pouvait faire le prince italien, disciple de Machiavel? Il ne lui restait qu'à être le maître chez lui. Richelieu au petit pied, il s'efforça d'attirer la noblesse à la cour, comme jadis les républiques l'avaient fixée à la ville. Ce travail de centralisation s'accomplit avec un hideux mélange de perfidie et de violence : il fut horrible à la cour des Farnesi. Ranuce II, en 1611, fit tout à coup saisir, juger, torturer les familles les plus influentes, les livra au bourreau, et confisqua tous les fiefs qu'il avait marchandés ou convoités. A Rome, l'œuvre de la centralisation fut tantôt contrecarrée et tantôt favorisée par les papes. D'un côté, le népotisme des Riario, des Borgia, des Farnesi, amoindri, réduit à une tyrannie vulgaire, élevait les familles des Caraffa, des Borghesi, des Buoncompagni, des Barberini, des Odescalchi, des Chigi, des Rospigliosi, des Albani, des Altieri, des Corsini, etc. D'un autre côté, avec les progrès de l'église, les grandes familles perdaient les alliances royales et les ressources du moyen-âge. Les Colonna eux-mêmes acceptèrent la restauration; ils devinrent les plus fidèles appuis de l'église, et ils conservèrent ainsi jusqu'en 1797 cent vingt fiefs et cent trente mille sujets dans la Basse-Italie. A défaut de forte politique, les papes se servirent de l'ascendant religieux pour dompter les grandes familles; les derniers héros de l'indépendance féodale furent traînés devant les tribunaux de Rome et saintement décapités après la bénédiction pontificale. On sait qu'au XVIe siècle deux cardinaux surprenaient Ancône et la livraient au saint-siége en y massacrant les nobles. Le cardinal Alberoni renouvela au XVIIIe siècle la même tentative sur San-Marino, qui échappa par miracle. Bologne au contraire succomba. Ville libre de l'église, avec ses troupes, ses douanes, sa comptabilité, un sénat, une dette publique et un ambassadeur à Rome, au reste fort désœuvré, elle fondait son indépendance séculaire sur les traités de 1278 et de 1447. Sous Pie VI, en 1780, le cardinal Buoncompagni, issu du népotisme de Grégoire XIII,

(1) Voyez, dans les livraisons des 1er juin 1839 et 15 février 1840, *de la Poésie populaire en Italie.*

se chargea d'incorporer Bologne aux États-Romains : deux chirographes du saint-père suffirent à anéantir toutes les franchises de l'une des villes les plus turbulentes de la renaissance.

Nous arrivons au dernier résultat de la restauration guelfe et gibeline, à l'influence qu'elle eut sur les mœurs non-seulement des familles régnantes, mais de l'aristocratie en général. Sous la triple action des municipes, de l'église et de l'empire, l'aristocratie ne donna au pays que des magistrats, des chanoines et des capitaines. Les premiers, courtisans ridicules, sont toujours prêts à changer d'opinion au gré du maître; les capitaines entrent dans les armées de l'empereur, où ils continuent la tradition anti-nationale des Colonna par les Piccolomini, les Strozzi, les Montecuccoli, condottieri plus ou moins illustres qui désertent leur pays, où l'on finit par abhorrer naïvement le métier du soldat. Les seules illustrations nationales sont celles de l'église. La dévotion s'empare de l'Italie en décadence. On fonde des couvens, on multiplie les aumônes. Les saint Charles Borromée, les saint Philippe de Néri, nous représentent cette ère nouvelle. Toute la vieille Italie est mise à l'index comme profane et païenne. La littérature est proscrite. L'esprit de la renaissance, banni des livres, ne résiste plus que dans les mœurs. L'énergie et les prétentions des familles enlevées brusquement aux préoccupations politiques éclatent dans des aventures individuelles; les nobles s'entourent de *bravi*, de bandits; dans le royaume de Naples, ils s'allient contre le peuple avec les brigands, qu'ils lancent comme une force politique au milieu des mouvemens révolutionnaires. Chose singulière, la religion, implacable vis-à-vis de la littérature, demeure courtoise en ce qui touche aux mœurs. Elle a des ménagemens pour le brigandage, elle en a surtout pour d'autres égaremens plus aimables, pour les égaremens de l'amour italien. Les grands pécheurs ne fondent-ils pas des monastères? D'ailleurs, cette noblesse italienne au XIIIe siècle avait été presque une noblesse de robe, ces hommes de guerre et de sang étaient amis de Pétrarque; ils lisaient l'Arioste. En vérité, c'était par clémence que Louis-le-More et les Borgia n'envoyaient pas aux galères les mauvais poètes. Les poètes congédiés au XVIIe siècle, il fallut bien s'entourer de musiciens et de bouffons, il fallut que l'amour remplaçât l'art, et le poignard servit à dénouer des intrigues galantes, après avoir si souvent terminé des luttes politiques.

Les Médicis et les Gonzagues sont les plus fidèles représentans des mœurs de la décadence italienne. Pour comprendre cette triste époque, il suffit de jeter les yeux sur les derniers princes de la dynastie florentine. Côme, le premier de la branche moderne des Médicis, était fils du dernier condottiere : son père le fit jeter encore enfant du haut d'une fenêtre pour interroger le sort. Voyant que le petit Côme ne s'était pas cassé le cou, il en tira bon augure. En effet, Côme signa quatre cents

arrêts de mort; lors de la reddition de Sienne, sur quarante-deux mille habitans, trente-six mille émigrèrent plutôt que d'accepter sa domination. Il tua de sa main un de ses fils naturels; ses sicaires parcouraient l'Europe. La fabrication des poisons qu'il envoyait à ses ambassadeurs était pour Côme l'objet d'une sollicitude particulière. François, son successeur, ne fit exécuter que quarante-deux conspirateurs : il épousa Bianca Capello, qui l'entraînait au tombeau en essayant d'empoisonner son beau-frère, le cardinal Ferdinand. Garcia, fils naturel de Côme, fut tué par son père; un autre fils naturel, Ferdinand, fut tué par Garcia à la chasse; Isabelle Orsini, fille et maîtresse de Côme, fut étranglée par son mari; en même temps un autre fils de Côme, Pierre de Médicis, poignardait sa femme Éléonore de Tolède et se jetait au pied d'un crucifix encore baigné de sang pour faire vœu de célibat. A Madrid, cet étrange célibataire vivait entouré de mignons et donnait l'exemple des plus honteux désordres. Il mourut endetté, léguant son corps et des sommes imaginaires aux révérends pères de l'ordre de Jésus. Les révérends pères, piqués au vif par cette mystification, refusèrent le cadavre. Un autre fils naturel de Côme, Jean de Médicis, libertin de bas étage, épousa une fille publique dont il fit emprisonner le mari et annuler le mariage. Le couple heureux et béni vivait à Venise. A la mort de Jean, la cour de Florence fit mille promesses à la veuve, l'attira en Toscane, l'arrêta, et la malheureuse finit ses jours dans un couvent, accusée de sorcellerie par son fils. La dynastie des Médicis arrive ainsi, à travers les crimes et les excès de toute sorte, à travers les tristes règnes de François, de Côme II, de Ferdinand II, de Côme III, à son dernier représentant, Giangastone, prince insouciant et voluptueux, dont la vie se passe entre des favoris et des courtisanes. Avec lui, la branche des Médicis, qui avait donné à l'Italie un dernier condottiere et Côme à Florence, descend au tombeau.

Nous avons dit qu'avec les Médicis, les Gonzagues représentaient fidèlement les mœurs de la décadence italienne. Il y avait, au XVIIe et au XVIIIe siècle, des Gonzagues à Mantoue, à Guastalla, à Novellara, à Castiglione. On compte parmi eux des libertins magnifiques, des chasseurs effrénés et des empoisonneurs. Partout ce furent les mêmes exemples de débauche et d'insouciance. Vincent Gonzague, né en 1562, duc de Mantoue, vendait tout, places et fiefs; entraîné par la vanité, il contractait une alliance où il perdait la moitié du Montferrat. Les successeurs de Vincent continuèrent la vie joyeuse des Gonzagues sur le trône ducal de Mantoue, si bien qu'un dernier duc, vrai prodige d'ignorance, d'inaptitude et de lâcheté, se trouva dépossédé sans savoir pourquoi. On trouve chez les Gonzagues de Guastalla de sombres tragédies, un prince qui passe quatorze ans dans un cachot, des femmes qui poignardent des ministres à la manière des Médicis. A Novellara, ce sont encore d'atroces

guet-à-pens. Au XVIIIe siècle, Camille Gonzague faillit être tué par les sicaires de sa femme; on attribuait à un Gonzagues, marquis de Castiglione, le projet d'empoisonner ses sujets pour régénérer la population; il fut tué en allant à la messe. Bien que plusieurs branches de cette famille se soient éteintes, il reste encore des Gonzagues en très grand nombre. En compensation des droits qu'ils ont perdus, il jouissent des bonnes graces de l'Autriche. L'histoire des Gonzagues se reproduit à Modène, à Parme, dans presque toutes les anciennes familles, avec des variantes plus ou moins scandaleuses.

On vient de voir quelle fut la restauration du droit européen en Italie; ce fut la décadence, l'anéantissement de la diplomatie italienne, des forces militaires et des forces politiques. La dernière conséquence de cette restauration éclata en 1789. Menacée par la révolution française, l'Italie aristocratique se prosterna devant ses deux divinités, le pape et l'empereur; elle rendit même à l'église les priviléges qu'elle lui avait enlevés, elle consomma en un mot l'alliance pleine et entière du moyen-âge. Le principe démocratique pesait à la fois sur l'autorité religieuse et sur l'autorité politique, et les noblesses de toutes les origines, guelfe, gibeline, espagnole, longobarde, angevine, ecclésiastique, républicaine, même la noblesse de Venise, cette fille de la renaissance, ne formèrent plus qu'un seul corps solidaire et compacte, dévoué à l'église et à l'empire. Nous avons déjà montré (1) quelle fut l'arme du libéralisme italien, comment, au milieu d'une société hostile, armée d'inquisiteurs, la révolution prit le masque de la conspiration, comment la conspiration, cette arme des vieux temps, peupla les villes de démocrates qui considéraient l'ancien droit comme une injure. L'Italie aristocratique riposta avec l'arme de l'inquisition; elle s'allia aux brigands comme à l'époque de Masaniello, et régna par la terreur comme aux jours de Côme de Médicis. Jusque-là elle triomphait, car le sentiment de l'ancien droit était dans les peuples. Attaquée par la France et tirée de son sommeil religieux, elle s'aperçut qu'elle n'avait plus pour auxiliaires que des populations ignorantes, incapables de résister à l'élan des idées : elle se jeta dans les bras de l'empereur. Quant à la démocratie, divisée dans chaque ville, ne pouvant trouver en elle-même l'unité d'une dictature ou la force d'une armée, elle se trouva sans réserve à la merci de la France. La révolution en Italie fut donc la lutte de la France et de l'Autriche, de même qu'au XVIe siècle la restauration italienne avait été la lutte de Charles V et de François Ier. La démocratie doit à la France l'anéantissement des grandes familles, l'unité des lois réalisée partout d'un seul coup pour la première fois dans la péninsule; elle lui doit l'idée

(1) Voyez, dans la livraison du 1er janvier 1845, *la Révolution et les Révolutionnaires en Italie.*

du *royaume d'Italie*, c'est-à-dire l'idée de l'unité nationale. Le droit nouveau, en octroyant aux peuples la faculté de se gouverner par la raison, impliquait comme conséquence la conquête de l'indépendance italienne : ce mot, inconnu au XVIIIe siècle, fut en 1814 le mot d'ordre de la péninsule. A la même époque, au contraire, l'aristocratie jeta la plèbe et les brigands sur le libéralisme; l'ancien droit fut restauré, le royaume d'Italie fut détruit, l'unité des lois abolie comme un sacrilége, et l'Italie fut rendue à ses divisions, réclamées par la noblesse et maintenues sous la sauvegarde du pape et de l'empereur. La noblesse italienne, en défendant alors au peuple de délibérer sur ses croyances et ses intérêts, s'est trouvée anti-nationale par sa foi dans les dynasties légitimes qui perpétuent la division de l'Italie, anti-nationale par le droit qui la régit et sanctifie la conquête impériale, anti-nationale enfin par sa propre faiblesse qui la condamne à invoquer les armées et par conséquent le protectorat de l'Autriche. En somme, à Naples, à Turin, à Rome, partout, elle n'a reproduit que les cruautés et la perfidie des anciens temps, sans en retrouver le courage et la hardiesse.

La restauration aristocratique de 1814 pèse encore aujourd'hui sur le commerce, sur l'industrie, sur les libertés de l'Italie. Depuis trente ans, les protestations se multiplient; les colères nationales, en vain comprimées, font explosion à Naples, en Piémont, en Romagne; la résignation a fait place à un malaise fiévreux qui semble augmenter chaque jour. Les symptômes de ce malaise sont partout, dans l'horreur que soulèvent les exécutions politiques comme dans l'enthousiasme voisin du délire qui accueille les amnisties. Les idées nouvelles se répandent; chaque événement porte atteinte au pacte du moyen-âge. La noblesse ne se dissimule pas que l'ancien droit se meurt, et que tous les jours la restauration de 1814 perd le caractère d'un gouvernement légitime pour prendre celui d'une conquête autrichienne. Déjà en 1821, à Naples et en Piémont, de nobles transfuges passaient de l'aristocratie au libéralisme; depuis 1830, la fraction des transfuges s'est grossie; on commence à comprendre que le cercle des idées constitutionnelles est assez large pour satisfaire les intérêts les plus opposés. Aujourd'hui cette pensée se fait jour en Sicile, à Gênes, à Bologne; elle gagne de la popularité dans les États-Romains. En même temps qu'on parle de libéralisme, on parle aussi d'indépendance. L'idée d'indépendance s'est produite sous un patronage quasi-officiel en Piémont et ailleurs. En Lombardie, on a représenté, on représente encore l'absolutisme de la maison de Savoie comme le vrai juste milieu entre la liberté et la conquête. Ainsi reparaît l'ancien dilemme de Machiavel entre les républiques et les seigneurs; les mots seuls ont changé; il s'agit d'opter entre les constitutions et l'indépendance italienne.

Nous voudrions applaudir à ces rêves d'indépendance qui pénètrent

jusque dans les salons d'une aristocratie rétrograde; malheureusement il n'y a au fond de ces rêves qu'un égoïsme stérile. Cette haine de l'Autriche, au nom de laquelle certains seigneurs voudraient se poser en *condottieri* de l'indépendance italienne, ne s'appuie sur aucun principe et n'a inspiré que d'absurdes déclamations. Les uns proposent de chasser l'Autriche sans combat, en toute amitié, dans son propre intérêt; les autres proposent une ligue entre Naples et le Piémont pour partager l'Italie en deux moitiés, et jeter à la frontière ou dans les îles les princes de Modène, de Toscane, le pape et l'Autriche; d'autres préfèrent une ligue italienne présidée par le saint-père, et qui aurait un double but, l'expulsion de l'Autriche et la conquête du monde! On est allé jusqu'à indiquer comment on pourrait s'allier à l'Autriche, prendre service dans ses rangs et la trahir sur le champ de bataille en se livrant à l'ennemi. Que dire de pareilles chimères, où se cache mal, sous une naïveté apparente, un étrange abus de l'esprit d'expédiens? On veut fortifier les princes. Est-ce pour résister à l'Autriche, pour la harceler avec des constitutions? Non, l'Autriche n'attaque pas ces princes, et, quant à des constitutions, ceux-ci n'en veulent point. C'est contre le libéralisme, tranchons le mot, c'est contre la France qu'on cherche des auxiliaires. Il suffit, pour s'en convaincre, d'examiner les projets mis en avant par les partisans de l'indépendance italienne. Ces projets se réduisent tous à ressusciter les vieilles ligues conçues à Rome et à Naples vers la fin du dernier siècle. Ils viennent en droite ligne de la cour de la reine Caroline et des conciliabules sanfédistes. On ne trouve là qu'une pâle reproduction des idées réactionnaires de la vieille Italie en lutte contre l'invasion française, moins, toutefois, l'à-propos de la guerre, moins la franchise, moins l'excuse de l'inexpérience. Contre qui dirige-t-on aujourd'hui ces lourds pamphlets sur l'indépendance italienne? Contre Napoléon. De quoi se plaint-on? De l'*ingratitude* du congrès de Vienne envers la vieille cour de Naples *si dévouée, si fidèle!* Que pense-t-on des Romagnols? On déclare qu'*indociles et factieux, ils ne peuvent être gouvernés qu'au moyen de la force brutale ou de la conquête.* On ne tarit pas au reste en protestations de dévouement au saint-siége, et faute d'idées, de vues pratiques, on finit par s'égarer dans le labyrinthe des artifices et des hypothèses. On fait figurer la révolution et la France tour à tour comme faibles, fortes, alliées, ennemies. A ce chaos de contradictions, qui ne reconnaîtrait l'absence de principes et l'influence persistante d'une politique de désordre et de ruse traditionnelle en Italie? Très hardis quand ils remanient la carte géographique de l'Italie, les écrivains qui mettent en avant ces projets, ou plutôt ces rêves, évitent soigneusement les professions de foi; ils s'enveloppent volontiers de nuages; ils veulent être *commentés, interprétés.* Leur but semble être de transformer la politique en une science de pure théorie. Parmi ces

écrivains, il en est dont les intentions sont droites, et que la cour de Turin exile en ce moment; on les a trompés. Il en est d'autres qui, abrités par l'équivoque, attaquent le libéralisme comme un obstacle aux conquêtes futures des princes italiens sur l'Autriche : ceux-ci ne sont pas dupes, ils trompent. Entre les uns et les autres, à qui se fier? Évidemment ce ne sont pas les hommes, c'est le but du mouvement qui doit nous préoccuper. Ce but, ne l'a-t-on pas déjà reconnu, et n'est-il pas évident que c'est la tradition absolutiste qui, sous le masque d'une réaction nationale, cherche à se substituer au progrès?

Il reste à l'aristocratie de la péninsule une autre mission, si elle veut l'accepter. Qu'elle se souvienne de son histoire : elle a marché avec la commune, ses ancêtres se sont battus pour les franchises de la terre, ils ont grandi avec la réaction nationale contre la papauté et l'empire. Aujourd'hui la commune est partout souveraine, excepté en Italie. La bourgeoisie n'en est plus à réclamer ses priviléges, elle dicte des lois. La commune italienne veut se relever à son tour, elle s'agite, elle aspire à une vie plus large. L'aristocratie comprendra, il faut l'espérer, cette situation nouvelle. Les atteintes portées par la révolution à l'esprit de caste, à la légitimité austro-pontificale, ont dû la convaincre que son ancien rôle est fini. M. Litta lui-même laisse percer à chaque ligne le sentiment d'une défaite irréparable. Il dépend des nobles Italiens de regagner sur un autre terrain ce que la force des choses leur a fait perdre. Qu'ils s'unissent à la haute bourgeoisie et se fassent ainsi, comme au XVIe siècle, les représentans de la commune. Au lieu de conquêtes absurdes, qui auraient fait sourire leurs ancêtres, qu'ils demandent, avec l'autorité de leur nom, les réformes nécessaires au pays. Assez d'abus subsistent en Italie. Faut-il rappeler le privilége du clergé en matière de justice, l'inquisition, la censure ecclésiastique, l'enseignement livré aux jésuites, le gouvernement militaire fonctionnant en Piémont (1), les garanties individuelles supprimées d'un bout à l'autre de la péninsule? Au lieu de commencer par l'impossible, au lieu de discours sans portée sur les moyens de conquérir l'unité de l'Italie par je ne sais quel larcin diplomatique, que l'on débute donc par le possible; que l'on prête aux réclamations des communes l'appui d'une parole ferme et d'une influence respectée; que l'on renonce surtout à ce langage obscur, embarrassé, à cet abus dangereux de l'équivoque et de l'hypothèse. Que s'il y a des princes qui se croient entraînés par la vocation de la grandeur, pourquoi n'essaient-ils pas de doter leurs états de lois nouvelles, d'institutions réparatrices? Ce serait là une conduite plus noble, plus digne, que d'entretenir de folles illusions dans le carbo-

(1) En Piémont, comme en pays conquis, ce sont les généraux qui font l'office de préfets.

narisme, tout en continuant à Vienne le rôle le plus obséquieux. Si l'on voulait à toute force discuter les éventualités d'un avenir que nos prévisions ne peuvent encore atteindre, certes ce n'est pas la liberté qui manquerait de chances brillantes à opposer aux espérances diplomatiques de l'absolutisme. N'est-il pas certain, en effet, que l'état le plus libre sera *le plus fort, et partant celui qui triomphera en Italie*? Ne se rappelle-t-on plus les triomphes obtenus par la France libérale au nom et par la force des principes? A-t-on oublié que l'indépendance sortit un jour tout armée de l'Italie à la voix de Napoléon, et ne voit-on pas que ce faux libéralisme de comtes et de marquis, en voulant recommencer l'œuvre de Napoléon au profit des princes, expire comme un misérable plagiat dans des réminiscences qui aboutissent au *statu quo*?

Non, ce n'est pas à l'absolutisme qu'il appartient de constituer l'unité italienne. Comment réclamer l'unité, l'indépendance, au nom de l'absolutisme d'un prince, sans empiéter aussitôt sur le droit divin d'un pape ou d'un roi, sans accepter par là même le rôle impossible de conquérant, de révolutionnaire sans principes? Seule, l'idée constitutionnelle peut, même dans le cercle des intérêts actuels, développer, en étendant son influence, les germes d'une condition meilleure; seule, elle peut hâter le jour où l'unité, dans la sphère politique comme dans celle des intérêts matériels, ne sera plus un vain rêve pour l'Italie. Seule, elle peut rallier ce peuple d'individus, fonder une nationalité nouvelle sur la vieille terre du pape et de l'empereur. Tandis qu'aujourd'hui l'Italie absolutiste n'enlèverait pas un village à l'Autriche, il n'est pas un prince, pas un ministre qui ne pût conquérir des sympathies illimitées en reprenant par les constitutions le travail interrompu de la renaissance. C'est donc à l'idée constitutionnelle d'introduire dans le domaine des réalités le fantôme brillant qui, au moyen-âge, errait à la surface du pays, de Vérone à Pise, de Milan à Naples. Évoqué par la France, un moment ce fantôme a reparu, et aujourd'hui, caché sous des ruines, il jette encore l'effroi dans tous les gouvernemens, qu'au moindre bruit de guerre les conspirations enveloppent de tous côtés.

F.....

LA

LIBERTÉ DU COMMERCE

ET LES

SYSTÈMES DE DOUANES.

I.

LE SYSTÈME RESTRICTIF ET L'INDUSTRIE FRANÇAISE.

I.

Tous les temps ne sont pas également favorables au triomphe des vrais principes, et certes, quand on considère l'état actuel de l'esprit public en France, on ne peut guère espérer pour la grande cause de la liberté des échanges un triomphe immédiat ou prochain. Trop d'intérêts sont actuellement engagés dans le système protecteur et se croient liés au maintien de ce système, pour qu'il soit possible de l'ébranler tout d'un coup. Il y a peu d'industriels en France qui ne soient sérieusement convaincus que leur existence dépend de la conservation des tarifs qui les protégent; il y en a peu qui ne tremblent à la seule idée d'un changement. Nous conviendrons d'ailleurs que, dans la situation qu'on leur a faite et au point de vue où ils se trouvent placés, cette impression est naturelle. Aussi croyons-nous qu'on n'arrivera guère à établir la liberté en France qu'en passant par une série de réformes graduelles qui prépareront les hommes et les choses à l'inauguration de ce régime nouveau.

Est-ce à dire qu'il ne faut rien tenter? Loin de là. Nous croyons qu'il y a en France, pour les partisans éclairés de la liberté du commerce, une belle tâche à remplir : c'est celle de préparer la voie à l'établissement futur de ce régime nouveau. Nous n'appartenons pas, il s'en faut de beaucoup, à cette école éclectique ou mixte, qui, prétendant faire la part des deux systèmes, admet les restrictions pour le présent, la liberté pour l'avenir; école bâtarde, qui déguise mal, sous une apparence de conciliation et de sagesse, le vide réel de ses doctrines. Nous croyons, au contraire, que la liberté est toujours bonne, qu'elle est toujours applicable, qu'elle est seule féconde dans tous les pays, dans tous les temps; mais nous pensons aussi qu'il n'est pas toujours également facile de faire adopter par ceux qu'elles intéressent le plus ces vérités salutaires, et, s'il faut le dire, l'opinion publique en France nous y paraît aujourd'hui particulièrement rebelle. L'exemple même de la révolution qui s'accomplit en ce moment en Angleterre ébranlera les esprits en France sans les convaincre, parce que les situations diffèrent : non que la liberté ne soit également désirable pour les deux peuples, mais parce qu'ils ne sont pas placés au même point de vue pour en comprendre le bienfait. Si la ligue anglaise a obtenu dans ses prédications ce succès prodigieux qui fait l'étonnement et l'admiration de toute l'Europe, elle ne l'a pas dû seulement, croyez-le bien, au zèle, au talent et au courage, d'ailleurs si dignes d'éloges, de ses orateurs et de ses chefs; elle l'a dû encore à ce qu'une série de réformes antérieures avait préparé l'Angleterre à cette heureuse rénovation. Pour arriver au même résultat, nous craignons bien que la France ne soit forcée de passer lentement par des épreuves semblables.

Il y a des gens qui disent : Attendez, pour proclamer le principe de la liberté du commerce, que le pays soit mûr pour cela, que l'industrie française soit assez forte pour braver la concurrence étrangère. Le malheur est que, sous le régime actuel, cette maturité qu'on attend n'arrivera pas; et ne suffit-il pas de considérer le passé pour s'en convaincre? Jamais l'industrie française, tant qu'elle opérera dans son milieu actuel, ne se montrera l'égale de l'industrie étrangère, parce que le régime qu'on lui impose fait obstacle à ses progrès. Changer les conditions au milieu desquelles cette industrie s'exerce, afin de lui permettre au moins de s'émanciper plus tard, tel est précisément, à défaut d'une liberté immédiate, le but qui s'offre à nous, et c'est peut-être l'unique résultat auquel on peut actuellement prétendre.

Qu'est-ce pourtant que la liberté du commerce? Bien des gens disent que c'est une utopie, et ce n'est pas même un système. Au point de vue de la société en général, la liberté du commerce n'est que le mouvement naturel, le cours régulier des transactions; c'est l'absence de règlemens arbitraires, de mesures violentes, de restrictions injustes. Au point

de vue des particuliers, c'est le simple exercice d'un droit, droit de l'échange, droit du travail, le plus inviolable, le plus sacré de tous les droits, puisqu'il touche à notre existence. Quand même la science ne montrerait pas que l'usage régulier de ce droit précieux est la source la plus féconde du bien-être de chacun et de la prospérité de tous, la conscience humaine protesterait encore en sa faveur.

Si la liberté du commerce n'est pas un système, c'est du moins au nom d'un système, au nom d'une véritable utopie qu'on la viole. On dit aux hommes : Vous avez le droit, sans nul doute, d'employer selon vos convenances le fruit de vos labeurs, d'acheter par conséquent au plus bas prix possible les objets que vos besoins réclament. Toutefois telles marchandises utiles ou nécessaires que vous trouviez à bon marché hors du pays, nous vous forcerons à les payer plus cher au dedans. Quelquefois aussi, quoique plus rarement, nous vous défendrons de vendre le produit de votre travail à l'étranger, alors même que vous ne trouveriez pas aussi facilement ni aux mêmes conditions des acheteurs dans le pays. Par là nous vous causerons sans nul doute un double dommage. Nous restreignons en vous l'exercice d'un droit naturel, c'est vrai, droit d'ailleurs innocent; nous vous privons d'un avantage actuel, évident, palpable, mais c'est pour votre bien. Soyez tranquilles : en échange des avantages si clairs que nous vous faisons perdre, nous vous en assurons d'autres plus précieux. Que ces autres avantages ne soient peut-être pas aussi visibles, qu'importe? ils n'en sont pas moins sûrs. Si vous ne les voyez pas, nous les voyons pour vous, et c'est assez.

Outre l'arbitraire d'une telle conduite sur un sujet si grave, qui ne voit ici l'esprit de système se faisant fort contre le droit? C'est une utopie qui s'impose; c'est un mieux imaginaire qui se substitue d'autorité à un bien présent. Aussi, quand il n'y aurait pas quelque chose de paradoxal à prétendre qu'on trouvera son avantage à payer plus cher ce que l'on consomme, on devrait encore trembler à la seule idée de ces violentes substitutions. On peut demander aussi jusqu'à quel point ce renversement de l'ordre naturel est légitime. Un pouvoir public peut-il, même avec l'autorité de la loi, mettre sa volonté arbitraire à la place des volontés inoffensives de ceux qu'il gouverne? Peut-il, sous prétexte d'un plus grand bien qu'il imagine, étouffer en eux l'exercice d'un droit inné? N'excède-t-il pas les bornes de son autorité légitime, lorsqu'il prescrit à tous les hommes l'usage qu'ils doivent faire du fruit de leur travail, ou le mode qu'ils doivent suivre pour se procurer leur subsistance, surtout quand le mode qu'il prescrit est onéreux? Question grave que l'on résoudra diversement, selon la manière dont on concevra le rôle ou les attributions du pouvoir; on comprendra toutefois que, pour être justifiées aux yeux de la raison, de telles entreprises devraient pro-

céder au moins d'une pensée mûre. Est-ce dans de telles conditions qu'elles se présentent?

Quand on considère l'incohérence de tous ces plans, leurs variations continuelles, les interprétations si diverses qu'ils reçoivent et les contradictions flagrantes qu'on y rencontre, on demeure convaincu que ceux qui les proposent ne savent bien ni où ils vont ni ce qu'ils veulent. Sont-ils sûrs de la rectitude de leurs vues? prévoient-ils d'avance les résultats de leurs mesures? Avant toutes choses, sont-ils d'accord? Loin de là : on ne voit que confusion dans leurs idées, entraînement aveugle dans leur marche, désaccord perpétuel dans leurs volontés et dans le but qu'ils se proposent. De tant d'hommes qui professent le principe des restrictions, il n'y en a pas deux qui en entendent l'application de la même manière, il n'y en a pas un qui ne trouve beaucoup à reprendre dans le système établi. Écoutez seulement ce qu'ils en disent : le principe est bon, s'écrient-ils, il ne s'agirait que d'en modifier l'application. Tel est en général leur langage. Bien hardi serait d'ailleurs celui qui oserait approuver tout ce qui est. Or, ce langage même n'est-il pas la plus haute condamnation du principe qu'ils invoquent? Comment comprendre qu'ils osent forcer les hommes à abdiquer leur libre arbitre au profit de ces idées discordantes, de ces systèmes en lutte?

Certes, en considérant les choses de ce point de vue, on peut demander aux fauteurs des restrictions un compte sévère de leurs tendances et de leurs actes. Ils violent le droit, c'est évident; ils privent la masse des consommateurs de l'avantage du bon marché, c'est plus évident encore; ils interdisent aux particuliers des transactions profitables, des marchés avantageux, d'ailleurs inoffensifs : voilà les résultats les plus clairs de l'application de leurs doctrines. C'est bien le moins qu'ils fassent toucher au doigt les avantages qu'ils offrent en compensation de tant de pertes.

Mais les rôles sont changés. Ce n'est pas aux fabricateurs de systèmes que l'on demande compte des résultats de leurs plans ou de la rectitude de leurs doctrines, c'est aux partisans de la liberté, aux défenseurs du droit. On va chercher péniblement dans leurs écrits quelques incertitudes, quelques contradictions, quelques erreurs, et, pour peu qu'on en découvre, ce qui n'est pas bien difficile, on se croit autorisé à repousser en masse leurs prétentions. Et nous aussi nous savons que les économistes ne sont pas toujours d'accord et qu'ils se trompent quelquefois, bien qu'on exagère presque toujours la portée de leurs contradictions, de leurs erreurs; nous croyons surtout qu'ils ne signalent pas toutes les vérités utiles, et qu'il y a dans leurs théories bien des lacunes. Qu'importe, s'ils ne demandent après tout que le règne du droit, s'ils respectent le libre arbitre de l'homme et le mouvement régulier des transactions? Leurs omissions ne tirent point à consé-

quence, leurs contradictions réelles ou supposées restent dans le domaine de la théorie pure, leurs erreurs même sont innocentes. En peut-on dire autant de ceux qui, avec des idées bien autrement confuses, des doctrines cent fois plus incohérentes et des plans toujours contestés, osent soumettre à l'empire de leurs théories aventureuses les volontés légitimes de leurs semblables et les destinées du genre humain?

Au fond, le débat qui s'engage est simple, et, pour l'homme même qui ignore, mais qu'un sens droit dirige, le choix à faire entre les principes en lutte n'est pas douteux. Les partisans du système restrictif regardent sans nul doute comme des rêveurs tous les sectateurs de ces écoles soi-disant socialistes que nous voyons surgir autour de nous, et traitent d'utopies leurs plans *humanitaires*. A leur tour, ceux-ci dédaignent les courtes vues des partisans des restrictions. Parmi ces derniers même, combien de théories divergentes! Vingt écoles sont en présence, qui toutes, armées de systèmes différens, se disputent le privilége de régenter les hommes, professant d'ailleurs les unes pour les autres un égal et souverain mépris. Au milieu de ce conflit, un principe éternel se lève, un droit sacré demande sa place : c'est le principe du libre arbitre de l'homme, c'est le droit de l'échange et du travail. Qui donc ici doit triompher? Que les fabricateurs de systèmes se réservent l'avenir, à la bonne heure; que chacun d'eux aspire à faire prévaloir ses idées, rien de mieux. On leur accordera de régler selon ces idées les destinées des hommes, soit lorsqu'ils seront tous d'accord, soit lorsque l'un d'eux aura pu convaincre tout le monde de l'infaillibilité de ses recettes. Qu'ils laissent du moins la notion élémentaire, la notion sainte du droit, se faire jour en attendant.

Vaines réclamations, protestations inutiles! Le système restrictif existe, et il a pour lui, à défaut d'autres titres, le préjugé favorable à ce qui est. Bien plus, un grand nombre d'intérêts actuels s'y rapportent et se croient plus ou moins liés à son maintien. Dans cet état, les considérations de haute morale, de raison, de justice, ne suffisent plus pour le combattre. Les préjugés sont, hélas! plus forts que la raison, et l'intérêt personnel, bien ou mal entendu, étouffe facilement chez les hommes ou le cri de la conscience ou le sentiment d'un droit qu'on relègue volontiers au rang des abstractions. Tant qu'un grand nombre de producteurs croiront leur intérêt personnel lié à la conservation du système en vigueur, ils s'inquiéteront peu des iniquités que ce système engendre, et quant aux pouvoirs publics, comment s'arrêteraient-ils devant une violation plus ou moins flagrante des libertés individuelles, quand ils trouvent dans les individus même tant de complices? Renonçant donc à faire valoir ces considérations impuissantes de justice et de droit, c'est au nom de l'intérêt matériel qu'il faut parler. Il faut montrer que le système restrictif, violateur du droit, est en même temps

destructeur de la richesse publique, en d'autres termes contraire aux intérêts qu'il prétend servir.

II.

Avant d'entrer dans l'examen de ce sujet, nous voudrions pouvoir déterminer d'une manière assez exacte le poids des charges que le système restrictif impose à la France par l'exhaussement qu'il cause, sans aucun profit pour le trésor public, dans la valeur vénale des produits. On jugerait mieux par là de la gravité du débat qui nous occupe. Un semblable calcul a été fait en Angleterre dans cette solennelle enquête de 1840, qu'on peut considérer, sans faire tort en rien d'ailleurs aux travaux si méritans de la ligue, comme le point de départ des réformes entreprises et exécutées par sir Robert Peel depuis quatre ans. Un homme distingué, membre du *board of trade*, M. Deacon Hume, établissait que les seules restrictions mises à l'importation des céréales et de la viande imposaient au pays une dépense additionnelle de 900 millions de francs. En y ajoutant les charges résultant d'autres restrictions du même genre, par exemple la surtaxe établie sur les sucres étrangers, il arrivait à une somme de plus d'un milliard et demi, dont le pays lui paraissait annuellement frustré, sans compter, disait-il, la contrainte qu'il subit dans le développement de son commerce, contrainte dont l'effet, bien que moins accessible au calcul, est encore plus pernicieux. Un autre membre non moins distingué du même bureau, M. Mac-Gregor, estimait que la somme de toutes ces charges artificielles excédait de beaucoup, sinon du double, le montant de l'impôt perçu par le trésor public. Ces calculs étaient d'ailleurs confirmés par le témoignage de M. Richardson Porter, chef du bureau de statistique, et par celui de M. John Bowring, qui a plusieurs fois représenté au dehors, comme agent commercial, le gouvernement anglais. En faisant un relevé semblable pour la France, nous croyons qu'on arriverait à des chiffres pour le moins égaux, peut-être même plus forts; mais le calcul en serait plus long et plus difficile à faire, parce que ces taxes indirectes, nous ne saurions leur donner un autre nom, se répartissent en France sur un bien plus grand nombre d'objets. La plus lourde peut-être, la plus fatale surtout, est celle qui dérive du prix artificiellement élevé du fer, de la fonte et de l'acier, taxe qui ne s'élève pas actuellement, suivant un calcul modéré, à moins de 130 millions par an, si l'on tient compte d'un côté de l'aggravation de prix que le pays supporte sur la fonte, le fer et l'acier qu'il consomme, et de l'autre, du dommage qu'il éprouve dans tant de circonstances où il se prive de ces matières à cause de leur cherté. Combien d'autres du même genre, qui ressortent des restrictions mises à l'importation des produits agricoles, des produits des mines, des denrées coloniales, et même des articles manufacturés!

Le renchérissement artificiel de la houille, dont la production annuelle en France est de 38 millions de quintaux métriques, ne peut pas être estimé à moins de 30 centimes par quintal, ce qui constitue une taxe réelle de plus de 11 millions. Sur les grains qui servent à l'alimentation de l'homme, l'aggravation de prix est d'au moins 1 franc par hectolitre, soit 100 millions. Sur les laines brutes, nous l'estimons trop bas en ne la portant qu'à 50 centimes par kilogr., ce qui fait, sur une production annuelle de 40 millions de kilogr., 20 millions. Comptons seulement 14 millions sur le lin et le chanvre, à raison de 10 pour 100 sur une production annuelle évaluée à 140 millions de francs. Pour faire une estimation complète, il faudrait nommer toutes les marchandises, car il n'y en a pas une en France dont le prix ne soit artificiellement exhaussé. Contentons-nous de dire, en demeurant au-dessous des estimations de M. Mac-Gregor, que la somme de toutes ces taxes, qui vont on ne sait où, égale pour le moins le montant de l'impôt que l'état prélève à son profit. C'est en face de cet énorme chiffre, de ce *budget* effrayant du système restrictif, que la question s'agite.

Dans quel intérêt, au nom de quel principe, nous pourrions dire aussi en vertu de quel droit impose-t-on à la France un tel fardeau? Il serait peut-être difficile de répondre directement à ces questions, car l'origine du système restrictif se perd dans les profondeurs de notre histoire. Disons seulement que des sentimens d'hostilité ou d'envie contre les autres peuples ont inspiré autrefois les premiers essais de ce système à des hommes qui en ignoraient la portée, qu'ensuite des préjugés funestes l'ont étendu, et qu'aujourd'hui des erreurs déplorables, dont il est d'ailleurs l'unique source, l'entretiennent.

On a cru long-temps qu'un peuple ne pouvait s'enrichir qu'aux dépens d'un autre peuple. Partant, à ce qu'il semble, de cette idée préconçue, que la somme des productions ou des richesses répandues dans le monde est invariable et fixe, on ne voyait dans le commerce de peuple à peuple, ou même dans les relations d'homme à homme, qu'une sorte de pillage, dans lequel nul n'avait chance de se faire une part large et belle qu'en l'arrachant aux autres par la ruse ou par la force. Il ne faudrait pas remonter bien haut pour trouver encore des traces de cette idée. « C'est une chose triste à penser, a dit quelque part Voltaire, qu'une nation ne puisse s'enrichir sans qu'une autre ne perde. » Tel était, du reste, le sentiment à peu près général des hommes de son temps. De là cette lutte sourde, cette inimitié secrète qui subsistaient entre des nations diverses au sein même des travaux de la paix, et ce penchant malheureux à convertir des questions de trafic en querelles sanglantes. La science a fort heureusement dissipé ce préjugé funeste : en montrant que la richesse est le fruit du travail, elle a fait comprendre que toute acquisition de richesse, pourvu qu'elle soit loyale, est avan-

tageuse à la fois à celui qui la possède, soit individu, soit peuple, et à celui même qui ne la possède pas, puisqu'elle fait naître au moins pour ce dernier de nouvelles occasions d'échange et de travail. Le préjugé contraire a cédé presque partout, il faut le reconnaître, devant l'évidence de ces vérités consolantes : on ne le retrouve plus guère aujourd'hui que dans les bas-fonds de la société, où il nourrit encore la haine du pauvre contre le riche, ou dans les écrits sans valeur et sans nom de quelques obscurs niveleurs; mais, durant son règne trop long, il a engendré tout un ordre de dispositions hostiles, qui nous embarrasse et nous enchaîne encore malgré nous.

A ce préjugé décidément anti-social s'en était joint un autre, plus inoffensif en apparence, et qui pourtant ne devait pas être moins funeste : c'est que la richesse réside essentiellement dans la possession de l'or et de l'argent. De là cet acharnement que les peuples mettaient à se disputer les métaux précieux, ce soin minutieux à les retenir chacun dans son pays, cette prétention ridicule de les y attirer par toutes les voies. « Quelle est la base du système prohibitif? disait il y a douze ans, dans une pétition adressée aux chambres, le comité des cultivateurs de vignobles; c'est la chimère de vendre sans acheter, problème qui reste encore à résoudre. » Combien de fausses mesures cette idée seule n'a-t-elle pas inspirées! Restrictions à l'importation des marchandises étrangères, encouragemens à l'exportation des marchandises indigènes, prohibitions même à la sortie des espèces monnayées; car, si ces dernières mesures sont maintenant abandonnées dans presque tous les états de l'Europe, où elles sont justement devenues la risée de tous les hommes de sens, elles y ont été long-temps en vigueur; elles subsistent même encore dans quelques-uns, par exemple en Espagne, et ne sont pas, après tout, plus déraisonnables que tant d'autres qui forment l'essence du système restrictif. Tout cela dérive au fond de la même source et tend à la même fin. C'est l'application, avec toutes ses conséquences, du fameux principe de la balance du commerce, en vertu duquel la politique commerciale d'un état doit tendre, par des mesures restrictives adroitement combinées, à augmenter la somme du numéraire que le pays possède, ou tout au moins à la maintenir intacte. Elles ont long-temps régné, ces idées, et elles ont laissé partout des traces de leur passage. Faut-il le dire? malgré les progrès de la raison publique, il s'en faut bien qu'elles aient entièrement disparu. Si elles n'osent plus guère se présenter comme autrefois la tête haute et s'ériger en système, elles vivent encore au fond de la pensée de tous les partisans des restrictions. Aussi les retrouve-t-on à chaque pas dans leurs discours, quelquefois déguisées, souvent obscures, toujours présentes. C'est qu'en effet le système restrictif ne peut ni se produire ni se défendre que sous leur invocation.

Nous savons aujourd'hui que les métaux précieux, l'or et l'argent, ne sont que des produits comme tous les autres, utiles sans aucun doute, mais d'une utilité relative et restreinte à certains besoins spéciaux. Nous savons encore que ces métaux se répartissent naturellement entre les peuples divers selon la mesure de leurs besoins, que c'est l'étendue seule de ces besoins qui détermine la quantité que chaque pays en possède, qu'il n'est ni utile ni possible de troubler cet ordre naturel, en attirant à soi, par des mesures artificielles, le numéraire réclamé par les besoins des autres; qu'enfin, et par la même raison, nul pays n'est exposé, à moins de désordres intérieurs qui ferment les canaux de la circulation, à voir émigrer son propre numéraire à l'étranger.

Il est juste de dire qu'un grand nombre des partisans des restrictions ne méconnaissent plus ces vérités élémentaires. Plusieurs même les admettent tout haut. Seulement ils refusent d'en accepter les conséquences. Qu'est-ce, en effet, qui découle naturellement de ces prémisses? Le voici : puisqu'il n'est donné à aucun peuple d'attirer à lui par son commerce le numéraire qui appartient aux autres, et dont il n'a pas lui-même l'emploi, les relations commerciales que des peuples divers entretiennent ensemble se résolvent toujours en un simple échange de produits. Dès-lors, quel danger y a-t-il pour un peuple quelconque à ouvrir aux marchandises étrangères toutes ses portes? L'importation de ces marchandises, si étendue qu'on la suppose, provoquera toujours nécessairement une exportation équivalente de produits indigènes. Ce que l'industrie perdra d'un côté, si elle y perd quelque chose, elle le gagnera inévitablement de l'autre, avec tout l'avantage d'une somme plus grande de relations. A d'autres égards, combien n'y gagnera-t-elle pas en fécondité et en puissance? Mise en rapport continuel avec l'industrie étrangère, elle se perfectionnera et se fortifiera dans ce contact de tous les jours. Comme elle suivra d'ailleurs une pente plus naturelle, des directions meilleures, en ce qu'elle s'appliquera davantage aux productions qui conviennent au sol, au climat, aux aptitudes des populations, elle en deviendra plus productive ou plus féconde. Elle procurera donc au pays une plus grande somme de travail, et partant un travail mieux rémunéré. En outre, toutes choses étant dans cet état au plus bas prix possible, chaque homme y trouvera, en sa qualité de consommateur, l'inappréciable avantage d'une existence à bon marché. Ainsi, travail plus abondant, rémunération meilleure, existence moins chère et plus facile, tels sont les résultats favorables qui sortiront à la fois de ce régime.

Voilà ce que les partisans des restrictions n'admettent pas, bien qu'ils acceptent fort bien, répétons-le, les vérités générales d'où ces vérités secondaires découlent.

En tout cela, la logique des partisans des restrictions est vraiment

étrange. De même qu'ils repoussent les conséquences des vérités générales qu'ils admettent, ils admettent sans y prendre garde les conséquences de la théorie qu'ils repoussent. Disons la vérité : les partisans des restrictions ne consultent pas les théories; ils s'en font gloire; ils ne prennent pour guide que la pratique, ou ce qu'ils appellent ainsi. Il est très vrai pourtant que cette pratique les conduit, quoi qu'ils disent, à ressusciter une théorie, ou, si l'on veut, des préjugés qu'ils désavouent. Que leur apprend-elle en effet? Qu'il faut protéger l'industrie nationale contre *l'invasion* des produits étrangers, que, si les barrières de la douane s'abaissaient en France, l'étranger nous *inonderait* aussitôt d'une masse incalculable de produits, sans que nous pussions, dans l'état présent de notre industrie, lui renvoyer *presque rien en échange*. Elle leur apprend encore que dans cette hypothèse toutes les branches du travail national seraient ruinées les unes après les autres, que le pays *s'épuiserait en numéraire* pour solder toutes ces importations, et qu'avec le numéraire disparaîtraient jusqu'aux moyens de renouveler les achats dans l'avenir. — Nous sommes bien trompé si du fond de tout cela on ne voit pas sortir la théorie de la balance, avec tout son cortége d'autrefois, moins peut-être l'ancienne franchise de ses allures. Qui le croirait? ces choses-là sont dites par des hommes qui repoussent loin d'eux toute solidarité avec les sectateurs de la balance, qui désavouent cette théorie, qui s'indignent même qu'on puisse leur imputer d'y croire. Contradictions étranges et pourtant réelles! C'est qu'après tout on a beau faire, on a beau désavouer cette théorie, ou même refuser de la connaître, le système restrictif n'a d'appui qu'en elle, et, quoi qu'on fasse, on y revient toujours.

Entrons pourtant dans la pensée de ceux que nous combattons, et puisqu'à leurs yeux la théorie n'est rien, que la pratique et les faits sont tout, suivons-les sur ce terrain. Avant tout, sachons du moins comment ils entendent la pratique, et de quelle manière ils interprètent les faits.

« Considérez, disent-ils, l'état actuel de l'industrie française. Il s'y trouve à peine quelques branches, presque toutes secondaires, qui soient en mesure de soutenir, à armes égales, la concurrence des industries similaires de l'étranger. La France a une supériorité assez marquée pour les vins; elle l'emporte encore pour certaines marchandises de luxe, les soieries fines et ouvrées, les cotonnades imprimées, les draps fins, les objets de mode, la bijouterie et les articles de Paris; mais, pour toutes les autres productions en si grand nombre qui se disputent les marchés du monde, elle n'est pas en mesure de lutter avec les nations étrangères quant aux prix. Supposez donc qu'on abaisse toutes les barrières de la douane, l'étranger nous enverra sans aucun doute ce qu'il produit à meilleur marché que nous; et que lui donnerons-nous en échange? Des vins et des objets de luxe. Or, croit-on par hasard que le

monde entier, maître alors de nous inonder de ses produits, consentira par cela seul à s'abreuver de nos vins, dont il n'a pas l'usage? Un grand nombre de pays étrangers les repoussent par l'élévation de leurs tarifs, et ce serait une grande illusion de croire qu'ils se décideraient à les admettre parce que nous aurions ouvert la porte à leurs produits. Quant aux objets de luxe, ils sont par leur nature d'une consommation bornée, et le débouché en sera toujours, quoi qu'il arrive, infiniment restreint. Quelles sont donc, encore une fois, ces marchandises que nous livrerions à l'étranger en échange de celles dont il aurait inondé la France?

« Il fait beau proclamer d'une manière générale le principe de la liberté du commerce, et, au point de vue de la théorie pure, ce principe est admirable : il flatte l'imagination, il satisfait l'esprit, il répond en même temps à ces sentimens de bienveillance universelle qui font l'honneur de notre époque; mais, au point de vue des intérêts positifs, il ne soutient pas l'examen, ou, s'il est admissible pour ceux qui ne considèrent que le bien général de l'humanité, du moins ceux qui prennent à cœur avant tout le bien de leur pays doivent se hâter de le proscrire.

« Prenez nos industries une à une, et demandez-vous comment elles soutiendront ce régime du libre échange dont vous voulez les gratifier. A l'exception de l'industrie vinicole, qui ne prétend pas apparemment nous tenir lieu à elle seule de toutes les autres, quelle est celle qui se maintiendra droite et ferme devant la concurrence de l'étranger? Ce ne sera pas l'industrie des cotonnades, qui, sauf quelques étoffes imprimées, ne peut rien livrer au même prix que l'Angleterre, et ne se soutient sur notre propre marché qu'à l'ombre d'un régime prohibitif. Ce ne sera pas non plus l'industrie des lainages, placée à peu près dans des conditions pareilles. Encore moins sera-ce l'industrie linière, qui se mourait naguère sous la protection d'un tarif trop modéré, et que des droits doubles ne préservent pas encore aujourd'hui de toute atteinte. Ce ne sera pas même l'industrie des soieries, qui semble à tant d'égards l'apanage particulier de la France; car, si elle a conservé au dehors le privilége de la fourniture des étoffes ouvrées, elle est déjà, pour les étoffes unies, vaincue par les industries anglaise et suisse, dont elle ne soutiendrait pas le choc sous l'empire d'un commerce libre. Voilà donc, sous ce régime de liberté, les quatre branches principales de l'industrie des tissus mises au néant; perte énorme, dont rien au monde ne pourrait dédommager la France. Combien d'autres branches du travail national auraient un sort pareil! D'abord l'industrie métallurgique, qui ne se soutient qu'avec peine aujourd'hui sous l'égide d'un tarif très protecteur; l'industrie mécanique, qui a réclamé et obtenu récemment une assez large augmentation de droits dont elle se contente à peine; la verrerie, la cristallerie, la papeterie, et beaucoup d'autres qu'il serait trop long d'énumérer. Et que dirons-nous de l'industrie agricole, qui, sauf les vins,

ROYAL SERIES

ne produit rien en France au même prix que l'étranger? Pour les céréales, elle est vaincue par la Russie, le Danemark, l'Allemagne du nord et tous les pays qui nous confinent au nord et au midi; pour les soies brutes, par l'Italie et le Piémont; pour le lin, le chanvre, les graines oléagineuses, les résines et les bois de construction, par les états du Nord; pour les bestiaux, les chevaux, les moutons, par l'Allemagne du midi, la Suisse, la Sardaigne et la Belgique. Toutes ces branches de l'industrie agricole suivraient donc le triste sort de nos manufactures, et que nous resterait-il pour nous dédommager de tant de pertes? On dit bien que, si nous recevions librement de l'étranger tout ce qu'il peut livrer à meilleur marché que nous, nous lui vendrions d'autres produits en échange; mais ces produits, où sont-ils? Nous voyons clairement tout ce que l'étranger serait en mesure de nous fournir; nous ne voyons pas de même ce qu'il nous serait possible de lui rendre.

« Il y aurait bien plus à dire encore sur notre navigation marchande. C'est là une industrie précieuse qui nous échapperait tout entière, et, sans parler du préjudice que nos populations maritimes en éprouveraient, la puissance même de l'état en recevrait une irréparable atteinte.

« Toute cette belle doctrine de la liberté du commerce n'est donc, en effet, qu'une théorie, bonne peut-être pour les peuples les plus avancés dans la carrière industrielle, et dont nous pouvons admettre l'application pour notre propre pays dans un avenir lointain, mais que notre situation présente repousse. Si les principes généraux la recommandent, la pratique, guide plus sûr, la condamne. Aussi n'est-elle en faveur qu'auprès des théoriciens purs, véritables rêveurs de bien public, qui, les yeux tournés sans relâche vers un ordre imaginaire, n'ont pas un regard pour notre état présent. Quant aux hommes pratiques, aux industriels de toutes les classes, demandez-leur ce qu'ils en pensent. S'il en est quelques-uns qui professent les principes de liberté, ceux-là n'en demandent l'application que pour les autres et la rejettent bien loin pour eux-mêmes. Interrogez-les tour à tour. Nous savons bien que quelques négocians et armateurs de nos villes maritimes aspirent à obtenir des facilités plus grandes dans la circulation des marchandises, et on comprend sans peine ce qu'ils auraient à gagner dans l'accroissement du mouvement commercial; mais demandez-leur s'ils veulent donner l'exemple en renonçant les premiers aux droits différentiels qui protégent leurs armemens. Ne suffit-il pas de savoir combien de fois ils ont protesté contre les traités de 1822 et 1826, qui les mettent sur un pied d'égalité avec les armateurs de l'Angleterre et des États-Unis?

« Les besoins de l'état, d'ailleurs, ne permettent pas qu'on reçoive en franchise les marchandises étrangères. La douane produit aujourd'hui au trésor, déduction faite de l'impôt du sel, environ 152 millions par an. L'état est-il en mesure de renoncer à un pareil revenu? Ce n'est

pas tout de se complaire dans des théories séduisantes et de s'abandonner à des sentimens de bienveillance universelle, il faut considérer aussi les besoins publics. C'est ce qu'oublient les partisans du libre échange. Renfermés dans leurs spéculations étroites, préoccupés de l'unique objet qu'ils ont en vue, ils ne tiennent pas compte des exigences de la politique qui dominent pourtant celles du commerce. Quand on supposerait donc que l'intérêt bien entendu de l'industrie et du commerce permet l'application immédiate du principe du libre échange, il faudrait encore s'y opposer au nom de l'intérêt plus élevé de la puissance publique. Si ce principe doit un jour triompher, et il y a peu d'hommes qui ne l'admettent, ce ne sera que dans un avenir lointain. Ce sera quand notre industrie nationale, fortifiée par de longues épreuves, par des progrès incessans, n'en redoutera plus aucune autre, quand notre marine marchande pourra se mesurer à armes égales avec les premières marines du monde, quand l'état enfin se verra assez riche pour se passer de cette source abondante de revenu que la douane lui ouvre. »

Voilà bien toute la série des raisonnemens que l'on produit aujourd'hui à l'appui du système restrictif. Nous croyons les avoir exposés d'une manière assez fidèle et sans les affaiblir. Reste à voir comment ils se concilient avec la raison et surtout avec les faits. Il ne tiendrait qu'à nous d'y répondre par ces vérités générales de la science que nous rappelions plus haut. Nous dirions: L'hypothèse sur laquelle on s'appuie est tout simplement absurde. Admettre que le pays puisse recevoir une grande quantité de marchandises étrangères sans les payer par un équivalent en marchandises indigènes, c'est admettre l'impossible. Apparemment l'étranger ne nous enverrait pas ses marchandises pour rien. Si nous ne lui rendions pas l'équivalent en produits nationaux, il faudrait donc qu'elles lui fussent toutes payées en numéraire. C'est bien en effet ce qu'on suppose, bien qu'on ne le dise pas toujours ouvertement de peur de se reconnaître sectateur de la théorie de la balance que l'on renie. Eh bien! admettons pour un instant cette hypothèse. Comment ne voit-on pas que si, par suite d'une exportation inusitée du numéraire, la pénurie s'en faisait sentir dans le pays, ce numéraire serait aussitôt plus recherché? Devenu relativement plus rare, il serait par cela seul plus cher, ce qui revient à dire que la valeur de toutes les autres marchandises baisserait en proportion. Il arriverait donc de là, naturellement et sans effort, que l'étranger perdrait ses avantages sur nous. Il aurait moins à nous vendre, puisque la baisse relative qui se serait manifestée sur nos produits repousserait les siens, comme aussi, et par la même raison, il trouverait dans notre pays un plus grand nombre d'objets à sa convenance, et qu'il aurait avantage à exporter. L'exportation trouverait donc de toutes parts des alimens nouveaux, en même temps que l'importation perdrait les siens. Et si l'on nous demande quels

sont les produits nationaux qui feraient l'objet de cette exportation croissante, nous pourrions nous contenter de répondre : Ceux-là mêmes que l'étranger trouve aujourd'hui trop chers pour son usage, puisqu'ils auraient tous subi une baisse de prix proportionnée à la rareté du numéraire.

Qu'on ne pense pas d'ailleurs que le phénomène dont nous parlons ici soit imaginaire ou simplement hypothétique; il se manifeste au contraire assez souvent, bien qu'il soit en général produit par d'autres causes. Il n'est pas rare que dans un pays quelconque la pénurie de numéraire se fasse sentir, soit que la somme en ait en réalité diminué par un surcroît inusité d'exportation, soit encore, ce qui est beaucoup plus ordinaire, que par suite d'une crise financière un plus grand besoin se manifeste. Eh bien! quelle que soit la cause de cette pénurie, le résultat ne s'en fait pas attendre; toutes les marchandises, suivant en cela le sort des valeurs qui ont cours à la bourse, baissent de prix, et cette baisse provoque avec non moins de certitude un surcroît immédiat d'exportation. Nous en avons montré récemment un remarquable exemple, en présentant ici même (1) le tableau de notre commerce extérieur depuis quinze ans, et l'Angleterre nous en offre d'autres non moins frappans, toutes les fois que le déficit de ses récoltes provoque chez elle une importation inusitée de céréales.

Nous ne voulons pas dire pour cela que, dans le cas où la France adopterait le régime du libre échange, c'est par l'effet d'un exhaussement de la valeur du numéraire qu'elle se trouverait à même d'échanger ses produits avec l'étranger. Il y a, Dieu merci, d'autres voies plus simples par lesquelles cette condition se réaliserait. Nous disons seulement que les fluctuations possibles dans la valeur du numéraire suffiraient, à défaut même de toute autre cause, pour déterminer des ventes au dehors à la suite des achats, et maintenir par conséquent l'équilibre entre les importations et les exportations.

Ce qui est sûr, c'est que cet équilibre est, dans les échanges de peuple à peuple, une loi commune, à laquelle nul n'échappe, et contre laquelle ni la supériorité acquise en industrie ni les lois de douanes ne peuvent rien. Tous les faits confirment cette donnée. N'est-il pas remarquable, par exemple, que le pays de l'Europe qui semblerait, d'après la théorie que nous combattons, avoir dû attirer à lui la plus large part du numéraire circulant, puisque son industrie domine de plus loin toutes les autres, nous voulons parler de l'Angleterre, est précisément celui qui en possède le moins? Pourquoi cela? Uniquement parce que sa circulation, servie par les billets de banque, n'en exige pas davantage, tant il est vrai que ce sont les besoins intérieurs qui déterminent la quantité de numéraire dans un pays, et que les conditions du commerce extérieur

(1) *Du commerce extérieur de la France.* — *Revue des Deux Mondes,* livraison u 15 mars 1846.

n'y sont pour rien. Faut-il rappeler que ce même pays ayant, de 1842 à 1845, aboli un grand nombre de prohibitions, et réduit les droits protecteurs de moitié, des deux tiers, des trois quarts sur six cent cinquante articles, vit ses importations s'accroître en peu de temps dans une proportion énorme, sans que pour cela son numéraire se soit écoulé au dehors, sans que l'état de la circulation monétaire en ait été le moins du monde altéré (1)? Rappellerons-nous encore que, chez tous les peuples de l'Europe dont l'administration tient du mouvement du commerce extérieur, les importations et les exportations, prises sur un certain espace de temps, se balancent, et que la quantité du numéraire en circulation y demeure constante, aussi bien qu'en Angleterre et en France, quelles que soient d'ailleurs les combinaisons de leurs tarifs? Il y a même à cet égard des faits curieux à observer. Quelques peuples repoussent d'une manière absolue les produits de certains autres peuples, auxquels ils ont pourtant la prétention de vendre les leurs, et ils y réussissent, du moins en apparence. Telle a été long-temps la conduite de l'Italie à l'égard de l'Angleterre : elle vendait à l'Angleterre une quantité considérable de matières brutes, et n'en recevait rien en échange; pareils, ou peu s'en faut, étaient les rapports de la France avec le même pays. Croit-on pour cela que l'équilibre des échanges était détruit? Nullement. L'Autriche se faisait l'intermédiaire entre l'Angleterre et l'Italie, comme les Pays-Pays entre l'Angleterre et la France. « Des états comparatifs, fournis par la douane française à nos commissaires de commerce, MM. Villiers et Bowring, contenant les exportations entre l'Angleterre et la France, et entre la France et les Pays-Bas, jettent une grande clarté sur la balance commerciale entre ces trois nations. La valeur officielle de nos importations tirées de la France s'élevait, en 1831, à 3,055,616 liv. sterl.; celle des importations en France venant de l'Angleterre, à 897,179 liv. Il résulte de ces chiffres que l'excédant des exportations de la France avec l'Angleterre sur ses importations est en grande partie payé par des échanges avec les Pays-Bas (2). » Cette situation s'est un peu modifiée dans la suite; elle subsiste encore néanmoins dans ses termes principaux. Toujours la France paraît vendre à l'Angleterre plus de marchandises qu'elle n'en reçoit, mais aussi elle paraît recevoir de la Belgique plus qu'elle ne lui vend, et en somme les résultats se compensent, tant il est vrai qu'en dépit des tarifs, l'équilibre se rétablit toujours. Ce sont pourtant là des faits, faits généraux, il est vrai, mais qu'il est assez facile de constater. Pourquoi donc les partisans des restrictions n'en tiennent-ils pas compte? Sera-t-il dit qu'à leurs yeux les faits particuliers ou de détail mériteront seuls quelque créance?

(1) Voyez *Cobden et la Ligue*, par M. Frédéric Bastiat. — Introduction.
(2) *Philosophie des Manufactures*, par Andrew Ure.

Certes, pour l'homme qui juge sans parti pris, ce que nous venons de dire est décisif. Cette grande invasion des produits étrangers dont on nous menace est une chimère. Quoi qu'on fasse, quelque système que l'on adopte, l'équilibre des importations et des exportations se maintiendra. Que l'importation augmente donc, tant mieux; nous savons, à n'en pas douter, qu'elle sera suivie d'une exportation équivalente. Cela suffit pour nous faire considérer comme un bonheur sans mélange l'accroissement de nos rapports. A quoi bon, pourrions-nous dire avec la plupart des économistes, nous occuper après cela de savoir quels seront, sous ce régime nouveau, les produits que notre industrie livrera à l'étranger? Ceux-ci ou ceux-là, peu nous importe, pourvu que nous sachions de science certaine que ces produits se trouveront et que l'exportation prévue s'effectuera. Le reste dépend d'un grand nombre de circonstances particulières, dans l'examen desquelles nous n'avons pas besoin d'entrer.

Il faut pourtant pousser notre examen plus loin, afin de montrer comment ces conclusions générales, invinciblement établies en théorie, se justifient avec non moins d'autorité dans la pratique. Aussi bien, il ne s'agit pas seulement pour nous de défendre le principe du libre échange, mais encore de dévoiler, s'il est permis de le dire, le mécanisme du système protecteur, et d'en éclairer tous les replis.

III.

Nous conviendrons d'abord, avec ceux dont nous combattons les doctrines, qu'il y a fort peu d'industries en France qui, dans la situation présente des choses, et à les considérer isolément, soient en position de résister, sans l'appui des droits protecteurs, à la concurrence étrangère. Il y a fort peu de nos produits qui puissent actuellement soutenir la comparaison pour le bas prix avec les produits similaires qu'on se procurerait au dehors. On s'exagère peut-être cette infériorité relative, et le tableau de notre commerce extérieur fait foi qu'elle n'est pas aussi générale qu'on le prétend. Avouons pourtant qu'elle est réelle, et gardons-nous de vouloir en rien l'atténuer. Voilà donc l'impression que l'on reçoit quand on considère nos industries une à une et qu'on les compare, dans leur état présent, aux industries rivales à l'étranger. En conclurons-nous qu'elles succomberaient toutes sous un régime de liberté? Loin de là. Comment ne voit-on pas tout ce qu'il y a d'incomplet et de faux dans cette manière d'envisager les choses? Est-ce donc que nos industries sont actuellement dans leur état normal, et croit-on que, sous l'empire du libre échange, elles resteraient ce qu'elles sont? Le régime protecteur qui les couvre leur donne-t-il par hasard une assistance gratuite? Ne leur impose-t-il point des charges sans nombre

qui aggravent leurs frais de production, et dont la seule institution du commerce libre viendrait aussitôt les affranchir? La faiblesse actuelle de toutes ces industries, si elle ne dérive pas uniquement du régime en vigueur, en est du moins singulièrement accrue, et il est évident que, sous le régime du libre échange, la lutte, puisque lutte il y a, s'engagerait pour elles dans des conditions fort différentes. Il n'y a donc rien à conclure de leur état présent. Juger de ce qui serait par ce qui est, c'est évidemment vouloir s'aveugler soi-même; aussi n'est-il pas étonnant qu'en raisonnant ainsi on soit parvenu à mettre la pratique en désaccord avec la théorie, ou, pour mieux dire, les faits particuliers en désaccord avec les faits généraux qui les dominent.

Tout se tient, tout se lie dans le monde industriel. Toutes les industries sont dans une dépendance mutuelle, et chacune d'elles se ressent de la position qu'on a faite à toutes les autres. La raison en est simple. C'est qu'il n'y a pas une de ces industries qui n'emploie les produits de beaucoup d'autres, soit comme matières premières, soit comme instrumens de travail. Lors donc que par l'effet des lois restrictives la valeur de tous ces produits est exhaussée dans le pays d'une manière factice, chaque industrie en particulier, subissant l'influence du milieu où elle se trouve, grevée pour ses matières premières et ses instrumens de travail d'une sorte d'impôt qu'elle paie à toutes les autres, se trouve incapable de lutter pour le bas prix avec les industries étrangères qui n'ont pas les mêmes charges à supporter. « La protection qu'on accorde aux propriétaires des mines de fer et de charbon, disait M. Édouard Baines dans sa belle histoire de l'industrie du coton, oblige à protéger les constructeurs de machines, et, en protégeant ces derniers, on rend indispensable une protection pareille pour les manufacturiers en coton. Le système forme ainsi un grand cercle d'abus, dont toutes les parties se tiennent et doivent se soutenir ou tomber à la fois (1). » Telle est précisément la condition de l'industrie manufacturière en France. Si elle ne sait pas produire à bas prix, c'est que les droits restrictifs établis à l'importation de toutes les marchandises, et particulièrement des matières brutes, lui font payer cher ce qu'elle consomme. Quoi de plus naturel, et comment serait-il possible qu'il en fût autrement? Nous avons déjà montré combien le tarif français aggrave à l'intérieur le prix du charbon, de la fonte, du fer, de l'acier, du lin et du chanvre, des laines, des graines oléagineuses, toutes matières qui jouent un si grand rôle dans l'industrie; nous pourrions montrer des résultats à peu près semblables pour le cuivre, le zinc, le bois, le cuir, la soude, la potasse et beaucoup d'autres. Est-ce avec de telles conditions qu'on peut produire à bon marché? Notre industrie fût-elle l'égale de l'industrie étrangère,

(1) *History of the cotton manufacture in Great Britain*, by Edward Baines.

employât-elle des procédés aussi simples, aussi économiques, fût-elle exercée d'ailleurs avec autant d'habileté commerciale et de talens pratiques, elle demeurerait toujours inférieure, quant au bon marché de ses produits, de toute l'aggravation de frais que le régime restrictif lui fait subir.

Cela étant, on voit combien il est téméraire de dire que, sous l'empire d'un commerce libre, pas une des branches principales de cette industrie ne resterait debout. Il est clair que la seule faculté d'opérer librement leurs achats au dehors, venant à changer les conditions au milieu desquelles nos manufacturiers ou nos fabricans travaillent, leur donnerait immédiatement une latitude de prix, une puissance de bon marché qu'ils n'ont pas. Chacun d'eux, allégé du poids des charges que le régime restrictif lui impose, celui-ci pour ses matières premières, celui-là pour ses instrumens de travail, et la plupart pour toutes ces choses réunies, se verrait en position de réduire aussitôt le prix de ses propres marchandises. Qui osera dire que dans cette situation nouvelle leur infériorité présente subsisterait?

On se fait en vérité d'étranges idées sur tout cela. On s'autorise de la cherté relative de nos produits pour demander le maintien du système restrictif, et cette cherté, on ne voit pas que c'est le système restrictif qui en est cause. On ne cesse de stimuler, de gourmander nos fabricans; on leur crie de toutes parts : Simplifiez vos procédés, portez de l'économie dans le travail, attachez-vous aux produits communs et livrez-les aux mêmes prix que vos rivaux. On ne voit pas qu'on leur demande l'impossible. Produire à bon marché quand on paie cher toutes les matières que l'on consomme, rivaliser en cela avec ceux qui obtiennent les mêmes matières à très bas prix, c'est un problème qu'on peut bien proposer à tout hasard, quand on n'a rien de mieux à dire, mais que nulle industrie au monde n'a résolu jusqu'à présent. D'un autre côté, on promet d'affranchir le commerce le jour où l'industrie française luttera sans désavantage contre l'industrie étrangère, et l'on ne voit pas qu'en maintenant l'état présent des choses, on éloigne à jamais ce jour prédit. Encore si l'on avait des procédés particuliers dont on pût s'assurer le monopole, si l'industrie française avait le don d'inventer et de réserver pour elle seule des modes de fabrication que nul autre peuple au monde ne fût en état de s'approprier, on comprendrait à la rigueur qu'elle pût racheter par l'extrême supériorité de son travail tout ou partie des désavantages de sa situation; mais quand on considère avec quelle rapidité les procédés nouveaux qui ont quelque valeur se vulgarisent aujourd'hui, avec quelle facilité ils se transportent d'un pays à l'autre, on est bien forcé de reconnaître que la cherté des matières premières et des agens du travail est un désavantage absolu, que rien, ni dans le présent, ni dans l'avenir, ne saurait compenser.

Ce serait une grande erreur de croire que c'est au milieu de circonstances pareilles que l'industrie manufacturière anglaise a conquis cette supériorité qu'on lui attribue avec raison. Pour le faire comprendre, il nous suffira de marquer nettement, et en peu de mots, l'extrême différence des deux régimes.

On a souvent invoqué en France, depuis trente ans, l'exemple et l'autorité de l'Angleterre, tantôt pour, tantôt contre le principe du libre échange, et peut-être avec aussi peu de raison des deux côtés. Le fait est que le régime anglais, si nous le considérons tel qu'il était avant les dernières réformes, par exemple en 1840, était, à tout prendre, aussi restrictif que le nôtre, mais il l'était dans de tout autres conditions. Tout système restrictif, et on l'a vu précédemment, apporte au pays qui l'adopte, avec quelques avantages particuliers, une masse plus imposante de charges; mais ces charges peuvent, selon les objets que la douane atteint de préférence, être distribuées diversement. En France, bien qu'elles se répartissent d'une manière moins inégale qu'en Angleterre, on peut dire qu'elles tombent plus particulièrement sur l'industrie même, sur l'industrie manufacturière surtout, en ce que les objets que la douane grève de préférence sont les matières premières et les agens du travail. En Angleterre, au contraire, le système restrictif respecte les matières premières, il respecte les agens du travail, et cela dans presque toutes les voies de la production. Ce qu'il grève par-dessus tout, ce sont les denrées alimentaires, dont il a fait l'objet d'un monopole au profit de l'aristocratie terrienne. De là des résultats bien différens. Sous l'empire du système anglais (et nous parlons toujours de celui qui existait avant les dernières réformes), l'industrie n'est pas arrêtée dans sa marche; elle y prend au contraire un magnifique essor. Loin de déprimer l'industrie, ce système y produit plutôt une surexcitation maladive, une sorte de pléthore, en cela qu'il pousse forcément vers les manufactures les capitaux et les hommes auxquels il ravit ailleurs leur emploi. Seulement les fruits que cette industrie procure sont détournés de leur destination naturelle; la classe des travailleurs qui les produit n'en jouit pas. Plus humain que le système anglais, en ce qu'il ménage davantage les subsistances, le système français pèse, au contraire, sur l'industrie, qu'il amoindrit et qu'il étouffe en renchérissant tous ses produits. L'industrie manufacturière surtout en est profondément affectée dans toutes ses branches, et nous dirions que c'est elle qui en souffre le plus, s'il ne fallait faire une exception particulière pour la marine marchande, que ce système écrase de tout son poids.

Faut-il des faits et des chiffres à l'appui de ces assertions? nous sommes en mesure de les produire. Comparons les deux tarifs sur un certain nombre des principaux articles, en prenant toujours pour point

de comparaison, comme on le pense bien, le tarif anglais tel qu'il était en 1840. Dans le tableau qui suit, nous séparons à dessein les matières premières et les agens du travail des objets de consommation proprement dits.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉS.	TARIF FRANÇAIS (1). PAR NAVIRES FRANÇAIS.	TARIF FRANÇAIS (1). PAR NAVIRES ÉTRANGERS.	TARIF ANGLAIS.
Fer, selon les espèces et les dimensions.....	100 k.	15 f. à 37 f. 50 c.	16 f. 50 c.. à 41 20.	libre.
Acier (fer carburé), selon les espèces.....	id.	60 à 120 fr.	65 f. 50 c., à 128 50.	libre.
Houille crue, selon les zones.....	id.	50, 30 ou 15 c.	1 fr. et 80 c.	libre (un droit à l'exportation)
Houille carbon. (coke)..	id.	droit double.	droit double.	libre.
Lin teillé et étoupes....	id.	5 fr.	5 fr. 50 c.	0,21 c.
Chanvre teillé et étoupes.	id.	8 fr.	8 50	0,21 c.
Coton en laine, selon les provenances (2).....	id.	10, 15 et 20 fr.	25, 30 et 35 fr.	1 f. 20 c. et 7 f.
Laines en masse.....	id.	20 p. 100 de la valeur.	20 p. 100; plus, 3 fr. les 100 k.	1 f. 20 c. et 7 f.
Soies grèges.....	id.	5 et 8 fr.		21 c.
Bœufs.....	par tête.	50 fr.	»	prohibé.
Vaches.....	id.	25	»	prohibé.
Veaux.....	id.	3	»	prohibé.
Moutons.....	id.	5	»	prohibé.
Porcs.....	id.	12	»	prohibé.
Viande fraîche.....	100 k.	18	»	prohibé.
Viande salée.....	id.	30	»	32 fr.
Blés.....		échelle mobile sur la base de 22 fr. l'hectolitre.	»	échelle mobile sur la base de 29 fr.
Pommes de terre.....	id.	50 c.	»	5 fr.

(1) A tous les chiffres portés dans les deux colonnes du tarif français, il faut ajouter le décime pour franc.

(2) Le tarif pour l'importation en France du *coton en laine* est réglé comme suit : 5 fr. les 100 kil. pour les cotons venant des colonies françaises; 15 fr. par navires français et 25 fr. par navires étrangers pour ceux qui viennent de Turquie ou d'Égypte; 10 et 35 fr. pour ceux qui viennent de l'Inde; 20 et 35 fr. *des autres pays hors d'Europe*, et enfin 30 et 35 fr. des entrepôts. On pourrait croire, d'après cela, que la moyenne du droit n'est pas même de 20 fr.; mais les quantités de coton que nous envoient nos colonies sont tout-à-fait insignifiantes. Sur 58,892,094 kil. que nous avons reçus en 1844 pour notre propre consommation, l'Égypte et la Turquie ensemble ne nous en ont envoyé que 2,638,867 kil.; le reste nous est venu presque en totalité de l'Amérique, classée parmi ces *autres pays hors d'Europe* dont les importations sont sujettes aux plus forts droits : savoir, des États-Unis, 54,248,522 kil.; du Brésil, 718,335 kil.; du Chili et du Pérou, 807,485 kil. En divisant le chiffre de la recette de la douane en 1844 (12,700,000) par le nombre des quintaux métriques importés (580,000), on trouve, comme moyenne du droit perçu, environ 22 fr. les 100 kil.

Ainsi, en Angleterre, toutes les rigueurs du tarif sont en quelque sorte réservées pour les objets qui servent à la nourriture des hommes, tandis que les matières que l'industrie emploie sont presque toutes entièrement affranchies ou grevées seulement de faibles droits : système funeste assurément, système odieux, qui pèse durement sur la condition du peuple et qui l'affame quelquefois, mais qui laisse aux manufactures, dans la concurrence de peuple à peuple, toute la puissance qu'elles peuvent avoir. C'est ce qui explique comment, au sein d'un état social d'ailleurs si tourmenté, l'industrie anglaise a pu conquérir une position si haute. En France, au contraire, c'est sur les matières réclamées par les manufactures que retombent les plus fortes charges, à ce point que pour la plus importante de ces matières, le fer, et même quelquefois pour la houille, ce *pain de l'industrie*, les droits s'élèvent à plus de 100 pour 100 de la valeur (1). Faut-il s'étonner que, dans une situation semblable, nos industries se montrent, quant au bon marché de leurs produits, généralement inférieures à leurs rivales?

On s'exagère pourtant cette infériorité relative, et il suffit de consulter les tableaux de la douane pour s'en convaincre. Malgré tant de charges qu'elles supportent, tant de faux frais qu'elles subissent, les industries françaises du coton et de la laine ne laissent pas d'exporter annuellement des valeurs considérables, qui se sont élevées en 1844, pour la première à 108 millions, et pour la seconde à 104. Sont-ce là des témoignages d'impuissance ou de faiblesse? Ne faut-il pas y voir, au contraire, des résultats presque merveilleux? Certes, si quelque chose doit étonner dans la situation qu'on a faite à l'industrie française, ce n'est pas que la plupart des manufactures y soient incapables de rivaliser pour les prix avec les manufactures étrangères, c'est bien plutôt qu'il s'y en trouve encore un certain nombre qui aient la puissance d'écouler au dehors et de faire accepter sur des marchés ouverts à tout le monde des masses si considérables de produits. Il est vrai que, pour le coton et la laine, la douane restitue, lors de l'exportation des marchandises ouvrées, une partie des droits qu'elle a perçus sur les matières brutes (2); mais, outre que ces restitutions de droits ne s'appli-

(1) La moyenne du droit perçu sur les fers ne peut pas être établie au-dessous de 20 f.; c'est exactement le prix du fer en barres en Angleterre. (Voyez les documens fournis par M. le ministre du commerce aux conseils-généraux dans leur dernière session.) En ce qui concerne la houille, les plus forts droits, savoir : 50 c. par navires français et 1 fr. par navires étrangers, sont établis sur cette partie du littoral qui regarde l'Angleterre, depuis Dunkerque jusqu'aux Sables-d'Olonne, c'est-à-dire précisément là où l'importation devrait être la plus considérable; et, comme cette importation est le plus souvent faite par navires anglais, on applique le droit de 1 fr. par hectolitre, droit qui excède la valeur primitive de la marchandise.

(2) Tout ce système de primes ou de restitutions de droits nous paraît affreusement mal ordonné, quoiqu'il le fût encore plus mal en 1830, époque où il menaçait d'absorber

quent point aux agens du travail, il s'en faut bien que pour les matières premières elles soient complètes. Aussi ne s'expliquerait-on même pas le succès que ces industries obtiennent sur les marchés étrangers, si l'on ne considérait que la plupart des marchandises dont notre exportation s'alimente sont des produits de luxe, qui permettent à nos fabricans de racheter à certains égards, par la perfection du travail, le désavantage nécessaire des prix.

« La manufacture de laine, dit M. Richardson Porter, chef du bureau de statistique en Angleterre, est depuis long-temps, pour la France, l'une des branches d'industrie les plus importantes, et l'excellente qualité de ses draps n'a jamais été contestée; sur toutes les places du globe, la draperie française occupe le premier rang (1). » — « Pour les fils de laine *fine* peignée, dit à son tour le docteur Andrew Ure dans son bel ouvrage de la philosophie des manufactures (2), les Français ont une grande supériorité sur les Anglais, d'après ce que j'ai moi-même vu chez MM. Griolet, fabricans à Paris. Il n'ont à craindre, à l'étranger, que la concurrence des filateurs saxons; cependant on file plus fin et mieux qu'eux en France; ils n'arrivent qu'aux nos 45 et 50 avec des qualités de laines que MM. Griolet filent jusqu'au no 80. Mais pour les gros numéros, les Anglais font à meilleur marché que les Français. » Et cela se comprend sans peine, puisque les Anglais ont à meilleur marché les matières premières, dont le prix importe d'autant plus que les étoffes sont plus communes, et qu'ils obtiennent aussi à de meil-

la totalité du revenu; mais ce n'est pas ici le lieu d'en discuter les conditions, car, si nous voulions signaler tous les vices particuliers que renferme notre système restrictif, nous n'en finirions pas. Quelques mots seulement. Pour les cotonnades, le montant des primes payées en 1844 ne s'est élevé qu'à la somme assez insignifiante de 992,660 fr.; ce qui n'est pas même 1 pour 100 de la valeur, tandis que pour les lainages il a été payé 4,784,264 fr., différence d'autant plus extraordinaire que, dans cette même année 1844, il a été importé en coton brut, pour la consommation du pays, une valeur de 104 millions, alors que l'importation des laines, tant en masse que peignées, ne s'est élevée qu'à 48,000,000 de fr. On peut bien expliquer cette différence, mais il serait difficile de la justifier. Il serait également difficile d'expliquer pourquoi, le droit perçu sur les laines brutes étant restitué à la sortie des marchandises ouvrées, on n'en fait pas autant pour les toiles de lin ou de chanvre. Pour les cotonnades, la prime se règle d'après le poids, c'est 25 fr. pour 100 kil. : d'où il suit que ce sont les tissus les plus fins et les plus chers qui y participent le moins. Il nous serait facile de montrer que, si ce chiffre de 25 fr. représente assez exactement la moyenne de ce que le trésor a perçu sur les cotons bruts, il ne représente que tout au plus les deux tiers de ce que l'industrie a payé. Pour les lainages, la prime se règle d'après la valeur, savoir : 9 pour 100 de la valeur en fabrique. De plus, cette prime de 9 pour 100 n'est payée que sur les étoffes dont la valeur excède 4 fr. 50 c. au kil. C'est exactement le contraire du principe adopté pour les cotonnades.

(1) *Progrès de la Grande-Bretagne*, traduction de M. Chemin-Dupontès.

(2) *Philosophie des Manufactures, ou Économie industrielle de la fabrication du coton, de la laine, du lin et de la soie*, par Andrew Ure.

leures conditions les matières accessoires, les machines et le reste. C'est ce que M. Andrew Ure reconnaît lui-même ailleurs, quand il dit : « La modération dans les prix des matières premières est, à mon avis, la seule chose qui manque à la France pour la prospérité de ses tissus de laine longue. »

La plus belle industrie manufacturière que la France possède est celle des soieries; il faut voir quelle est, sous le régime actuel, sa condition. Elle trouve ses matières premières en abondance sur notre sol, ce qui devrait lui assurer un avantage relatif sur ses rivales; au lieu de cela, elle les paie plus cher, parce que le système restrictif en exhausse les prix. « Les prix des meilleures soies françaises, dit le docteur Ure, sont ordinairement de 10 pour 100 au-dessus de ceux des soies italiennes de la même qualité. » Si l'industrie des soieries prend ses matières premières au dehors, ce qui est souvent nécessaire, moins heureuse en cela que l'industrie des lainages, elle acquitte un droit d'importation qu'on ne lui restitue pas à la sortie des marchandises ouvrées. Pourquoi cette différence? C'est encore une de ces inconséquences que l'on rencontre à chaque pas dans nos tarifs. Pour ce qui regarde les instrumens de travail, cette industrie est à peu près sur le même pied que les autres, c'est-à-dire qu'elle les paie fort au-dessus de leur valeur. Malgré tant de charges, elle n'en exporte pas moins une valeur annuelle de près de 150 millions (1). En présence de ce fait, osera-t-on dire qu'elle est inférieure à aucune autre? N'est-ce pas là, au contraire, une preuve frappante de sa supériorité? A bien des égards, en effet, cette supériorité n'est pas douteuse, et l'on peut dire sans hésiter que, pour la perfection du travail, l'industrie française des soieries n'a pas de rivale dans le monde. Elle a beau faire cependant : pour les étoffes unies, où la cherté de la matière première et l'élévation relative de tous les frais de production ne peuvent être balancées par aucun autre avantage, elle est vaincue et elle doit l'être; il n'y a pas de supériorité qui tienne contre de semblables conditions. Aussi cette grande industrie, une des merveilles de la France, et qui pourrait en être une des principales richesses, que tant d'hommes de génie et tant d'habiles artistes ont concouru à élever, qui s'est perfectionnée depuis deux siècles aux mains d'une population intelligente dans laquelle le sentiment de l'art est traditionnel, cette grande industrie se traîne, frappée au cœur par un régime désastreux. L'industrie étrangère lui enlève successivement tous ses débouchés. « A Zurich, où la soie torse est importée sans droit, dit encore le docteur Ure, il n'y avait, en 1792, que mille métiers à tisser; à présent (1836) il y en a douze mille. » Un progrès semblable s'est manifesté en

(1) 144 millions en 1844. Cette même exportation s'était élevée à 162 millions en 1841. Elle était déjà de 160 millions en 1833.

Angleterre, où, selon le même auteur, dont le dire a été confirmé en cela par l'enquête de 1830 (1), la soie crue est généralement à meilleur marché même qu'en Italie. Et tous ces progrès des industries étrangères s'accomplissent pendant que la nôtre, si puissante et si belle, demeure confinée dans ses anciennes positions. Si elle ne décline pas, elle demeure stationnaire, malgré l'accroissement de la consommation qui s'est manifesté d'une manière si extraordinaire depuis trente ans. Il est certain d'ailleurs qu'elle ne se soutient plus au dehors que par la vente des étoffes riches, les seules où il lui soit possible de neutraliser tous les désavantages de sa position par l'ascendant supérieur de l'art et du goût.

Qu'on ne dise donc pas que toutes ces industries ne vivent en France qu'en vertu de la protection qu'on leur accorde. Elles souffrent du régime présent beaucoup plus qu'elles n'en profitent. Le système restrictif leur assure le marché national, c'est vrai, mais à quel prix? Il leur vend sa protection beaucoup plus qu'il ne la donne, et il la vend assurément trop cher. Ne voit-on pas que ce sont les restrictions même qui, par les charges qu'elles imposent aux manufactures, leur rendent la protection nécessaire, et qu'on tourne ici dans un cercle vicieux? Vienne une liberté générale des échanges, qui, en supprimant le privilége dont ces industries jouissent, les débarrasse en même temps de toutes ces charges, loin d'y perdre, elles y gagneront doublement, d'abord en ce que le marché national s'agrandira sous l'influence du bas prix, ensuite en ce qu'elles étendront beaucoup plus loin leurs débouchés au dehors. Que l'étranger vienne alors leur faire concurrence sur notre marché, et y prendre même une certaine place, ce qui n'est point un mal, elles soutiendront du moins cette concurrence à des conditions égales pour les produits communs, et avec toute la supériorité qu'elles ont acquise pour les produits de luxe.

Nous ne suivrons pas l'application de ces vérités pour toutes nos industries; il nous suffit de l'avoir fait pour quelques-unes des plus importantes. Au fond, la situation est toujours la même : elle revient à ceci : privilége acquis sur le marché national au prix de lourdes charges qui interdisent toute concurrence avec l'étranger. On remarque pourtant des différences notables dans l'application, soit en ce que le privilége du marché national n'est pas réservé avec la même rigueur à toutes les branches du travail, soit encore en ce que le poids des charges qu'elles supportent varie sensiblement. Quelques-unes sont relativement peu grevées, et ce ne sont pas celles qu'à d'autres égards nos tarifs favorisent le moins. D'autres portent, au contraire, un poids plus lourd, et jouissent avec cela d'un privilége moindre, tant il est

(1) M. J.-B. Heath, *Select Committee on Silk trade*, 1832.

vrai que tout est confusion dans ce système, et que c'est encore plus le hasard des circonstances que la volonté arbitraire des hommes qui en a dicté les lois. En général, ce sont les industries les plus nationales qui souffrent le plus, par la raison fort simple que les conditions onéreuses du système restrictif les atteignent sur un plus grand nombre de points. C'est ainsi que l'industrie linière et celle des soieries, dont la matière première est produite sur notre sol, supportent sur cette matière une aggravation de prix dont l'industrie du coton, qui se sert de matières exotiques, est exempte, puisqu'on lui restitue ou qu'on croit lui restituer la totalité des droits perçus : ce qui n'empêche pas que le marché national ne soit garanti à cette dernière par une prohibition absolue, tandis que les deux autres ne sont mises à couvert de la concurrence étrangère que par des droits relativement très modérés. Nous n'insisterons pas sur ces inconséquences de détail, si extraordinaires qu'elles soient, parce qu'elles disparaissent dans les vices de l'ensemble. Il nous est impossible toutefois de ne pas mentionner d'une manière particulière une industrie importante, plus mal partagée à cet égard qu'aucune autre, et qui eût mérité cependant quelques faveurs particulières, en raison des services politiques qu'elle rend : nous voulons parler de la marine marchande.

Tel est le sort actuel de notre marine marchande, que les conditions onéreuses du système restrictif retombent sur elle de tout leur poids, tandis qu'elle ne jouit que dans une très faible mesure des priviléges plus ou moins étroits que ce régime confère. Considérez, en effet, sa position. Nulle autre n'est grevée de plus de charges. Grace au régime restrictif qui l'enveloppe pour ainsi dire de toutes parts, elle paie à des prix exorbitans, à des prix de monopole, le bois dont elle construit ses vaisseaux, le fer qu'elle y emploie, le cuivre dont elle les double, le goudron dont elle les enduit, le chanvre avec lequel elle les calfate, les cables, les cordes, les cordages dont elle les garnit, les mâts dont elle les surmonte et les voiles qui pendent à ces mâts; puis les vivres et les approvisionnemens des équipages, l'habillement des hommes, et bien d'autres choses encore qu'il serait trop long d'énumérer; sans parler des navigations spéciales, telles que la pêche, où ces charges sont encore aggravées de celles qui pèsent sur tous les instrumens. On a constaté dans l'enquête de 1824, publiée seulement en 1840, que la construction d'un navire coûtait 50 pour 100 de plus en France qu'en Sardaigne. La comparaison avec un grand nombre d'autres pays ferait ressortir des différences semblables. Et ce n'est pas seulement dans la dépense une fois faite de la construction d'un navire que cette différence se manifeste, c'est encore dans l'entretien, dans les réparations, qui se renouvellent à peu près à chaque voyage, et dans l'exploitation,

A force de l'accabler de charges artificielles, on a rendu notre marine marchande la plus chère de toute l'Europe, nous pourrions dire, du monde entier. Aussi ne peut-elle soutenir la concurrence avec aucune autre, et se voit-elle délaissée par nos propres expéditeurs toutes les fois qu'il est permis à ces derniers de choisir. Voilà ce qu'elle doit au régime restrictif; car, bien qu'on puisse signaler encore quelques autres causes de sa cherté, celles que nous venons de dire sont de beaucoup les plus sérieuses. Eh bien! en compensation de ces désavantages si grands, quels sont les priviléges que ce système lui assure?

Il n'y a malheureusement pas pour la marine, comme pour beaucoup d'autres industries, de marché national à réserver. Du moins ce marché se réduit-il à peu de chose. C'est d'abord la navigation d'un port français à l'autre, en d'autres termes le cabotage, toujours borné de sa nature, et auquel les routes intérieures, qui se multiplient et se perfectionnent chaque jour, font une concurrence de plus en plus active. C'est, en outre, la navigation presque insignifiante qui se fait avec quelques colonies chétives, sauvées du grand naufrage de nos possessions lointaines. Voilà tout ce que le régime restrictif peut garantir à nos armateurs. Si on y ajoute la pêche, que le privilége ne suffit même pas à maintenir, et qui ne se soutient qu'à grand renfort de primes (1), on aura le résumé des avantages dont notre marine jouit. Partout ailleurs en effet, c'est-à-dire toutes les fois que la navigation a lieu d'un port français à un port étranger, la loi protectrice, quelque forme qu'elle revête, est impuissante. On parle des droits différentiels. Est-ce que par hasard les peuples étrangers ignorent l'usage de ces mêmes droits? Est-ce qu'ils se font faute, quand leurs navires en sont grevés dans nos ports, de les établir par représailles contre les nôtres? Et à quoi sert-il à nos armateurs qu'on leur assure un avantage d'un côté, s'ils doivent inévitablement le perdre de l'autre? Dans la navigation de peuple à peuple, les droits différentiels sont une chimère. L'Angleterre a pu y trouver autrefois un moyen efficace d'assurer la préférence à sa marine, alors qu'elle en avait seule le bénéfice, et que les autres peuples, inattentifs sur ce sujet, ne songeaient pas encore à suivre son exemple. Aujourd'hui que ce moyen est connu et pratiqué partout, il a perdu sa valeur. Aussi l'Angleterre même a-t-elle renoncé, depuis vingt ans, à en faire usage, au moins en ce qui concerne le corps des navires. Il y a vingt ans environ que M. Huskisson proclamait au sein de la chambre des communes que le *brevet d'invention* que l'Angleterre s'était donné à cet égard était expiré, et qu'il fallait, bon gré, mal gré, rentrer dans

(1) La somme totale des primes payées en 1844 pour les pêches maritimes (morues, baleines et cachalots) s'est élevée à 4,000,000 de francs.

a loi commune. Eh bien! ce brevet, auquel l'Angleterre a renoncé forcément, ne serait-il pas puéril de croire que la France puisse le faire revivre à son profit? Veut-on savoir où mène l'usage de ces droits différentiels? Il empêche souvent les navires allant d'un pays à l'autre d'effectuer des retours, ou bien il force les marchandises à faire un circuit pour nous arriver par terre, au grand détriment de nos villes maritimes, auxquelles ce commerce échappe, et des producteurs, dont ces détours aggravent les frais. En voici un exemple. On a vu, dans le tableau qui précède, que les laines brutes paient, à l'importation, outre le droit général de 20 pour 100 de la valeur, une surtaxe de 3 francs par cent kil., quand elles sont importées par navires étrangers. Qu'arrive-t-il? les importateurs de laines anglaises, plutôt que de se servir de nos navires, font prendre à leur marchandise la voie de la Belgique pour échapper au droit, en sorte que ces laines, au lieu de nous arriver par les ports français de Calais ou de Dunkerque, nous arrivent par les ports belges d'Ostende ou d'Anvers (1). Si les droits différentiels peuvent nous servir à quelque chose, c'est uniquement vis-à-vis des nations qui n'ont pas encore de marine, en ce sens qu'ils empêchent les pavillons tiers de faire l'office de facteurs entre ces nations et nous. Malheureusement les pays qui n'ont pas de marine n'ont guère de commerce : aussi l'avantage qui en résulte n'est pas grand. Il est donc vrai que le système restrictif n'assure à notre marine, pour tout dédommagement des faux frais dont il l'accable, que le cabotage, la navigation et la pêche, maigres et chétives ressources qui suffisent à peine pour lui conserver un reste de vie. Pour tout le reste, c'est-à-dire pour la navigation internationale, la seule qui soit réellement large et féconde, il la laisse aux prises avec la concurrence étrangère, après l'avoir rendue incapable d'en soutenir le poids.

Et l'on ose dire après cela que c'est le système protecteur qui sauve notre marine! Disons plutôt qu'il la ruine et qu'il la tue. Le fait de la décadence de notre marine marchande n'est malheureusement que trop certain; nous l'avons constaté ici même par des chiffres officiels dans notre travail sur le commerce extérieur de la France. Pour compléter ces renseignemens, nous pouvons ajouter que la marine des États-Unis, dont la population est moitié moindre que celle de la France, est plus de trois fois et demie plus forte, et que celle de l'Angleterre égale à

(1) Il est vrai que la loi porte que la même surtaxe de 3 francs sera appliquée aux laines brutes importées par terre, lorsqu'elles viendront de pays non limitrophes, d'où il suit que les laines anglaises venues par la Belgique en transit n'échapperaient point au droit; mais on se garde bien d'adopter la voie du transit. Comme les laines ne paient à l'entrée en Belgique qu'un droit insignifiant, on acquitte ce droit, et on déclare la marchandise en consommation. Elle est dès-lors naturalisée belge, et expédiée comme telle pour la France.

peu près six fois la nôtre (1). Bien des fois d'ailleurs ces faits affligeans ont été signalés du haut de la tribune, et tous les ans des plaintes s'élèvent. On va même plus loin, et depuis longues années déjà on s'occupe à rechercher la cause du mal, afin d'y appliquer un remède bien nécessaire. Malheureusement, dans ces recherches toujours vaines, il semble qu'on ferme volontairement les yeux à la lumière et qu'on se refuse à reconnaître des vérités importunes dont on se trouverait ensuite embarrassé. Autrement, on ne chercherait pas si long-temps en vain.

Ainsi tombent une à une toutes les assertions des protectionistes, ainsi s'évanouissent tous les fantômes qu'ils évoquent. Cette infériorité de notre industrie, dont ils s'autorisent, est leur ouvrage. Elle s'effacerait presque aussitôt sous un régime de liberté. Une chose est vraie pourtant dans leurs allégations, c'est que toute industrie particulière qu'on exposerait seule à la concurrence étrangère succomberait. Comment se soutiendrait-elle, en effet, dans une position semblable, lorsque, le monopole étant autour d'elle la loi commune, elle paierait tout plus cher que l'étranger? Aussi, faut-il considérer comme dérisoire ce langage que les protectionistes tiennent à quelques-uns de nos industriels, par exemple aux armateurs: « Vous demandez la liberté du commerce; voulez-vous en faire l'essai pour vous-mêmes en renonçant aux droits différentiels qui protégent vos armemens? » Évidemment une telle proposition n'est pas sérieuse. Quoi! vous voulez que nous allions lutter corps à corps avec les armateurs étrangers, quand de toutes parts vous nous chargez de chaînes! Si faible et si fragile que soit l'appui des droits différentiels, nous y tenons, parce que, dans la navigation internationale, c'est encore, après tout, le seul abri qui nous reste. Oui, nous voulons la liberté, mais à condition qu'elle sera générale. Nous acceptons la concurrence avec les armateurs étrangers, mais à condition que nous serons d'abord dégrevés de toutes les charges artificielles que nous supportons, à condition que nous aurons aux mêmes prix qu'eux, aux prix du commerce libre, tous les objets que nous employons, le bois, le fer, le cuivre, le chanvre, le goudron, les cordages, la toilerie et le reste. Rien de plus juste au fond que ces réserves. Certes, la liberté du commerce est salutaire et bonne; elle ne l'est pas seule-

(1)

Année 1843.	Tonnage.
France	590,077.
États-Unis	2,158,603.
Angleterre	3,588,387.

Les renseignemens officiels pour l'Angleterre et les États-Unis ne vont pas au-delà de l'année 1843. (Voyez les documens fournis par M. le ministre du commerce aux conseils-généraux de l'agriculture, des manufactures et du commerce, dans leur dernière session.)

ment pour les consommateurs dont les intérêts sont pourtant respectables, elle l'est encore pour la grande masse des producteurs; mais cette même liberté peut et doit devenir funeste à toute industrie particulière à laquelle on l'appliquera par exception.

Ce n'est pas d'ailleurs aux seuls protectionistes que cette observation s'adresse. Pour avoir méconnu cette vérité, les partisans du libre échange n'ont que trop souvent compromis la cause qu'ils voulaient défendre. Poursuivant sans cesse des applications particulières de leur principe, ils en ont fait une sorte d'épouvantail, une menace incessante de ruine pour toutes les branches du travail auxquelles ils entendaient l'appliquer. Sans égard pour cette dépendance mutuelle des industries nationales ni pour les charges que le régime actuel leur impose, ils se sont attaqué tantôt à celle-ci, tantôt à celle-là, pour la livrer en quelque sorte désarmée à une concurrence mortelle : politique étroite et fausse qui ne pouvait manquer, si elle eût été suivie, de conduire le pays, par une suite de désastres particuliers, au dégoût prochain de toute innovation. « Pourquoi, disait en 1836 M. de Saint-Cricq (1), faire entendre à tous les industriels de France ces paroles : Nous ne vous dirons pas, comme on vous l'a dit à tort dans l'enquête : Quels sont vos prix de revient, et combien vous faut-il pour protéger vos produits contre la concurrence étrangère? Nous vous dirons : *Combien vous faut-il de temps pour détourner vos capitaux des voies de la protection où ils sont engagés et les porter dans celles de la liberté qui vont s'ouvrir.* » C'était, comme le dit fort bien M. de Saint-Cricq, menacer la plupart de nos industries d'une subversion prochaine. Cette menace, d'ailleurs, outre ce qu'elle avait d'impolitique, montrait une intelligence fort incomplète de notre situation présente. Certes, les partisans des restrictions, directeurs de l'enquête dont il s'agit, n'étaient pas dans le vrai lorsqu'ils se bornaient à demander aux industriels qui comparaissaient devant eux quelle somme de protection leur était nécessaire : ils auraient mieux fait, assurément, de leur demander par quelles mesures générales, par quels allégemens de charges il était possible de remédier à cette infériorité qu'ils accusaient (2), et c'est alors que ces enquêtes, presque toujours insigni-

(1) Discours prononcé à la chambre des pairs.

(2) La plupart des enquêtes françaises n'ont guère eu d'autre sens ou d'autre direction que celle qu'on vient de voir. Les partisans des restrictions disaient aux industriels : Quelle protection vous faut-il? Les partisans du libre échange leur disaient au contraire : Puisque vous ne pouvez pas vous soutenir sans protection, votre industrie est mauvaise, il faut l'abandonner. On en a vu encore un exemple assez récent en ce qui concerne l'industrie linière. Et voilà pourquoi la plupart de ces enquêtes ont été stériles. En Angleterre, au contraire, on disait aux industriels : Que faudrait-il pour vous donner la force qui vous manque? Ils répondaient : Affranchissez les matières premières ou les agens du travail. Et voilà pourquoi la plupart de ces enquêtes ont été fécondes; voilà comment elles ont conduit l'Angleterre pas à pas vers la liberté. Elles

fiantes, auraient pu conduire à quelques résultats utiles; mais les partisans de la liberté n'étaient pas moins qu'eux dans le faux lorsqu'ils condamnaient à périr toute industrie incapable de vendre actuellement ses produits au même prix que l'étranger, car enfin la plupart des industries françaises étaient alors et sont encore dans ce cas. C'était donc à dire qu'elles périraient toutes, sauf une ou deux qui survivraient seules à ce grand naufrage. Quelles armes un tel langage ne donnait-il pas aux ennemis de la liberté! « Et s'il venait à être établi, disait encore M. de Saint-Cricq, que parmi les objets de grande consommation soit intérieure, soit extérieure, les vins et les soieries soient les seuls qui accomplissent chez nous cette condition (de se vendre au même prix que les produits étrangers), ce sera vers la culture de la vigne et la fabrication des soieries que devront se diriger tous les capitaux, toutes les intelligences, toutes les forces productives du pays! » Réponse juste et qui sera d'ailleurs irréfutable tant qu'on n'aura pas égard aux vérités générales que nous venons d'exposer.

Certes, si la liberté du commerce venait à prévaloir en France, quelques-unes de nos industries périraient. Ce sont celles qui n'ont pas dans notre pays de justes raisons d'être, ou qui appartiennent, par une sorte de privilége naturel, à d'autres peuples ou à d'autres climats; mais ces industries sont en petit nombre, on pourrait compter celles qui sont menacées d'un sort pareil, et le pays ne pourrait d'ailleurs que s'applaudir de leur disparition. Pour les autres, elles se relèveraient presque toutes plus vigoureuses et plus fécondes, parce qu'elles puiseraient dans un affranchissement général les forces vives dont elles sentent l'impérieux besoin. Tel serait en particulier le sort de l'industrie manufacturière proprement dite. S'il est un pays au monde qui soit favorable au développement spontané des manufactures, c'est assurément la France, ce qui ne veut pas dire toutefois que l'Angleterre ne puisse les établir avec un égal succès. L'état avancé des sciences dans notre pays, l'aptitude remarquable des populations pour tout ce qui est, à un degré quelconque, une œuvre d'art, la densité même de ces populations, enfin la douceur de nos lois civiles ou politiques et l'esprit d'émulation qu'elles entretiennent avec l'égalité, ce sont là autant de circonstances favorables à la prospérité des manufactures, et que nul obstacle physique ne viendrait d'ailleurs contrarier. Si l'on nous parle de la cherté du fer, nous dirons hautement que cette cherté est toute factice, et qu'elle cesserait presque immédiatement sous un régime de liberté. Quant à la cherté du charbon, qui semble tenir à des causes plus durables, elle s'atténuerait à ce point qu'il deviendrait facile de la compenser d'ail-

l'y auraient conduite beaucoup plus tôt, si les derniers et puissans débris du système restrictif n'avaient pas été si opiniâtrement défendus par l'aristocratie terrienne, particulièrement intéressée à leur conservation.

leurs. Et comment douterait-on de ce résultat, quand on voit qu'aujourd'hui même nos industriels parviennent à neutraliser, par rapport à la masse des produits qu'ils exportent, tant de désavantages réunis? Il n'y a donc qu'un seul obstacle sérieux à la prospérité de nos manufactures : c'est l'existence de ce même régime restrictif qu'on prétend nécessaire à leur salut.

Au fond, le procédé du système restrictif, tel qu'on l'applique en France, est assez simple. Il consiste, comme on l'a vu, à favoriser tour à tour chaque industrie particulière aux dépens de la masse : de là résultent à la fois des priviléges et des charges, priviléges particuliers, charges générales ou communes. C'est une sorte de cercle vicieux. Certes, s'il était possible de faire pour chacun la balance exacte des bénéfices et des charges qui forment son partage, on trouverait qu'en général le poids de ces dernières l'emporte de beaucoup; car enfin toute cette combinaison artificielle entraîne un mauvais emploi du capital et du travail de la nation, ce qui implique une destruction de la fortune publique. Malheureusement la plupart des industriels, touchés des priviléges particuliers dont ils jouissent et dont ils mesurent facilement l'étendue, oublient les sacrifices au prix desquels ils les achètent. Ce qu'il y a de plus terrible, c'est qu'une fois engagé dans ce cercle fatal il devient difficile d'en sortir sans déterminer quelques désastres. Du moins est-il vrai que, pour en sortir sans violentes perturbations, il faut se garder de vouloir, comme on l'a fait trop souvent, opérer la réforme en s'attaquant tour à tour à chaque industrie isolément, et qu'il faut, au contraire, procéder par des mesures d'ensemble qui tendent à dégrever à la fois tout un ordre de produits. Il est certain pourtant que, par des raisons particulières, si l'on veut que le retour à la liberté s'effectue sans trouble, c'est par les produits agricoles, au nombre desquels nous comptons les produits des mines, qu'il faudra commencer.

CHARLES COQUELIN.

LES

GAMBUSINOS.

SCÈNES DE LA VIE DES BOIS DANS L'AMÉRIQUE DU SUD.

Quand on quitte les côtes de l'Océan Pacifique pour s'avancer vers le nord du Mexique, dans la direction des vastes solitudes qui séparent cette république des États-Unis, on ne tarde pas à s'apercevoir qu'on entre dans un monde nouveau, non moins original que celui dont j'ai déjà cherché à décrire quelques aspects. Le désert a son influence comme l'océan, et les types que cette influence développe ne le cèdent ni en énergie ni en grandeur sauvage à ceux que la mer forme à son âpre école. Les forêts épaisses, les immenses savanes, les montagnes du sommet desquelles les eaux charrient l'or jusqu'au fond des vallées, servent d'asile à une population nomade au milieu de laquelle se détachent trois groupes bien distincts. Les chasseurs, les éleveurs de bétail (*vaqueros*), les chercheurs d'or (*gambusinos*), représentent trois industries importantes au Mexique, le commerce des pelleteries, celui des cuirs et du bétail, et la production des métaux précieux.

Les *gambusinos* surtout méritent une place à part dans cette famille d'aventuriers. On comprend sous cette dénomination, dans l'état de Sonora, une classe de mineurs vagabonds, métallurgistes pratiques, qui semblent doués d'un instinct merveilleux pour découvrir les mines d'or, plus nombreuses en Sonora qu'en aucune autre province du Mexique. Dénués des fonds nécessaires pour entreprendre les travaux

souterrains qu'exigent les mines, ils sont forcés de se contenter d'exploiter à ciel ouvert les affleurements de celles que le hasard ou leur tact sans égal leur fait rencontrer. Quelques indices généraux les guident, il est vrai, dans leurs recherches. La gangue ou matrice du minerai est presque toujours composée de roches de quartz. Les roches de cette espèce forment quelquefois, sur un espace d'une lieue et plus, des crêtes ou saillies qu'on appelle *crestones*. Ces *crestones*, brûlés par le soleil et entièrement dépourvus de végétation, sont aisément reconnaissables. Le gambusino ne voyage jamais sans être armé de sa *barreta*, espèce de pique en fer dont la pointe est trempée, et, quand il a découvert un *creston*, il soumet à l'action d'un feu violent les pierres qu'il en a détachées à l'aide de son instrument; puis, selon la richesse du minerai qu'il a reconnu, il l'exploite ou l'abandonne. Parfois aussi un coup de pique détache un morceau où étincellent aux rayons du soleil des paillettes ou des veines d'or. Seul, loin de toute habitation, sans prendre le temps de faire les dénonciations légales, le *gambusino* exploite alors les éclats qui volent sous sa pique, jusqu'au moment où, le filon s'enfonçant dans les entrailles de la terre, le travail à ciel ouvert devient impossible. Alors il vend sa mine à celui qui peut l'acheter, et s'éloigne philosophiquement à la recherche de quelque autre gîte métallifère.

La poudre d'or, comme les mines, est pour les gambusinos l'objet de recherches souvent périlleuses. C'est encore le même instinct qui les guide le long des rivières ou des torrens qui du haut des montagnes roulent leurs flots chargés d'or dans le fond des vallées. Souvent l'intrépide chercheur arrive ainsi jusqu'au désert, où les Indiens exercent en maîtres la même industrie, et presque toujours il paie de sa vie l'audace qui l'a porté à se mesurer avec ces formidables concurrens; ou bien, après avoir eu à combattre la faim, la soif, les bêtes fauves, après avoir, en bravant mille dangers, exploité à la hâte un *creston* ou un *placer*, il revient avec un butin considérable, avec le regret de n'avoir pu faire un plus long séjour dans quelque Eldorado lointain, et le souvenir de mille aventures terribles; ses récits, où la description de trésors fabuleux tient une grande place, ne manquent jamais d'allumer la cupidité. Des familles entières partent à leur tour avec un âne chargé de pioches, de *bateas* (grandes sébiles de bois) et de quelques menues provisions, pour aller braver les mêmes dangers dans ces déserts où souvent elles ne trouvent qu'un tombeau. D'après des calculs rigoureux, sur dix millions d'or que le Mexique jette annuellement dans la circulation européenne, un quart au moins de cette somme est le produit des recherches du gambusino.

On sait maintenant en quoi consiste l'industrie du chercheur d'or. Quant au théâtre sur lequel cette industrie s'exerce, c'est tantôt le flanc

d'une montagne creusée par un torrent, tantôt la vallée où ce torrent se précipite. Les masses d'eau qui sillonnent les montagnes dans toutes les directions, et souvent cachent entièrement les *crestones*, entraînent avec elles des fragmens de roches métalliques, les broient, les triturent, et en arrachent les morceaux d'or qu'ils contiennent. Anguleuses au sortir de la pierre qui les renfermait, ces *pepitas*, comme les galets de la mer, s'usent, s'arrondissent par le frottement, et, transportées quelquefois à de grandes distances par les eaux qui les charrient, finissent par ne présenter plus qu'une surface polie et dépourvue d'arêtes. Cependant, surchargées de sable et de détritus argileux, elles ne diffèrent guère au sortir de l'eau des cailloux ordinaires : il faut qu'un lavage leur rende leur brillant et leur poli. L'or natif ne se trouve pas seulement dans les eaux des torrens, mais dans leur lit desséché, et sur le penchant des montagnes qui ont gardé trace de leur passage. Quelle doit être la richesse de certains filons si l'on en juge par le volume de quelques-uns de ces précieux fragmens qu'un hasard aveugle a fait trouver à des gens qui ne les cherchaient pas! Des fortunes considérables datent ainsi de ces merveilleuses trouvailles qui rappellent les contes des fées. D'insoucians aventuriers, en fouillant dans les cendres du feu éteint d'un bivouac, ont découvert des morceaux d'or d'une prodigieuse grosseur dont la chaleur avait enlevé l'enveloppe terreuse. D'autres ont vu des cailloux informes jeter tout à coup sous leurs pieds une lueur éblouissante, tandis que certains gambusinos, par une recherche active de tous les jours, trouvent à peine dans leur travail de quoi subvenir aux besoins de la vie.

Presque toute la distance qui sépare, du sud au nord, Hermosillo du dernier préside, ou *préside de limite*, appelé *presidio de Tubac*, — c'est-à-dire un rayon de quatre-vingt-dix lieues, — est formée de ces terrains d'alluvion où l'or se trouve en abondance. D'après les curieuses descriptions de *placeres* d'or que j'entendais journellement faire à Hermosillo, je ne crus pouvoir mieux employer des loisirs forcés qu'en explorant moi-même tout ce rayon. Avant de commencer mon excursion, je tenais cependant à avoir quelque idée du pays que je comptais parcourir; je dus consulter à cet égard un Espagnol depuis long-temps fixé dans la province, et dont j'avais fait la connaissance à Hermosillo. L'Espagnol me donna des renseignemens topographiques très complets, que je me bornerai ici à résumer rapidement.

Une chaîne de montagnes assez élevées commence à quelques lieues d'Hermosillo, et court du sud au nord. Au pied des premières hauteurs de la chaîne, à l'est de la ville, le rio San-Miguel se divise en deux branches : la première conserve le nom du fleuve; la seconde s'appelle le *rio de los Uris*. Les deux branches baignent chacune les vallées creusées au bas de la chaîne qui s'élève entre elles : le rio San-Miguel

coule à gauche, le rio de los Uris à droite, c'est-à-dire le premier à l'ouest, le second à l'est. Au-delà d'Arispe, dernière ville mexicaine qu'on rencontre de ce côté, l'Uris, grossi par les cours d'eau qui coulent des pitons magnétiques de la *sierra*, se divise encore en deux branches parallèles, entre lesquelles s'étend une dernière ramification de la chaîne qui va expirer, à vingt-cinq lieues de là, aux deux villages de Nacome et de Bacuache. Ces villages, ainsi appelés du nom des deux branches de l'Uris, et séparés par les montagnes qui terminent la chaîne, se trouvent à cinq lieues l'un de l'autre. Du sommet de ces montagnes, les torrens qui coulent le long de chaque versant apportent de l'or aux laveurs de Nacome, comme à ceux de Bacuache. Sauf quelques pauvres cabanes groupées à une distance égale d'Arispe et de Bacuache, et formant un village qu'on appelle Fronteras, une solitude profonde règne dans tout ce parcours. Au-delà des deux villages se trouve le préside de Tubac, et, à partir de Tubac, d'immenses déserts se prolongent jusqu'à l'Orégon, en bordant les limites occidentales de la Haute-Californie.

— D'ici à Arispe, me dit l'Espagnol après m'avoir tracé mon itinéraire, la route est sûre, ni l'eau ni le feu ne vous manqueront; cependant d'Arispe à Bacuache, qui est à mon avis le *placer* aujourd'hui le plus productif, voyagez bien armé. Il y a quelques mois, j'ai fait ce chemin, et j'ai remarqué pour la première fois une croix de triste augure qui rappelle certainement un assassinat. Le lieu, comme vous le verrez, est très bien disposé pour égorger ou détrousser son prochain le plus commodément du monde. A tout hasard, si je n'entendais plus parler de vous, je vous ferais élever une croix à côté de la première.

Je remerciai l'Espagnol de sa bonne volonté, et j'allai faire mes préparatifs de départ en réfléchissant au contraste qu'offrent ces excursions périlleuses avec nos voyages d'Europe, où des paysages déjà décrits et connus, des moyens de transport uniformes, restreignent chaque jour la part de l'imprévu. Au Mexique, j'aurais eu peut-être à me plaindre de l'excès contraire. Que de ruses à employer, dans les provinces où les auberges existent, pour se faire bien venir des hôteliers, pour obtenir un maigre repas, souvent partagé avec des muletiers et des voleurs! Et quelle diplomatie n'est pas nécessaire pour s'assurer un gîte dans les états où la *posada*, le *meson* ou la *venta* sont inconnus! Plus loin encore, c'est le *despoblado* (désert) qui s'étend devant vous sans offrir le moindre vestige d'habitation, pas même, comme dans nos landes, la hutte roulante du berger. Cependant, malgré ces privations, de tels voyages offrent un attrait irrésistible. Les magnifiques paysages qu'on traverse, les haltes dans la forêt autour de l'arbre séculaire converti avec une prodigalité royale en brasier gigantesque, les hommes qu'on rencontre, représentans d'une société presque inconnue, héros sau-

vages comme la nature qui les entoure, tous ces incidens si étranges et si variés sont pour le voyageur autant de compensations qui lui font oublier ses fatigues. C'est aussi ce charme de l'imprévu qui peut obtenir grace pour les développemens donnés au récit d'une excursion dans ces mystérieuses solitudes. Ici, plus qu'ailleurs, les détails ont leur prix, et les plus légères circonstances méritent d'être notées comme autant de révélations piquantes sur un monde tout différent du nôtre.

Je devais faire route jusqu'à Arispe avec le sénateur don Urbano, que des affaires d'urgence appelaient dans cette ville. Sa belle-sœur et sa femme étaient de la partie, et nous ne devions voyager qu'à petites journées. Au jour fixé, je montai à cheval pour me rendre à la maison du sénateur. Il était à peine trois heures quand je traversai les rues silencieuses d'Hermosillo. La nuit avait été étouffante, et, selon l'usage de ces pays primitifs, tous les habitans des maisons privées de cours avaient transporté leurs lits dans les rues. Certes, si l'obscurité eût été moins profonde, c'eût été un singulier spectacle que celui de ces dormeurs de tout âge et de tout sexe, les uns réunis, les autres isolés, mais tous dans un costume de nuit approprié à la chaleur du climat. Ce ne fut qu'avec des précautions infinies que j'arrivai chez le sénateur sans avoir écrasé personne. Une trentaine de chevaux, groupés autour d'une jument qui portait une clochette attachée au poitrail, piaffaient en hennissant devant la porte. Cinq ou six domestiques achevaient, en jurant, de charger autant de mules; un autre tenait en bride trois beaux chevaux, dont deux harnachés de selles de femmes. Enfin, au moment où j'arrivais, la porte cochère s'ouvrit, et deux autres serviteurs sortirent à cheval, tenant chacun à la main un morceau de bois de sapin enflammé en guise de torche. A la lueur que projetaient ces flambeaux improvisés, je vis don Urbano s'avancer vers moi.

— Nous allons donc voyager en caravane? lui demandai-je en lui montrant l'escadron de chevaux qui obstruaient la rue.

— Nullement, me dit-il; ce sont les relais que j'envoie en avant, car nous avons vingt-cinq lieues à faire par jour.

— C'est ce que vous appelez voyager à petites journées?

— Oui, certes, et, qui plus est, je n'en agis ainsi que pour ces dames, qui ne sont pas accoutumées aux longues traites.

Presque en même temps don Urbano donna l'ordre du départ. Alors chevaux, mules et domestiques, tous partirent au galop en faisant retentir les rues du bruit de leur course, à la grande confusion des dormeurs. Puis, quand le tumulte eut cessé, nous partîmes nous-mêmes précédés par les porteurs de torches, qui s'élancèrent devant nous en secouant la flamme du sapin et en semant l'obscurité de mille étincelles.

A six lieues de là, nous rejoignîmes la *caponera* (c'est ainsi qu'on ap-

pelle un certain nombre de chevaux de choix réservés pour l'usage exclusif des propriétaires); on prit à peine le temps de détacher les selles ruisselantes de sueur pour les placer sur des chevaux frais, et nous repartîmes. Il convient de dire ici que ces chevaux, constamment laissés en liberté, sont infatigables, et qu'ils sont frais encore quand ils n'ont fait que quinze ou vingt lieues sans être montés. Ce ne fut qu'à six lieues plus loin que, la chaleur devenant insupportable, nous nous arrêtâmes pour nous reposer et faire la sieste; puis, après deux heures de sommeil à l'ombre des arbres, nous reprîmes notre course, et une troisième traite nous mena, vers cinq heures du soir, à un endroit appelé la *Puerta del Cajon*. Nous avions fait les vingt-cinq lieues convenues depuis le matin, et c'était là que nous devions passer la nuit.

La Puerta del Cajon (porte du caisson) est ainsi nommée, parce que c'est à cet endroit que la branche du rio San-Miguel appelée Uris commence à s'*encaisser* entre la sierra et un amphithéâtre de rochers. Le lit sablonneux de la rivière devient, pendant la saison sèche, un chemin agréable et commode. Appauvrie par une sécheresse de huit mois, la rivière, au lieu de remplir son vaste lit comme dans la saison des pluies, serpente en mille détours sur un fond de graviers et de galets. Dans ses innombrables méandres, elle caresse mollement le pied des saules et des trembles qui se penchent sur ses bords. Le bruit de leurs feuilles, sans cesse agitées, égale à peine en douceur le frémissement des eaux limpides et transparentes. De temps à autre, une chute d'eau qui se précipite dans quelque ravin éloigné vient mêler son harmonie lointaine aux murmures de l'Uris. Les dentelures azurées de la chaîne qui l'enserre d'un côté s'élèvent à pic au milieu des cimes pressées des arbres étagés en gradins gigantesques. Sur les rochers du bord opposé s'étendent, comme un rideau mobile, des plantes verdoyantes et des lianes fleuries qui baignent leurs rameaux dans les eaux capricieusement promenées d'une rive à l'autre; mais dans la saison des pluies, au lieu de ce riant tableau, l'Uris n'offre plus que des aspects funèbres. Le lit entier de la rivière est envahi tout à coup par des eaux fangeuses, qui écument, bouillonnent et courbent la cime des arbres dont naguère elles caressaient humblement le pied. Des arbres déracinés, des cadavres d'animaux surpris par la crue subite, roulent en tournoyant dans les flots jaunis. Les échos répètent avec le bruit du tonnerre les mugissemens de l'Uris, les roches se renvoient les cris plaintifs de cohortes d'oiseaux qui volent en rond au-dessus des vagues, ou qui, acharnés sur un cadavre flottant, se laissent entraîner avec lui. Du sommet, des flancs de la sierra, voilés alors de brouillards impénétrables, des bruits effrayans montent jusqu'au ciel; des rochers détachés de leurs bases roulent d'abîme en abîme, les arbres craquent sous leur choc, on dirait que ces brumes épaisses cachent sous leur manteau la

lutte du génie des eaux contre le génie des montagnes. Avec le retour des premières chaleurs, les eaux limoneuses s'épurent de nouveau en diminuant, les pics de la sierra dégagent leur azur du sein des vapeurs; les cimes des arbres secouent les souillures argileuses de leurs feuillages et les détritus végétaux suspendus en flocons à leurs branches; les paysages de l'Uris ont repris leur charme idyllique, mais les sables cachent une nouvelle récolte d'or que les eaux ont fait descendre de hauteurs inaccessibles, et la nature a jeté dans ses convulsions une nouvelle pâture à la cupidité de l'homme.

Les domestiques du sénateur avaient profité de nos deux heures de sieste pour préparer notre campement. Le choix de l'emplacement faisait honneur à leur goût. Les premières croupes des montagnes s'élevaient, à cet endroit, couvertes d'arbres penchés qui formaient une arche de verdure au-dessus de la rivière. Sur la berge opposée, une pente douce conduisait à une esplanade de rochers dont une épaisse végétation tapissait les déchirures. C'était au sommet de cet amphithéâtre naturel que tout était disposé pour passer la nuit. Auprès d'un vaste brasier allumé à quelque distance, la moitié d'un mouton rôtissait sur deux fourches de bois de fer. Sur l'herbe étaient disposées les provisions contenues dans les cantines. Dans une source qui sortait du pied des rochers et venait mêler à la rivière ses eaux glacées, sous l'ombre que versait la cime épaisse des arbres inclinés, des outres gonflées rafraîchissaient le vin contenu dans leurs flancs, inappréciable précaution après une course de douze heures dans une atmosphère dont un thermomètre, que j'avais rencontré par hasard au premier relais, portait la chaleur, à l'ombre, à 95 degrés Fahrenheit. Après le repas, la nuit tomba presque glaciale sous l'influence de la rivière. Des matelas furent disposés, pour le sénateur et sa famille, près d'un nouveau foyer allumé au centre de la clairière, après toutefois que les domestiques eurent battu soigneusement les buissons environnans de leurs cravaches plombées, pour en écarter les serpens. Quant à moi, j'étais depuis trop long-temps privé de lit pour ne pas regarder un matelas comme une superfluité puérile, et je m'étendis avec délices sur le gazon le plus épais que je pus choisir. Puis, au murmure monotone de l'Uris dans son lit de roches et du vent dans le feuillage, aux glapissemens plaintifs des chacals qui hurlaient de près et de loin, au retentissement affaibli de la clochette de la jument capitane, à ces mille bruits mystérieux de la nature sauvage, je ne tardai pas à fermer mes yeux appesantis par le sommeil, qu'on ne sollicite jamais long-temps dans les bois.

Les *cabrillas* (les pleïades), horloge du voyageur dans le désert, marquaient à peine trois heures quand je fus réveillé par les apprêts du départ. Les taillis craquaient de tous côtés sous les écarts des chevaux arrachés non sans regret à leur pâturage rafraîchi par la rosée de la

nuit. Les domestiques s'appelaient et se répondaient; le foyer ravivé projetait de vives lueurs jusque dans les échappées les plus profondes de la forêt, et teignait d'un reflet rouge les eaux noires de l'Uris. Bientôt j'entendis la voix du sénateur qui m'invitait à venir prendre le chocolat avant de partir. Je quittai ma couche de gazon; les voyageuses n'étaient pas encore levées, et, sur leur invitation expresse faite avec tout l'abandon gracieux des pays chauds, nous nous assîmes sur leur lit pour prendre ce léger repas. C'était un tableau nouveau pour moi que celui de ces jeunes femmes au milieu des bois, appuyées mollement sur la dentelle de leurs oreillers, sous cette alcôve de feuillage auquel le firmament étoilé formait un dais resplendissant. J'aurais voulu pouvoir prolonger ces instans; mais le repas achevé, tout étant prêt pour le départ, il fallut remonter à cheval.

Nous continuâmes à suivre le lit de la rivière, relayant comme la veille, et nous arrivâmes au petit village de Banamiché. Les habitans peu nombreux de ce village, groupés devant leurs portes, nous regardaient avec curiosité; parmi eux, un homme vêtu d'un froc de franciscain, retroussé jusqu'à la ceinture, et chaussé de *bottes de cheval* (1) garnies d'énormes éperons, semblait nous observer avec un intérêt tout particulier. La beauté de doña J..., la femme du sénateur, assez remarquable pour fixer partout l'attention, détermina le moine à nous parler et à nous offrir l'hospitalité sous son toit. L'offre fut acceptée, et nous mîmes pied à terre. Une ménagère de mine assez avenante vint nous recevoir, escortée d'une demi-douzaine d'enfans.

— *Aquien Dios no dió hijos le dió ahijados* (2), nous dit le *padre* Nieto; ainsi se nommait notre hôte. C'était, je pense, en reconnaissance des soins paternels qu'il prenait de ses filleuls, que les petits drôles l'honoraient d'un nom plus tendre que celui de parrain.

Après avoir remercié ce digne homme de son hospitalité bienveillante, nous continuâmes notre route jusqu'à Arispe, où nous arrivâmes le soir. De la Puerta del Cajon jusqu'à cette ville, nous avions toujours suivi le lit de l'Uris, dont nous avions traversé cent huit fois les sinueux détours. Je ne dirai que peu de chose d'Arispe. C'est la dernière ville que je devais rencontrer avant les déserts que je m'étais promis d'explorer, et je n'y séjournai que le temps strictement nécessaire pour me reposer. Avant la translation du pouvoir législatif de l'état à Arispe, cette ville n'était qu'une bourgade sans importance. Aujourd'hui encore elle est moins peuplée qu'Hermosillo, et n'égale cette dernière ville en étendue que grace aux vastes jardins ou *huertas* dont chaque maison est entourée. Dans ces huertas, des massifs de grenadiers, de

(1) On appelle ces bottes, formées de deux peaux de chèvre tannées et curieusement estampées ou gauffrées, *botas vaqueras*.

(2) « Dieu a donné des filleuls à celui à qui il a refusé des enfans. »

poiriers et de pêchers offrent en tout temps de frais ombrages, et, à l'époque de la floraison, le plus agréable pêle-mêle de fleurs pourpres, roses et blanches. Les grenades, les coings et les pêches d'Arispe sont renommés dans tout l'état de Sonora. Comme toutes les villes de la république, et généralement les villes hispano-américaines, Arispe a des rues alignées au cordeau et percées à angles droits. Les maisons en pisé, uniformément recouvertes d'une couche de plâtre, ne se composent que d'un rez-de-chaussée. Des fenêtres de plain-pied avec la rue, bien que défendues par des barreaux de bois assez rapprochés, n'en laissent pas moins pénétrer la vue dans l'intérieur des maisons, et le soir l'éclat des lumières dans l'obscurité des rues. De cette façon, la ville paraît animée pendant le jour malgré le petit nombre de passans, et il y règne la nuit une clarté suffisante nonobstant l'absence de tout éclairage public. Du reste, à l'exception de la prison, bâtie en pierres de taille, et dont les cachots voûtés sont toujours vides, nul monument public n'attire dans Arispe l'attention du voyageur. Cette *cité* (siége du congrès de l'état, elle a droit à ce nom) n'est remarquable que comme une dernière halte de la civilisation sur les confins des vastes déserts du nord. A partir d'Arispe, la civilisation du midi cesse de marcher vers le nord; elle restera stationnaire jusqu'au moment où elle se rencontrera avec l'invasion anglo-américaine, qui apporte la civilisation du nord vers le midi.

Quoique l'hospitalité du sénateur me rendît fort agréable le court séjour que je fis à Arispe, j'étais de la classe trop nombreuse de ces voyageurs ingrats, à qui l'instinct vagabond fait oublier l'accueil le plus gracieux, et qui ne savent le reconnaître qu'en allant le regretter loin du lieu où ils l'ont reçu. Je pris donc congé de la famille de don Urbano pour me diriger vers le *placer* de Bacuache. — A Dieu ne plaise, me dit le sénateur, que je cherche à vous effrayer au sujet du voyage que vous entreprenez! mais je ne veux pas non plus vous laisser dans une sécurité trompeuse. Depuis quelque temps, il est question d'incursions d'Indiens aux environs d'Arispe, de malfaiteurs ou de vagabonds qui parcourent les routes que vous avez à suivre; ainsi marchez, comme dit le proverbe, la barbe sur l'épaule, et soyez prudent. Je mets à votre disposition un de mes domestiques, homme de résolution et de bon conseil, et qui pourra vous servir au besoin. Maintenant, adieu et bonne chance!

Le sénateur me donna une accolade cordiale, et je montai à cheval après l'avoir affectueusement remercié de sa bienveillante sollicitude. Il était trois heures de l'après-midi quand je quittai Arispe. Selon l'itinéraire qui m'avait été tracé, je devais aller coucher dans les bois à six lieues de là, finir ma journée du lendemain à Fronteras, et gagner Bacuache le jour suivant.

J'avoue que je me mis fort mélancoliquement en route. Le rapide et agréable trajet que j'avais fait d'Hermosillo à Arispe, le train fastueux que j'avais partagé, ne servaient qu'à rendre plus pénible mon isolement. Et pourtant, combien de centaines de lieues n'avais-je pas faites ainsi, seul, ou avec mon guide pour unique compagnon! mais quelques heures de prospérité m'avaient complétement amolli. Heureusement je n'avais à lutter que contre une impression passagère, et, au bout d'une heure de route, ce parfum enivrant d'indépendance qu'apporte avec elle la brise du désert m'avait délivré de mes tristes réflexions. En sortant d'Arispe, nous suivîmes encore le lit de l'Uris; des chutes d'eau se précipitaient de tous côtés avec un pétillement pareil au bruit des feuilles, tandis que les grands arbres penchés sur l'eau, les lianes fleuries qui se balançaient au vent, secouaient leurs branches avec une harmonie semblable au murmure des cascades; les berges sonores de la rivière se renvoyaient en échos cadencés l'interminable enchaînement d'*estribillos* que mon guide chantait depuis notre départ. Il marchait en avant avec cette insouciance de l'homme pour qui les déserts n'ont plus rien de mystérieux. Je le perdais de vue et le retrouvais alternativement dans les sinuosités du chemin, n'interrompant sa chanson que pour couper d'un coup de cravache, entre deux refrains, la tête pendante de quelque liane. Cependant, une heure avant le coucher du soleil, il se tut au moment où de grands rochers qui s'avançaient sur la route venaient encore une fois de le dérober à ma vue. Bientôt je l'aperçus de nouveau, occupé à attacher son cheval à un arbre voisin; j'en conclus que nous devions nous arrêter là. Des saules dispersés en bouquets serrés cachaient le bord de l'eau; le long de ces saules, un tapis de gazon s'étendait, jonché de flocons blancs que le vent arrachait aux gousses épanouies des cotonniers qui croissaient derrière les saules, et des arbres de haute futaie abritaient cette verte pelouse du côté opposé à la rivière.

—Que peut-on désirer de mieux? me dit mon guide en prenant la bride de mon cheval. De l'eau pour nous, du gazon pour nos bêtes, du bois en abondance, et par-dessus tout, ajouta-t-il en me montrant des touffes de grosses lianes à fleurs bleues qui envahissaient les troncs des arbres, ce *huaco*, remède souverain contre la morsure des serpens? N'admirez-vous pas, continua-t-il en dessellant nos chevaux, comment Dieu a toujours mis le remède à côté du mal? Partout où ces lianes se rencontrent, c'est un signe que les serpens à sonnettes se trouvent en abondance. Voyez-vous là-haut cet oiseau (1) qui ressemble à

(1) Le *choyero*. On appelle *choya* une espèce de nopal-raquette dont les graines forment une boule ronde hérissée de piquans d'une force à percer le cuir le plus épais. Ces graines se détachent en grande quantité et jonchent le sol; elles servent d'armes

un faisan et qui vole en rond au-dessus de nous, et cet autre de la grosseur d'un pigeon, au plumage noir (1), avec le dessous de la queue jaune? Ce sont les deux plus redoutables ennemis de ces reptiles, et Dieu les a doués l'un et l'autre d'un instinct admirable pour les combattre. Leur présence ici confirme encore ce que je vous dis, que ces lieux sont infestés de serpens.

— Mais, lui dis-je, pourquoi nous arrêter ici?

— Parce que, reprit Anastasio (c'était le nom de mon guide), nous trouverions sûrement partout ailleurs les mêmes inconvéniens, sans y rencontrer peut-être les mêmes avantages.

A ces mots, jetant par terre les deux lourdes selles de nos chevaux, il étendit complaisamment sur le gazon les *zaleas* (peaux de mouton) et les *armes d'eau*. Une des selles, destinée à servir d'oreiller, compléta ce lit peu comfortable.

— Étendez-vous là, me dit-il, pendant que je vais faire boire nos chevaux et les attacher dans quelque endroit où le gazon soit bien touffu, pour qu'ils puissent en prendre à leur aise; ensuite nous nous occuperons de notre souper.

Je suivis son conseil, et le murmure de l'eau voisine ne tarda pas à me plonger dans une espèce d'assoupissement lucide, pendant lequel je percevais avec ravissement tous les bruits indistincts du désert qui s'endormait à son tour. Une voix me réveilla au bout d'une heure environ : j'ouvris les yeux; la nuit était venue, et la clarté d'un feu allumé près de moi me montra Anastasio debout à mes côtés. Il tenait d'une main une petite valise ou sachet allongé, de l'autre une moitié de calebasse remplie d'eau.

— Aimez-vous, me demanda-t-il, le *pinole* clair ou épais?

— Épais, lui répondis-je, car j'ai grand' faim.

Anastasio fit couler la farine épicée du sac dans la calebasse, et battit, avec un morceau de bois, le mélange nommé *pinole* de manière à en faire une espèce de mastic. Alors il me tendit la calebasse avec autant de respect que si c'eût été le vase d'or destiné à parer la table de quelque millionnaire, et resta immobile près de moi, la tête découverte. Tout en faisant avec résignation ce frugal repas, j'adressai quelques questions à Anastasio.

à l'oiseau appelé *choyero*, du nom de cette plante. Quand cet oiseau aperçoit un serpent endormi et couché en rond, il l'entoure d'une double ou triple ceinture de ces piquans formidables, puis le frappe d'un coup d'aile. Le serpent, qui se déroule précipitamment, s'enfonce ces pointes dans le ventre, et dans cet état le choyero en vient facilement à bout.

(1) Le huaco, ainsi appelé du cri qu'il fait entendre. Quand, dans les combats qu'il livre aux serpens à sonnettes, il se sent piqué, il mange, comme contre-poison, quelques feuilles de la liane à laquelle on a donné son nom. Ces feuilles, mâchées et appliquées sur la piqûre, sont un remède infaillible.

— Je n'ai pas besoin de vous demander, lui dis-je, si vous êtes allé déjà jusqu'à Bacuache?

— Qui n'est pas allé à Bacuache au moins une fois en sa vie? me répondit Anastasio en paraissant sourire d'une demande aussi naïve.

— Et vous n'avez pas été tenté de vous livrer à la recherche de l'or?

— Non, me répondit-il tristement; c'est parfois un horrible métier, et l'apprentissage que j'en ai fait m'en a dégoûté pour toujours.

Je n'étais pas fâché d'entendre quelque récit d'une de ces courses aventureuses dont on m'avait parlé pour m'aider à achever mon souper, et je priai Anastasio de me raconter les circonstances auxquelles il faisait allusion.

— J'avais à peine quinze ans, me dit-il, et j'en ai trente-cinq aujourd'hui, quand mon père, qui était un gambusino assez entreprenant, sur l'avis que lui donna un de ses amis de la découverte d'un riche *placer*, m'emmena, avec mes deux frères, à la recherche du gîte en question. A cette époque, le village de Bacuache n'existait pas encore, et les récits que nous faisait l'ami de mon père enflammaient tellement notre imagination, que nous nous serions bien gardés de perdre notre temps en route. Au bout de six journées, nous arrivâmes au préside de limite, et, après nous être cotisés pour faire dire une messe par le chapelain du préside, nous entrâmes dans le désert, c'est-à-dire au milieu de l'Apacheria (pays des Indiens apaches). Le *placer* que nous cherchions était près du lit d'une petite rivière qui n'a pas encore de nom; mais, pour y arriver, nous avions à traverser des plaines sans eau. Or, un soir que nous campions dans un *arenal* (désert de sable), nous mourions littéralement de soif, et il ne nous restait entre cinq qu'une gourde remplie d'eau. Cette soif maudite nous tourmentait tellement, que nous nous battîmes à qui aurait la gourde. Dans la vivacité de la lutte, il y eut un coup de couteau de donné; ce fut notre père qui le reçut de son ami. A la vue du sang qui coulait en abondance de sa blessure, mon frère aîné, pour le venger, se jeta sur l'assassin et le poignarda à son tour. Nous nous empressâmes autour de notre père, qui, dans l'angoisse de sa blessure, demandait ardemment de l'eau. Je me précipitai sur la gourde, qui était restée en notre pouvoir; mais, hélas! arrachée de main en main, elle avait abreuvé les sables de la dernière goutte d'eau qu'elle contenait. La nuit nous surprit ainsi; tant qu'elle dura, les plaintes de notre père, qui demandait de l'eau d'une voix de plus en plus affaiblie, troublèrent le profond silence du désert. Nous errions, comme des fous, à l'aventure, ne sachant que faire pour le soulager, car, aussi loin que la vue pouvait s'étendre, nous ne découvrions que des sables arides. Enfin les plaintes cessèrent; mon père était mort! Toute la nuit, je pleurai à ses côtés. Le

jour naissant éclaira deux cadavres baignés dans leur sang. A côté de celui de notre père, des grains d'or brillaient au soleil, au milieu d'une mare rouge. Je n'ai pas besoin de vous dire, seigneur cavalier, que sur cet or, lavé par le sang paternel, nul de nous n'osa mettre la main. Nous tînmes conseil, mais désormais notre course était sans but; nous avions tué l'homme qui seul pouvait nous diriger dans nos recherches, et nous revînmes sur nos pas, laissant blanchir sur le sable le cadavre de l'assassin. Voilà pourquoi, seigneur cavalier, je me suis dégoûté à jamais du métier de chercheur d'or.

— Et vos frères? demandai-je à Anastasio quand il eut terminé cette triste histoire.

— L'aîné a renoncé, comme moi, au *gambuseo;* mais Pedro, le second, a continué son premier métier, et j'ai ouï dire qu'il était à Bacuache, où nous le trouverons sans doute.

Le lendemain matin, une brume épaisse flottait sur la cime des arbres et se résolvait en une abondante rosée; la lune argentait encore les détours sinueux de l'Uris, quand nous nous remîmes en route. Après quelques heures de marche, nous quittâmes le lit de l'Uris pour entrer dans celui de la rivière de Bacuache. Nous avions traversé tant de fois l'eau qui serpentait dans ces ravins, que la corne amollie de nos chevaux, qui, selon l'usage du pays, n'étaient pas ferrés, s'était usée sur les graviers. Aussi n'avancions-nous plus que lentement, et, quand la nuit vint nous surprendre, bien que nous n'eussions fait qu'une halte d'une heure, vers le milieu de la journée nous étions encore à une assez grande distance du petit village de Fronteras. Le paysage commençait à prendre une teinte lugubre. La chaîne de montagnes que nous avions cotoyée à partir d'Hermosillo, au lieu d'un pittoresque amphithéâtre de forêts, ne présentait plus que des pics escarpés et arides. Sur ces pics, des vapeurs épaisses se balançaient au vent comme des draperies flottantes; la végétation était aussi plus maigre sur les bords sablonneux de la rivière. De grandes trombes de sable fin tourbillonnaient tristement de distance en distance, et s'abattaient dans l'eau avec un pétillement semblable à celui de la pluie. Bientôt nous arrivâmes à un endroit où la route se resserrait entre deux talus rapides, formés, d'un côté, par les montagnes, et, de l'autre, par un mur de roches couronnées d'herbes sèches, de cactus épineux et d'aloès. Quelques chênes verts, des sapins, s'élevaient, parmi les buissons, de distance en distance, et, aux aisselles de leurs branches ou dans les crevasses de leur écorce, des peaux de serpens, dépouilles de ces reptiles pendant la mue, se tordaient hideusement sous la brise. L'eau ne murmurait plus, elle commençait à gronder; en un mot, jamais plus mélancolique paysage ne s'était offert à mes yeux.

J'entendais depuis quelque temps sur le sommet du talus, à ma droite.

un bruit de branches froissées que j'attribuais à quelque animal sauvage, quand, dans un endroit où la crête du rocher était nue, j'aperçus à peu de distance derrière moi un homme qui marchait sur le talus et semblait régler son pas d'après l'allure de mon cheval. Un large chapeau noir, dont les ailes commençaient à se déchiqueter, ombrageait sa figure hâve et décharnée. Une gourde, comme celle que la tradition suspend au bourdon des pèlerins, était passée à son cou par une ficelle. Une *frazada* (espèce de couverture grossière), dont la pluie et le soleil avaient effacé toutes les couleurs, était jetée sur son épaule. Bref, à l'aspect de cet homme, on pouvait hésiter entre la défiance et la pitié. Je ne fis d'abord à cette rencontre qu'une médiocre attention, mais il me sembla bientôt évident que le voyageur réglait strictement son pas sur le mien. Pour m'en assurer, je pressai celui de mon cheval, et il me parut presser le sien aussi. Je le ralentis, et le voyageur ralentit sa marche pour la reprendre plus rapide, quand je lui en eus donné l'exemple. Cette persistance avait de quoi m'étonner. Enfin, dans un endroit où le talus s'abaissait vers une plaine à laquelle j'arrivais, j'arrêtai mon cheval, décidé à demander un éclaircissement sur cette espèce d'espionnage. L'inconnu sembla d'abord hésiter, puis il se détermina à me rejoindre. Anastasio marchait toujours en avant.

— Holà! l'ami, lui dis-je, si vos intentions sont telles que je les suppose, vous n'aurez rien à gagner avec moi, je vous en préviens.

L'inconnu se trouvait en ce moment tout près de moi, et j'en profitai pour l'examiner à mon aise. Il pouvait avoir une quarantaine d'années, mais la fatigue ou le chagrin paraissait l'avoir vieilli avant l'âge. Quelques cheveux gris commençaient à se mêler aux cheveux noirs qui tombaient sur ses épaules. Au geste que je fis en indiquant mes pistolets, un sourire d'une tristesse navrante se dessina sur ses traits flétris; sans me répondre, il porta une main à son chapeau, et, tirant l'autre des plis de la couverture qui lui servait de manteau, il me montra silencieusement des doigts horriblement mutilés. A la vue de cette main informe, mon ardeur belliqueuse fit place à la pitié, et je me disposais à donner quelque aumône à ce malheureux. L'inconnu devina sans doute mon intention, car une faible rougeur colora sa figure.

— Je n'ai besoin de rien, seigneur cavalier, me dit-il; la seule grace que je vous demande, c'est que vous me permettiez de vous suivre à quelque distance pour traverser ce ravin. J'avais espéré le faire sans être vu, mais j'aime mieux vous prier de ralentir un peu le pas de votre cheval, car la fatigue et la terreur m'accablent.

En disant ces mots, le pauvre diable essuyait avec sa couverture son front ruisselant de sueur; je vis ses pieds nus laisser sur le sable une empreinte rougeâtre.

— Mais je m'arrêterai, lui dis-je ému de compassion; vos pieds saignent, et vous ne pouvez marcher ainsi.

— Pour l'amour de Dieu et de la sainte Vierge, n'en faites rien, seigneur cavalier, j'ai hâte de traverser ce ravin.

— Vous ne connaissez donc pas ce chemin? lui dis-je.

L'inconnu fit un geste d'effroi.

— Je ne le connais que trop, seigneur cavalier; de l'endroit où nous sommes jusqu'à un quart de lieue d'ici, il est peu de cailloux qui n'aient été rougis de mon sang, et d'un sang plus précieux encore, ajouta-t-il d'une voix altérée et en poussant un profond soupir.

— Eh bien donc! lui dis-je, en route! Aussi bien la nuit va venir, et nous sommes encore loin du gîte.

A ces mots, je me remis en marche; mais, quoique j'avançasse lentement, mon nouveau compagnon de voyage ne semblait me suivre qu'avec beaucoup de peine. La rivière s'encaissait de nouveau entre deux berges rocheuses d'un aspect sinistre. La cime des pins qui s'élevaient à droite et à gauche était encore éclairée par le soleil, mais déjà l'ombre épaisse qu'ils projetaient s'étendait sur les eaux comme un voile sombre; la nuit nous menaçait d'une obscurité complète dans ces bas-fonds, et j'avais hâte d'en sortir. Je pris donc le parti d'appeler Anastasio et de proposer à l'inconnu de le prendre en croupe; car, si la défiance me retenait encore, l'humanité me faisait un devoir de ne pas abandonner un voyageur dans la détresse, et il était évident que les forces allaient manquer à celui-là. Il accepta mon offre avec une extrême gratitude, et, au moment où il achevait de se hisser péniblement sur la croupe de mon cheval, Anastasio nous rejoignait. Nous continuâmes silencieusement notre route pendant quelques minutes. A l'aspect des grands arbres qui dessinaient sur le ciel des images fantastiques, au bruit sourd des feuilles qui gémissaient sous la brise du soir, mon compagnon semblait en proie à une vive terreur, et ce n'était qu'à voix basse qu'il me disait de temps en temps, en me montrant ces masses sombres ou en écoutant cette harmonie plaintive : *Jésus Maria!* ne voyez-vous rien remuer là-bas? N'avez-vous rien entendu?

Je prêtais l'oreille malgré moi; involontairement aussi mes yeux cherchaient à percer les ombres qui envahissaient déjà l'horizon, mais je n'entendais que le cri de la chouette qui s'éloignait d'arbre en arbre et le murmure monotone des eaux; je n'apercevais que les noires silhouettes projetées par les buissons qui bordaient la route.

— Sommes-nous encore bien loin de la croix dont on m'a parlé? demandai-je à Anastasio.

A cette question, mon compagnon tressaillit.

— La voilà, me dit-il d'une voix étouffée. Et je l'entendis murmurer une prière à voix basse.

A quelque distance de là j'aperçus effectivement, sur le sommet du talus, la croix de sinistre mémoire; nous ne tardâmes pas à y arriver.

— Seigneur cavalier, me dit l'inconnu, vous mettriez le comble à vos bontés, si vous vouliez vous arrêter un instant au pied de cette croix.

— Pourquoi? lui demandai-je, plus contrarié que je ne voulais le paraître de m'arrêter dans un endroit aussi suspect.

— Un instant, un seul instant, reprit le mutilé d'une voix suppliante, le temps de dire à celui dont elle recouvre la tombe que sa mort est vengée.

Sans attendre ma réponse, il se laissa glisser à terre, et, avec une agilité dont je ne l'aurais pas cru capable, il gravit en s'aidant des racines qui pendaient çà et là les flancs escarpés du ravin.

— Connaissez-vous donc, lui dis-je étonné, celui qui est enterré là?

Il s'agenouilla, et me répondit d'une voix sourde en étouffant un sanglot douloureux :

— C'est mon fils assassiné qui dort sous cette tombe, seigneur cavalier.

Je me découvris devant cette croix, qui jetait comme un reflet funèbre sur le ravin déjà si désolé, et j'attendis. Quand le mutilé eut fait sa prière, il serra précieusement dans son sein quelques fleurs qu'il cueillit au pied de la croix, et remonta en croupe.

— Le pauvre enfant, me dit-il, a été plus faible que moi; il est mort au dixième coup de couteau, car je les ai comptés, je ne comptais que les siens! Ces mains mutilées, en le défendant, semblaient m'interdire tout espoir de vengeance, n'est-ce pas, seigneur cavalier? et cependant elles m'ont suffi pour le venger.

— Vous êtes donc le gambusino Rivas? lui dit Anastasio.

— Oui, répondit-il avec un certain orgueil, je suis le gambusino Rivas, qui le premier a découvert le *placer* de Bacuache. L'or que j'en rapportais il y a un an a été la cause de la mort de mon enfant! Je revenais avec lui, ici même, un soir comme celui-ci, lorque trois assassins, la figure couverte de cravates noires, nous ont assaillis lâchement. J'eus beau leur crier : Grace pour mon fils! les mains que j'étendais pour le protéger ont été hachées. Les assassins au moins n'auraient pas dû parler, car c'est leur voix qui, plus tard, me les a fait reconnaître; c'est par leur voix que Dieu les a livrés à ma vengeance.

Anastasio fit un signe dubitatif. — Étiez-vous sûr que ce fussent eux? demanda-t-il.

— Écoutez, seigneur cavalier. Quand il y a trois mois je me suis trouvé avec ceux dont je reconnaissais la voix, dans les souterrains de

Subiate, bourrant le boyau qui devait faire éclater le rocher (1) dans lequel se cachait un riche filon, je me suis dit : Une étincelle arrachée par la pointe de la pique qui entasse cette poudre peut nous faire sauter tous; si ce sont les assassins de mon fils, je le reconnaîtrai à ce signe qu'eux seuls mourront et que j'en réchapperai; si ce ne sont pas eux, je périrai avec eux, et qu'alors Dieu me pardonne comme à eux! Je n'ai pas hésité. Vous m'avez vu tout à l'heure près de succomber à la terreur que m'inspire ce lieu terrible, où j'ai vu assassiner mon enfant; sans vous, d'affreux souvenirs m'auraient peut-être tué avant que je pusse venir dire à mon fils qu'il était vengé, et cependant ma main n'a pas tremblé en frappant le roc, l'étincelle a jailli, et la preuve que Dieu me livrait les assassins de mon fils, c'est que, pendant que leurs débris sanglans retombaient sur moi, je suis resté debout, sain et sauf! N'était-ce pas là le jugement de Dieu? reprit-il après un court silence. Aurait-il permis ce miracle, si ces hommes eussent été innocens?

Anastasio hocha de nouveau la tête d'un air d'incrédulité, mais il se tut, et nous continuâmes notre marche. Une heure après, nous entendîmes les aboiemens des chiens errans qui annoncent la proximité des villages au Mexique.

— Dans quelques minutes, dit le domestique, nous allons voir les feux de Fronteras. Là, seigneur cavalier, vous pourrez faire un meilleur repas, ou tout au moins dormir sous un toit.

Cependant les aboiemens des chiens devenaient de plus en plus distincts, mais aucune lumière ne brillait encore à travers les arbres. Nous sortîmes du lit de la rivière pour suivre un sentier qui conduisait à une petite plaine au milieu de laquelle un groupe de maisons apparaissait à quelque distance; ces maisons semblaient abandonnées; nul bruit, nulle lumière ne révélait la présence des habitans.

— Allons, dit Anastasio en descendant de cheval, je vais réveiller ces dormeurs, car nos chevaux ne seront pas fâchés de se refaire avec un *quartillo* de maïs, et j'espère, de mon côté, trouver quelques poulets pour notre souper.

Anastasio frappa rudement du pommeau de son sabre à la porte de la première cabane qu'il rencontra; mais l'écho seul lui répondit.

— Du diable si j'y comprends rien! murmura le domestique tout en redoublant son tapage. Notre étonnement s'accrut, quand nous nous aperçûmes que les autres cabanes, dont quelques-unes restaient ouvertes, étaient toutes également vides. Nous en comptâmes ainsi une vingtaine.

— Écoutez, me dit Anastasio, qui semblait réfléchir; il doit y avoir

(1) Les mineurs mexicains se servent, pour bourrer la poudre, de leurs instrumens de fer, et il est étonnant que des catastrophes du genre de celle-ci ne soient pas plus fréquentes.

quelque diablerie dans tout ceci, et il est nécessaire que je l'éclaircisse. Il faut, en tous cas, de la prudence. Retournez avec le gambusino dans le lit de la rivière; grace aux rochers qui l'encaissent, le feu que nous serons forcés d'y allumer pour passer la nuit ne se verra pas de loin: quant à moi, je vais à la découverte, et je reviendrai vous dire ce que je pense de tout ceci. Si vous faites du feu, évitez toutefois d'y jeter les branches du *palo hediondo* (1): le seigneur Rivas vous aidera à le connaître.

Ces conseils me firent comprendre que la position pouvait être grave. Anastasio venait d'allumer une cigarette de paille de maïs; à la lueur qu'elle répandait à chaque aspiration, je le vis se baisser, éclairant ainsi le sol à ses pieds, et je le perdis bientôt de vue dans l'obscurité. Je restai seul avec le gambusino, qui m'aida à ramasser du bois mort, et nous eûmes bientôt allumé un feu que la fraîcheur de la nuit rendait indispensable. Près d'une heure s'écoula, pendant laquelle le mutilé garda le silence le plus profond, silence que la singularité de ma rencontre avec lui et mes propres réflexions m'engageaient à ne pas troubler. Anastasio revint. A la clarté du foyer, je remarquai que sa figure était soucieuse. Il jeta par terre deux poulets qu'il avait trouvés endormis, et auxquels il avait tordu le cou.

— Eh bien? lui demandai-je.

— Eh bien! reprit-il en se grattant la tête, ne vous alarmez pas de ce que je vais vous dire; mais je crains d'avoir fait un serment téméraire.

— Comment cela? Expliquez-vous, lui dis-je.

— J'ai répondu de vous à mon maître, le seigneur sénateur, n'est-il pas vrai?

— Oui.

— Mais, ma foi! j'ai peur d'avoir promis plus que je ne pourrai tenir. J'ai vu la trace des Indiens à quelque distance du village, et, sans doute, c'est la peur qui en a fait déménager tous les habitans. Les Apaches sont-ils partis pour ne plus revenir, c'est ce que j'ignore. En tout cas, nous ne pouvons guère songer à fuir; nos chevaux sont horriblement *despeados* et ne peuvent plus faire un pas : le mieux est donc, à mon avis, de rester ici, car il y aurait peut-être plus de danger à gagner Bacuache ce soir, si toutefois cela se pouvait. Ce que je puis vous dire, c'est que, comme j'ai répondu de vous, je partagerai votre sort. C'est tout ce qu'on peut exiger de moi. Qu'en pensez-vous, seigneur Rivas?

Le gambusino, plongé dans une sombre apathie, ne répondit rien.

— A la grace de Dieu! continua Anastasio; en tout cas, nous nous défendrons de notre mieux. — Et avec le sang-froid dont il m'avait déjà donné des preuves, il se mit à plumer ses deux poulets; une baguette

(1) Bois puant. L'odeur de ce bois brûlé est infecte, et dénonce au loin le bivouac dont la flamme serait même invisible.

de bois de fer, qui croissait en abondance autour de nous, servit de broche. J'étais, comme il est facile de le penser, peu disposé à faire honneur à sa cuisine; cependant, si la peur est contagieuse, le courage l'est aussi, et l'attitude calme de ce domestique finit par me rendre mon assurance. Néanmoins je prêtais l'oreille avec anxiété à tous les bruits qui remplissent les bois vers le soir. Le murmure de l'eau qui frémissait contre les rochers éboulés, le craquement des buissons froissés par les longes de nos chevaux, le bourdonnement des nombreux maringoins que la nuit semblait amener avec ses premières vapeurs, le retentissement bruyant des arbres morts qui se tordaient sous la brise, mille voix qui m'auraient fait rêver dans toute autre circonstance, résonnaient alors comme des voix menaçantes. Au moment où notre rôti, auquel Anastasio semblait donner tous ses soins, exhalait déjà une odeur fort appétissante, ces bruits changèrent de nature; nous prêtâmes l'oreille. Anastasio se pencha même pour écouter; mais il reprit bientôt avec son indifférence habituelle : — Les blancs seuls marchent ainsi, quoique l'allure de ceux-ci ressemble un peu à celle des Indiens; maintenant il n'y a plus à s'y tromper.

En effet, des voix ne tardèrent pas à se faire entendre, le bruit des pas se rapprocha, puis, à la lueur du feu qui éclairait le dessous des feuilles sur le bord du talus, deux individus se montrèrent. C'était la nuit aux aventures imprévues, et les deux nouveaux venus figuraient à merveille dans l'espèce de drame improvisé dont cette journée de voyage semblait former le prologue. Le premier était un homme de haute taille, la figure couverte d'une épaisse barbe blonde tirant sur le roux. Un bonnet en cône tronqué fait évidemment de la peau de quelque animal, mais qui ne conservait que quelques poils disséminés, couvrait une rude chevelure de la couleur de la barbe. Une veste en gros drap gris, à basques carrées et à larges poches, horriblement rapetassée, des espèces de braies en peau de daim tannée, maintenues autour des jambes par des courroies de cuir, composaient le reste de son vêtement. Des lanières de peau, passées à droite et à gauche sur sa poitrine, soutenaient une vaste gibecière en cuir, qui pendait sur l'estomac, et une corne à poudre. Un long *rifle* à canon de cuivre était jeté sur son épaule. Le costume de l'autre individu consistait en une veste de cuir d'un rouge de brique (*gamuza*), qu'on passe par le cou comme une chemise, ornée dans tous les sens de boutons de métal blanc, et en un pantalon de cuir aussi, jadis rehaussé d'*agrémens* d'argent. Il était également armé d'une carabine, mais la sienne était à canon bleu de fabrique liégeoise. En outre, il portait sur le dos, au lieu de sac de voyage, une lourde selle mexicaine.

Arrivés au bord du talus qui dominait l'endroit où nous étions assis, es deux inconnus restèrent un instant immobiles.

— Voilà qui nous prouve, dit l'homme à la veste de cuir, en se tournant vers son camarade, que nous sommes plus loin que vous ne pensiez de ceux que nous cherchons, car ces cavaliers ne seraient pas si tranquilles ici.

— C'est ce que nous verrons quand il fera jour, dit l'autre avec un accent étranger, mais je soutiens toujours que nous ne devons pas être loin d'eux.

— De qui parlez-vous? leur demandai-je.

— D'un parti de maraudeurs indiens que nous poursuivons depuis plusieurs jours, reprit l'individu à veste de cuir, et dont nous avons perdu la trace ce soir dans l'obscurité. Nous avons aperçu votre bivouac en la cherchant, et, si vous voulez bien le permettre, nous nous reposerons quelques heures en votre compagnie, seigneur cavalier.

En achevant ces mots, il déposa par terre, avec un soupir de soulagement, la selle qui chargeait ses épaules.

— Volontiers, lui répondis-je enchanté de ce renfort inespéré, et voici quelqu'un qui vous donnera des renseignemens à l'égard des Indiens, ajoutai-je en montrant Anastasio.

Les deux individus s'assirent sans façon à la mode du désert.

— Ah! les chiens! m'ont-ils fait *boucaner* (1)!

Cette phrase que prononça en français, avec l'accent traînard particulier aux Normands, l'homme à la barbe blonde, me causa un vif plaisir, car je fus certain d'avoir enfin devant les yeux un véritable chasseur canadien, un rejeton de l'ancienne souche normande, un de ces *coureurs de bois*, dont j'avais entendu raconter tant de prouesses merveilleuses.

— Soyez le bienvenu, l'ami, lui dis-je à mon tour en français.

— Quoi! s'écria le Canadien, vous êtes Français! Touchez là, me dit-il en me tendant sa large main avec une visible satisfaction; il y a bien long-temps que je n'ai entendu parler ma langue. Du diable si je m'attendais à trouver ici un compatriote avec qui je ne serai pas forcé de *jargonner* espagnol!

Pendant que nous échangions quelques phrases, Anastasio faisait part de sa découverte au chasseur mexicain.

— Avais-je raison? s'écria le Canadien d'un air de triomphe.

— Je ne demande pas mieux que de m'être trompé, répliqua le Mexicain. Puis, s'adressant à Anastasio :

— N'avez-vous pas remarqué, parmi les traces que vous avez trouvées près de ce village, celle d'un cheval qui, par une singularité remarquable, a le sabot droit de devant un peu plus large que le gauche?

(1) En français-canadien, *boucane* veut dire pipe; *boucaner*, fumer, dans le sens figuré qu'on attache trivialement à ce mot.

— Ma foi non, dit le domestique; mais ce dont je suis sûr, c'est que le parti qui a laissé ces empreintes est en marche depuis long-temps.

— Depuis quatorze jours, ni plus ni moins, reprit le Mexicain, depuis que, profitant d'une négligence de notre part, ils nous ont dépouillés, ce cavalier canadien et moi, du produit d'une année de campagne, et, pardessus tout, d'un cheval que j'aimais comme un enfant.

A ce mot, le gambusino tressaillit douloureusement et cacha sa figure dans l'ombre.

— Je ne regrette, moi, qu'une magnifique collection de peaux de loutres, dont la moindre valait trente piastres (150 francs), ajouta le chasseur canadien; mais patience, rira bien qui rira le dernier!

— C'est ma faute aussi, reprit le Mexicain, car, depuis le jour où j'ai manqué à mon serment envers les ames du purgatoire, tout a été pour moi de travers.

Ces paroles avaient été dites avec un accent de componction dont je ne pus m'empêcher de sourire.

— Ainsi, lui dis-je, vous ne croyez pas les ames du purgatoire étrangères à votre mésaventure? Je serais curieux de savoir en quoi vous avez pu les offenser si gravement. Racontez-nous cela en prenant votre part de notre souper.

— Volontiers, dit le Mexicain en jetant un regard de convoitise sur les deux volailles qu'Anastasio achevait de débrocher. A l'exception du gambusino Rivas, nous étions, autant qu'il m'en souvient, tous plus ou moins affamés, et un moment de silence solennel précéda le souper. La flamme du foyer éclairait alors un des groupes les plus bizarres que mes souvenirs me rappellent; elle faisait ressortir les formes musculeuses du coureur des bois canadien, jetait des reflets cuivrés sur la figure déjà bronzée du chasseur mexicain, et donnait un aspect plus lugubre encore au visage ravagé du gambusino.

— Vous autres *Américains* (1), dit le chasseur mexicain après s'être signé dévotement, vous ne croyez à rien; mais, comme j'ai déjà eu l'honneur de vous le dire, je n'en suis pas moins convaincu que les ames du purgatoire sont la cause de ma mésaventure. Avant d'être associé avec ce seigneur canadien, la chasse était déjà mon principal métier. J'ai passé bien des nuits à l'affût des cerfs, dont je vendais la peau assez avantageusement, ou guettant aux abreuvoirs de la forêt les tigres et les lions, pour lesquels les *hacenderos* (propriétaires) me payaient une prime de dix piastres par tête, en m'en laissant encore la peau pardessus le marché. Une légère partie de ces profits me servait à faire dire des messes pour les ames du purgatoire, et je puis dire que

(1) En Sonora, tout étranger est Américain. Dans le sud du Mexique, tout étranger est Anglais.

mes affaires prospéraient. Puis, je m'associai avec ce seigneur canadien, et je laissai de côté les bêtes que j'avais chassées jusqu'alors pour entreprendre avec lui l'exploitation des loutres et des castors. Or, un jour que j'étais seul à l'affût de ces innocens animaux, j'aperçus les ramures d'une magnifique paire de cerfs qui venaient se désaltérer à un ruisseau sous un fourré assez épais. Mes premières chasses me revinrent en mémoire, et j'éprouvai un vif désir de tuer ces deux cerfs. Comme vous pensez, ce n'était pas aisé, mais j'espérai qu'en priant Dieu j'en viendrais peut-être à bout. Je fis donc vœu mentalement que, si je les abattais d'un coup, la peau de l'un serait pour moi, l'autre pour la rédemption de quelques ames du purgatoire; je glissai en même temps deux balles de plus dans ma carabine, et je fis feu.

— Et vous les manquâtes tous les deux? lui dis-je.

— Oh! que non! Seulement, quand le nuage de fumée se fut dissipé, j'eus la douleur de voir que mon cerf seul était resté sur le terrain, mais que celui des ames du purgatoire courait comme un démon.

— Pour un dévot aux ames du purgatoire, c'était cependant un cas de conscience facile à résoudre, lui dis-je en m'efforçant de garder mon sérieux.

— Si j'avais eu moins de dévotion pour ces saintes ames, je n'aurais pas éprouvé une douleur si vive de voir leur messe s'enfuir à toutes jambes; ce n'est que depuis le vol de mon cheval que j'ai pensé qu'en bonne conscience j'aurais dû partager avec elles la moitié de la peau de mon cerf; mais, ajouta le chasseur (et son regard devint menaçant), j'ai fait un autre vœu, et celui-là, je le tiendrai. Depuis quatorze jours et quatorze nuits nous sommes sur la trace de ces démons d'Apaches. Eh bien! ce vœu, je le renouvelle ici!

Le chasseur se dressa sur ses pieds, étendit la main vers le ciel, et, les yeux étincelans, les narines gonflées, il s'écria d'une voix que les échos répétèrent après lui comme pour prendre acte de ses sermens :

— Je fais vœu d'attaquer, accompagné ou seul, ces chiens partout où je les rencontrerai, de les poursuivre, s'il le faut, jusqu'à leur village. Je fais vœu de porter sur mes épaules cette selle, qui était celle du pauvre animal qu'ils m'ont volé, et de ne la déposer que quand je l'aurai mise sur le dos d'un de ces démons! Je fais vœu de vendre comme esclaves leurs enfans maudits, et de consacrer cette fois le produit de cette vente aux ames du purgatoire. Puissent-elles me venir en aide!

— Et vous, demandai-je au Canadien, avez-vous fait un semblable vœu?

— Moi, répondit-il simplement, j'ai promis à mon associé de le suivre partout où il irait et de faire ce qu'il ferait.

Puis il fit un signe au Mexicain; alors celui-ci se leva de nouveau, prit sa selle, la chargea sur ses épaules et me dit :

—Nous nous sommes assez reposés; recevez mes remerciemens pour votre hospitalité; il est temps que nous allions reprendre la trace perdue, car, avec un vœu comme le mien, on ne dort et on ne s'arrête que le moins possible. Si le hasard vous conduit à l'*hacienda de la Noria* et que je sois encore de ce monde, j'espère que vous me trouverez quitte cette fois avec les ames du purgatoire. Adieu, seigneur cavalier.

Le Canadien me donna une vigoureuse poignée de main, jeta sa carabine sur son épaule et le suivit. Moi, je contemplais d'un œil étonné ces deux intrépides aventuriers qui osaient se mettre seuls à la poursuite d'une tribu en ne comptant que sur leur courage pour mettre à fin une si périlleuse aventure. Les deux chevaliers errans se perdirent bientôt dans l'obscurité de la nuit, et je n'entendis plus le bruit des herbes qu'ils froissaient dans leur marche.

— Ce sont deux hommes perdus! dis-je à Anastasio.

— Qui sait? me répondit flegmatiquement le domestique en s'allongeant près du feu.

Le sommeil, plus fort qu'un reste d'appréhension, ne tarda pas à me fermer les yeux, pendant que je réfléchissais encore à la singularité de cette rencontre. Le lendemain, la lune allait disparaître derrière les montagnes, quand nous reprîmes notre course vers Bacuache. Comme la journée précédente, nous n'avançâmes que très péniblement vers notre but; nos chevaux pouvaient à peine marcher, tant ils avaient la corne usée. Rivas nous suivait sans effort à pied, grace à cette lenteur forcée, et nous formions ainsi un assez lamentable trio de voyageurs. Cependant, quand le jour vint, comme notre compagnon faisait de temps à autre certaines haltes, nous ne tardâmes pas à le laisser en arrière jusqu'à ce qu'enfin, au détour de la route, nous le perdîmes complétement de vue. Je l'appelai à plusieurs reprises, mais ma voix se perdit au milieu du silence, personne ne répondit à mon appel.

— Ne vous en occupez pas davantage, seigneur cavalier, me dit Anastasio, il est probablement en quête de quelque *creston*, car il est bon que vous sachiez que nous marchons déjà sur une terre fertile en or, et, tout seul et tout isolé qu'il se trouve, son instinct aura repris le dessus. Il est comme mon frère, il est né gambusino, rien ne l'en détournera, et il mourra comme il est né. Je ne crois pas, du reste, ajouta Anastasio, qu'il ait la tête bien saine. Depuis la mort de son fils, dont j'avais déjà entendu parler, une manie sombre s'est emparée de lui. Il croit reconnaître partout la voix des assa sins de son enfant. Selon toute apparence, la terrible vengeance qu'il vient d'exercer n'a frappé que des innocens, et malheureusement il ne s'en tiendra pas là.

Je donnai un regret au pauvre mutilé; mais bientôt les objets nouveaux qu'on rencontre à chaque pas en voyage chassèrent de mon esprit le souvenir du gambusino. Enfin, après huit heures de cette marche pénible, nous arrivâmes à un endroit où quelques groupes disséminés de laveurs d'or en guenilles, qui nous lancèrent un regard oblique, exerçaient déjà leur industrie. Quelques pas plus loin, à un détour où la route se démasque derrière un épais rideau d'arbres, j'aperçus dans une gorge aussi longue qu'étroite des cabanes de ramée ou de bambous verts, qui de loin semblaient se confondre avec les sapins groupés sur les pentes des montagnes : c'était Bacuache. Avant de traverser pour la dernière fois le lit de la rivière d'où j'étais sorti quelques minutes auparavant, je m'arrêtai sur l'esplanade que forme la berge occidentale pour embrasser d'un coup d'œil l'ensemble du *placer*. Devant moi s'ouvrait l'étroite vallée bornée de trois côtés par des hauteurs à pentes rapides couvertes de sapins épais. Des rochers gris pointaient dans les déchirures du terrain et tranchaient sur la verdure sombre des bois environnans. Du haut de la montagne qui formait le fond de la vallée, un ruisseau se perdait parmi les arbres et jaillissait çà et là en cascades bruyantes. Une des dentelures de la chaîne qui sépare Nacome de Bacuache donne naissance à ce torrent. Les sommités de ce *peñon* étaient couvertes d'une brume épaisse. Ce ruisseau serpentait au fond du ravin, ainsi que quelques autres qui descendaient des deux versans de droite et de gauche, sur lesquels des pins morts, couchés en travers de sapins encore verts, témoignaient de l'impétuosité des eaux dans la saison des pluies. Enfin, sur les bords de ces cours d'eau, au milieu même de leur lit, dans les sables du vallon, des hommes, courbés comme le laboureur sur la moisson, fouillaient la terre à coups de *barretas* ou draguaient le fond des torrens. De temps à autre, une explosion qui faisait voler des éclats de roc retentissait en échos sourds ou vibrans qui allaient mourir au loin. Puis des voix confuses, des jurons, des cris de joie, se mêlaient à ces bruits entrecoupés de courts silences pendant lesquels on n'entendait plus que le murmure des cascades.

Si l'on songe que nulle autorité ne règle les droits d'exploitation de chaque *pertenencia*, et que la terre appartient là non au premier occupant, mais au plus fort, on conçoit que tout nouvel arrivant doit exciter les soupçons des explorateurs primitifs de ces *placeres*. Aussi, ce fut avec un certain battement de cœur qu'après avoir jeté un coup d'œil sur ces lieux sauvages je poussai mon cheval pour descendre la berge et traverser la rivière. Anastasio me suivait de près; nous nous approchâmes d'un groupe d'individus qui remplissaient de sable les *bateas* qu'ils tenaient à la main. Anastasio s'adressa à l'un d'eux pour

lui demander si, par hasard, ils connaissaient le seigneur don Pedro Salazar, que nous venions chercher.

A cette question, faite par Anastasio avec sa placidité habituelle, un des laveurs interrompit son travail, et, tout en mettant entre ses yeux et le soleil une poignée de sable que sa main retirait de la *batea*, il répondit :

— Je ne saurais vous dire si celui que vous cherchez est encore de ce monde. Dans ce cas, il doit être au bord du torrent que vous voyez descendre de ce *peñon*.

Et il montrait le ruisseau dont j'ai parlé, et qui tombait à l'extrémité opposée de la vallée. Nous suivîmes la direction indiquée par le laveur. Dans le lit de cet *arroyo* assez profondément creusé, nous trouvâmes un homme de haute taille. Un cheval sellé et bridé était attaché au tronc d'un arbre. Une épée nue pendait à l'arçon de la selle. Quant à l'homme, il était dans l'eau jusqu'à la ceinture, occupé à entasser des pierres les unes sur les autres.

— C'est lui, me dit Anastasio.

Une reconnaissance cordiale, je dirai même solennelle, eut lieu entre les deux frères, qui ne s'étaient pas vus depuis longues années.

— Tu me vois occupé à détourner le cours de ce torrent, dit Pedro, quand la série de demandes et de réponses d'usage en pareil cas fut complétement épuisée.

— C'est bon signe, répondit son frère; mais le passé n'est donc rien pour toi, ajouta-t-il, que tu continues toujours ton périlleux métier?

— Que veux-tu! reprit Pedro; chacun suit sa vocation : la mienne est d'être sans cesse aux prises avec le danger d'une profession que je préfère à toute autre, peut-être à cause des dangers qu'elle offre. Ici même nous sommes en pays ennemi, et, tu le vois, ma *barreta* est à côté de mon épée.

Et il montrait le cheval attaché tout près de lui.

— Comment cela? dit Anastasio; la tranquillité la plus profonde me semble régner ici.

— Oui, en apparence, reprit Pedro; mais en réalité tous m'envient la possession de ce cours d'eau. J'ai mis plus d'une fois déjà le couteau à la main pour défendre mes droits contre mes camarades, et même contre les laveurs de Nacome, qui prétendent que ce ruisseau prend sa source à un endroit de la sierra compris dans la limite de leur exploitation. J'ai imposé silence aux envieux de Bacuache; mais nous avons eu un engagement avec ceux de Nacome, dans lequel mon associé a été blessé, et nous nous attendons encore à être attaqués d'un moment à l'autre : voilà pourquoi nous sommes sur nos gardes.

Malgré cette circonstance fâcheuse, il fallait nous résoudre à séjour-

ner quelques jours à Bacuache, pour donner aux chevaux le temps de refaire la corne de leurs sabots, et Anastasio demanda à son frère s'il pouvait nous recevoir.

— Ma cabane est là-bas, répondit Pedro, et je l'offre de bon cœur à ce cavalier; mais il est possible que les gémissemens du pauvre diable qui s'y trouve maintenant l'empêchent de dormir, s'il n'est pas un peu accoutumé à cette musique.

Anastasio me consulta du regard, et, sur un signe d'assentiment, il accepta l'offre de son frère. Je mis donc pied à terre, et, pendant qu'il emmenait nos chevaux, je m'assis auprès du gambusino, qui avait repris son travail.

— Il me semble, dis-je pour lier conversation, que vous vous donnez là une peine bien inutile, car, si ce ruisseau est assez riche en parcelles d'or pour mettre en éveil tant d'ambitions, il doit vous suffire d'en exploiter le lit?

— C'est ce que j'ai fait aussi, me répondit Pedro. Depuis la cascade que vous voyez là-bas, il n'y a point un caillou ni un grain de sable qui n'ait passé par mes mains; le résultat s'est trouvé au-dessus de mon espérance, et c'est ce résultat inattendu qui m'a forcé à entreprendre le travail que je suis en train d'achever.

— Je ne comprends pas bien, lui dis-je, cette nécessité.

Pedro sourit.

— Écoutez, seigneur étranger, répliqua le gambusino en tirant d'un petit sachet de cuir caché sous sa chemise un grain d'or de la grosseur d'une noisette et à vives arêtes, que concluriez-vous du *placer* que vous exploiteriez si vous trouviez une *pepita* de cette nature?

— Que le gîte de l'or est proche, puisque la *pepita* n'aurait pas eu le temps de s'user par le frottement.

— Et si, au-dessus d'un certain point, votre travail, fructueux partout ailleurs, se trouvait constamment inutile?

— J'y renoncerais.

— Et vous auriez tort, car le filon d'or qui a donné naissance à ces morceaux ne pourrait être qu'en-deçà du point où ces recherches deviendraient inutiles. En un mot, continua-t-il à voix basse, les pentes de ce torrent dont je cherche à détourner les eaux doivent être la source d'une partie de l'or qui se trouve dans cette vallée.

— Et vous ne craignez pas, lui dis-je, que vos confrères, soupçonnant votre bonne fortune, ne vous fassent un mauvais parti?

— Je m'y attends, mais je ne les crains pas. Depuis mon enfance, je suis accoutumé aux dangers de ma profession. J'ai appris la prudence en même temps que l'audace, et j'ai déjà mis à couvert une forte partie de mon butin. En cas de malheur, je révélerais ma cachette à mon frère Anastasio.

Puis, attachant des regards attentifs sur la berge, qui peu à peu s'élevait au-dessus des eaux, il reprit :

— Ne croyez pas du moins que ce soit la cupidité qui m'aiguillonne! non! Mais voyez la contradiction! Dans des déserts brûlans où tout autre aurait donné l'or du monde entier pour un verre d'eau, j'ai souvent sacrifié à des expériences inutiles la dernière goutte d'eau qui me restait, et pourtant que de fois il m'est arrivé de vendre de riches filons pour un cigare! En exposant ma vie dans ces recherches aventureuses, j'obéis à un instinct invincible. Je suis comme le torrent à qui Dieu ordonne de disséminer l'or dans la plaine. N'est-ce pas Dieu aussi qui révèle à l'homme par des signes visibles la présence de l'or caché dans les entrailles de la terre?

Tout en parlant ainsi, le gambusino continuait à élever sa digue de pierres, dont il bouchait les interstices avec des herbes qu'il avait amassées en assez grande quantité. Peu à peu l'eau, détournée de son cours, laissait à découvert la pente de terrain qui l'encaissait des deux côtés, et se répandait dans une autre direction. Je prenais un si vif intérêt à ce travail, que j'oubliais ma fatigue. — Si je ne me suis pas trompé dans mon calcul, me dit le gambusino, c'est à une vingtaine de pas d'ici, en suivant le cours de ce ruisseau, que doit se trouver le gîte de l'or dont j'ai recueilli les *pepitas*, et alors mes recherches depuis le pied de cette digue jusqu'à l'endroit dont je parle seront à peu près infructueuses.

Pour joindre l'expérience au précepte, le gambusino prit la *batea* qu'il avait déposée près de lui et plongea ses deux mains, recourbées en écope, dans les quelques pouces d'eau qui couvraient à peine alors le lit du ruisseau. Il amena deux poignées de terre et de sable qu'il déposa dans la sébile et qu'il lava soigneusement; aucune parcelle d'or ne parut à la lumière. La même expérience, pratiquée plusieurs fois de suite, produisit toujours le même résultat. A la dernière épreuve cependant, quelques petits grains d'or presque imperceptibles vinrent briller parmi le sable qu'il vannait pour ainsi dire entre ses doigts; ces légères parcelles, arrondies et polies, sortaient évidemment d'un gîte beaucoup plus éloigné que celui dont la présence venait d'être révélée au gambusino. Suffisamment éclairé sur la direction qu'il devait donner à ses recherches, Pedro tira de sa poche un petit roseau creux de quatre pouces environ de long et deux fois gros comme une plume d'oie. Au bout d'un quart d'heure à peu près, il parvint à en remplir la moitié, puis en boucha les deux extrémités avec de la cire. Alors il abandonna le point qu'il venait d'exploiter, et m'engagea à descendre avec lui le cours de l'eau jusqu'à une vingtaine de pas de l'endroit où nous étions. Là il remplit de nouveau son plat de bois, et, de l'air satisfait d'un professeur qui voit une expérience couronnée de succès, il me montra, parmi le résidu vaseux, de petits grains d'or aplatis, pointus et anguleux.

— Ceux-là viennent de plus près, n'est-ce pas? me dit-il; donc le gîte que je cherche se trouve entre la source du ruisseau et son extrémité, là ou ici, ajouta t-il en frappant la berge de la pointe du pied.

— C'est incontestable, répondis-je émerveillé de la justesse de ce raisonnement. Le ruisseau en se retirant laissait voir le talus de droite où l'eau avait creusé une demi-voûte couronnée de racines entrelacées. Le gambusino sonda avec soin la profondeur de ce renfoncement, mis à jour pour la première fois; sa figure impassible ne laissa rien lire des pensées qui l'agitaient. Il interrompit son examen pour sortir du lit du ruisseau et prendre sa pique qu'il avait laissée sur le bord. Les premiers coups qu'il dirigea contre le flanc de la berge ne rencontrèrent qu'un terrain argileux dans lequel la *barreta* pénétrait sans résistance. A quelques pieds de là, le fer, en s'enfonçant de nouveau, heurta contre la roche : en un clin d'œil, le gambusino la mit à nu en la débarrassant de la terre qui la couvrait. C'était une roche anguleuse, si compacte et si dure, que ce ne fut qu'au troisième coup, appliqué d'un bras vigoureux, qu'un éclat s'en détacha. Le mineur examina de nouveau avec attention le bloc mis à découvert, pendant que je suivais tous ses mouvemens avec une curiosité que l'on comprendra. Alors il mit un doigt sur sa bouche, comme pour me recommander le silence, et joua le désappointement en acteur consommé, tandis qu'il serrait dans les poches de sa veste le morceau de quartz qu'il avait séparé du bloc; il éparpilla ensuite des pieds et des majns les pierres qu'il avait entassées, et, la digue une fois abattue, l'eau ne tarda pas à reprendre en murmurant son cours habituel.

— Allons, dit le gambusino en élevant la voix, je me suis trompé dans mes conjectures; mais, en tout cas, en voilà assez pour aujourd'hui, et je me sens fatigué; si vous le trouvez bon, nous rentrerons chez moi.

Je me levai pour l'accompagner. Pendant le trajet, rien dans sa démarche ne trahit la moindre émotion. Lorsque nous fûmes entrés dans sa cabane, il ferma soigneusement la porte, et s'écria en jetant à Anastasio le morceau de quartz qu'il tira de sa poche :

— Comme tu me le disais tout à l'heure, le passé n'est rien pour moi; mais que doit être l'avenir pour le possesseur d'un filon semblable à celui-ci! Encore de l'or qui va voir le jour, qui va circuler de main en main! s'écria-t-il avec enthousiasme.

Pendant qu'Anastasio examinait avec admiration le morceau de quartz d'un blond fauve constellé à certains endroits de paillettes serrées et veiné, en d'autres, de légers réseaux d'or, un homme couché dans un angle de la hutte, le blessé dont le gambusino avait parlé, fit entendre un sourd gémissement. Il essaya de se retourner sur sa couche de roseaux, mais il ne put qu'étendre la main et dire d'une voix faible :

— Donne, que je voie à mon tour, quoique ma vue soit bien troublée.

Anastasio lui tendit le précieux caillou.

— C'est dans le ruisseau que tu as trouvé ce filon, n'est-ce pas? continua-t-il.

— Oui, dit Pedro, réjouis-toi d'avoir versé ton sang pour le défendre!

Le blessé ne répondit rien, mais un sentiment de joie vint éclairer un moment sa figure pâle, puis il ferma les yeux comme s'il n'eût pas voulu distraire sa pensée de ce spectacle fascinateur. Pedro s'approcha de lui.

— Nous exploiterons cette mine ensemble quand tu seras guéri, lui dit-il; je n'attends que toi pour cela; aussi ai-je eu la force de ne rien laisser lire sur ma figure de la joie que je ressentais. Sois tranquille, l'eau recouvre entièrement le filon, et personne ne se doute de ma découverte.

La respiration haletante du blessé se fit entendre plus distinctement dans la cabane; il essaya de parler encore, mais il ne put prononcer que ces mots : — Jésus! que j'ai soif! — si bas, que nous les entendîmes à peine. On s'empressa de satisfaire son désir, après quoi les deux frères, obéissant à un préjugé généralement répandu en Sonora qui fait considérer tout étranger comme médecin ou horloger, me prièrent d'examiner la blessure que le gambusino avait pansée selon la mode du pays. J'avais déjà été trop souvent consulté en pareille matière pour perdre mon temps à protester de mon ignorance, et je consentis à faire ce qu'ils me demandaient. Le mineur leva donc l'appareil et m'expliqua le mode de pansement, que je dus naturellement trouver parfait (1). J'ordonnai même, pour l'acquit de ma conscience, de le renouveler souvent. Les deux frères furent complétement de mon avis, et s'applaudirent naïvement de m'avoir consulté.

Cette journée laborieuse était enfin achevée, la nuit était venue, et les laveurs avaient suspendu leurs occupations. Tout était silencieux dans la cabane comme au dehors; mais, ainsi que l'avait prévu Salazar, les gémissemens du blessé m'empêchèrent de dormir. Couché en travers de la porte, restée ouverte, je prêtais l'oreille au bruit des pins agités, harmonie funèbre qui se mariait bien à la plainte du blessé, et je contemplais l'horizon noir et borné de cette vallée si fertile en or, théâtre

(1) Ce mode de pansement, emprunté aux Indiens, est des plus étranges et mérite d'être décrit. Le pays abonde en fourmis d'une grosseur peu commune, mais dont la piqûre n'a rien de venimeux. On en recueille une certaine quantité dans un verre profond, puis, quand on a étanché le sang qui coule de la blessure, on en rapproche soigneusement les deux lèvres, qu'on expose à la morsure de ces insectes. Quand les deux antennes, ou tenailles, dont leur tête est garnie se sont enfoncées de côté et d'autre, on sépare avec les deux ongles le corselet à l'endroit où il se joint à la partie postérieure du corps; la fourmi, en expirant, enfonce plus profondément ses tenailles, qui restent ainsi fixées sur l'une et l'autre lèvre de la plaie. Des herbes aromatiques écrasées, entre autres l'*oregano*, servent à diminuer l'inflammation.

de tant de luttes sanglantes. Le sommet de la sierra, qui donnait naissance au ruisseau dont j'entendais le murmure, était couvert d'un dais de vapeur que la lune irisait çà et là. Au milieu de cette nature silencieuse, ce brouillard lumineux paraissait un voile mystérieux jeté par Dieu sur la source de ces trésors, dont sa volonté confie la distribution au caprice des eaux. Un pin se profilait en noir sur le ciel transparent, et s'élevait comme le sombre protecteur de ces hauts lieux. Au-dessous de lui, la cascade formée par le torrent semblait une cataracte d'argent tombant sur cette terre d'or. Peu à peu les objets devinrent moins distincts à mes yeux, que la fatigue appesantissait, et déjà mon esprit flottait entre l'assoupissement et la veille, quand je crus entendre au loin des cris étouffés et voir des lueurs indécises scintiller comme des feux follets sur la hauteur. Le sommeil finit cependant par prendre le dessus, et je ne sais combien de temps je dormis jusqu'au moment où une clarté subite me fit ouvrir de nouveau les yeux. Un spectacle étrange me frappa : la vallée tout entière était vivement illuminée, des flammes ondoyantes s'élançaient depuis l'extrémité inférieure du tronc jusqu'aux plus hautes branches du pin qui dominait le ruisseau. Des nuages de fumée montaient en tourbillonnant jusqu'au ciel, qui en était obscurci. Les cimes des arbres voisins étaient colorées de reflets incandescens. Des branches détachées du tronc enflammé tombaient en traçant des raies de feu. A la lueur de ce brasier gigantesque, des hommes allaient et venaient; des clameurs confuses éclataient de tous côtés. Des épées nues, des piques, des couteaux, brillaient au milieu de ces groupes divers.

— Nacome! Nacome! criait-on de toutes parts. Je me retournai pour avertir Anastasio et son frère; je les distinguai à la lueur qui pénétrait jusqu'au fond de notre cabane, levés tous deux et paraissant tenir conseil. Le blessé s'agitait convulsivement sur son lit de douleur.

— Eh bien! dis-je au gambusino, ceux de Nacome veulent-ils décidément venir nous attaquer?

Le gambusino secoua la tête. Son visage était soucieux et pâle; une terreur dont il ne se rendait pas compte semblait le dominer malgré lui.

— Non, non, me répondit-il; les laveurs de Nacome n'auraient pas allumé ce flambeau infernal pour nous attaquer. Un voyageur ne peut non plus avoir mis le feu à cet arbre, car, si des raisons inconnues l'eussent forcé à bivouaquer là-haut, la prudence lui eût également commandé de ne pas se trahir. Pourvu que ce ne soit point...

Il n'acheva pas, mais le signe de croix qu'il fit dévotement compléta sa pensée. Puis il reprit :

— Ne croyez-vous pas, seigneur étranger, que, si Satan règne par la puissance de l'or, une terre qui en produit tant doit être plus qu'une autre soumise au prince des ténèbres?

Le spectacle qui s'offrait à nous était réellement empreint d'un caractère diabolique propre à éveiller des idées superstitieuses, et, l'avouerai-je? je manquai d'argumens pour rassurer Pedro.

— *Ave Maria!* s'écria Anastasio; n'as-tu pas entendu des gémissemens semblables à ceux de notre père expirant dans la nuit fatale où nous l'avons perdu? Ah! le *gambuseo* est un affreux métier! Écoutons.

Nous fîmes silence, mais nous n'entendîmes que le sifflement de la flamme, le craquement du bois qui éclatait au milieu du feu, la respiration oppressée du blessé.

— Fais comme moi, Pedro, continua Anastasio, renonce à ton métier; tôt ou tard tu en seras victime.

— Jamais je n'y renoncerai! s'écria le gambusino, qui parut avoir pris une détermination bien arrêtée, et engagea son frère à sortir avec lui pour éclaircir leurs doutes.

— Allez-vous m'abandonner ainsi! s'écria le blessé avec angoisse. Pour l'amour de la sainte Vierge, que quelqu'un reste avec moi!

— Ce sera vous, seigneur cavalier, me dit Pedro; mais écoutez, avant tout, une recommandation solennelle.

— Parlez, lui dis-je, et croyez que, s'il est en mon pouvoir d'exécuter ce que vous me demanderez, je suis prêt à le faire.

— Je ne sais ce qui peut m'être réservé là-haut, reprit-il; plaise à Dieu que je n'y rencontre que des ennemis terrestres! mais, si je n'en reviens pas, promettez-moi de ne pas partir avant six jours d'ici. D'ici là, le pauvre Cirilo (il montrait le blessé) sera mort ou rendu à la santé. L'abandonner maintenant, ce serait le tuer. S'il est mort avant ce temps et que je ne sois pas de retour, ni mon frère non plus, je vais confier à votre loyauté, seigneur cavalier, un secret dont vous ferez votre profit. Quand vous aurez récité sur le corps de Cirilo les prières des morts, après lui avoir fait donner une sépulture chrétienne, si c'est en votre pouvoir, vous fouillerez à l'endroit où il repose maintenant, et, à un pied sous terre, vous trouverez l'or que j'ai recueilli dans ce *placer;* il y en a une quantité assez considérable. Je n'ai personne à qui le laisser, autant vaut que vous en profitiez qu'un autre.

M'ayant fait cette confidence, il se disposait à sortir, quand, après un moment de réflexion, il ajouta cette recommandation singulière, où se révélait complétement l'étrange caractère du gambusino :

— Si vous craigniez par hasard de vous charger de l'héritage que je vous laisse à cause des tentatives qu'on pourrait faire pour vous en dépouiller, éparpillez-le plutôt que de le laisser enfoui, car, une fois arraché à la terre, l'or est fait pour profiter à l'homme : c'est Dieu qui le veut ainsi.

Presque aussitôt Pedro et Anastasio sortirent l'épée à la main. Je restai sur le seuil de la cabane, et je les vis se perdre dans les té-

nèbres de la vallée. Pendant long-temps encore, l'arbre embrasé répandit une lumière éclatante, jusqu'au moment où les flammes cessèrent de tourbillonner. Le cercle éclairé par l'incendie se rétrécit alors peu à peu; le tison colossal s'affaissa bientôt sur lui-même, s'éteignit dans le torrent avec un sifflement lugubre, et tout rentra dans l'obscurité. Seulement, à de longs intervalles, les flammes, soudain ranimées, lançaient encore un éclair jusqu'à moi. Je persistais à croire que c'étaient les laveurs de Nacome qui venaient surprendre ceux de Bacuache, mais rien, dans le silence de la nuit, ne justifiait cette appréhension. Je faisais donc d'inutiles efforts pour deviner la cause de cette bizarre alerte, quand, à la lueur d'un de ces jets de flamme dont j'ai parlé, je vis un homme s'avancer presque en rampant de mon côté.

— Qui va là? criai-je à l'inconnu, que je ne distinguai qu'un instant.

— Chut! c'est moi, moi, Rivas, dit l'homme à voix basse, et en effet je reconnus la voix du mutilé. Je lui adressai précipitamment quelques questions sur la cause de cette alarme imprévue. Il y répondit par un éclat de rire si singulier, qu'un fou seul pouvait rire ainsi, car je n'avais pas oublié ce que m'avait dit Anastasio. Rivas s'accroupit près de moi, et me dit de manière à ce que je pusse seul l'entendre :

— Votre domestique avait raison, je m'étais trompé! Ce n'étaient pas eux, vous savez, ceux que j'ai fait sauter! mais cette fois-ci, j'en suis sûr, j'ai reconnu leurs voix; malheureusement ils n'étaient que deux!.. il m'en manque encore un!... je le trouverai plus tard... C'est pour cela que j'ai allumé ce grand feu, et puis je voyais ainsi ceux que j'ai poussés au fond du précipice agiter leurs membres brisés, et j'étais content! Ceux de Subiate sont morts trop vite.... N'est-ce pas encore là le jugement de Dieu? Au revoir, seigneur cavalier, je vais chercher le troisième.

A ces mots, le fou s'éloigna précipitamment, avant que j'eusse pu l'arrêter. J'étais encore tout étourdi de cette révélation, quand j'entendis la voix des deux frères, qui regagnaient leur cabane.

— Eh bien! leur criai-je, qu'avez-vous découvert?

— Rien, répondit Anastasio, si ce n'est deux cadavres que nous avons trouvés au bas du ravin; mais, si c'est le diable qui les y a précipités, il a du moins fait justice des deux plus mauvais drôles de ce pays, où certes ils ne manquent pas! J'avoue que j'ai un poids énorme de moins sur la poitrine : pourtant je me demande encore qui a pu mettre le feu à cet arbre?

Je lui racontai ce que m'avait dit Rivas.

— Il pourrait bien n'avoir pas tort aujourd'hui, dit Anastasio; mais néanmoins je me mettrai demain en quête de lui : c'est un fou d'une trop dangereuse espèce.

Pendant six jours que je passai à Bacuache, toutes les recherches

faites pour découvrir le mutilé furent inutiles; il s'était probablement éloigné dans la direction du grand désert, et depuis ce jour on n'entendit plus parler de lui. Pendant ce laps de temps, Anastasio était parvenu à troquer mon cheval estropié, moyennant retour, contre un autre en meilleur état, et nous convînmes de faire encore route ensemble. Je n'avais pas oublié la phrase d'adieu du chasseur mexicain, et je me promettais bien de pousser un jour ou l'autre jusqu'à l'hacienda de la Noria. Je ne voulais pas perdre une occasion si précieuse d'étudier quelque nouvel aspect de cette vie mexicaine, qui, avec le désert ou l'océan pour cadre, gardait toujours pour moi l'intérêt d'un roman.

J'appris plus tard que la *bonanza* (1) trouvée par Pedro Salazar était devenue de plus en plus riche, mais qu'il avait vendu son filon, d'abord parce que l'argent lui manquait pour le fouiller profondément, ensuite parce qu'il prétendait n'être pas embarrassé pour en trouver d'autres qui, sans lui, demeureraient peut-être inconnus. Le gambusino était donc resté docile à la voix intérieure qui le poussait vers de nouvelles découvertes; sa mission, répétait-il avec une naïve emphase, était celle du torrent auquel Dieu ordonne de charrier dans la vallée l'or arraché des montagnes, et il attendait avec résignation, au milieu de fatigues et de périls journaliers, le moment où il irait, comme le torrent, mourir au terme d'une course orageuse dans un désert ignoré.

GABRIEL FERRY.

(1) Riche filon à fleur de terre.

PROPAGANDE RUSSE

EN POLOGNE.

LETTRE D'UN GENTILHOMME POLONAIS SUR LES MASSACRES DE LA GALLICIE.[1]

Il y a quelques mois à peine, l'Europe entière avait les yeux fixés sur la Pologne. Spectateurs découragés d'une lutte trop inégale, les plus sincères amis de ce malheureux peuple ne prévoyaient pour lui que de nouveaux malheurs; la réalité devait dépasser toutes les prévisions. On pouvait certes imaginer de quel côté serait la victoire, et l'on savait que les gros bataillons ne feraient point miséricorde. On s'attendait peut-être à la ruine définitive de ces pactes illusoires si souvent déjà et si outrageusement déchirés; mais devait-on s'attendre à voir un gouvernement régulier exploiter l'insurrection et récompenser l'assassinat? Il paraîtrait pourtant que ce n'est point encore là le terme de nos tristes surprises. On étouffe maintenant, au fond de ces pays fermés, tout le retentissement d'un si lamentable triomphe, et cependant il semble certain que l'histoire n'en est pas finie; nous craignons qu'il ne se prépare des extrémités plus funestes en même temps que plus étranges, et, bien qu'elles soient cette fois concertées par les victimes pour atteindre et envelopper les bourreaux, nous les déplorons à l'avance : c'est en diminuer le péril que de les signaler.

(1) Paris, chez J. Renouard, 1846.

Le bruit en effet se répand et chaque jour s'accrédite que cette noblesse, épuisée par l'Autriche, qui lui a tiré le plus de sang qu'elle a pu, veut à présent donner son ame à la Russie, et jouir enfin d'une vengeance, dût-elle s'y ensevelir. La propagande moscovite n'a jamais été plus insinuante ni mieux accueillie. Si nous en croyons les renseignemens qui nous arrivent de toutes parts, il s'opère dans la pensée publique une réaction dont rien ne saurait rendre la vivacité. On invoque le nom du tzar en haine du nom de M. de Metternich, et telle est l'horreur soulevée par l'un, qu'on en appelle à la clémence de l'autre. Nous ne dirons pas : La Pologne se fait russe! un peuple n'abdique point ainsi tout entier; pareille abdication serait toujours révocable. Nous dirons seulement : Les théories insidieuses, les trames secrètes ourdies depuis si long-temps par le cabinet de Pétersbourg au sein des nations slaves, n'ont jamais été si près d'aboutir. Pour ramener sous une même influence politique ces familles issues d'une même souche, pour réconcilier ces frères ennemis, sait-on bien ce qu'il manquait? L'Autriche aurait-elle fourni l'occasion? Les massacres de Tarnow seraient alors cruellement expiés.

On annonce que le roi de Prusse va rencontrer ces jours-ci le prince de Metternich au château de Kœnigswarth, et la conférence doit, assure-t-on, rouler sur les affaires de Pologne : il n'y a plus maintenant d'autre affaire en Pologne que l'agitation sourdement entretenue par les Russes au détriment de la domination allemande. Si l'on remue encore à Posen et en Gallicie, c'est le tzar qui le veut bien, parce qu'il y trouve son compte; sous le coup de la terreur qui règne partout, si l'on se plaint encore de l'hypocrisie prussienne et de la barbarie des Autrichiens, c'est qu'on se laisse gagner à la pensée du prochain avénement d'un despotisme plus national, c'est que les esprits, adroitement travaillés, se sont jetés, en désespoir de cause, sur cette suprême espérance. La Prusse et l'Autriche ne doivent pas s'y tromper; elles savent qui les menace; malheureusement elles ne savent pas comment se couvrir. Il est de la politique moscovite de pouvoir à la fois frapper et se garder en frappant. Karamzin l'a dit avec le sens et la gravité de l'histoire : « La Russie conquiert et ne guerroie pas. Toujours sur la défensive, elle ne se fie jamais à ceux dont les intérêts ne coïncident pas avec les siens, et ne perd aucun moyen de nuire à ses ennemis sans rompre les traités. »

Il ne s'agit donc point, pour le cabinet russe, de briser demain la sainte-alliance de 1815; il n'a pas le goût de ces expédiens trop éclatans; il lui suffit de fomenter avec son invincible patience les germes de discorde qu'il a semés à travers les populations hétérogènes de l'Allemagne orientale. Magnifique représentant d'une race partout ailleurs sujette de l'étranger, le tzar lui tend ses aigles comme un signe de ral-

liement. Il n'est rien qu'il ne se promette des vagues et puissantes aspirations de cette fraternité slave qui se reconnaît, qui s'éveille d'hier; le mot du poète est à peine assez énergique pour peindre ce rêve immense : *quidlibet impotens sperare;* mais l'immensité même de cette ambition ne l'empêche pas de rester subtile, artificieuse, raffinée dans sa vigilance, minutieuse dans ses pratiques; elle ne s'endort point à songer, et l'on a fort à faire de la suivre à la trace. Essayons-le pourtant, et résumons les incidens, plus ou moins remarqués ici, qui ont pu servir de prétexte à ce singulier mouvement qu'on nous révèle là-bas. N'est-il pas extraordinaire de voir le plus rude oppresseur de la Pologne salué maintenant sur une terre polonaise comme le désiré des nations?

On n'a pas bien observé l'attitude prise par le gouvernement du tzar pendant les massacres de Gallicie, et c'est seulement aujourd'hui, même en Allemagne, qu'on réfléchit à la conduite qu'il sut alors tenir. Après la retraite des insurgés, les soldats russes entrèrent à Cracovie, beaucoup plutôt en médiateurs qu'en vengeurs; on était si effrayé des excès de ces bandes sauvages déchaînées par l'Autriche, que, sous les yeux mêmes des troupes autrichiennes, les Russes furent reçus à leur arrivée avec des cris de joie; il semblait que ce fussent eux qui apportassent l'ordre et la sécurité. Les instructions des autorités moscovites de la frontière gallicienne s'accordaient sans doute avec cette favorable opinion que l'armée donnait d'elle; l'empereur Nicolas n'avait pas apparemment les mêmes raisons que M. de Metternich pour châtier cette grande conspiration de gentilshommes. Beaucoup de nobles demandèrent et obtinrent un asile sur le territoire russe; les paysans galliciens qui osèrent les y chercher furent à leur tour saisis par ordre comme violateurs de la frontière, envoyés aux mines ou exécutés. Des paysans du royaume avaient voulu imiter leurs voisins et s'emparer aussi des propriétaires en les décrétant suspects; on les mit à mort presque sur l'heure. Ce contraste, habilement ménagé, a produit l'impression la plus forte dans toute la Pologne autrichienne; il a fait entendre aux persécutés qu'il restait un recours.

D'après les plus récentes nouvelles, l'anarchie dure encore en Gallicie, non pas, il est vrai, un tumulte sanglant, mais un trouble affreux qui désorganise toutes les relations de la vie sociale, et ce qu'il y a d'incroyable, c'est que le cabinet de Vienne se plaît à le perpétuer. Ainsi l'on proclame aujourd'hui très haut que l'on ne changera rien à l'ancien système administratif, que les seigneurs resteront chargés et responsables de la distribution des corvées, des impôts et du recrutement, que les *mandataires* continueront à soutenir l'intérêt du paysan, au nom de l'empereur dont ils sont les délégués, contre le seigneur dont ils sont les salariés. « On veut absolument, disent les malheureux qui survivent, que nos paysans ne cessent pas de nous regarder comme leurs tyrans. »

Et sait-on dans quelles circonstances on se presse tant de refuser les plus urgentes réformes? C'est au milieu d'une anxiété générale, d'une détresse presque publique. Le grain a manqué comme d'ordinaire aux approches de la moisson; il faudra voir ce qu'aura produit cette moisson tout arrosée de sang, à peine aujourd'hui terminée par des corvéables insoumis, qui l'ont coupée sous le bâton des caporaux autrichiens. En attendant, les propriétaires ruinés n'ont pu donner d'aide aux pauvres gens, suivant la coutume à peu près obligatoire de cette sorte de domination patriarcale; les maisons des massacreurs regorgent de dépouilles; ceux qui sont affamés parce qu'ils ont les mains pures ne seront-ils pas tentés de gagner leur pain au prix où le paie l'Autriche? Est-ce là ce qu'espère M. de Metternich en obligeant les seigneurs de poursuivre à leurs risques et périls les rentrées du fisc impérial? Tout le pays est plongé dans une inexprimable stupeur : « Depuis que les nobles et les paysans ont été excités et soulevés les uns contre les autres, dit une *Lettre* sur laquelle nous reviendrons longuement, depuis que cette société déchire ses propres entrailles, il n'y a plus de nation polonaise. Depuis que ce récit funeste parcourt nos plaines, une morne tristesse pèse sur la contrée : le voisinage du maître et du paysan se change en embuscade, notre sommeil en cauchemar, nos veillées en frayeurs, et nos journées ne sont qu'une longue et cruelle angoisse. Le gentilhomme s'armerait si on lui avait laissé de quoi se défendre, et l'honnête paysan frémit à l'idée de cette fatalité qui pourrait le pousser à imiter de si horribles exemples. » Tel est l'état de choses sur lequel agit aujourd'hui la Russie; elle connaissait trop bien tout le parti qu'on peut tirer du muet abrutissement de la peur pour ne pas essayer à son profit une fascination qui paraît lui réussir. « La Russie fait le chat, écrivait-on encore tout dernièrement, et l'on y est pris. » L'image peut être triviale, elle est frappante. On se prend, en effet, à l'idée d'un ordre meilleur sous un régime qu'on veut à présent supposer moins perfide que brutal; les correspondances galliciennes abondent en éloges du tzar, et l'on n'imaginerait pas le bruit du jour qui courait encore l'autre semaine jusque dans Vienne même : l'empereur Nicolas allait promulguer une amnistie pour tous les condamnés politiques détenus en Sibérie. Merveilleuse rencontre! la même nouvelle arrivait au même instant à Posen, et l'on ajoutait là, comme plus ample information, que la rentrée des émigrés devait être négociée par le cabinet des Tuileries.

L'empereur s'est appliqué de son mieux à susciter dans le royaume ces bons sentimens qui se produisaient si à point dans la Gallicie, et il a risqué quelques démarches éclatantes pour réconcilier avec la suprématie moscovite, non pas seulement les Polonais de l'Autriche, mais aussi ses propres sujets de Pologne. On a vu dans toutes les feuilles allemandes comment il était allé se montrer à Varsovie, comment il avait

voulu se promener par les rues sans escorte, et, quelle que soit la défiance bien naturelle qu'inspirent toujours les chroniques de la cour impériale, il y a eu assez de courage dans cette bravade pour saisir des esprits enthousiastes et mobiles. Certaines paroles significatives ont été très à propos jetées dans la circulation : le tzar aurait dit que son peuple de Pologne commençait à prendre confiance en lui, et qu'il en ferait un grand peuple. Quelque chose de plus positif, c'est que la police de Varsovie a reçu l'ordre officiel de s'adoucir; il est juste d'ajouter qu'il a fallu en même temps élargir les prisons, parce qu'elles ne suffisaient plus à contenir les coupables ou les suspects. Enfin on a été plus loin dans cette voie d'habiletés, et l'on a remis en lumière un projet sur lequel on a toujours compté beaucoup pour l'assimilation des deux pays : on a fort affecté de désirer la suppression des douanes qui séparent le royaume des anciennes provinces russes, et une commission, dirigée par le prince héréditaire, a été instituée officiellement à Saint-Pétersbourg pour préparer une si importante mesure. Le gouvernement impérial gagnerait de toutes façons à cette révolution pacifique; la masse de la population y trouverait un avantage matériel; ce qui subsiste encore d'institutions françaises étoufferait bientôt sous l'uniformité progressive de la législation moscovite; puis, ce qui n'est pas une petite considération en Russie, les fonctionnaires, au lieu d'être payés sur un pied extraordinaire, comme ils le sont encore à titre d'occupans d'un pays conquis, n'auraient plus d'autre rétribution que celle des employés de l'intérieur, c'est-à-dire une fort médiocre. Tout cela vaut bien qu'on y pense, et l'on pèse tout cela.

Cette bizarre effervescence, qui domine en ce moment et gâte la pensée nationale, est plus vive encore à Posen que dans le reste de la Pologne. L'empereur Nicolas n'a pas grand ménagement pour Frédéric-Guillaume, et ne lui épargne point les avis; il estime assez peu ce qu'il y a de spirituel et de chevaleresque dans cette imagination trop remuante; il entend bien, dit-il, sauver le roi malgré lui, et, si les intrigues de sa police y peuvent quelque chose, il ne manquera certes pas de donner assez d'embarras à son beau-frère pour lui ôter le loisir de se compromettre en essais hasardeux. Le tzar s'inquiète beaucoup des destinées futures de la Prusse; il appréhende plus que tout de voir une tribune publique à Berlin, et il tenterait tout pour l'empêcher, fût-ce même de laisser proclamer la monarchie slave à Posen; on n'ignore pas, en effet, que ce toast, au moins imprévu, a été bruyamment porté dans une assemblée de prétendus patriotes. Il est vrai que Posen comptait alors bon nombre d'agens russes qui se donnaient uniquement pour surveiller l'esprit polonais et servir avec un zèle égal les intérêts combinés des grandes puissances; mais la Prusse a fini par douter qu'on sauvegardât très particulièrement les siens, et, comme les

agens se multipliaient tous les jours dans le grand-duché, le cabinet de Berlin a dispensé celui de Saint-Pétersbourg des généreux offices qu'il voulait bien lui rendre. Tout aussitôt ont commencé ces rumeurs si favorables à la politique du tzar, rumeurs depuis sans cesse grossissantes, et chaque jour dénoncées par les gazettes du gouvernement prussien : le peuple polonais devait s'en rapporter à Nicolas du soin de le délivrer et de le conduire; Nicolas était Slave, et il n'y avait qu'un Slave qui pût régénérer toute la Pologne; Nicolas empereur des Slaves ne serait plus le même que Nicolas empereur de Russie.

On a inventé d'hier le mot de *russomanie* pour flétrir par-devant l'Allemagne cette exaltation malencontreuse qui s'emparait si spontanément d'un pays qu'on avait feint de croire déjà germanisé. C'est surtout la noblesse qu'on accuse de prostituer ses adorations à l'idole moscovite, le plus odieux objet des antipathies allemandes; les nobles de Posen, affirme-t-on, ne rêvent qu'empire slave et vengeance contre la Prusse; les paysans, au contraire, se comportent comme de bons et fidèles sujets prussiens, parce qu'à changer de maître ils ne trouvent en perspective d'autre bénéfice que d'avoir à courir la chance du knout ou de la Sibérie. Nous laissons ici parler l'administration locale, qui ne craint pas même d'insinuer que le rétablissement du servage est la condition secrète du pacte déshonorant qui a rattaché la noblesse à la Russie. On ne peut d'ailleurs se représenter le trouble que cet étrange revirement a partout introduit : les différentes classes de la société s'observent et s'épient dans une indicible attente; le théâtre de Posen a fermé tout d'un coup; la vie paraît en quelque sorte suspendue. Les denrées renchérissent et le travail s'arrête, les propriétaires congédient leurs employés et leurs économes, les fabricans leurs ouvriers. Qu'importe cependant à la propagande moscovite? La police impériale se croit maintenant si certaine du succès de cette révolution mystérieuse, qu'elle emploie à la populariser les fables les plus grossières : on prophétise bravement à Posen que le tzar abdiquera bientôt en faveur de son fils, et qu'il a résolu de se créer à lui-même avec la Pologne un royaume indépendant qui aille du Bug à l'Oder. Si absurde qu'il fût, ce bruit a été répandu avec une intention assez marquée pour que le ministère prussien jugeât nécessaire de le réfuter dans sa feuille officielle. Ce n'était rien de moins, en y regardant, que le panslavisme sous forme de légende; celui-ci se marquait déjà son domaine et s'assignait un territoire.

Qu'il y ait entre des peuples unis par le sang et presque par la parole un besoin légitime de fraternité, personne ne le niera; mais que ce besoin doive les confondre sous un même sceptre, autant vaudrait dire qu'il faut encore aujourd'hui mêler dans un même empire tous les hommes de langue latine ou de langue germanique, comme il arriva pour les successeurs de Charlemagne. Le vrai, c'est qu'à côté du pan-

slavisme irréfléchi des peuples, il y a le panslavisme savant du tzar, système hypocrite auquel la Russie demande tout l'avenir de sa grandeur, toutes les séductions qu'elle croit bonnes à désarmer la Pologne. Écoutez les adeptes : le moment naîtra où la Russie, sachant enfin pardonner et guérir, appellera les Polonais à son aide pour la conduire dans les voies de la civilisation; ouvert à leur activité par la main puissante qui le mène, le monde slave reprendra la place qui appartenait en Europe à cette immense famille de déshérités; la gloire des Polonais sera d'initier à une existence nouvelle et leurs vainqueurs et tous leurs frères. — Nous ne pouvons retracer ici l'histoire du panslavisme. Cette question difficile mérite une étude plus spéciale et plus longue. Disons seulement que, du jour où parut l'idée d'une communauté nouvelle entre les branches dispersées de la famille slave, elle fut accueillie par des cœurs sincères, mais elle fut en même temps et surtout exploitée par les ambitions politiques des souverains. Nous comprenons qu'il y ait eu là pour quelques hommes distingués un beau rêve, une noble espérance, pour des populations morcelées par la conquête étrangère une vive réminiscence de leur unité primitive; malheureusement nous voyons partout, à côté de ces sentimens désintéressés, une vaste intrigue ourdie sous une ombre plus ou moins transparente pour les tourner au profit d'un plan de domination universelle en Europe. La maison d'Autriche avait déjà joué ce rôle périlleux à l'aide du génie de l'Espagne; elle s'y était trop épuisée pour le recommencer à l'aide du génie slave. On raconte pourtant qu'il fut une fois question dans les conseils de Joseph II de gouverner avec les Slaves et non point avec les Allemands; mais l'Autriche tenait à l'Allemagne par de trop profondes racines pour s'en séparer ouvertement, et, si réduite que fût sa population germanique, elle représentait toujours le saint empire romain. L'Autriche n'a donc favorisé le mouvement slave que dans les étroites proportions de sa politique : tandis qu'elle l'oppose en Hongrie aux prétentions hautaines des Madgiares, elle craint à tout instant de le voir se développer en Bohême, où il ne servirait que la Russie. L'Autriche ne pouvait changer de base et devenir slave. La Russie l'était par nature avant de vouloir l'être par calcul; elle n'avait qu'à se replacer sur ses vrais fondemens. Lorsqu'en 1825 des Polonais et des Russes s'unirent dans une même conspiration contre l'autocratie, leur entreprise manquée fournit à l'autocratie une idée de plus contre la liberté. On avait saisi sur les conjurés un cachet aux armes des douze peuples slaves; on devina bientôt le sens de cet assemblage jusqu'alors inoui, et ce fut en vérité le tzar qui garda ce cachet-là pour sceau de commandement. Le panslavisme devient malgré tout un monopole russe, et cette tendance doit être une loi bien puissante, puisqu'aujourd'hui même, quand la nationalité polonaise se réfugie, se retranche et s'efface derrière la communauté

slave, la Pologne proclame pour dernière chance de salut dans ce dernier asile l'absolue souveraineté de l'empereur Nicolas.

Quelle que soit la portée de cet entraînement inattendu, et dût-il même cesser ou disparaître demain, il serait insensé de fermer les yeux pour n'y voir qu'un résultat factice des stratagèmes russes; il est plus sage de dire les raisons intérieures qui poussent les gens, et de montrer comment le patriotisme peut succomber sous les fausses doctrines qui corrompent les esprits.

Nommons d'abord entre toutes la doctrine des races, enseignée par l'Allemagne, qui a fait de ce principe la pierre d'assise de ses édifices historiques et de son orgueil national. Le peuple allemand s'est déclaré le premier des peuples, parce que la race allemande était la plus noble des races; noblesse indestructible et originelle, qui enfantait par privilége tous les autres mérites et prédestinait aux grandes choses. La science germanique a considéré l'antiquité de la race comme la source de toute domination politique, de toute occupation territoriale; les Teutons de nos jours ont des droits acquis sur la moitié de l'Europe à titre d'héritiers de leurs pères. La science germanique a pris l'identité de la race pour le seul fondement de toute société; elle a pris ainsi l'état pour la famille, et mis dans l'état les liens du sang au-dessus de tous les liens. Un mot encore : la science germanique a lancé cette aventureuse théorie en face de l'invasion étrangère comme une protestation solennelle des siècles réunis, et c'est avec ces belles inventions qu'elle a pour ainsi dire chargé les fusils de la guerre de délivrance; il n'y a pas de plus légitime excuse pour une aberration plus opiniâtre.

Élevés aux écoles de l'Allemagne, les Slaves ne pouvaient manquer de s'approprier des instructions pour eux si fécondes. Les regards ainsi arrêtés sur ces grandes lignes de démarcation qu'on traçait entre les familles humaines, il était impossible qu'ils n'arrivassent point un jour à se compter, à se reconnaître, à systématiser les instincts qui les distinguaient, à songer aux gloires perdues de leurs ancêtres, aux legs imprescriptibles du passé. Puisque l'histoire du monde n'était que la lutte des races, ne devait-ce pas être leur tour d'entrer dans la lice? Puisque c'était le culte de la race qui constituait avant tout l'indépendance nationale, ne retrouveraient-ils pas l'une en pratiquant l'autre? Ce fut là d'abord ce qui séduisit. La pauvre Bohême n'avait-elle pas dès long-temps à peu près raisonné de la sorte? Si elle se déclarait slave en face de l'Allemagne, n'était-ce pas pour rester Bohême contre l'Autriche? Cette vieille école des érudits de Prague fouille en effet les antiquités de la nation tchèque avec tout le dévouement d'un patriotisme sérieux; elle écrit l'histoire des héros qui lui appartiennent en propre; elle célèbre Jean Huss; elle prône la légitimité d'Ottocar et dresse encore aujourd'hui ses réquisitoires contre l'usurpation de Rodolphe de

Hapsbourg. Il y a peut-être là de quoi tourmenter la censure autrichienne; il faut davantage pour contenter l'ambition moscovite; il faut que l'idée de race l'emporte sur l'idée de peuple, que les Tchèques soient avant tout des Slaves, et que les Slaves forment un corps dont la Russie soit la tête. La pente est irrésistible. La Bohême a maintenant son poète, il s'appelle Jean Kollar; mais ce n'est pas la Bohême seule qu'il chante, c'est la Slavie tout entière avec ses héros ou bohêmes, ou russes, ou polonais, ou serbes. Son œuvre est composée de sept ou huit cents sonnets réunis sous un nom significatif : *Slavi Dcera, la fille de la gloire* ou *la fille slave;* le mot a les deux sens. La Slavie est devenue pour Kollar une figure idéale, une créature vivante qui doit se pénétrer d'un esprit unique et respirer un seul souffle. Or, à quelles conditions le poète veut-il ainsi animer cette patrie naissante, trop vaste et trop multiple pour ne point se déchirer si l'ame qu'elle aura n'est point une ame impérieuse? « Qu'on coule ce métal divers pour fondre une statue : la Bohême sera le bras, la Pologne occupera le cœur, et je ferai la tête avec la Russie. » Le quatrième chant de la *Slavi Dcera* se termine par une description fantastique du paradis slave, et, au nombre des élus de ce singulier walhalla, Kollar inscrit à l'avance le tzar Nicolas et le grand-duc Constantin. Il n'y aura jamais de monarchie slave sans monarque russe ni de monarque russe sans apothéose.

Telle n'est point sans doute la pensée de ces nobles exilés auxquels la ruine de la Pologne semble avoir pour ainsi dire ouvert les sources mystérieuses d'une poésie nouvelle, et cependant ils ont aussi trop sacrifié à cet attrait dangereux de la fraternité slave; ils ont trop compté sur la puissance de la race comme ressource suprême de leur patrie vaincue, pour ne pas subir avec leur patrie le joug fatal qu'on lui prépare au nom de l'unité de la race. Zaleski, l'enfant de l'Ukraine, abandonne l'histoire réelle de son pays politique et se transporte en esprit dans les monts Krapacks pour rassembler autour de lui tous les rameaux de la grande famille. « C'est un terrain neutre, dit Mickiewicz, et il devient ainsi le chantre de sa race. » Mickiewicz lui-même n'a-t-il pas enseigné qu'il n'y avait plus de lutte possible entre les trois frères mythiques, « entre les trois patriarches, » le Russe, le Polonais et le Tchèque? « Tous les trois sont morts. C'est en vain qu'on voudrait en appeler aux vieilles haines nationales pour pousser maintenant les peuples slaves les uns contre les autres; ils cherchent dans le ciel et sur la terre celui qui réunira l'héritage divisé des ancêtres. » Quel sera celui-là? Le plus saint et le plus aimant, selon l'espoir du trop sublime rêveur, ou le plus alerte et le mieux préparé, selon la stricte loi de la dure réalité (1)?

(1) On peut lire, à propos du panslavisme en Bohême, un livre qui vient de paraître : *Deutschland, Polen und Russland*, par F. Schuselka.

Nous avons un autre grief, un grief plus décisif contre cette génération poétique, dont Adam Mickiewicz est le chef et le héros; il nous en coûte de l'avouer : si jamais les Polonais devaient tendre les mains aux Russes, il y aurait une lourde responsabilité qui pèserait sur elle. Ce n'est pas qu'elle n'ait trouvé les plus admirables accens pour flétrir les persécuteurs et protester contre la suppression d'un peuple; mais cet anéantissement qu'elle combattait avec tant d'éclat, c'était l'anéantissement par le sabre, dont on se relève toujours; et, pendant qu'elle disputait ainsi les victimes sanglantes à leurs bourreaux, elle faisait peut-être elle-même de ces victimes morales pour lesquelles il n'est pas de résurrection. Nous craignons que cette poésie, nationale comme elle l'est et si sévèrement proscrite par la censure impériale, n'ait cependant, à son insu, servi la fortune de l'empereur et produit à la longue cette chute dont nous nous inquiétons aujourd'hui, cette soudaine éclipse des résistances polonaises vis-à-vis de la Russie. Voici comment nous l'entendons.

Bardes consacrés par toutes les douleurs, bardes vraiment antiques par leur caractère et leur vie, ces illustres inspirés, qui voulaient remonter le courant de la tradition slave, n'en ont pas moins traversé l'école de l'Occident. Là, malheureusement, deux hommes les ont tous marqués au coin de leur génie : Byron et De Maistre. Lisez *la Comédie infernale* de l'auteur anonyme; étudiez les œuvres de Mickiewicz, vous y rencontrez partout cette double influence : Mickiewicz le confesse avec la simplicité de son grand cœur, et ne dissimule pas tout ce qu'il doit à ces sombres pédagogues. Il paraît d'abord étonnant de les voir ainsi réunis; au fond ils se rapprochent plus qu'on ne croit : chez tous deux, même scepticisme, même moquerie de la raison; chez Byron, un souverain mépris pour la société régulière et les lois positives; chez De Maistre, par-dessus cet orgueilleux mépris, l'ambition plus orgueilleuse encore de révéler à l'humanité des lois immuables tirées fatalement de sa nature, et non point de sa libre pensée. Ce fut là surtout comme l'angle obscur où les poètes polonais se rencontrèrent avec ce terrible docteur qui enseignait la mort, et d'un coup ils lui prirent sa doctrine sans en découvrir ni le secret ni la fin. Ils étaient d'un pays où l'instinct et l'habitude gardaient presque tout leur empire, où l'élan spontané des sentimens publics avait long-temps dominé les institutions, où l'isolement primitif de l'individu s'était perpétué, où les coutumes faisaient plus que les codes, où la nature irréfléchie tenait partout bien plus de place que la volonté délibérante. Or, De Maistre leur disait que délibération et volonté n'engendraient qu'erreurs, que le mouvement spontané des ames était la vraie voie de la vie, maintenant faussée par la science; que l'ordre primitif des choses humaines avait été nécessairement l'ordre divin; que la coutume seule était bonne; que les codes

avaient toujours tort; que les ignorans jouissaient le mieux de la pure lumière; qu'il ne fallait enfin « d'autre instrument pour agir qu'une certaine force morale qui plie le cœur comme le vent courbe les moissons. »

Doué par excellence de cette « force d'impulsion, » suivant le mot de De Maistre, l'esprit polonais fut tout de suite conquis à des théories qui lui révélaient et lui expliquaient sa puissance; il n'alla pas au-delà; il ne vit pas qu'au moment même où il luttait pour la liberté il se laissait enlever par les argumens de l'absolutisme. Mortellement dégoûté du gouvernement officiel et de l'église officielle, il employa pour les combattre les mêmes motifs que De Maistre employait à les défendre. La poésie polonaise vanta, tout-à-fait à la mode des *Soirées de Saint-Pétersbourg*, cette majestueuse beauté du monde ancien, de la législation ancienne, de l'ancien culte; aux abus, aux maux de la veille, elle crut trouver un remède sûr en reculant dans les siècles où ils n'apparaissaient pas encore, parce qu'ils s'y engendraient. Corriger le moyen-âge en lui substituant l'âge primitif, c'était tourner dans un cercle sans fin. On dénigra les idées modernes de constitution raisonnable et raisonnée; on donna aux révolutionnaires de 89 la figure odieuse de ces grands destructeurs que l'Orient a jadis envoyés sur la terre comme des fléaux, témoin le *Pancrace* de *la Comédie infernale*, un Mirabeau tartare. Qu'on examine de près le singulier livre publié l'année dernière par Mickiewicz; on n'y découvrira qu'une chose, la réhabilitation continuelle de l'*ère d'intuition*, pour parler encore la langue de De Maistre, acceptée par son disciple : point de lois écrites dans la Pologne de l'avenir, point de rapports avec l'Europe et ses institutions, à moins que l'Europe elle-même ne se convertisse; point de propriétés individuelles, point d'état politique soumis à des formules, mais partout la pure et simple grandeur des mœurs rustiques, la vie agricole, la seule bénie du ciel. Est-il donc quelque chose dans ce tableau qui ne puisse s'accorder avec le régime moscovite au moins aussi bien qu'avec l'organisation patriarcale? Et celle-ci pourtant ne reviendra pas. L'erreur de Mickiewicz, c'est justement qu'il espère la ramener; c'est que, pour ennoblir cet état de nature, il attend un gouvernement par amour, où l'ame du chef réponde étroitement à l'ame du peuple; s'il dédaigne les lois écrites, les formules, le mécanisme de notre société, c'est qu'il rêve la création « d'une société de spontanéité et de bonne volonté. » Nous le disons avec tristesse, ce rêve est un mirage perfide où trop d'imaginations ont été s'user, trop de courages s'abattre. On aperçoit les eaux rafraîchissantes de l'Éden, une oasis des premiers jours du monde : on approche, il ne reste qu'un sable aride, un sol dévorant, la misère et la corruption du despotisme. Ce n'est pas avec ces vagues sentimens que marchent maintenant les peuples, et leur cœur se prend aujour-

d'hui à des doctrines plus positives et plus mâles, qui protègent plus sûrement l'indépendance de l'homme et du citoyen. Les instincts ne sont pas des institutions, et les grandes sociétés ne vivent que sur des garanties : elles savent bien qu'il n'est pas de maître absolu qui ne veuille se donner pour un maître paternel, comme il n'y a jamais eu de maître paternel qui ne devînt pas un maître absolu.

S'il fallait prouver combien cet enseignement de la poésie contemporaine a pu réagir sur la Pologne, nous aurions trop vite raison en montrant ce qu'il a produit sur ceux qui le recevaient de plus près. Il y a quelques années, l'homme qui représentait le mieux ces tendances de toute une génération, entreprit de conduire ses compatriotes à la délivrance par l'action mystique de l'esprit et de la parole. Quel enthousiasme accueillit la mission céleste que se donnait Towianski, on ne l'exprimera jamais; l'apôtre lithuanien se disait, se croyait très réellement inspiré; il avait le don magnétique de fascination; il fut proclamé *seigneur et maître*, il eut des sujets qui se dévouèrent à lui corps et ame, corps et biens. L'amour seul, un pur amour de frères dirigea d'abord cette association, qui se promettait de conquérir la France et l'Italie pour les employer l'une et l'autre à la conquête de la Pologne. Et qu'est-il arrivé de ces promesses magnifiques? Le gouvernement de l'inspiration n'est pas toujours celui de l'intelligence. La béatitude n'a duré qu'autant qu'on n'est pas sorti de l'extase. Aussitôt le pied mis sur la réalité, tout s'est divisé, tout est tombé, tout est devenu Babel. Nous citons ici la confession d'un membre repentant et clairvoyant de cette conjuration impossible. Il semble que ce soit l'histoire intime de ces pauvres gentilshommes de Pologne, qui, lassés et brisés, se donnent à présent au tzar. « Les esprits se sont refroidis; on a cherché des inspirations artificielles, on n'a pu atteindre le degré d'amour qu'il fallait pour agir; c'est alors qu'incapables de vous entendre et d'avancer dans un sentier sans but et sans issue, vous êtes tombés jusqu'au grand monarque Nicolas, le jour même de l'anniversaire de notre révolution, comme pour railler le sang versé de notre pauvre patrie. » Écrites seulement l'année dernière, ces vives paroles ne s'adressent-elles pas aux *russomanes* de Posen? A la place d'un Bonaparte en linceul, encore pâle des rêveries du tombeau, ils veulent maintenant un Bonaparte à cheval et le sabre au poing : c'est là toute la différence et tout le progrès.

Du reste, en expliquant cette sourde influence des idées qui ont préparé le mouvement actuel de la Pologne, nous ne hasardons point de suppositions gratuites; nous les retrouvons toutes en substance dans un récent pamphlet, œuvre très instructive et très remarquable, soit de la propagande russe, soit du désespoir polonais : nous voulons parler d'une *Lettre* adressée par un gentilhomme de Gallicie au prince de Metter-

nich, à l'occasion de sa dépêche circulaire du 7 mars 1846. Publiée dernièrement à Paris, cette lettre a eu plus d'effet sur la diplomatie que de retentissement au dehors. Elle fut envoyée tout aussitôt comme document essentiel à Vienne et à Berlin, et M. de Bunsen, l'intelligent ministre de Prusse à Londres, le confident de son roi, en a été particulièrement frappé. Ce curieux écrit, qui respire à chaque page l'originalité des mœurs et du caractère, n'est rien d'autre qu'une adhésion manifeste au pacte moscovite, un acte de foi et hommage déposé solennellement aux pieds du tzar. On n'aurait nulle part une aussi juste idée de la situation du pays et des hommes. Le plus grand espoir que l'auteur anonyme mette dans la Russie, c'est la restauration d'une commune société slave d'où l'on repoussera toutes les choses d'Occident. Le plus amer reproche dont il flétrisse M. de Metternich, c'est d'avoir rompu, par ses institutions bureaucratiques, le lien sacré qui, dans cette société semblable à une famille, unissait le paysan au seigneur; c'est d'avoir détruit à jamais le seul refuge où la nationalité slave eût encore trouvé grace, « la seule vie publique, l'unique patrie qui lui restât, la vie de campagne. » — « On dit en Gallicie que vous aimez à nous voir mourir, tuez-nous; mais de grace, avant de faire tomber nos têtes, rendez-nous l'affection de nos paysans, et, quand on nous tuera, ne faites plus que ce soit par leurs mains. Nous ne vous parlerons pas des traités, mais de grâce souffrez que nous vous parlions de ce que vous pourrez nommer comme il vous plaira, de ce quelque chose, de cette existence que vous pourriez nous laisser mener sans qu'on s'en occupât; il n'en aurait été question dans aucun débat parlementaire, l'Europe l'aurait ignorée ou ne l'aurait pas comprise, et personne à ce sujet ne vous aurait molesté. C'était un rien que cette existence; cela ne valait pas la peine d'être remarqué, et cependant ce rien, c'était tout pour nous, tout ce qui nous restait de nos anciennes richesses et de l'héritage de nos pères. C'était la vie avec ce peuple et au milieu de ce peuple rustique, pour lui et par lui; vous nous l'avez enlevée. Rendez-nous les cœurs de nos paysans! Hélas! nous ne les aurons plus! »

Puis vient la conséquence et comme la conclusion de cette gémissante invective. Les nouveaux ressentimens provoqués par les massacres que l'Autriche a payés vont « réveiller sous la cendre les haines immortelles de la race slave contre les Allemands; » les Russes du moins laissent l'ordre social intact, et conservent avec amour « les reliques de la nationalité slave; » un nouvel avenir se prépare. « Au lieu de nous consumer à mendier une position vers l'Occident, nous pouvons nous frayer une route dans les entrailles mêmes d'un immense empire. Impuissans à nous rendre maîtres de notre destinée comme corps politique, nous pouvons en trouver une nouvelle comme individus de la même race. Les atrocités de l'étranger auront du moins fait

surgir l'unité slave. Dans la sévérité du régime qui pèse sur nous en Russie, nous sommes nous-mêmes de moitié. Ne commencerons-nous pas à vouloir librement ce que jusque-là nous avons subi. Aussitôt que nous aurons cessé de nous poser en esclaves, notre maître, malgré lui, sera notre frère... Ce jour est-il éloigné où la noblesse polonaise décimée, amenant avec elle ces débris d'un peuple qu'elle traîne encore à sa suite, fière, mais imposant silence à son cœur palpitant, pourra dire à un empereur de Russie : Nous venons nous remettre à vous comme au plus généreux de nos ennemis, nous laissons derrière nous ces sympathies calculées et trompeuses, cette éloquence à bon marché, ces garanties, et tout ce que ces hommes décorent du titre pompeux de droit des gens; nous ne stipulons point avec vous, nous ne faisons pas de réserve, mais vous trouverez une prière écrite dans nos cœurs en caractères flamboyans, cette seule et même prière : Dans le sang répandu de nos frères de Gallicie, n'oubliez pas le sang slave qui crie vengeance! »

La vengeance qu'il implore, l'éloquent anonyme croit déjà la voir s'amasser. Citons seulement cette sombre prédiction, ce rude et chevaleresque défi qui terminent un si étrange réquisitoire : « Dans peu d'années, mon prince, vous paierez les arriérés d'amélioration sociale et de réforme, vous les paierez avec usure, et encore une fois le sang généreux de la noblesse polonaise aura ouvert à vos peuples la voie du salut. Vous éprouverez la vérité de cette expression du poète :

Das Blut ist ein besonderer Saft.
Le sang est une essence à part.

« Croyez, mon prince, que, pour votre manière d'agir à notre égard, je ne cesserai d'être votre ennemi jusqu'à la fin de mes jours; mais je prétends l'être d'une manière franche et loyale; je le serai en gentilhomme, et j'aimerai à vous conserver, sous tous les autres rapports, l'estime personnelle et le respect que depuis long-temps je vous ai voués. » Est-il une singularité plus originale que ce mélange naïf de la politesse du grand seigneur avec l'âpreté du cosaque, et la politesse ne perd-elle pas un peu de son mérite dans cette odeur de sang? *Das Blut ist ein besonderer Saft.*

Nous nous étendons exprès sur cette révélation toute particulière qui, datée du 15 avril de cette année, semble comme le signal précurseur de la défection dont l'Autriche et la Prusse sont si justement alarmées. Nous ne pouvons nous défendre d'y reconnaître un grave symptôme. Il est sans doute peu probable que ce ralliement, commencé fort à l'improviste, se continue sans obstacle et produise des résultats très immédiats. Il faut compter que l'aversion des paysans sera bien assez entretenue pour balancer l'inclination des seigneurs, et cepen-

dant il est certain que le soldat allemand est encore plus mal vu que le soldat russe chez toutes les populations slaves. Il faut compter du moins que les gentilshommes n'oublieront pas tout-à-fait que la Russie les a décimés comme l'Autriche, et, quel que soit le goût qu'ils manifestent aujourd'hui pour le despotisme plus oriental du tzar, ils se rappelleront peut-être que ce despotisme s'ingénie tout aussi bien que l'administration autrichienne à rompre les liens de la famille servile, à isoler le propriétaire de ses paysans. Enfin on a lieu de penser que ce mouvement n'est pas général, que les vieilles provinces de Lithuanie et d'Ukraine, par exemple, ne s'associent point à cette démission politique, si hardiment offerte à Posen, en Gallicie, et peut-être dans le royaume; mais on ne doit pas se dissimuler que jamais la tentation ne s'est présentée plus à découvert et sous forme plus agressive. « La noblesse polonaise, dit le gentilhomme gallicien, préférera marcher à la tête de la civilisation slave, jeune, vigoureuse et pleine d'avenir, plutôt que de se traîner, coudoyée, méprisée, haïe, injuriée, à la queue de votre civilisation décrépite, tracassière et présomptueuse. » Le tzar, de son côté, sans prendre ce rôle d'initiateur qu'on veut bien lui prêter, ne serait pas fâché d'élever quelque solide barrière contre la contagion du régime constitutionnel. A la place de cette nationalité polonaise qui pencherait toujours vers l'imitation des règles politiques de nos états européens, le tzar pourra-t-il installer sur sa frontière allemande une sorte de nationalité slave qui suive avant tout les instincts de la race et conforme encore sa vie sociale à ses traditions domestiques? C'est un immense problème. Le poser n'est pas le résoudre, et nous espérons fermement que l'avenir décidera contre cette ambition menaçante; mais ne nous y trompons pas ici, car on ne s'y trompe pas à Berlin : c'est de ce point de l'horizon que viendra le plus grand danger de l'Allemagne, et c'est un danger qui passerait vite le Rhin. Aussi croyons-nous qu'autant il est du devoir de notre gouvernement d'encourager en Prusse l'avénement des institutions libres, autant il y aurait de péril pour la France à renouer plus étroitement avec la Russie, sous prétexte de concessions plus ou moins apparentes que l'on obtiendrait en faveur de la Pologne. Nous croyons que ce serait se prendre volontairement au piége où succomberait pour jamais, avec le véritable intérêt français, la véritable nationalité polonaise. Mieux vaut pour la France la Pologne frémissante sous un joug qui reste celui de l'étranger que la Pologne devenue russe. Mieux valent pour la Pologne elle-même ses souffrances et ses misères que cette abdication à laquelle on la convie. Mieux vaut cette patrie dévastée, mais résistante et distincte, que cette patrie flottante où tout un peuple irait se perdre dans une race comme une tribu nomade s'enfonce dans les steppes.

ALEXANDRE THOMAS.

RIMES.

—

LE LION DE L'ATLAS.

Dans l'Atlas, — je ne sais si cette histoire est vraie, —
Il existe, dit-on, de vastes blocs de craie,
Mornes escarpemens par le soleil brûlés;
Sur leurs flancs, les ravins font des plis de suaire;
A leur base s'étend un immense ossuaire
De carcasses à jour et de crânes pelés;

Car le lion rusé, pour attirer le pâtre,
Le Kabyle perdu dans ce désert de plâtre,
Contre le roc blafard frotte son mufle roux.
Fauve comédien, il farde sa crinière,
Et, s'inondant à flots de la pâle poussière,
Se revêt de blancheur ainsi que d'un bournous!

Puis, au bord du chemin, il rampe, il se lamente,
Et de ses crins menteurs fait ondoyer la mante,
Comme un homme blessé qui demande secours.
Croyant voir un mourant se tordre sur la roche,
A pas précipités, le voyageur s'approche
Du monstre travesti qui hurle et geint toujours.

Quand il est assez près, la main se change en griffe,
Un long rugissement suit la plainte apocryphe,
Et vingt crocs dans ses chairs enfoncent leurs poignards.
— N'as-tu pas honte, Atlas, montagne aux nobles cimes,
De voir tes grands lions, jadis si magnanimes,
Descendre maintenant à des tours de renards?

LE BÉDOUIN ET LA MER.

Pour la première fois voyant la mer à Bone,
Un Bédouin du désert venu d'El Kantara
Comparait cet azur à l'immensité jaune
Que piquent de points blancs Tuggurt et Biskara,

Et disait étonné devant l'humide plaine :
Cet espace sans borne, est-ce un Sahara bleu,
Plongé comme l'on fait d'un vêtement de laine
Dans la cuve du ciel par un teinturier dieu?

Puis, s'approchant du bord où, lasses de leurs luttes,
Les vagues, retombant sur le sable poli,
Comme un chapiteau grec contournaient leurs volutes
Et d'un feston d'argent s'ourlaient à chaque pli :

— C'est de l'eau! cria-t-il, qui jamais l'eût pu croire?
Ici, là-bas, plus loin, de l'eau, toujours, encor!
Toutes les soifs du monde y trouveraient à boire
Sans rien diminuer du transparent trésor,

Quand même le chameau tendant son col d'autruche,
La cavale dans l'auge enfonçant ses naseaux,
Et la vierge noyant les flancs blonds de sa cruche,
Puiseraient à la fois au saphir de ses eaux! —

Et le Bédouin ravi voulut tremper sa lèvre
Dans le cristal salé de la coupe des mers.
— C'était trop beau, dit-il, d'un tel bien Dieu nous sèvre,
Et ces flots sont trop purs pour n'être pas amers.

THÉOPHILE GAUTIER.

REVUE PHILOSOPHIQUE.

TRAVAUX RÉCENS SUR ARISTOTE ET LEIBNITZ.

Parmi les publications récentes qui se rattachent au mouvement des idées philosophiques et religieuses, il en est deux que nous signalerons d'abord à l'attention des lecteurs sérieux : le *Traité de l'Ame* d'Aristote, traduit pour la première fois en français par M. Barthélemy Saint-Hilaire, et le *Systema theologicum* de Leibnitz, dont M. l'abbé Lacroix nous donne le texte épuré, et M. Albert de Broglie une intelligente traduction. Aristote et Leibnitz, peut-on écrire ces deux noms glorieux sans songer à tous les traits de ressemblance qui rapprochent, à travers l'étendue des siècles, l'auteur de la *Métaphysique* et celui de *la Théodicée?* tous deux ayant des égaux et même des supérieurs pour l'originalité et la force de l'esprit, mais sans rivaux pour l'étendue; grands critiques en philosophie plutôt que grands inventeurs, mais critiques incomparables, sans illusion comme sans passion, portant librement le poids de toutes les connaissances humaines, n'ignorant rien, n'excluant rien, embrassant tous les points de vue, comprenant tous les systèmes, et contemplant les contradictions des hommes, les agitations des sociétés et la face entière des choses du haut d'une sérénité imperturbable. La destinée philosophique de ces deux grands hommes présente, comme leur génie, de curieuses analogies. Tous deux aspirent hautement au titre de chefs d'école, mais à chacun l'histoire reconnaît un maître : le Lycée n'est qu'un rameau détaché de l'arbre immense de l'Académie, et Leibnitz continue Descartes plus encore qu'il ne le combat. Venus à une époque de maturité, l'honneur de fonder la philosophie leur avait été dérobé par d'autres génies; il leur restait celui de la réformer. C'est la tâche que chacun d'eux a accomplie, selon la différence des temps et des idées, avec une égale supériorité; et, s'il est vrai que le philosophe de Stagyre ait été à la fois le disciple,

le contradicteur et le continuateur de Platon, on peut dire avec toute justesse que le cartésianisme a eu son Aristote dans Leibnitz.

Donner à la littérature française Aristote tout entier, c'est, à coup sûr, une grande tentative, et il faut féliciter M. Barthélemy Saint-Hilaire d'avoir eu le courage de l'aborder. Le nombre des écrits de cet universel génie, l'état d'altération où ils nous sont parvenus, la nécessité de comparer les manuscrits et les éditions, l'armée des commentateurs, l'infinie diversité des matières, la subtilité et la profondeur des pensées, la concision et l'obscurité du style, tout concourt à faire d'une traduction complète d'Aristote l'entreprise la plus ardue, la plus vaste, la plus délicate qu'un écrivain, tout ensemble helléniste et philosophe, se pût proposer. Épris de la grandeur du but, M. Saint-Hilaire ne s'est pas laissé décourager par la longueur et les périls du voyage. Il a fait comme ces pieux et héroïques pèlerins d'un autre temps qui partaient pour la Terre-Sainte, incertains si, à travers les terres et les mers, malgré l'inclémence du ciel et le courroux des vents et des flots, ils arriveraient au saint sépulcre, mais sûrs du moins qu'il était beau d'y courir, et, même en succombant à la tâche, de frayer la route à des voyageurs plus heureux. Que M. Saint-Hilaire ne prenne pas notre comparaison pour un mauvais présage; nous avons le sincère désir et une juste espérance de le voir arriver à Jérusalem.

Le traducteur d'Aristote marche d'un pas ferme et rapide dans la carrière qu'il s'est tracée. En 1837, il débutait par *la Politique*, cet immortel monument que Montesquieu avait sous les yeux en écrivant *l'Esprit des Lois;* en 1844, nous avons eu entre les mains *la Logique* entière, c'est-à-dire l'ensemble des six traités connus sous le nom d'*Organon;* aujourd'hui M. Saint-Hilaire nous donne le *Traité de l'Ame* et nous promet *la Météorologie*. Espérons que l'*Histoire des Animaux* et *la Physique* les suivront de près.

Nous n'hésitons pas à ranger le *Traité de l'Ame* parmi les plus beaux chefs-d'œuvre que nous ait laissés l'antiquité. Pour la grace, le mouvement et la vie, les *Dialogues* de Platon sont des morceaux inimitables; mais qui avait enseigné à Aristote cette régularité de composition, cette disposition méthodique et lumineuse des matières, cette précision de langage, qui sont aussi des beautés, non moins rares pour être plus sévères? Aristote, après un préambule noble et simple, entre immédiatement dans le sujet de son traité; il pose les questions, fixe la méthode, ordonne les parties. Un premier livre est consacré à l'histoire des systèmes de ses devanciers sur la nature et les facultés de l'ame. Empédocle, Héraclite, Pythagore, Platon, sont jugés tour à tour. Abordant ensuite le problème en son propre nom, Aristote, dans le second livre, définit l'ame, en décrit, en classe, en décompose toutes les facultés, depuis les manifestations les plus grossières de la vie animale jusqu'aux plus sublimes opérations de l'entendement; le dernier livre complète ces belles analyses, et se termine par de hautes considérations sur les degrés successifs du développement de la vie. Ne croirait-on pas lire le plan d'un traité moderne? Pour moi, j'ose affirmer que l'*Essai* si vanté de Locke, et le *Traité des Sensations* de Condillac, dont l'ingénieux tissu indique, il faut l'avouer, une main singulièrement habile, sont très inférieurs au *Traité de l'Ame*, non-seulement pour la richesse et la profondeur des aperçus, mais pour l'ordre même et la force de la composition. Joignez à ce mérite éminent un style ferme, sobre, nerveux, d'un tour vif et concis, d'une

vigueur toujours soutenue, d'une gravité et d'une force incomparables, un style qui, s'adaptant étroitement à la pensée, en marque tous les mouvemens, en fait saillir tous les traits, sans vain ornement, sans molle élégance, allant droit au but, sans jamais se détourner, ni s'arrêter, ni se complaire dans la route.

D'habiles gens se sont persuadé que la psychologie est une science d'invention contemporaine, et, comparant ses titres de noblesse avec ceux des sciences physiques et naturelles, ils ont accueilli cette nouvelle venue avec un superbe dédain. Ce qu'il y a de piquant dans la méprise de ces altiers contempteurs de la psychologie, c'est qu'ils professent en général pour Aristote une admiration sans bornes. Ils saluent en lui le père de l'histoire naturelle et le plus grand promoteur, à ce qu'ils croient, de la philosophie des sens. Eh bien ! cet Aristote, cet ami de l'expérience, cet observateur passionné, cet intraitable adversaire des chimères de l'idéalisme, Aristote est un psychologue, un grand psychologue, et l'auteur du premier traité régulier de psychologie.

Également habile à manier l'analyse des faits internes et l'observation de la nature sensible, Aristote a su fondre ces deux procédés dans une méthode qui lui est propre, et qui donne à sa psychologie un caractère particulier d'abondance et de largeur. Pour lui, l'ame humaine n'est pas un être isolé dans l'univers; elle s'élève, il est vrai, au-dessus de tous les autres êtres, mais elle plonge, pour ainsi dire, par ses racines, dans les régions inférieures de la vie universelle. Aristote conçoit la nature comme une immense échelle d'êtres vivans, laquelle, dans une continuité harmonieuse, s'élève de la simplicité des principes élémentaires jusqu'aux formes les plus riches et les plus complètes de l'existence. Dans cette ascension graduelle vers une perfection toujours croissante, il semble que l'humanité soit le but où la nature aspire, et que chaque système d'êtres lui serve d'échelon pour y aboutir. A chaque pas qu'elle fait en avant, elle gagne une faculté nouvelle sans rien perdre de celles qu'elle avait déjà, de sorte qu'arrivée au faîte, elle possède toutes ses puissances et jouit de la plénitude de son être complétement épanoui. L'ame humaine est ainsi le résumé vivant de l'univers, et en elle Aristote peut étudier toute la nature. Entreprend-il de décrire une de nos facultés, la sensibilité par exemple, il ne se borne pas à observer celle de l'homme. Sans cesse il va de l'homme aux autres animaux, et, descendant de degré en degré, il atteint jusque dans les zoophytes les premiers rudimens de la sensation naissante. Chacun de nos sens est ainsi analysé à tous les degrés de son développement, dans ses nuances les plus fines, dans ses plus délicates analogies. Cette méthode, qui rayonne de l'homme, comme centre, à tout l'univers, qui, sans relâche, descend, monte et redescend l'échelle des êtres, semble communiquer à la science l'étendue, la variété et le mouvement de la nature elle-même.

Nous disons que l'homme d'Aristote est une concentration de l'univers; mais à toutes les puissances inférieures de la nature il en ajoute qui n'appartiennent qu'à lui. C'est ici qu'on voit tomber les derniers restes de ce préjugé qui fait d'Aristote un sensualiste. Chose étrange! depuis plus de deux mille ans, on commente Aristote, et une vie d'homme ne suffirait pas à lire ce qui a été écrit sur ce seul philosophe par les péripatéticiens d'Athènes, d'Alexandrie, de Byzance, auxquels il faut joindre les Arabes, les scholastiques et d'autres encore. Et cependant il est certain que le vrai caractère de sa doctrine ne sera bien fixé que

de nos jours. Le moyen-âge et le XVIIIe siècle, à des points de vue opposés, ont également défiguré Aristote. Pour Albert-le-Grand, pour saint Thomas, pour les Coïmbrois, Aristote est un philosophe spiritualiste dont la doctrine est en parfaite harmonie avec la plus sévère orthodoxie. Les écrivains de l'*Encyclopédie,* au contraire, voient en lui le précurseur de l'empirisme, et nul ne manque, en citant la triomphante maxime que toutes nos idées viennent des sens, de la mettre sous la protection de ce grand nom.

La lecture du *Traité de l'Ame* dissipe ces faux préjugés, et, à la place de tous ces Aristotes de fantaisie, nous montre à découvert le véritable Aristote. Nous le voyons distinguer profondément la sensation et la pensée, la première, qui nous est commune avec les autres animaux, la seconde, qui est le privilége et l'attribut éminent de notre nature. La pensée n'est pas un degré supérieur de la sensibilité, c'est une puissance distincte. La sensation, en effet, est unie aux organes, et ne peut se produire sans eux; au contraire, il y a dans la pensée un principe indépendant de l'organisme, qui à ce titre lui survit, ou du moins peut lui survivre. Ces déclarations expresses rangent évidemment Aristote dans la grande famille des philosophes spiritualistes; mais il ne faut rien exagérer. Si la pensée, pour lui, est distincte de la sensation, c'est sur les matériaux fournis par la sensation qu'elle exerce son activité. Si l'ame est distincte des organes, elle n'en est pas séparée; elle est la vie, l'essence, et, pour parler comme Aristote, *l'énergie* du corps. Enfin, si quelque chose de l'ame peut survivre à la dissolution de l'organisme, on ne saurait affirmer que la personnalité humaine participe en effet à cette immortalité. C'est là une espérance, un sublime peut-être, rien de plus. La science, qui n'affirme que ce qu'elle peut démontrer, se tait sur l'avenir de l'être humain.

Voilà le véritable caractère du spiritualisme d'Aristote, tel qu'il se révèle à chaque page du monument que M. Barthélemy Saint-Hilaire a entrepris de déchiffrer. Pour réussir dans son dessein, le savant traducteur s'est entouré de tous les secours qui étaient naturellement indiqués à un homme du métier. La paraphrase de Thémistius, les opinions des grands commentateurs de l'antiquité, Alexandre d'Aphrodise, Simplicius, Philopon, les travaux des Arabes, notamment ceux d'Averroës, les commentaires scholastiques d'Albert-le-Grand, de saint Thomas, des Coïmbrois, du cardinal Tolet, les éditions diverses, celle de Berlin et celle de M. Trendelenburg, si particulièrement précieuse, tout ce vaste ensemble de documens a été compulsé d'une main consciencieuse et exercée. M. Saint-Hilaire ne s'est pas borné à traduire avec le plus grand soin un texte souvent obscur et que nul n'avait encore abordé; il l'a accompagné de notes abondantes, destinées tantôt à éclaircir le texte, tantôt à discuter les diverses leçons des manuscrits et les diverses interprétations des commentateurs, tantôt enfin à établir entre les doctrines d'Aristote et celles de Descartes, de Stahl, de Cuvier, de Burdach, de Müller, des rapprochemens pleins d'intérêt. Enfin, dans une préface développée, l'interprète d'Aristote, devenu son critique, résume sa théorie, la discute à fond, et entreprend de la juger.

Félicitons M. Saint-Hilaire de n'avoir pas imité les péripatéticiens fanatiques du moyen-âge. Ce commentateur d'une espèce nouvelle, tout en louant son auteur, se sépare de lui sur tous les points. Il va même si loin dans ses réserves,

qu'il nous oblige à réclamer en faveur d'Aristote, et à nous faire un instant l'avocat de la doctrine du *De anima* contre son savant, mais trop sévère interprète. M. Saint-Hilaire professe un spiritualisme si décidé, que toute doctrine qui s'éloigne de son sentiment lui paraît suspecte. Il prend parti pour la théorie du *Phédon* contre celle du *Traité de l'Ame*, et, entraîné par l'ardeur de son platonisme, il va jusqu'à accuser Aristote d'avoir, en contredisant son maître, rétrogradé vers le passé, *d'avoir rebroussé chemin à peu près jusqu'à l'ionisme*. Ce jugement est, à coup sûr, d'un bon platonicien, mais il nous paraît excessif.

Nous accordons à M. Saint-Hilaire qu'Aristote a souvent confondu deux ordres de phénomènes que nous tenons pour distincts, ceux de la vie organique et ceux de la vie intellectuelle; nous accordons encore que cette erreur l'a conduit à unir d'un lien trop étroit la pensée et l'organisme, et, par suite, à rendre l'immortalité de l'ame fort douteuse, sinon tout-à-fait impossible; mais il ne suffit pas, pour être parfaitement juste à l'égard d'une doctrine, de l'apprécier en elle-même : il faut la comparer à celles qu'elle a prétendu remplacer. Or, la philosophie d'Aristote est une réaction contre le système de Platon. Je demande maintenant si le spiritualisme de Platon n'avait pas quelque chose d'excessif et de chimérique, et s'il n'était pas légitime et nécessaire qu'un observateur plus exact vînt renouer entre l'ame et le corps des liens que le disciple de Socrate avait rompus.

Généralisons la question : M. Saint-Hilaire accepte-t-il la doctrine de Platon et celle de Descartes sur l'ame dans toute leur rigueur? Mais alors il proteste contre l'histoire, qui les a condamnées toutes deux. J'admire autant que personne le spiritualisme du *Phédon* et celui des *Méditations*, et j'en garde le fonds; mais la vérité absolue n'est pas là. Cette ame, qui est une pensée pure, pour qui le corps est une prison, qui n'est libre qu'en se détachant des sens, qui d'un corps peut passer dans un autre, et voyager ainsi de corps en corps dans une série de métempsycoses, ou encore cette substance pensante, qui n'a rien de commun avec l'étendue, qui est unie aux organes par une sorte de miracle, incapable de les mouvoir et d'en ressentir l'action, est-ce là le dernier mot de la science de l'homme? Qu'on m'explique alors la chute de ce spiritualisme, et le mouvement nouveau qui a suscité, après Platon Aristote, après Descartes Stahl et Leibnitz. Je ne me charge pas de défendre Aristote, Leibnitz et Stahl contre M. Saint-Hilaire, mais je demande qu'il reconnaisse au moins dans leur doctrine une réaction légitime contre un spiritualisme dont on n'a le droit de conserver le principe qu'à la condition d'en retrancher les excès.

La philosophie ne peut pas s'en tenir à Platon et à Descartes : il faut comprendre et admirer ces beaux génies; mais il faut aussi comprendre leurs adversaires. Si Platon avait fait à l'expérience et à l'individualité leur part légitime, Aristote ne serait pas venu. De même, si Descartes n'avait pas enseigné une doctrine exclusive, Leibnitz n'aurait pas entrepris de réhabiliter contre lui le péripatétisme et la scholastique.

Leibnitz est le génie conciliateur par excellence. C'est lui qui a prononcé cette grande parole, devenue depuis la devise de l'éclectisme : « Tous les systèmes sont vrais dans ce qu'ils affirment; ils ne sont faux que dans ce qu'ils nient. » Il ne suffisait pas à son intelligence compréhensive et harmonieuse d'embrasser et

d'unir tous les systèmes; il aurait voulu mettre d'accord toutes les croyances religieuses, et, après avoir établi la paix dans la science, la faire descendre dans l'humanité. On sait la part active qu'il prit avec Bossuet au projet de réconcilier les diverses communions protestantes avec l'église catholique. Quel spectacle que celui de la correspondance de ces deux hommes : le plus grand théologien de l'église et le plus profond métaphysicien de l'Europe travaillant au nom de la France et de l'Allemagne à retrouver l'unité brisée par Luther! Une publication récente ramène naturellement l'attention sur cette mémorable correspondance, et peut jeter quelque jour sur divers points restés obscurs.

Le *Systema theologicum* de Leibnitz, dont M. l'abbé Lacroix nous donne pour la première fois le texte fidèle, est une sorte de profession de foi religieuse dans laquelle Leibnitz s'explique avec étendue sur tous les points essentiels du dogme chrétien, et particulièrement sur ceux qui divisent les protestans et les catholiques. A quelle époque fut-il composé? dans quel but? pourquoi n'a-t-il pas été publié du vivant de l'auteur? Ces questions ne sont pas encore résolues. Toujours est-il que cet ouvrage est parfaitement authentique, et que le manuscrit original en fut déposé, à la mort de Leibnitz, dans la bibliothèque de Hanovre. Il est même assez étrange qu'une pièce de cette importance ait échappé à Dutens, lorsqu'il donna sa grande édition de Leibnitz.

En 1808, les hasards de la conquête amenèrent sur le trône de Westphalie Jérôme Bonaparte, qui trouva bon de mettre la main sur le précieux manuscrit, et, sans mesurer apparemment l'étendue de la perte qu'il faisait subir à l'Allemagne, le donna à son oncle le cardinal Fesch. Ce prélat en laissa prendre copie au vénérable abbé Eymery, qui le publia en 1819; mais la transcription avait été faite avec une extrême négligence, et cette édition défectueuse laissait plus de regrets qu'elle ne fournissait de lumières.

Cependant le manuscrit de Leibnitz, qui avec le cardinal Fesch s'était d'abord trouvé à Paris, l'accompagna, en 1815, de Paris à Rome, et resta dans sa bibliothèque jusqu'à sa mort, arrivée en 1844. A cette époque, les livres du cardinal et tous ses papiers, au nombre desquels figurait le manuscrit en question, furent mis en dépôt à l'église Saint-Louis des Français, en attendant qu'il en pût être fait remise, conformément au testament du cardinal, à la bibliothèque d'Ajaccio, sa ville natale. C'est là que M. l'abbé Lacroix, clerc de la nation de France près le sacré consistoire, à Rome, a pu prendre connaissance du texte original de Leibnitz, le collationner avec l'édition de Paris, rétablir les passages tronqués, altérés ou déplacés, et procurer enfin une nouvelle édition qui ne laisse rien à désirer pour la correction et l'exactitude. C'était assez pour les théologiens et les philosophes, mais M. Albert de Broglie a pensé avec raison qu'afin d'obtenir l'attention d'un plus grand nombre de lecteurs, une traduction française était nécessaire : il s'en est acquitté avec habileté, et y a joint des notes et une introduction où beaucoup de science précise et discrète est au service d'une rare élévation de sentimens et de vues.

Ce qui frappe d'abord à la lecture du *Systema theologicum*, c'est l'accord presque parfait de la doctrine de Leibnitz avec celle de l'église catholique. Sur tous les points essentiels, l'eucharistie, la justification, et même le culte des saints, Leibnitz abandonne évidemment les doctrines luthériennes, et penche du côté des catholiques. Il cite même le concile de Trente, et s'appuie de ses dé-

cisions. On se demande naturellement si Leibnitz exprime ici des croyances tout intimes et personnelles, ou si cette pièce, destinée à la publicité, avait pour but, comme l'*Exposition de la foi catholique* de Bossuet, de réduire au plus petit nombre possible les points de dissidence des deux communions.

M. l'abbé Lacroix pense que le *Systema theologicum* a été écrit par Leibnitz vers 1690, avant la mort de Bossuet, et qu'il se rattache à la correspondance de ces deux personnages. On sait comment elle s'engagea. En 1691, l'empereur Léopold crut le moment favorable pour accomplir un dessein que la politique avait depuis long-temps formé, celui d'opérer la réconciliation des catholiques et des protestans. Il chargea l'évêque de Neustadt, par un rescrit impérial, de traiter les affaires de la religion avec tous les états, communautés et particuliers de son empire. L'évêque de Neustadt trouva un accueil favorable dans les états de Hanovre où résidait Leibnitz. Une partie de la famille de Brunswick, qui y régnait, s'était déjà faite catholique, et le nouvel électeur, le prince Ernest-Auguste, se montrait disposé à suivre leur exemple. M. Molanus, abbé de Lokkum, le plus célèbre des professeurs de théologie protestante de Hanovre, fut chargé d'entrer en conférence avec l'évêque de Neustadt. Le résultat fut la rédaction d'un premier plan de réunion dressé par les théologiens protestans, et sur lequel l'évêque de Neustadt ne voulut donner son avis qu'après avoir pris celui de Bossuet. A ce même moment, Leibnitz se mettait en relation avec l'évêque de Meaux par l'intermédiaire de Mme de Brinon, soit qu'il eût spontanément exprimé le désir de connaître l'illustre prélat, soit qu'il en eût reçu commission de l'électeur de Hanovre ou de l'abbé de Lokkum; mais, quoi qu'il en puisse être, le seul ascendant de deux esprits supérieurs amena bientôt Bossuet et Leibnitz à prendre les premiers rôles dans cette grande affaire.

Je n'hésite pas à affirmer que, si Bossuet et Leibnitz n'avaient eu qu'à se mettre d'accord l'un avec l'autre, le débat n'eût pas été long. Le *Systema theologicum* en est une preuve péremptoire. Lisez ce morceau, comparez-le avec l'*Exposition de la foi catholique* de Bossuet, et dites-moi si les différences valent la peine qu'on se sépare en deux communions. Mais, si c'est chose aisée à un théologien comme Bossuet de s'entendre avec un philosophe comme Leibnitz, il n'en va pas de même quand des préjugés, des passions, des intérêts de parti sont engagés dans le débat. Au lieu de commencer par discuter le fond des choses, ainsi que le demandait si raisonnablement Bossuet, on entama l'insoluble difficulté du concile de Trente, les réformés refusant absolument de le reconnaître pour un concile œcuménique, et Bossuet tout aussi fermement décidé à ne pas mollir sur ce point et demandant toujours qu'on discutât non la forme du concile, mais sa doctrine.

La controverse, en se prolongeant, se fourvoya de plus en plus. De la question particulière du concile de Trente, on en vint à la question générale des caractères constitutifs d'un concile œcuménique, puis à des digressions infinies sur le canon des Écritures, et sur l'authenticité de certains livres, admise par l'église catholique et niée par les réformés. En 1700, la correspondance se termina ou plutôt s'éteignit, non-seulement par l'impossibilité de s'entendre, mais à cause des complications politiques qui vinrent réunir contre Louis XIV toutes les puissances protestantes.

M. Albert de Broglie, qui expose les différentes phases de ce débat d'une ma-

nière lumineuse, incline à penser que l'écrit de Leibnitz est postérieur à la mort de Bossuet, et qu'on doit le considérer comme le terme où, après les agitations de la polémique, Leibnitz, mûri par l'expérience et par l'âge, vint enfin trouver le repos. Nous n'avons aucune raison de repousser cette conjecture. Quoi qu'en dise le proverbe allemand : *Leibnitz glaubt nicht, Leibnitz ne croit rien*, nous sommes convaincu que l'auteur de la *Théodicée* était sincèrement attaché au christianisme. L'idée de faire de lui un hypocrite ou un pyrrhonien ne pourrait venir qu'à des esprits parfaitement étrangers à la connaissance de son caractère, de ses écrits et de tout l'ensemble de ses doctrines. Seulement il faut ajouter qu'il portait dans sa foi religieuse les lumières d'une haute philosophie. Dans le libre mouvement d'un génie éminemment critique, dont la hardiesse et la curiosité étaient infinies, il était impossible qu'il n'effarouchât pas souvent l'ombrageuse orthodoxie du clergé protestant, aussi peu tolérant d'ordinaire que le clergé catholique. C'est ce qui explique ces mots de Fontenelle, parfaitement renseigné sur le fond des sentimens religieux de Leibnitz par son secrétaire M. Eckart : « On accuse M. Leibnitz de n'avoir été qu'un grand et rigide observateur du droit naturel. Ses pasteurs lui en ont fait des réprimandes publiques et inutiles. »

Cette philosophie élevée, qui dominait toutes les croyances de Leibnitz, nous explique l'attitude qu'il a prise dans les grandes controverses religieuses de son temps. On sait qu'il ne professait pas pour ce genre de discussion le dédain que le XVIIIe siècle a mis à la mode. Sous la bizarrerie du langage et la barbarie des expressions scholastiques, il voyait s'agiter les problèmes éternels de l'esprit humain, et, faisant volontiers abstraction de toute communion religieuse, il demandait à l'expérience, à la logique, à la raison, le moyen de dénouer les difficultés. Or, le système de l'église catholique étant certainement, de tous les systèmes religieux, le plus vaste, le mieux lié, le plus raisonnable, il ne faut pas s'étonner de voir Leibnitz, né luthérien, mais avant tout philosophe, se rencontrer presque toujours sur les points essentiels avec le catholique Bossuet.

Nous avons un mémorable exemple de ce curieux accord dans la querelle du quiétisme. Leibnitz, considérant avec sa haute et sereine impartialité le débat passionné des deux éloquens adversaires, prononce un jugement que la postérité a ratifié. Il maintient à la fois, suivant ses propres expressions, *l'innocence de M. de Cambray* et *l'exactitude de M. de Meaux*. C'est en termes modérés donner pleinement raison à Bossuet sur le fond.

De nos jours, quelques voix s'élèvent pour protester en faveur de Fénelon. On accuse Bossuet d'injustice, de dureté. On prétend qu'il a voulu humilier un confrère, dont apparemment l'esprit, la renommée, le crédit, lui portaient ombrage. On dit que la doctrine de l'amour divin était en dehors du dogme, et qu'elle a servi de prétexte à une intrigue politique. Nous regrettons de trouver une appréciation aussi peu exacte dans un livre excellent et chez un écrivain accoutumé à unir la justesse à la finesse dans ses appréciations.

L'ingénieux auteur des *Essais d'histoire littéraire* ressent pour Fénelon une sympathie que nous éprouvons comme lui; mais elle ne doit pas nous fermer les yeux sur ce qu'il y avait de chimérique et de dangereux dans la doctrine du pur amour, ni sur l'entêtement que Fénelon mit à la défendre et à la propager.

M. Géruzez pense qu'après les conférences d'Issy, Fénelon ne demandait qu'à se taire et à laisser le champ libre aux ennemis de Mme Guyon, et qu'il n'a composé le livre des *Maximes des saints* que pour se mettre au-dessus de tout soupçon et établir la pureté de son mysticisme. J'en demande bien pardon à l'auteur ordinairement si exact de tant de fines et élégantes notices, mais les choses ne se sont point passées de la sorte. Fénelon a écrit les *Maximes des saints*, l'ame remplie d'une doctrine qui lui était commune, moins quelques bizarreries de détail, avec Mme Guyon, et cette doctrine, qui n'est point celle de l'église, qui en elle-même est pleine d'illusions et de périls, Fénelon prétendait la faire passer pour orthodoxe, et la consacrer par le témoignage des plus grands docteurs et des plus grands saints du christianisme.

C'est contre cette obstination à défendre et à répandre une doctrine fausse et sujette à mille conséquences fâcheuses que s'éleva Bossuet. M. Géruzez demande malicieusement si les casuistes prétendent nous défendre d'aimer Dieu? Ce n'est pas bien poser la question. Pour justifier entièrement Bossuet, il suffit de faire une distinction très simple entre deux sortes de mysticisme : entre le mysticisme excessif, périlleux, déreglé, que sous divers noms et à diverses époques l'église a toujours condamné, et cet autre mysticisme pur et tempéré qu'elle souffre et même qu'elle protége; d'un côté le mysticisme de Molinos et de Mme Guyon; de l'autre, celui de saint Bonaventure, de Gerson et de sainte Thérèse. Bossuet, interprète toujours fidèle de l'esprit de l'église, comprend, accepte, encourage le mysticisme réglé; il ne poursuit, il ne défend que le mysticisme corrompu, le quiétisme.

Un des plus beaux caractères de l'église chrétienne aux jours de sa force et de sa grandeur, c'était d'embrasser dans son vaste sein tous les développemens si riches, si variés, de la nature humaine. Or, le mysticisme n'a rien de périlleux et de mauvais que ses excès; le principe en est excellent. Que dis-je? le fond du mysticisme, c'est le sentiment religieux lui-même, c'est le besoin ardent d'élever à Dieu son esprit et son cœur, d'entretenir avec lui je ne sais quel merveilleux commerce où les sens et le corps n'ont plus de part, de rapporter à l'être des êtres tout ce que nous sommes, à sa lumière éternelle les faibles rayons qui éclairent notre intelligence, à ce foyer inépuisable d'amour, à cet objet désirable par excellence, toutes nos affections, toutes nos espérances, tous nos désirs; c'est, en un mot, de quitter la terre pour le ciel, le réel pour l'idéal, le temps pour l'éternité, de nous quitter nous-mêmes, pour ainsi dire, ou du moins tout ce qui en nous tient à ce monde, pour aller à Dieu, pour vivre et habiter en lui. Si tel est le principe du mysticisme, demander à une religion de le proscrire, c'est lui demander de se détruire elle-même. La seule chose qu'elle ait à faire, c'est de le tempérer. Il ne faudrait point, en effet, que le mysticisme, en nous élevant de la terre au ciel, nous fît oublier que Dieu nous a mis dans ce monde pour y accomplir une destinée, pour y remplir des devoirs, pour y laisser des œuvres de justice et de charité. Il ne faudrait pas surtout qu'en donnant à l'ardeur contemplative de l'ame une exaltation démesurée, le mysticisme établît dans les divers élémens de la nature humaine une sorte de séparation toujours périlleuse, et, laissant toute la partie active de notre être sans objet et sans discipline, aboutît enfin, par le goût exagéré d'une perfection ici-bas impossible, aux déréglemens les plus bizarres ou les plus coupables de l'imagination et des sens.

Ce sont là les deux écueils du mysticisme; par la substitution graduelle de la contemplation à l'action, il affaiblit, il énerve, il anéantit la personnalité humaine : de là, le déréglement de l'imagination, et, par une conséquence inévitable, le désordre des mœurs. Quand le mysticisme aboutit à ces deux extrémités, il change en quelque sorte et d'essence et de nom; il s'appelle le quiétisme.

Nous craignons qu'il n'y ait un peu de ce faux mysticisme dans un livre, plein d'ailleurs de nobles tendances, que vient de nous donner un écrivain estimable, M. Édouard Alletz. L'auteur des *Harmonies de l'intelligence humaine* est un philosophe spiritualiste, et, à ce titre, il a toutes nos sympathies; on sent circuler dans son livre un sentiment moral et religieux qui est pour nous un nouvel attrait; mais M. Alletz a-t-il calculé toute la portée de la réforme philosophique qu'il nous propose? Suivant lui, Descartes s'est trompé en donnant pour base à la métaphysique le célèbre *cogito, ergo sum*. M. Alletz veut y substituer ce nouvel enthymème : *J'aime, donc je suis*. En d'autres termes, Descartes fondait la philosophie sur la pensée, M. Alletz la veut fonder sur l'amour. C'est soulever sans doute une question immense, et qui aurait valu la peine d'être approfondie; mais nous craignons, il faut l'avouer, que la base de M. Alletz, qui déjà ne nous semble pas bonne, ne soit beaucoup meilleure encore que l'édifice qu'il a mis dessus. Cette philosophie de l'amour, féconde en promesses, se réduit le plus souvent à de petites analyses, à la fois vagues et sèches, et tout se termine par un *dictionnaire intellectuel* d'une bizarrerie sans pareille. Le vague et la bizarrerie, tels sont les deux écueils où vont se heurter tous les mystiques. C'est que la sensibilité, si nobles que soient ses élans, si profonde que soit sa racine, est de sa nature une faculté subordonnée. N'ayant pas en elle-même sa règle, il faut bien qu'une autre faculté la lui fournisse : cette faculté supérieure, cette faculté maîtresse, qu'on ne peut ni détruire, ni mutiler, ni subordonner, et contre laquelle rien ne saurait prévaloir, c'est la raison.

E. Saisset.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 août 1846.

La France électorale a parlé. Que de commentaires se sont déjà produits! Dès les premiers jours, les défenseurs les plus ardens du ministère ont proclamé son éclatant triomphe, et certains organes de l'opposition ont mis un singulier empressement à souscrire à ce jugement porté sur les résultats électoraux. Cependant des esprits plus avisés et plus calmes n'ont pas adopté de confiance cette appréciation précipitée : ils ont élevé des objections, des doutes sur les opinions qu'on prêtait à beaucoup d'élus. Il serait puéril assurément de s'épuiser en conjectures sur ce que feront et diront à la chambre beaucoup de députés nouveaux : peut-être en ce moment ils ne le savent pas eux-mêmes. Ce qui nous semble opportun, utile, c'est de constater ce qu'a pensé et voulu le pays en choisissant ses représentans. Précisons bien dans quel esprit s'est exercée la souveraineté électorale : nous verrons plus tard jusqu'à quel point la chambre sera fidèle aux intentions, aux sentimens de ceux qui l'ont nommée.

La France éprouve aujourd'hui une antipathie très sincère pour les opinions et les hommes extrêmes, les élections viennent de le prouver. Où trouvons-nous les échecs les plus notables? A l'extrême gauche, à l'extrême droite. M. de Cormenin succombe sous la double exagération de ses opinions démocratiques et de sa conversion ultramontaine. A Toulouse, M. Joly reste sur le champ de bataille. D'autres opposans très prononcés ont partagé son sort. Les pertes de l'extrême droite ont été plus nombreuses encore. Les légitimistes ont eu à pleurer le trépas politique du colonel de l'Espinasse, de MM. de Larcy, Fontette, Gras-Preville, Béchard, etc.; on en compte, sur vingt-trois, jusqu'à seize, à la place desquels l'extrême droite n'a dans la nouvelle chambre que six représentans nouveaux. La compensation est faible. Il est vrai que parmi les nouveaux élus brille M. de Genoude, qui, nous n'en doutons pas, estime que son parti est vraiment victorieux, puisqu'enfin ce parti a le bonheur de l'avoir pour organe au Palais-

Bourbon. Qu'en pense M. Berryer? L'éloquent député de Marseille peut être sans inquiétude sur la concurrence oratoire que lui fera M. de Genoude, mais il ne doit pas être tranquille, quand il songe qu'il devra partager la conduite d'un parti tristement décimé avec un personnage aussi aventureux. M. de Genoude sera, à vrai dire, le premier ecclésiastique qui depuis trente ans, depuis le règne de la charte, aura siégé dans la chambre. En 1819, le département de l'Isère nomma député l'abbé Grégoire, qui n'entra pas au Palais-Bourbon; la majorité royaliste l'en repoussa. Dans les dernières années de la restauration, l'Auvergne envoya sur les bancs de la chambre l'abbé de Pradt, dont la pétulance ne put se plier au régime parlementaire. M. de Pradt ne voulait changer que dix-huit articles à la charte, et il se trouvait encore un réformateur très modeste. Après quinze jours d'existence législative, il donna sa démission, plein de dépit et d'aigreur contre une chambre qu'il jugeait incapable de s'associer à ses vues. M. de Genoude nous arrive aussi avec la mission qu'il s'est donnée de faire la leçon à tout le monde, ne doutant de rien, et admirablement propre à compromettre de la manière la plus grave son parti et l'église.

Après avoir sévèrement traité les deux opinions extrêmes de la droite et de la gauche, la France électorale a montré une grande indépendance à l'égard de tous les partis. C'est dans ses propres instincts qu'elle a cherché ses inspirations plutôt que dans les mots d'ordre et les programmes qu'on aurait voulu lui imposer. Le ministère et l'opposition en ont fait l'épreuve. Quand on est venu dire aux électeurs que la stabilité sociale serait compromise et l'anarchie imminente, s'ils ne renvoyaient pas à la chambre certains conservateurs à idées fixes, à préjugés obstinés, on n'a pas réussi; nous en trouvons la preuve dans beaucoup d'élections, notamment dans la lutte dont le second arrondissement de Paris a été le théâtre. D'un autre côté, les électeurs ont peu tenu compte de maximes et de principes dont l'opposition semblait se promettre un grand effet. On a pu reconnaître que, dans les luttes ardentes de la presse et de la tribune, il peut arriver aux meilleurs esprits de s'exagérer la valeur de certaines idées, de certains argumens : on s'échauffe dans sa propre pensée, on pousse jusqu'au bout une démonstration qu'on croit victorieuse, et cependant le pays reste insensible à cette logique triomphante; il va chercher ailleurs ses raisons d'agir et de se décider. Une des questions sur lesquelles l'opposition a le plus insisté depuis longtemps est celle des incompatibilités; à plusieurs reprises, elle a traité ce point avec un redoublement d'efforts et de talent. A-t-elle persuadé les électeurs? Les faits répondent. La législature de 1842 comptait dans son sein cent quatre-vingt-quatre fonctionnaires; il y en aura près de deux cents dans la nouvelle chambre. Les candidats ont si peu appréhendé que leur qualité de fonctionnaires fût contre eux, dans l'esprit des électeurs, un titre d'exclusion, que plusieurs ont demandé et obtenu de l'avancement dans leur carrière administrative, afin de se présenter au corps électoral avec plus de faveur et d'ascendant. Il ne faut pas s'étonner que beaucoup de bons esprits pensent que, sur ce point, la loi doit venir au secours des mœurs. Les questions politiques qui avaient le plus ému les chambres n'ont pas en général beaucoup agité les colléges électoraux, et n'ont exercé sur les votes qu'une médiocre influence. L'expérience a aussi démontré une fois de plus que, la plupart du temps, toute la polémique soulevée par les élections générales, tous les petits pamphlets anonymes, toutes les invec-

tives, toutes les calomnies qui, à cette époque, pleuvent de tous côtés, restent à peu près sans crédit et sans puissance. La victoire électorale est emportée par d'autres raisons, par d'autres moyens. Ainsi, dans les batailles, il se dépense toujours une grande quantité de poudre et de projectiles qui ne font que du bruit et peu de mal.

Dans les élections qui viennent de s'accomplir, le pays s'est beaucoup plus inquiété de l'avenir que du passé. Il a eu surtout la conscience de la situation nouvelle et heureuse que nous devons aux seize années écoulées depuis 1830. Les vieilles querelles, certaines récriminations de parti, l'ont peu touché. Il a songé à ses affaires; il s'est préoccupé de questions commerciales, de mesures administratives, de réformes économiques; il s'est tourné vers les candidats qui lui ont paru le plus propres à le servir dans ces importans développemens de son activité, et il a fait entrer un grand nombre d'hommes nouveaux dans l'enceinte législative. Plus de cent députés nouveaux siégeront dans la chambre de 1846. Sous ce rapport, les électeurs ont montré une réelle liberté d'esprit; ce n'a pas été un inconvénient, un crime à leurs yeux d'être un homme nouveau; souvent ils ont plutôt pensé, comme Champfort, que c'était un grand avantage de n'avoir rien fait. Ils ont ouvert la carrière parlementaire à des candidats jeunes, intelligens, à des économistes distingués, à de grands industriels, à des hommes de loisir qui ont promis de prendre au sérieux la vie politique. Les différens intérêts se sont choisi des champions aguerris. Les amis de la liberté du commerce ont des représentans qui brûlent de se signaler; d'un autre côté, les prohibitionnistes reviennent en force; leur phalange est épaisse. A ce sujet, nous regrettons vivement que les électeurs de l'Aveyron n'aient pas continué à M. Michel Chevalier un mandat dont il était digne. Il avait le tort à leurs yeux de n'être pas un défenseur systématique et absolu des idées protectionnistes, et il n'a pas voulu enchaîner sur un point aussi essentiel la liberté de sa pensée; cette loyale indépendance honore M. Michel Chevalier.

Nous ne songeons pas à flatter le corps électoral, nous ne voulons pas adresser à cette souveraineté, qui disparaît aussitôt après s'être exercée, des complimens qu'elle ne mériterait pas. Tous les choix faits par les électeurs sont loin d'être bons, les mobiles auxquels ils ont obéi n'ont pas toujours été purs. Les intérêts privés et les passions mauvaises ont eu une part, toujours trop grande, dans cette lutte de scrutins. Néanmoins les pensées de bien public n'ont pas été étouffées, et l'égoïsme n'a pas dominé seul. Il y a eu dans les élections de 1846 une tendance sincère vers le bien. Nous la reconnaissons, cette tendance, dans la condamnation prononcée par le corps électoral contre les représentans les plus compromis des partis extrêmes, et dans la préférence donnée par les électeurs aux hommes modérés dans toutes les nuances de l'immense majorité constitutionnelle. Annulation des partis extrêmes, prédominance des opinions modérées, avénement en grand nombre d'hommes nouveaux, voilà trois faits importans qui peuvent compenser bien des fautes et des torts, et qui caractérisent les élections de 1846.

Maintenant, quelle sera la nouvelle chambre? C'est un autre problème. Entre les résultats électoraux et les actes d'une chambre en exercice, la différence est grande. Quel contraste souvent entre le candidat élu et le député qui vote ou qui parle! Nous n'en avons eu que trop d'exemples dans la chambre dernière. Il y a

dans le contact ministériel et dans certaines régions de l'atmosphère parlementaire je ne sais quelle maligne influence qui peut dénaturer les tempéramens qu'on aurait crus les plus sûrs. Toutefois, si les engagemens contractés, les attitudes prises, les paroles données, ne sont pas un infaillible indice de la conduite du député, tout cela constitue cependant une présomption qu'il est utile de consulter, ne fût-ce que pour en prendre acte. Or, en relevant avec exactitude, en interprétant avec sincérité tous les symptômes des dernières élections, nous trouvons au sein de la chambre qui va se constituer dans quelques jours une majorité évidente, prononcée, plutôt pour la politique conservatrice que pour le ministère lui-même. Nous ne songeons pas ici à faire une chicane, une malice au cabinet; nous apprécions la situation telle qu'elle se dessine aujourd'hui. Peut-être changera-t-elle : il est fort possible que l'hiver prochain le cabinet conquière une majorité décidée, compacte; mais cette majorité, il ne l'a pas encore, il l'a si peu, qu'il se préoccupe des moyens de la former. C'est un travail pour lequel il n'est pas fâché de prendre du temps. Dans trois jours, le roi ouvrira les chambres en personne; mais son allocution au parlement sera fort courte, et l'on y trouvera l'intention expresse de remettre le débat des affaires au mois de janvier. La majorité conservatrice que les électeurs nous renvoient a du sang nouveau dans les veines; les membres qu'elle a perdus appartenaient surtout à cette fraction immobile qu'un poète illustre a caractérisée par une similitude restée célèbre; elle les a remplacés par des hommes moins dévots à l'esprit stationnaire. Le ministère se console de voir la majorité conservatrice se recruter d'hommes indépendans de caractère et de position par l'espoir de les trouver moins avides de places et de faveurs que leurs devanciers. Tant mieux, deux fois tant mieux, car ce désintéressement leur permettra de concentrer toutes leurs exigences sur les besoins généraux de la politique. Plusieurs des conservateurs nouveaux ont protesté contre la qualification de ministériels qu'on s'était trop hâté d'attacher à leur nom : nous leur demanderons, ainsi qu'à ceux de leurs collègues qui, comme eux, débutent dans la vie parlementaire, de persévérer dans cette louable jalousie de leur indépendance, de garder toute leur liberté d'esprit et de jugement jusqu'au moment où ils pourront prononcer en connaissance de cause sur les grands intérêts du pays. Ils sont un élément trop essentiel de la majorité pour ne pas exercer sur elle une notable influence, s'ils savent prendre une attitude de modération et de fermeté tout ensemble. La majorité conservatrice elle-même, pour peu qu'elle soit avertie, aiguillonnée, se compromettrait beaucoup, si elle ne répondait pas à la confiance du pays, qui l'a fortifiée aux dépens de tous les autres partis par d'habiles modifications dans sa politique.

Après la majorité conservatrice, le centre gauche est le parti qui est resté le plus entier. S'il a perdu quelques-uns de ses anciens membres, il a fait d'utiles recrues, et aucun de ses chefs, de ses représentans éminens, n'a succombé dans l'épreuve électorale. Il nous semble que le centre gauche n'a pas à se plaindre du résultat moral des élections, car les échecs subis par les opinions extrêmes sont une sorte d'approbation de sa politique. Il est encore un autre symptôme dont il lui serait permis, ce nous semble, de se faire quelque honneur : nous voulons parler de ce qui se passe au sein de la majorité conservatrice. Cette majorité est troublée dans son homogénéité; elle a des conservateurs qui se

montrent soucieux de l'avenir, qui estiment que la manière la plus efficace d'affermir l'ordre social est de l'améliorer; aussi veulent-ils ajouter à leur nom celui de progressistes. Quelle est cette pensée, si ce n'est celle-là même dont il y a aujourd'hui dix ans le centre gauche se faisait l'organe? A cette époque, le centre gauche eut le mérite de comprendre le premier que la résistance ne constituait qu'une partie des devoirs du gouvernement, que de nouvelles obligations lui étaient imposées par la victoire définitive qui était remportée sur l'esprit de désordre, qu'il fallait enfin développer la liberté après l'avoir sauvée de l'anarchie. Les conservateurs progressistes disent-ils autre chose aujourd'hui? N'est-ce pas la même idée appliquée, suivant les circonstances, à d'autres questions, que dix ans de plus ont fait éclore? Enfin cet accord du centre gauche avec les conservateurs qui se disent progressistes ne constitue-t-il pas, dans l'ordre des idées, cette union des deux centres que nous avons toujours considérée comme le vœu sincère, comme la pensée intime de la France?

C'est dans l'union des deux centres que depuis dix ans tous les cabinets, quand ils étaient bien inspirés, ont cherché leur point d'appui. Dans son ministère du 22 février 1836, M. Thiers voulait gouverner avec la plus grande partie de l'ancienne majorité du 11 octobre et avec le centre gauche. Le cabinet du 6 septembre est tombé parce que M. Guizot avait rapporté aux affaires l'esprit exclusif du ministère de la résistance. En 1837, M. Molé et M. de Montalivet, — en 1839, le maréchal Soult et M. Passy, ne se proposaient-ils pas aussi, avec des nuances diverses, l'union des deux centres? En 1840, M. Thiers était appuyé par une partie de l'ancienne majorité votant avec la gauche? N'y eut-il pas un moment où le ministère du 29 octobre songea à s'adjoindre MM. Passy et Dufaure, qui représentaient à cette époque une fraction du centre gauche? Enfin aujourd'hui M. Guizot n'a-t-il pas fait à Lisieux un divorce éclatant avec sa vieille politique de la résistance, averti qu'il était par les manifestations du corps électoral et par le langage des candidats?

Un parti n'est ni en souffrance ni en échec quand il voit les idées dont il a eu l'initiative envahir la majorité du pays, et c'est là, sous beaucoup de rapports, la bonne et honorable situation du centre gauche. Sa sagesse et sa fortune sont de s'y maintenir. Pour cela, il doit conserver son individualité; il ne doit pas se confondre avec des opinions et des principes qu'il ne peut partager, s'il reste fidèle à son origine, à sa destinée. Ni un parti ni un homme politique ne se fortifient en se déplaçant, en se portant avec une ardeur immodérée loin du poste, loin de la ligne qu'ils avaient l'habitude de garder. L'union de ses membres, l'initiative prise avec tact et fermeté dans d'utiles réformes, sont les meilleurs moyens qu'ait le centre gauche de consolider et d'accroître son autorité. L'exagération n'est pas la force. Pourquoi M. Dufaure n'en a-t-il pas été convaincu? L'allocution que le député de Saintes a adressée aux électeurs après sa nomination a causé parmi les hommes politiques une surprise qui dure encore, non qu'on ignorât la scission qu'il se plaisait souvent à établir entre lui et la majeure partie du centre gauche; mais on espérait toujours que le temps, la réflexion, la conscience de l'intérêt général, adouciraient son humeur difficile et lui inspireraient de conciliantes pensées. Vain espoir! M. Dufaure vient de déclarer à ses électeurs qu'il n'est pas moins l'adversaire de M. Thiers que celui de M. Guizot, et il s'est expliqué sur plusieurs points avec la véhémence d'un orateur dé-

mocrate. Voilà, il faut l'avouer, un langage, une conduite bien politiques! Le député de Saintes a-t-il voulu faire pénitence des bruits qui avaient couru sur son futur ministère de l'Algérie? Il choisit bien son temps pour exagérer ses opinions, pour quitter la ligne de politique modérée et pratique qui lui a valu sa renommée parlementaire : il choisit l'heure où le pays décime les représentans des partis extrêmes, où la gauche elle-même a vu éclaircir ses rangs. M. Dufaure voudrait-il constituer à lui seul un parti? Dans cette voie, la brillante excentricité de M. de Lamartine a pris les devans, et, à coup sûr, elle éclipsera l'astre errant qui voudrait imiter ses courses vagabondes.

Il ne sera guère possible, dans la nouvelle chambre, d'avoir quelque influence, quelque crédit en dehors de la modération. C'est ce dont est bien convaincu, nous le croyons, l'honorable chef de la gauche constitutionnelle. Dans le remerciement qu'il a adressé à ses électeurs, M. Odilon-Barrot s'est attaché à repousser avec énergie les imputations de violence et d'anarchie dirigées contre les opinions qu'il représente. Il a toujours pensé, cette justice lui est due, que son parti n'avait pas d'écueil plus dangereux que l'exagération, et à coup sûr il est aujourd'hui confirmé dans ce jugement par la situation morale du pays et les nouvelles pertes de la gauche. Les partis extrêmes, en dépit de leurs passions, devront observer au sein de la chambre une grande mesure et beaucoup de ménagemens. Leur très petite minorité les y oblige. D'ailleurs, ils ne sont pas moins en minorité dans le pays que dans la chambre. En voici des preuves. On avait annoncé que les légitimistes iraient tous aux élections, et l'on se promettait de ce concours une augmentation sensible de leurs représentans dans la chambre. Les légitimistes ont été aux élections en aussi grand nombre que possible, et leur parti est sorti de la bataille non pas accru, mais mutilé. Leur plus grand triomphe a été de donner dans quelques colléges, comme à Orléans, la victoire à l'opposition constitutionnelle. Quant aux catholiques de M. de Montalembert, à ces croisés nouveaux, leurs exploits ont eu peu de retentissement. Si la législature nouvelle est destinée à concilier avec sagesse, dans une loi sur l'enseignement, les droits de l'état et ceux de la famille, cet heureux résultat sera dû non pas à la minorité ultra-catholique, mais à la majorité des bons esprits et des catholiques raisonnables. Enfin, si nous nous tournons vers les radicaux, nous voyons que leurs pertes n'ont été compensées par aucune conquête. Pas un homme jeune, pas un talent nouveau n'est venu régénérer le radicalisme de l'extrême gauche. Presque tous les débutans dans la vie parlementaire appartiennent aux deux centres. Quand on voit la jeunesse et la maturité se ranger unanimement du parti de la modération, on peut dire que jamais gouvernement n'eut la partie plus belle.

Que fera le ministère de tous ces avantages? Rien, s'il faut en croire quelques organes de l'opposition. Ils nient qu'après six années, pendant lesquelles le cabinet s'est montré constamment contraire aux réformes, même les plus modestes, il puisse soudainement se trouver saisi d'un désir sincère d'innover et d'améliorer. La métamorphose serait rare. Jusqu'à présent, en effet, le ministère du 29 octobre a été d'une stérilité continue. Il a tout refusé, tout repoussé. Sur quelque sujet qu'on ait invoqué sa sollicitude, qu'on ait fait appel à son initiative, dans toutes les réformes qui lui ont été demandées, on l'a trouvé tour à tour craintif ou hostile. Tantôt il ne se sentait pas la force de lutter contre les

préjugés ou les intérêts particuliers de ses amis, tantôt il avait lui-même contre certaines mesures des antipathies, des appréhensions. Voilà comment il est arrivé, après six ans, à n'avoir rien fait de positif et de fécond; il a beaucoup parlé pour démontrer combien il était avantageux de ne toucher à rien : c'est tout. Va-t-il aujourd'hui se montrer entreprenant, actif? Si ses adversaires ne le croient pas, ses meilleurs amis n'en sont pas non plus persuadés, et on peut ajouter que le cabinet l'ignore lui-même. Tout dépendra du plus ou moins de vivacité des provocations qui partiront du sein de la majorité nouvelle. Quelque désir qu'on ait de rivaliser avec sir Robert Peel, on attendra cependant l'impulsion, au lieu de la donner. Si enfin on croit nécessaire d'accorder quelque chose à de sérieuses exigences, on se fera un grand mérite de mettre certaines questions à l'étude; quant à la solution, elle pourra être lente à venir. Il nous est difficile, nous l'avouerons, de nous représenter avec des couleurs plus vives le zèle réformateur du ministère; mais nous sommes tout prêts à nous réjouir le jour où nous verrons nos prévisions rester en-deçà de la réalité, où nous assisterons au déploiement d'une politique nouvelle qui se proposerait avec énergie et sincérité d'habiles améliorations. Au surplus, si, en matière de réformes, on interroge, non pas les actes, il n'y en a point, mais les paroles et les écrits de M. le ministre des affaires étrangères, il est difficile de discerner à quel parti il s'arrêtera. M. Guizot a écrit et parlé pour et contre les réformes, il a célébré tour à tour le progrès et la résistance; ainsi, là comme ailleurs, il est en mesure de prendre l'un et l'autre parti, et, quoi qu'il fasse, il sera tout ensemble d'accord et en contradiction avec lui-même.

D'ailleurs, en ce moment, M. le ministre des affaires étrangères a d'autres soucis. La question de la présidence du conseil n'est pas encore vidée, question épineuse, où ce qu'il y a de plus délicat dans l'amour-propre se trouve en jeu. Il est cependant urgent de la résoudre : M. le maréchal Soult persiste à rompre le dernier lien qui le rattache au cabinet. Il paraît que le temps n'a pas calmé l'irritation profonde que lui a causée le refus de l'ambassade de Rome, qu'il désirait si vivement pour M. le marquis de Dalmatie, et il faut que le cabinet avise à se pourvoir d'un autre président. Tout désigne M. le ministre des affaires étrangères, et cependant ce poste, sur lequel, il en faut convenir, ses prétentions sont fort légitimes, lui échappe toujours. Ses collègues, qui s'estiment si heureux d'être défendus par sa parole, ne poussent pas la reconnaissance jusqu'à lui déférer avec empressement une présidence que certes il a bien conquise. Ils semblent plutôt craindre une prééminence officielle, qui marquerait plus que jamais l'administration du 29 octobre d'un nom illustre sans doute, mais dont l'éclat même pourrait devenir un embarras dans des circonstances difficiles. A coup sûr, M. le ministre des affaires étrangères a le droit de penser qu'il y a dans tous ces calculs plus d'ingratitude que de courage; mais contre de pareilles dispositions que peut-il faire, surtout quand il est question d'appeler à la présidence un homme éminent, pour lequel ses sentimens ne sauraient être douteux, M. le duc de Broglie? C'est de la part de M. le ministre de l'intérieur un coup de maître qu'une pareille candidature. La présidence de M. le duc de Broglie établirait entre M. Duchâtel et M. Guizot un parfait équilibre; elle donnerait au cabinet le concours d'un personnage considérable, en le faisant échapper au danger de se personnifier dans un orateur dont on reconnaît ne pouvoir se passer, tout en le redou-

tant comme chef, comme drapeau. Cette combinaison, pour aboutir, a besoin du double consentement de M. Guizot et de M. le duc de Broglie. Si M. le ministre des affaires étrangères arrive à se convaincre qu'il n'y a pas d'autre solution possible, il donnera son adhésion à un arrangement qui, tout en le blessant, paraît ménager toutes les convenances, puisqu'il y a entre lui et M. le duc de Broglie une amitié politique de plus de trente ans. Ce sera de sa part un dernier sacrifice de la vanité à l'ambition. Le consentement de M. le duc de Broglie est plus douteux. Le noble pair recherche peu la responsabilité directe des affaires; il a sur le cabinet, notamment sur le département des affaires étrangères, toute l'influence qu'il peut désirer. Pourquoi quitterait-il cette haute et douce situation de spectateur puissant? Il est vrai qu'en lui offrant la présidence, on l'allége autant que possible en la séparant de tout portefeuille. Néanmoins il faudra faire valoir auprès de M. le duc de Broglie des considérations bien fortes, pour triompher de sa répugnance à reprendre un rôle ministériel, et à rentrer dans les luttes bruyantes de la démocratique assemblée du Palais-Bourbon.

Nous disions, il y a quinze jours, qu'il se préparait une complication nouvelle dans cette intrigue matrimoniale à laquelle sont maintenant suspendues les destinées de l'Espagne. Voici les faits qui commencent à se produire tels que nous les avions indiqués. La presse anglaise a ouvert l'attaque, et un article du *Times*, attribué à quelque collaboration extraordinaire, est venu désagréablement surprendre le cabinet français au lendemain de sa victoire électorale. On lui reprochait d'intervenir en Espagne contre le vœu même de l'Espagne et dans un simple intérêt dynastique; on lui démontrait que, le prince de Cobourg étant prince français par toutes sortes de raisons, c'était arrogance ou vanité pure de vouloir le repousser; on s'engageait avec une énergie des plus significatives à maintenir l'indépendance de la couronne espagnole, si bravement menacée, disait-on, par cela seul qu'elle reposait sur la tête d'une femme. Il a bien fallu répondre, et nous avons sujet de croire qu'on a essayé tout le possible pour éluder cette nécessité passablement embarrassante; on a répondu avec de grands airs de mépris pour la forme violente de ces réclamations, avec une parfaite soumission quant au fond des choses. Sans doute ce n'était ni le lieu ni l'occasion de proclamer une candidature française; mais devait-on si soigneusement s'en tenir au programme même de l'Angleterre, et la France n'a-t-elle pas de droit en Espagne une position propre? M. Guizot ne s'est-il point officiellement prononcé pour une alliance de famille? Qu'arrive-t-il aujourd'hui? Le ministère anglais déclare qu'il se porte le champion, non point de tel ou tel prétendant, mais de la jeune reine, de sa dignité royale, de la liberté de son choix : il est dans son rôle et joue son jeu; le ministère français se réduit à répéter textuellement une déclaration formulée contre lui : c'est tout abandonner, à moins qu'il ne compte beaucoup sur ses secrètes influences auprès de la reine Christine, et n'espère regagner sous main ce qu'il sacrifie publiquement. Celle-ci se trouve maintenant dans une situation vraiment fort commode, et elle est femme à tirer bon parti de cette émulation généreuse de deux rivaux tout prêts à se brouiller pour s'empêcher réciproquement de contraindre les inclinations de sa fille. Il serait curieux que ce mariage manquât toujours sous prétexte de se faire le plus librement possible. La comédie n'est pas encore finie.

Quelque chose de plus sérieux, c'est la froideur que le *statu quo* tout seul finirait par amener entre les deux gouvernemens à propos d'une négociation si épineuse. On a beaucoup affecté de ne voir dans ce récent éclat du *Times* qu'un coup de tête sans conséquence; peut-être a-t-on bien voulu se tromper. La presse anglaise avait, depuis quelque temps déjà, entamé cette question trop délicate pour ne pas devenir très vite blessante; l'usurpation française en Espagne était presque un chapitre à l'ordre du jour, et l'on gourmandait très positivement l'indifférence du cabinet de Saint-James, qui souffrait tout; on plaignait M. Bulwer de perdre ainsi son temps à Madrid sans y utiliser ses talens; on renouvelait d'anciens hommages au mérite d'Espartero; enfin, et ce n'était pas le moindre coup, on avertissait le commerce que la contrebande française chassait peu à peu la contrebande britannique du nord de la Péninsule. Le ministère whig est-il pour quelque chose dans ces sommations qu'on lui adressait, et songerait-il à vider cette grande affaire d'Espagne, qui a toujours été l'un des pivots de sa politique extérieure? Ou bien est-ce uniquement lord Palmerston qui ne veut point devenir sage, le comte de Clarendon qui soulage ses vieilles rancunes de diplomate? Il n'en est pas moins vrai que les whigs sont loin de vivre en confiance avec M. Guizot; ils savent qu'il a peu de goût pour eux, et ils n'ont pas oublié combien il en voulait à sir Robert Peel d'avoir succombé. Les tories eux-mêmes seraient-ils bien fâchés de quelque nouveau triomphe remporté sur la France par l'influence anglaise, et regretteraient-ils beaucoup que lord Palmerston se risquât à quelque témérité profitable?

Le ministère anglais a d'ailleurs gagné maintenant du loisir, et les difficultés intérieures sont suffisamment ajournées ou diminuées pour qu'il puisse déjà s'orienter au dehors. Le bill des sucres ne s'est plus discuté que pour la forme devant les banquettes dégarnies d'une chambre prête à se séparer. Les protectionnistes vaincus annoncent leur prochaine campagne dans des festins plus solennels que populaires, et déjà lord Bentinck, fier du rôle assez inattendu qu'il a joué, s'attire ce ridicule inséparable des ambitions mal justifiées : il vise ouvertement au métier d'homme politique, délaisse le *turf*, dont il était l'un des princes, vend ses chevaux, et se présente comme lieutenant de lord Stanley, comme *leader* du nouveau parti dans la chambre des communes; peu s'en faut qu'il ne veuille organiser une ligue de fermiers, et ressusciter en sens contraire l'agitation de Cobden. Nous doutons beaucoup que les élections de 1847 lui donnent la majorité qu'il leur demande, et nous croirions lord John Russell assez heureux, s'il n'avait pas d'autres adversaires sur les bras. Jusqu'à présent, au reste, lord John Russell n'en compte pas d'autres qui se soient par avance déclarés, et c'est le bénéfice de sa position, qu'à moins d'être l'ami de lord Bentinck ou de lord Stanley, on ne puisse s'avouer systématiquement l'ennemi d'un ministère qui ne veut rien faire par système.

Cette situation favorable se trouve encore affermie par les derniers événemens accomplis en Irlande. O'Connell s'est décidément réconcilié avec le gouvernement anglais. Il a fait taire en lui l'horreur du Saxon; il a permis aux membres irlandais, et même à ses proches, d'accepter des places données par les whigs : il a gagné quelque chose de moins facile et de plus essentiel; il entraîne à sa suite tout le clergé d'Irlande, et retranche du nombre des *repealers* ceux-là même qui avaient pris le *repeal* au sérieux. Le rappel de l'union n'est plus

désormais qu'une vaine formule. Pour qui connaissait un peu l'intérieur de l'association irlandaise, ce résultat semblait depuis long-temps inévitable. Il y avait deux partis dans un seul, et l'unité ne pouvait plus subsister du moment où la tactique anglaise leur fournirait une raison de se distinguer, en signalant chacun sa tendance.

Avocat consommé, O'Connell a pris, pour défendre son pays, non pas l'argument qu'il croyait le plus sérieux, mais l'argument qu'il jugeait le plus efficace; il a poursuivi des réformes possibles en menaçant d'une révolution impossible; il a savamment évoqué la fantasmagorie du rappel comme le seul thème qui lui permît de réclamer et d'obtenir toujours en ne se disant jamais satisfait. Qu'il ait fini par croire à sa fiction et s'habiller tout de bon de son personnage, il n'y a point à s'en étonner; mais du moins a-t-il su garder toujours par devers lui ce grand fonds de bon sens qui fait sa force, et au besoin il l'a retrouvé tout entier. Chose plus notable encore, il est resté complétement l'homme de son âge et de son pays; il n'y a pas une idée moderne qu'il ait prise à son service; il est loyal sujet comme un cavalier des Stuarts, dévot comme un fidèle papiste, propriétaire quasi féodal comme tout bon gentilhomme de campagne. S'il a jamais trouvé quelque chose d'inintelligible, c'est assurément l'éloquence de ceux qui vinrent lui offrir l'obole de la démocratie française. Tel qu'il est, cependant, O'Connell représente à coup sûr la vraie situation de l'Irlande, et l'on n'y pourrait rien faire en grand avec d'autres principes. D'autres principes ont pourtant essayé d'y prendre pied et d'y agir. Des hommes plus jeunes, plus éclairés, moins intelligens, à peine entrés à Conciliation-Hall, ont élevé un drapeau neuf à côté du vieux drapeau; ils ont arboré les couleurs radicales, et demandé le rappel en haine des institutions aristocratiques; ils ont rêvé plus sérieusement peut-être que le *libérateur* une séparation de l'Angleterre et de l'Irlande; ils se sont moqués secrètement de son royalisme chevaleresque, ils ont parlé assez haut de république indépendante. C'était la montagne aux prises avec les girondins. Protestans ou libres penseurs, *infidèles* même, comme on dit en Angleterre, ils se voyaient avec déplaisir obligés de s'appuyer sur l'intervention cléricale, et ils craignaient toujours de trop bien servir la domination de l'église catholique, en l'appelant ainsi au secours de leur patriotisme. La *Nation*, leur principal organe, s'est donné pour tâche de discerner la religion de la politique; elle soutient que la religion doit rester entre Dieu et l'homme, et prêche, suivant son expression, une nationalité qui n'ait rien à faire du *credo* de l'individu. Rédigée avec une habileté véritable, la *Nation* publie souvent des chansons patriotiques qu'elle a raison de regarder comme un sûr moyen de propagande chez ce peuple enfant, conteur et routinier. C'est par ces chansons qu'elle a traduit sa plus intime pensée; c'est par cette lente et populaire initiation qu'elle espérait insinuer son esprit dans les rangs les plus épais de la multitude. Cet esprit se reconnaîtra tout de suite à quelques strophes citées au hasard.

« Quand nos pères voyaient l'étendard rouge flotter au-dessus du vert, ils se levaient en masse, soldats inexpérimentés, mais courageux, avec des piques et des sabres, et dans plus d'une noble ville, dans plus d'un champ de mort, ils replaçaient fièrement les vertes couleurs de l'Irlande au-dessus du rouge de l'Angleterre.

« La jalouse tyrannie de l'Anglais a maintenant banni le vert de l'Irlande, mais, par le ciel! les victimes de l'Anglais sortiront de terre avant qu'on ait forcé nos cœurs à délaisser l'étendard vert pour l'étendard rouge!

« Nous nous fions en nous-mêmes, car Dieu est bon et bénit ceux qui se fient à leurs braves cœurs et non point dans les princes ou les reines de la terre, et nous jurons de verser notre sang pour replacer encore une fois le vert au-dessus du rouge. »

Voilà toute la politique de la *jeune Irlande*. Si quelque chose en démontre l'impuissance, c'est la tranquillité pacifique de ces immenses *meetings* assemblés par O'Connell; il n'y a pas de parole humaine qui eût pu comprimer des cœurs assez ardens pour répondre à cet appel guerrier. La *jeune Irlande* doit aujourd'hui être convaincue de sa faiblesse. A la première démonstration ouverte qu'elle a tentée contre les temporisations suspectes d'O'Connell, elle a été obligée d'abandonner Conciliation-Hall, emmenant avec elle, pour tout renfort, M. Smith O'Brien, comme si O'Connell n'avait pas déjà exploité tout ce qu'on pouvait tirer du nom populaire et de la personne insignifiante de ce dernier descendant des vieux rois. Le *Freeman* reste le seul moniteur de l'agitation officielle, et la *Nation*, vigoureux appui d'un camp décidément hostile, reprend à nouveau et pour son compte l'œuvre de libération; elle commence la guerre par une épigramme, en choisissant pour devise *le rappel sans la rente!* épigramme injurieuse à l'adresse d'O'Connell, qui n'a jamais rendu compte au public de l'emploi du budget national versé dans ses mains. O'Connell a tout aussitôt rencontré dans le clergé d'irrésistibles défenseurs; les évêques les plus compromis par leur patriotisme exalté se sont déclarés les partisans du système de persuasion morale, jetant l'anathème sur les prôneurs de révolutions violentes, et mettant à l'index ces impies de la *jeune Irlande*, lecteurs assidus de Voltaire et de Rousseau, complices de Robespierre et de Mazzini. Toute la situation intellectuelle de l'église irlandaise est naïvement exprimée par cet assemblage de noms propres. N'oublions pas cependant un trait plus touchant et plus sérieux : l'archevêque de Tuam, John M'Hale, écrivant à lord Russell pour désavouer publiquement les doctrines brutales de la *Nation*, lui peint en même temps la détresse de ses pauvres diocésains du Connaught; il le supplie de leur continuer les travaux publics qui les nourrissent à moitié; il s'associe du fond de l'ame à cette incroyable misère, et, à la façon dont il la ressent et l'exprime, on ne saurait se refuser à dire qu'il est bien digne de la protéger.

REVUE SCIENTIFIQUE.

Les accidens qui, dans ces derniers mois, se sont si fréquemment répétés, et d'ordinaire avec de si tristes conséquences, sur les chemins de fer, ont ému vivement l'Académie des Sciences et le public, et de tous côtés il a surgi des projets destinés, disait-on, à rendre désormais impossible le retour de ces funestes événemens. Il va sans dire que la plupart de ces projets, formés par des hommes qui manquent des connaissances nécessaires, ne méritent guère d'attention. Comment prendre au sérieux, par exemple, cette idée si souvent émise, et que nous avons entendu prôner même dans de doctes assemblées, d'arrêter subitement un convoi marchant à toute vitesse, et de prévenir par là les rencontres, les chocs, les déraillemens, tous les accidens, en un mot, qui sont à craindre sur les chemins de fer? Sans nous arrêter à la possibilité d'exécuter ce projet, qui suppose tout simplement qu'on pourrait, par quelque mécanisme ingénieux, arrêter brusquement cent boulets de vingt-quatre à l'instant où ils sortent de la bouche du canon (car, en ayant égard à la masse et à la vitesse, un gros convoi, dans des circonstances ordinaires, ne produirait pas sur un obstacle qu'on opposerait subitement à sa marche un effet moindre que celui qui serait produit par cent boulets de vingt-quatre qui viendraient le frapper à la fois), il est à remarquer que, si la chose était faisable, le remède, dans le plus grand nombre des cas, serait pire que le mal. En effet, si l'on réussissait, par impossible, à arrêter tout à coup un convoi marchant, par exemple, avec une vitesse de dix lieues à l'heure, tous les voyageurs, sans exception, seraient lancés avec une vitesse égale à celle qui animait le convoi entier avant cet arrêt brusque, et iraient frapper la terre ou les diverses parties des voitures avec la même vitesse qu'ils acquerraient s'ils tombaient tous d'un premier étage assez élevé. Or, quel que soit le danger auquel on est exposé sur un chemin de fer lorsqu'un accident est imminent, ce danger, pour la totalité des voyageurs, est bien moindre que celui qu'ils éprouveraient s'ils tombaient tous à la fois d'un premier étage. Le remède, comme on le sent, serait fort dangereux : heureusement ce remède, tel que l'imaginent la plupart des utopistes, est inapplicable.

Pour prévenir le retour de ces accidens si funestes comme pour en diminuer la gravité, la première chose à faire, tous les hommes compétens sont d'accord sur ce point, c'est de diminuer le poids de chaque convoi, et de répartir ce poids entre un certain nombre de convois successifs. Alors les ressources de la mécanique pourront être appliquées avec succès à des masses moins grandes; mais, dans les circonstances actuelles, tous les soins imaginables ne sauraient prévenir le retour d'accidens dont les suites, une fois que ces énormes masses ont cessé d'obéir à une impulsion intelligente, deviennent incalculables. Au reste, cette question n'est pas seulement une affaire de mécanique. La politique joue un grand rôle dans tout ce qui touche aux chemins de fer, et le gouvernement, qui a devant lui des sociétés riches et puissantes, et qui se voit forcer la main par le vœu énergique de tout le pays, demandant l'établissement complet de ce nouveau mode de communication, ne peut pas agir

avec une entière liberté. Nous croyons pourtant que, dans l'intérêt des compagnies comme dans celui du public, il faut tenir la main à l'exécution stricte des conditions comprises dans le cahier des charges. De notre temps, l'opinion publique est plus forte que les associations les plus considérables, et il ne faudrait pas que le gouvernement fût obligé souvent d'intervenir, comme il a dû récemment le faire pour la ligne de Saint-Étienne à Lyon, afin que des travaux indispensables à la sûreté des voyageurs fussent enfin exécutés.

L'enthousiasme qu'excitent certaines nouveautés ne se transmet pas toujours de siècle en siècle. Qui ne connaît l'histoire de la pomme de terre? Transportée d'Amérique en Europe peu de temps après la conquête du Nouveau-Monde, cultivée en grand en Italie dès le XVIe siècle, cette production était encore, il y a soixante-dix ans, repoussée de France par de vieux préjugés. Le zèle et la persévérance de Parmentier triomphèrent de tous les obstacles, et lorsqu'enfin Louis XVI eut placé à sa boutonnière les fleurs de cette plante solanée, la pomme de terre devint à la mode chez nous. Depuis lors la culture s'en est répandue partout, et ce tubercule est devenu un des élémens les plus considérables de la nourriture de plusieurs peuples de l'Europe.

Presque insensible aux intempéries, la pomme de terre était, disait-on depuis long-temps, le plus sûr préservatif contre la disette. On vivait à cet égard dans une sécurité complète, lorsque, l'année dernière, une maladie, inconnue ou peu étudiée jusqu'alors, vint frapper en Irlande, en Belgique et dans certaines parties de la France et de l'Allemagne, cette précieuse production. On connaît l'effet produit en Angleterre par cette maladie, sans laquelle probablement M. Cobden et la ligue attendraient encore la révocation des *corn-laws*. Les agronomes, les chimistes de tous les pays s'emparèrent de cette question : ils coupèrent, firent bouillir, filtrèrent, examinèrent au microscope des centaines de livres de pommes de terre, et ne purent se mettre d'accord. Pour les uns, c'était là une maladie contagieuse se répandant de proche en proche, et qu'il fallait traiter à la manière des épidémies; pour les autres, les longs froids et les pluies continuelles avaient été l'unique cause de cette pourriture qui, en 1845, envahit les pommes de terre de tant de pays divers. On pouvait espérer que l'année 1846, si chaude, si sèche, si différente, en un mot, de celle qui l'a précédée, ne verrait pas se reproduire ce fléau. Malheureusement cet espoir a été déçu. La maladie s'est de nouveau présentée. Elle fait des progrès au moment où nous écrivons, et les incertitudes des savans se sont renouvelées sans qu'il ait été possible jusqu'à présent de prononcer d'une manière formelle sur les causes qui ont amené cette calamité. De la discussion qui a eu lieu devant l'Académie des Sciences à ce sujet, il a semblé résulter que la maladie se propageait des fanes aux tubercules, et qu'il y avait avantage à arracher les feuilles flétries avant que la racine fût atteinte, ainsi qu'à enlever les pommes de terre malades et à les isoler de celles qui ne le sont pas. Quant à la question de la contagion, elle paraît offrir encore de grandes difficultés. Ces difficultés peuvent donner une idée de toutes celles qu'on doit rencontrer lorsqu'on veut traiter la question des maladies contagieuses chez les hommes : question si grave, si importante, compliquée de tant d'intérêts divers, et dans laquelle les actions nerveuses et les effets de l'imagination jouent un si grand rôle. Comment les médecins pourraient-ils donner une solution définitive de cette question si complexe, et qui

renferme tant de causes d'erreur, lorsque la question la plus simple, la plus élémentaire en ce genre, celle de savoir si une maladie est contagieuse ou non dans les pommes de terre, n'a pas pu être encore résolue! Et pourtant, en faisant sur les plantes les expériences nécessaires pour éclaircir ce point, on peut toujours éviter les causes d'erreur qui rendent si incertaines les observations analogues qu'on voudrait tenter sur les hommes. Lorsque dans cette matière les savans auront résolu les questions les plus simples, ils pourront s'exercer avec succès sur de plus difficiles. Jusque-là toute conclusion serait, à notre avis, prématurée, et ne pourrait conduire qu'à substituer un préjugé nouveau à un ancien préjugé.

Dans cette saison, les savans voyagent, et, vers la fin de l'année scolaire, Paris est visité tous les ans par quelque célébrité européenne. La semaine dernière, M. OErstedt, le fondateur de l'électro-magnétisme, assistait à la séance de l'Académie des Sciences. On sait depuis long-temps qu'en frottant certains corps, le verre et la résine, par exemple, on développe un principe appelé électricité, qui donne lieu à des phénomènes particuliers. Toute personne ayant reçu quelque instruction a vu une fois au moins dans sa vie fonctionner la machine électrique, et peu d'enfans ignorent que, lorsqu'on frotte un chat dans l'obscurité, on aperçoit de petites étincelles qui ne sont dues qu'à un dégagement d'électricité. Cette branche intéressante de la physique, qui a dû au génie de Volta de si notables progrès, a éte enrichie par lui de ce puissant instrument qui porte son nom (la pile de Volta), et à l'aide duquel on peut produire des courans continus d'électricité. Après avoir appliqué avec un succès merveilleux cet instrument à la décomposition des corps les plus réfractaires, les physiciens ne se doutaient pas encore que ces courans électriques possèdent des propriétés spéciales, et que l'électricité en mouvement agit sur les corps d'une tout autre manière que lorsqu'elle est en repos. C'est surtout en excitant un état magnétique particulier dans un corps soumis à leur action, que la présence de ces courans se manifeste, et c'est à la branche de la physique qui a pour objet l'étude de l'action mutuelle de ces courans, et qui est appelée l'*électro-magnétisme*, que M. OErstedt a attaché son nom d'une façon si glorieuse. L'illustre physicien danois a été reçu à l'Institut par ses confrères avec un empressement qui a dû lui prouver tout le cas que l'on fait de ses découvertes et de ses travaux.

Les savans anglais et allemands viennent souvent à Paris, mais les savans italiens quittent rarement leur pays, et on les voit peu de ce côté-ci des Alpes. Cet isolement est peu profitable aux sciences, et il est à désirer que les hommes de mérite qui abondent en Italie se décident à venir faire chez nous un échange d'idées et de connaissances également avantageux aux deux pays. Le spectacle d'une activité dont on n'a aucune idée au-delà des Alpes, l'action directe d'un foyer vers lequel convergent toutes les lumières de l'Europe sont de nature à exercer la plus heureuse influence sur des esprits merveilleusement doués, mais qui se renferment parfois dans un cercle d'idées trop restreint. On se plaint souvent en Italie que des travaux remarquables, entrepris à Milan ou à Naples, ne soient guère connus sur les rives de la Seine. Cette plainte est fondée en partie, et l'on regrettera toujours que des hommes tels que Bidone et Mascagni, par exemple, aient pu travailler pendant trente ans, l'un au progrès des sciences physiques et mathématiques, l'autre à l'avancement de l'anatomie et de la phy-

siologie, sans que l'Institut de France ait trouvé l'occasion de se rattacher par un titre honorifique ces deux illustres savans. Pourtant il faut remarquer que les forces et l'activité des hommes les plus distingués sont appliquées chez nous à assurer l'influence de la France à l'étranger, et que cette influence morale, reconnue et acceptée partout, est telle qu'elle n'admet guère dans l'esprit de la plupart des Français la supposition d'un échange utile avec les autres peuples, surtout avec ceux que les circonstances ont placés dans une infériorité politique relative vis-à-vis de la France. C'est là une erreur, à notre avis, et tout contact scientifique avec les élèves de Galilée et de Volta peut être profitable même aux héritiers de Fermat et de Lavoisier. Quoi qu'il en soit, on ne peut modifier cet état de choses qu'en venant montrer aux savans français qu'Amici, Melloni et Mossotti, dont nous avons eu l'occasion récemment d'admirer à Paris les travaux, ne sont pas les seuls qui cultivent avec succès les sciences physiques et mathématiques dans la péninsule. En attendant, nous voyons avec plaisir qu'un des plus illustres chefs de l'école médicale italienne, M. Bufalini, se soit décidé à venir visiter les établissemens scientifiques de Paris, et nous recevons avec satisfaction l'annonce de la prochaine arrivée de M. Santini, professeur à Padoue, et l'un des correspondans de l'Institut pour la section d'astronomie.

Si les savans italiens ne vont pas volontiers en pays étranger, ils ont commencé, depuis quelque temps, à se visiter entre eux, et tous les ans ils s'assemblent dans une des villes de la péninsule. Ces congrès scientifiques, auxquels les attaques du parti rétrograde n'ont pas manqué, produisent du bien dans un pays où des barrières de toute sorte s'opposent aux communications de la pensée d'état à état; mais on ne saurait dire que les hautes sciences puissent gagner beaucoup dans des réunions composées parfois de douze à quinze cents personnes qui décident les questions les plus graves à la majorité, et au milieu desquelles le nombre des véritables savans est naturellement fort restreint. Dans quelques villes principales, des sommes considérables ont été mises à la disposition des savans pour effectuer des expériences utiles. Cette pensée est fort louable; mais dans l'état actuel des sciences peut-on supposer que de telles expériences seront entreprises avec succès par des hommes auxquels il n'est accordé que quinze jours de réunion pour s'entendre sur les expériences à faire, et pour les effectuer après avoir préparé les appareils nécessaires? Évidemment cela est impossible. Si l'on veut que ces congrès aient des conséquences heureuses pour les sciences, il faut, tout en conservant un caractère populaire à ces réunions, établir un comité, un bureau, quelque chose de permanent enfin, qui soit chargé d'exécuter tout ce qui ne peut pas être confié à une assemblée trop nombreuse. Appeler à ces congrès, dans des vues très utiles et très louables, un grand nombre de personnes, tout en conservant aux hommes éminens qui voudraient y assister une juste suprématie, voilà ce qu'il faut chercher sous peine de voir bientôt ces réunions dégénérer et déchoir.

Dans plusieurs localités, ces congrès sont devenus l'occasion d'hommages rendus à la mémoire de quelques-uns de ces hommes célèbres qui, dans un sol si fertile, ont illustré chaque province italienne. Une statue a été élevée en Toscane à Galilée, et Cavalieri a reçu un honneur semblable à Milan. Les savans italiens qui se réunissent à Gênes cette année y doivent inaugurer la statue de Colomb; l'année prochaine, le plus grand voyageur du moyen-âge, Marco Polo,

recevra l'hommage un peu tardif des Vénitiens. De telles manifestations entretiennent le sentiment national et doivent être encouragées. On doit les approuver surtout lorsqu'elles donnent lieu, comme à Florence ou à Milan, à des publications intéressantes. L'histoire de l'Académie *del Cimento*, presque improvisée par M. Antinori de Florence, l'*Éloge de Cavalieri*, publié à Milan par M. Piola, sont deux livres remarquables qui méritent d'être répandus en France, et qui seront lus avec profit. Espérons qu'un tel exemple ne sera pas perdu, et que, dans des circonstances analogues, d'autres ouvrages, formés sur ces excellens modèles, pourront voir le jour. Si, comme tout semble actuellement le faire espérer, les savans italiens obtiennent la permission de se réunir à Rome, l'*Histoire de l'Académie des Lincei* serait à cette occasion une publication remplie d'à-propos. Cette association puissante et peu connue qui, au XVIIe siècle, voulut faire tourner au profit des sciences et de la philosophie l'organisation à laquelle les ordres religieux devaient leur force, cette association persécutée, qui ne cessa jamais de protéger Galilée, et dans laquelle Bacon demanda sans succès à être admis, mérite de devenir l'objet des recherches d'un homme de cœur et de talent.

Le temps est propice en Italie pour les publications historiques. Si nous pouvions franchir les limites qui nous sont imposées par notre sujet, nous donnerions quelques détails sur les *Archives historiques* publiées à Florence par une société d'hommes distingués, ainsi que sur les *Monumenta historiæ patriæ*, que le gouvernement piémontais fait paraître à Turin. Ne pouvant pas nous arrêter sur ces deux excellens supplémens à la grande collection de Muratori, nous signalerons du moins à nos lecteurs les *Matériaux pour l'histoire de la faculté des sciences dans l'université de Bologne*, dont la publication vient d'être entreprise dans cette ville par M. Gherardi, auquel l'Institut de Bologne avait déjà confié le soin de diriger l'édition des écrits de Galvani. Ces *OEuvres* de Galvani, illustre physicien que les découvertes de Volta avaient trop éclipsé, occuperont désormais une place distinguée dans les bibliothèques, et nous ne doutons pas que la nouvelle publication de M. Gherardi n'obtienne un succès notable, surtout s'il se décide à publier en entier les documens intéressans qui sont à sa disposition. L'université de Bologne, si célèbre au moyen-âge par ses glossateurs, dont Sarti avait tracé, dans le siècle passé, une savante histoire, que M. de Savigny a développée et popularisée depuis, n'a pas rendu moins de services aux sciences physiques et mathématiques qu'à la jurisprudence, et les noms de Ferro, de Ferrari, de Cataldi et d'Adrovandi méritent certes de rester dans la mémoire des hommes aussi long-temps que ceux d'Irnerius et d'Accurse.

M. Gherardi a retrouvé déjà les actes originaux d'une discussion publique qui eut lieu entre deux grands algébristes du XVIe siècle, Tartaglia et Ferrari, au sujet de la résolution de certains problèmes qui occupaient alors les savans. Nous désirons ardemment que ces documens, *ces cartels*, comme on les appelait alors, soient reproduits en entier par M. Gherardi. On n'assiste pas sans émotion au récit de ces débats auxquels actuellement vingt personnes ne s'intéresseraient pas en Europe. Quelle passion, quelle ardeur dans ces luttes! Des hérauts portaient les défis et les réponses; les champions accompagnés de leurs amis se rendaient à l'endroit où la discussion devait avoir lieu au son des fan-

fares, comme l'on marcherait au combat. Pour ne pas voir démenties ses prédictions, Cardan, homme d'un savoir universel, qui ne resta pas étranger à ces luttes, se laissait, assure-t-on, mourir de faim. C'est une telle fougue qui rendait ces hommes invincibles et qui leur permettait, à une époque où, à proprement parler, l'analyse algébrique n'existait pas encore, à une époque où il n'y avait ni notations, ni méthodes générales, ni enseignement public, ni livres élémentaires, de s'avancer dans certaines directions aux limites de la science, et de poser des barrières que tout le génie des Euler et des Lagrange n'a pas su franchir depuis!

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

INSTRUCTION DE F. DE MALHERBE A SON FILS, publiée par M. Ph. de Chennevières (1). — La Normandie est, sans aucun doute, celle de nos anciennes provinces qui a le plus à cœur la gloire de ses enfans. Aux plus illustres, à ceux qui ont été rois, comme Corneille et Guillaume, par la lyre ou l'épée, elle dresse des statues; à ceux qui, plus humbles, ont mérité cependant un souvenir, elle décerne, dans les académies, des éloges historiques; quelquefois même elle ressuscite, après plusieurs siècles, des morts oubliés, comme Wace ou Raoul de Ferrières. Qu'on ouvre, en effet, les *Mémoires* des sociétés savantes de cette belle et intelligente province; à Rouen, à Caen, partout enfin, on trouve de curieuses recherches sur la vie et les travaux des hommes qu'ont vu naître les domaines du conquérant. C'est ainsi que M. Deville, après tant d'autres biographes, a donné sur Corneille, sur les habitudes intimes de sa vie, sur son rôle pendant la fronde, des détails tout-à-fait nouveaux; c'est ainsi encore que l'un des compatriotes de Malherbe vient de publier un document qui éclaire, d'une façon tout-à-fait neuve et piquante, la biographie intime du poète qui, le premier,

Fit sentir dans ses vers une juste cadence,

et y porta souvent de grands sentimens, ce qui, certes, vaut mieux encore que l'instinct de la césure. Ce document est une instruction adressée par Malherbe à son fils Marc-Antoine. Entièrement inconnue aux biographes des deux derniers siècles, et enfouie à Aix dans une bibliothèque particulière, l'*Instruction* avait été déjà signalée à l'attention publique dans une brochure de M. Roux Alpheran, intitulée : *Recherches biographiques sur Malherbe, adressées à MM. les maire, adjoints et membres du conseil municipal de la ville de Caen;* mais l'auteur des *Recherches biographiques* s'était borné à citer quelques fragmens, et M. Ph. de Chennevières, en publiant aujourd'hui l'*Instruction* dans l'intégrité de la rédaction première, vient d'ajouter une page intéressante à notre histoire littéraire.

(1) Caen, 1846. Un vol. broch., in-8°.

Dans l'antiquité païenne, au temps des grandes choses, les princes et les sages, on le sait, avaient l'habitude d'adresser à leurs fils des conseils sur l'art difficile de gouverner les hommes, ou l'art plus difficile peut-être de bien vivre. Malherbe fit comme les sages et les rois; mais la question qu'il traite est toute différente : dans ses préceptes, il ne s'agit ni de politique ni même de vertu, mais tout simplement d'argent et de procès. L'*Instruction*, écrite à Aix, au mois de juillet 1605, comprend une trentaine de pages, et l'on y cherche en vain une seule ligne, un seul mot qui trahisse le poète; on n'y trouve que le gentilhomme occupé de sa généalogie, et le plaideur intrépide, amoureux de la chicane. Malherbe établit d'abord sa descendance; il rappelle avec orgueil qu'un de ses ancêtres, baron de La Haye dans le Cotentin, « accompagna le duc Guillaume à la conquête d'Angleterre, » et qu'en mémoire de cet événement les armoiries de sa maison ont été peintes, par ordre de Guillaume, dans l'abbaye de Saint-Étienne de Caen et dans celle du Mont-Saint-Michel. L'arbre généalogique une fois dressé, le poète aborde franchement les questions d'intérêt, et jamais, on peut le dire, procureur normand ne se montra plus habile à dresser des comptes, à régler par avance les successions et les partages. Il commence par ergoter contre son frère Éléazar, lequel avait reçu en dot, de la maison paternelle, une charge de conseiller au présidial de Caen. Cette charge valait douze cents écus; mais comme, en vertu de la coutume de Normandie, un père « ne peut directement ni indirectement avancer un fils plus que l'autre, » Malherbe annonce l'intention de faire rendre à son frère la moitié de cette somme, plus les intérêts depuis vingt ans. Il ajoute que, dans le cas où il faudrait plaider, il serait bon de rappeler qu'Éléazar, sa femme et ses enfans, avaient toujours été nourris dans la maison paternelle, au grand détriment des autres héritiers, et que, pendant ce temps, lui, François Malherbe, n'avait reçu pour tous présens qu'un tonneau de cidre. Il invoque, en outre, le peu de dépense que son éducation avait occasionné, attendu qu'il avait toujours été *en pension* à Caen, à Paris et en Allemagne, pendant deux ans, tandis que son frère avait eu des maîtres particuliers. Il serait difficile, on le voit, d'apporter dans les relations de famille plus d'égoïsme et d'esprit de calcul. Malheureusement, sous ce rapport, Malherbe ne fait pas exception, et, parmi les poètes des deux derniers siècles, Corneille est peut-être le seul dont le caractère ait égalé le talent.

La dot de sa femme, comme celle de son frère, devait causer à l'ami de Des Perriers plus d'un embarras et plus d'une chicane. Cette dot consistait en 3,000 écus sur la commune de Brignolle, et 800 écus constitués en rente sur la ville de Tarascon, au denier 12, ce qui était alors le taux légal; mais, au lieu de payer en argent, la commune de Brignolle paya en marchandises cotées au-dessus de leur valeur. Le poète fit un procès, et, après cinq ans de débats, il lui fut adjugé 16 pour 100 d'intérêt au lieu de 12, avec la faculté de retirer le principal quand bon lui semblerait.

Nous n'insisterons point plus long-temps sur tous ces détails, car la prose du poète, rayée de chiffres, positive comme une addition et hérissée de termes de chicane, ne se prête guère à l'analyse; il nous suffira de dire que, comme élement de la biographie de Malherbe, l'*Instruction* présente un véritable intérêt. Il serait à souhaiter qu'on pût réunir sur les hommes appelés à vivre dans l'histoire des documens du même genre; il y aurait là matière à de bonnes

études morales. N'est-ce pas en effet un problème étrange, et qui mérite d'être approfondi, que cette éternelle contradiction qui éclate, dans la vie des artistes et des poètes, entre le fait et l'idée, entre les œuvres et les actes? Il nous semble que Buffon a commis une lourde erreur en affirmant que le style, c'était l'homme; — erreur peut-être volontaire, car il parlait devant des académiciens qui venaient de lui donner leur voix, et ces sortes de dettes ne s'acquittent guère que par des flatteries. — S'il s'agissait de trouver des argumens sérieux contre cet aphorisme, les exemples ne manqueraient pas : l'antiquité nous donnerait ses philosophes, démentant souvent par leur conduite les maximes les plus formelles de leurs ouvrages; le moyen-âge nous donnerait ses mystiques et ses moines, prêchant la pauvreté individuelle et travaillant sans cesse à augmenter leurs richesses collectives, écrivant de beaux traités sur le renoncement et passant leur vie en procès pour la pêcherie d'une rivière ou la dîme d'un champ de blé; enfin, dans la série des poètes, on aurait souvent occasion de réfléchir sur ce vers :

« L'idéal tombe en poudre au toucher du réel, »

et de reconnaître que les rêveurs, quand il s'agit de leurs intérêts, sont tout aussi positifs que les procureurs.

— Histoire de Béziers, par M. H. Julia (1). — Il n'est guère aujourd'hui de province et même de ville qui ne voie écrire ses annales par quelque plume indigène. L'histoire de la ville natale est le début assez ordinaire des jeunes écrivains dans la carrière de l'érudition. Si le talent fait défaut, on a au moins le mérite du patriotisme et d'un devoir filial rempli; si la renommée se tait au dehors, on s'en console *intrà muros*. Les applaudissemens du coin du feu et les ovations académiques de l'endroit forment une suffisante et légitime compensation. Au demeurant, il serait injuste de ne pas reconnaître dans un grand nombre de ces premiers essais une utilité réelle. Quelque incomplètes que soient pour la plupart ces premières tentatives d'un talent inexpérimenté, elles apportent à la science une certaine somme d'élémens nouveaux, des matériaux quelquefois précieux. Ce n'est pas l'ardeur des recherches et la consciencieuse investigation des vieux dossiers qui manque aux jeunes auteurs. Ils pécheraient plutôt par l'excès contraire. En outre, l'étude des monumens, faite sur place, aura toujours un mérite particulier de fidélité et de réalité.

M. Henri Julia, à ce qu'il paraît, a vu le jour dans la douce cité de Béziers. C'est un bonheur qu'un poète latin célébra autrefois avec quelque emphase. M. Julia a voulu s'en montrer reconnaissant, et il s'est fait le chroniqueur de l'antique Biterræ. Béziers, fondée à ce que l'on croit par des Phocéens de Marseille, et enclavée dans le territoire des Volces-Tectosages, reçut, vers 117 avant Jésus-Christ, une colonie romaine formée de la septième légion. Florissante au IVe siècle, saccagée par les Vandales, les Visigoths et les Sarrasins dans les siècles suivans, elle parvint, sous les premiers Capétiens, à une haute prospérité, à laquelle la guerre des Albigeois porta un coup mortel. Prise d'assaut par l'armée de Simon de Montfort au mois de juillet 1209, elle vit sa population tout

(1) Un vol. in-8°, Paris, 1844, chez Maillet, rue Tronchet.

entière exterminée par les croisés, qui, suivant quelques historiens, massacrèrent plus de soixante mille personnes. En 1247, Béziers fut réunie à la couronne et sortit peu à peu de ses ruines, joua un rôle assez important dans les guerres civiles du XVe et du XVIe siècle, et finit par être démantelée en 1632, pour avoir pris part à la révolte de Gaston d'Orléans. M. Julia ne s'est pas borné au simple récit des événemens politiques dont Béziers a été le théâtre. Il s'est fort étendu sur l'histoire civile et ecclésiastique de cette ville. Son livre porte l'empreinte des qualités et des défauts que nous signalions plus haut. C'est un amas de documens quelquefois curieux, mais manquant le plus souvent d'intérêt. La partie relative à l'antiquité est fort défectueuse, comme dans la plupart des livres du même genre, car les auteurs ont presque toujours le tort de vouloir suppléer à leur façon au silence des historiens. Ainsi, pourquoi M. Julia a-t-il consacré un paragraphe aux *vertus des Volces-Tectosages*, et pourquoi affirme-t-il que ce peuple n'avait que deux passions, la chasse et la guerre? Ce sont là des puérilités dont il aurait pu faire grace au lecteur. — Les chapitres consacrés au moyen-âge sont beaucoup plus satisfaisans, quoique l'on y rencontre quelques erreurs, entre autres sur l'établissement des communes, erreurs que M. Julia pourra rectifier en relisant les *Lettres sur l'Histoire de France*, de M. A. Thierry. Il pourra aussi s'assurer, dans le commerce de l'illustre écrivain, que l'histoire ne s'écrit pas sur le mode du dithyrambe, et qu'un style simple, naturel et sans prétention n'est pas une des moindres qualités que doive poursuivre un jeune écrivain.

—LONDRES ET LES ANGLAIS DES TEMPS MODERNES, par le docteur Bureaud-Riofrey (1). — Pour être fort pompeux, ce titre-là n'en est pas plus clair, et c'est seulement après avoir lu l'introduction que l'on commence à comprendre la pensée de l'auteur. Médecin français établi à Londres, M. Bureaud prétend rendre service à son pays natal en lui faisant mieux connaître son pays d'adoption. Il professe une admiration sans bornes pour le second, et trouve le premier si dépourvu qu'il n'y a, d'après lui, qu'une raison qui puisse en expliquer le salut : Dieu, dit-il, protége la France; c'est l'opinion des pièces de cent sols; elle n'a jamais compromis personne. M. Bureaud espère nous tirer de cette infériorité en nous proposant le grand modèle de civilisation qu'il a sous les yeux; il l'étudie par tous les côtés et remonte le cours des siècles pour assister à l'enfantement progressif des merveilles qu'il admire : c'est ainsi qu'il a déjà représenté, dans un autre ouvrage, Londres au temps des Romains et Londres au moyen-âge. L'époque comprise dans celui-ci va de 1688 jusqu'au consulat; M. Bureaud s'arrête tout court en 1800; c'est une date, ce n'est point une fin.

Si M. Bureaud, utilisant les connaissances spéciales qu'il possède, nous eût raconté fidèlement l'état sanitaire, les vicissitudes matérielles, les conditions d'hygiène morale et physique par lesquelles a passé la vaste cité qu'il habite, il eût pu nous tracer un tableau à la fois intéressant et instructif; malheureusement l'ambition l'a pris d'être un historien politique, en même temps qu'un faible bien naturel le tenait attaché aux détails les plus particuliers de la science médicale. L'Angleterre a, selon son expression, fait deux présens au monde : *la*

(1) Deux vol. in-8°, Paris, Truchy.

vaccine et le gouvernement représentatif. M. Bureaud se croit obligé de la suivre dans cette double voie, et ni l'auteur ni le lecteur ne gagnent au singulier mélange qui résulte de ces investigations par trop divergentes. On tombe ainsi du récit d'une opération d'oculiste à l'avénement de William Pitt, d'une dissertation sur la mort apparente et l'asphyxie à la guerre d'Amérique, et des discours de Burke contre la France à l'exposé des différences qui séparent la chirurgie française de la chirurgie anglaise : les transitions sont par trop difficiles. L'auteur a voulu mettre tant de choses dans son livre, qu'il n'y avait plus moyen de les coudre ensemble; économie politique, statistique, histoire, philosophie, pure médecine, tout est entassé au hasard d'après un semblant d'ordre chronologique. Mieux eût valu l'ordre de l'alphabet pour ranger ces matières incompatibles; on eût eu de la sorte un *Guide du Voyageur* assez passable; encore n'aimerait-on pas beaucoup trouver dans un *Guide* des vérités de la force de celles-ci, qui pleuvent dans le livre de M. Bureaud, vérités trop vraies : « La nature n'a pas fait les femmes pour gouverner; étaient-ce les femmes qui donnèrent à Rome l'empire du monde? » vérités trop byroniennes : « La pauvreté libre est un contre-sens, etc. » J'en passe et des meilleures.

M. Bureaud est pourtant parti d'une idée juste : c'est que la santé publique et individuelle s'améliore en même temps que l'état social; mais, au lieu de suivre cette amélioration de la santé qui était son fait, il s'est par-dessus tout occupé des destinées générales de l'empire britannique qui n'étaient pas assurément de sa compétence; puis il a donné beaucoup plus d'attention aux points qui intéressaient uniquement la pratique de son art qu'il n'en a donné aux grandes modifications hygiéniques et morales introduites par le temps et l'expérience dans la ville de Londres. Il en est resté aux banalités déjà connues, et l'on voit trop qu'il n'est point remonté jusqu'aux sources à consulter. Pour faire un tableau de Londres au XVIIIe siècle, il eût fallu interroger les mémoires privés et la littérature courante de l'époque, cette littérature des rues si féconde et si caractéristique en Angleterre; il eût fallu scruter avec au moins autant de zèle les *blue books* où les commissaires du parlement ont successivement consigné le résultat de leurs enquêtes sur la situation des classes inférieures. Aussitôt après 1815, lorsque la fin de la guerre européenne eut rétabli la sécurité, ces enquêtes furent poursuivies avec une exactitude précieuse, et l'état de choses qu'elles révélèrent alors datait certainement de loin. Toute la fin du XVIIIe siècle est éclairée par ces recherches bienfaisantes qui ouvrirent le XIXe. M. Bureaud ne s'est douté ni des questions qu'il devait traiter ni des ressources qu'il avait sous la main pour les résoudre. Le livre qu'il avait essayé est encore à faire. On pourra l'écrire en un meilleur français. A. T.

V. DE MARS.